

# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15781 - 7 F

SAMEDI 21 OCTOBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## La droite se dispute les faveurs des commerçants et artisans

IL SE PASSE rarement une semaine sans que Jacques Chirac ne se préoccupe de l'état d'avancement des mesures en faveur des petits commerçants et artisans, vivier traditionnel de la droite. Cette préoccupation est renforcée par la conviction qu'ils détiennent les clés de la reprise de l'emploi. Pendant la campagne présidentielle, Pierre Pujade, qui avait fait trembler la IV<sup>e</sup> République, avait repris du service en faveur de M. Chirac. Dans la majorité, l'intérêt électoral de la défense des « petits » n'a pas échappé à Alain Madelin, ancien ministre de l'économie, qui, depuis son image, se veut leur meilleur porte-parole. Cette émulation à droite profite, depuis cinq mois, aux commerçants et artisans, dont la bienveillance demeure toutefois liée à la satisfaction de leurs intérêts corporatistes.

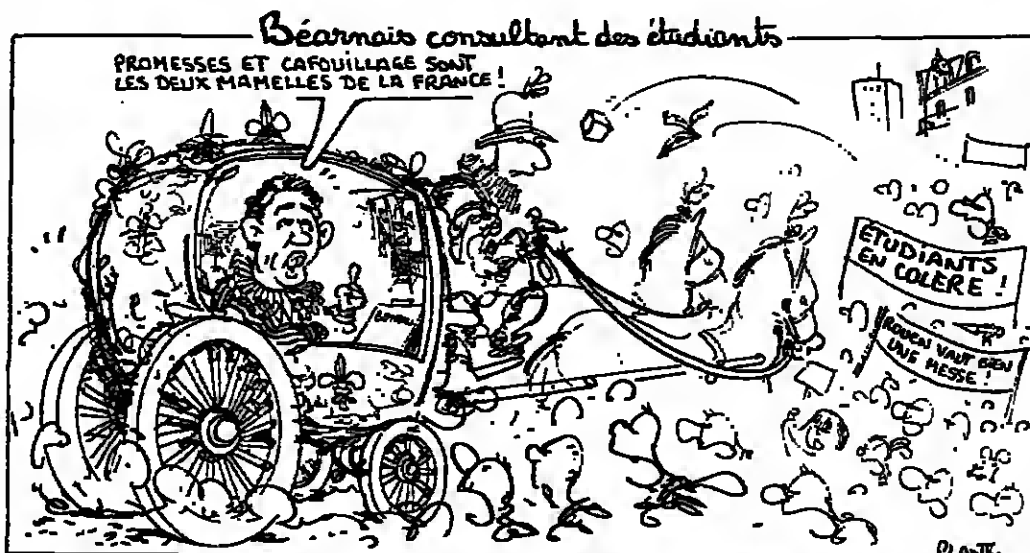
Lire page 6

## Le gouvernement retarde d'un an la réforme universitaire promise par M. Chirac

Dans la fonction publique, les syndicats FO, CGT et FSU envisagent une nouvelle grève

FRANÇOIS BAYROU, ministre de l'éducation nationale, a annoncé, jeudi 19 octobre à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), l'ouverture d'une réflexion générale sur l'avenir de l'université. Cette consultation sera ouverte à « l'ensemble des acteurs du système », les étudiants en premier lieu. M. Bayrou envisage de présenter, avant la fin de l'année universitaire, une série de propositions destinées à « préparer l'adaptation de l'université au siècle prochain ».

Proposée au lendemain de l'abandon du projet de modification de l'allocation de logement sociale (ALS), cette démarche suscite d'ores et déjà des réactions de méfiance, tandis qu'à Rouen, plusieurs centaines d'étudiants en sciences occupent depuis jeudi la présidence de l'université. Les syndicats, qui attendaient une réforme des aides et une négociation sur le statut de l'étudiant pour l'automne, conformément aux promesses de Jacques Chirac, s'inquiètent des conséquences de



ce report. A l'Assemblée nationale, les discussions entre le gouvernement et sa majorité sur le budget de 1996 traînent en longueur. L'amendement tendant à

aligner la fiscalité des concubins sur celle des couples mariés a été adopté. Dans la fonction publique, où les syndicats sont partagés sur les propositions du gouverne-

ment, Force ouvrière, la CGT et la FSU envisagent d'appeler à une nouvelle journée de grève.

Lire pages 7, 8, 13 et 28

## La démission de Willy Claes intervient à un moment-clé pour l'OTAN

WILLY CLAES devait présenter, vendredi 20 octobre, aux ambassadeurs de l'OTAN réunis à Bruxelles, sa démission du poste de secrétaire général de l'organisation. La veille, le Parlement belge avait autorisé la mise en accusation de M. Claes, soupçonné d'avoir couvert, dans les années 80, alors qu'il était ministre, le versement de pots-de-vin au Parti socialiste flamand. L'Alliance atlantique va devoir lui trouver rapidement un successeur. L'OTAN est en effet en train de préparer l'envoi d'une importante force d'interposition en Bosnie. Elle est aux prises, d'autre part, avec la question de son élargissement vers l'Europe de l'Est, dont Moscou ne veut toujours pas entendre parler. Ce sujet devrait être abordé lors des entretiens entre Boris Eltsine et Jacques Chirac, vendredi et samedi à Paris.

Lire page 2

## La grande distribution contre-attaque



MICHEL-ÉDOUARD LECLERC

**BOUC ÉMISSAIRE ?** Michel-Edouard Leclerc n'aime pas l'être et ne le sera pas. Estimant la grande distribution injustement mise en cause, le coprésident des Centres Leclerc se défend. Les « affaires » ? La loi Royer, dit-il, en est directement responsable, qui donne aux politiques le moyen de monnayer les autorisations d'ouverture de grandes surfaces. La guerre industrie-commerce ? Les politiques ont sciemment soufflé sur les braises pour flatter la clientèle des PME-PMI en période électorale. La déflation ? La grande distribution n'est pas responsable d'un phénomène engendré par les dévaluations de nos partenaires européens.

Michel-Edouard Leclerc se veut néanmoins à l'écoute des difficultés des industriels et se dit prêt à accepter un certain aménagement du droit de la concurrence, si le consommateur n'en fait pas les frais. Ses diatribes et ses menaces, il les réserve aux hommes politiques. Si ces derniers ne changent pas de discours et de pratiques, le coprésident des Centres Leclerc se dit prêt à transférer ses centres de décision à l'étranger et à mobiliser ses électeurs : les consommateurs.

Lire page 16

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 360 DR; Islande, 140 K; Italie, 2700 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 9 Dir; Norvège, 14 KRO; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République, 9 F; Sénégal, 800 F CFA; Suède, 15 KRO; Suisse, 2,10 FS; Tunisie, 1 Din; USA, 1 \$; USA (hors), 2,50 \$.

M 0147 - 1021 - 7.00 F

## Les députés contre les privilèges fiscaux... sauf les leurs

**AH ! LA BELLE CAUSE** de l'équité fiscale ! La noble croisade contre les privilèges et les privilègiés ! Le 10 octobre, la commission des finances de l'Assemblée nationale avait adopté un amendement, écarté depuis, au projet de loi de finances pour 1996. Cet amendement visait à supprimer les déductions fiscales supplémentaires, de 5 % à 40 %, dont bénéficient une soixantaine de professions. Retrouvant la chaleur d'une nuit du 4-Août, Charles-Amédée de Courson, député (UDF-CDS) de la Marne, intraitable Fouquier-Tinville de l'équité fiscale, avait souligné, en défendant cet amendement le 10 octobre, qu'on ne pourrait parler d'égalité devant l'impôt tant que ne seraient pas abolies ces déductions particulières.

Cette ardeur républicaine est parfaitement légitime, au moment où chacun est invité à contribuer à la réduction des déficits publics. Elle serait toutefois totalement convaincante si les députés - tout comme les sénateurs - ne s'étaient eux-mêmes aménagés, au fil des ans, une discrète « niche fiscale ». Un député perçoit, en effet, trois indemnités de base : son indemnité parlementaire, intégralement soumise, depuis 1993, à l'impôt sur le revenu, une indemnité de résidence et une indemnité « de

fonction » ; au total, 31 081,99 francs nets annuellement pour un jeune député qui verse une double cotisation de retraite. Il dispose également d'un crédit de 40 203 francs par mois pour la rémunération de collaborateurs : ce crédit, dont le versement est effectué et contrôlé par l'Assemblée, a été fortement augmenté cette année pour permettre aux députés de rémunérer un troisième assistant, ce qui reste modeste si l'on compare les parlementaires français à bon nombre de leurs homologues étrangers.

Reste une dernière indemnité, dite « d'aide dactylographique ». Il s'agit d'une aide double, puisque son montant s'élève, aujourd'hui, à 34 180 francs par mois, soit davantage que l'indemnité parlementaire elle-même. Plus encore, les députés ont obtenu depuis deux ans une revalorisation très forte de cette indemnité, qui était de 25 456 francs en 1993. Or l'indemnité d'aide dactylographique est, purement et simplement, exonérée d'impôt sur le revenu. Tout comme l'indemnité de fonction, de l'ordre de 8 000 francs. Autrement dit, pour un peu plus de 32 000 francs de revenu imposable, les députés disposent de quelque 42 000 francs de

ressources supplémentaires, hors tout contrôle du fisc et même tout contrôle de l'Assemblée puisque cette aide est versée aux groupes parlementaires, qui la redistribuent ensuite, dans des conditions variables, à leurs membres.

Encore faut-il, pour être précis, tenir compte de la situation particulière de chaque élu. Tel député, participant activement au travail législatif et ne disposant pas de la logistique liée à un mandat local important, dispose, grâce à l'indemnité dactylographique, des moyens de rémunérer des travaux de secrétariat indispensables. Mais alors, pourquoi ne pas considérer ces frais comme des frais professionnels classiques, exonérés de l'impôt dès lors qu'ils font l'objet de justificatifs ? Pour tel autre député, au contraire, qui cumule son mandat parlementaire avec la maîtrise d'une ville importante ou la présidence d'un conseil général ou régional et trouve, là, tous les moyens de secrétariat dont il a besoin, l'indemnité dactylographique, totalement exonérée d'impôt, constitue un confortable viatique. Cela vaut bien une déduction particulière sur l'impôt sur le revenu.

Gérard Courtois

## Activisme diplomatique, sanction terroriste

LE TERRORISME qui frappe aujourd'hui la France ne ressemble pas à celui qui a ensanguiné le pays dans les années 80, sauf peut-être sur un point essentiel : dans un cas comme dans l'autre, Paris paie très cher le prix d'une politique étrangère, réelle ou supposée, dans des pays ou des régions qui furent, au moins partiellement, sous son influence.

Au-delà de leurs exigences confuses, qui vont de la conversion à l'islam de Jacques Chirac à l'arrêt du « soutien » français au régime du président Liamine Zéroual, les extrémistes islamistes algériens en 1995, comme les terroristes du Proche-Orient, imposent à la France la rançon de ses choix politiques ; avec cette différence toutefois qu'en 1980 ces options étaient assumées, alors que, s'agissant du conflit algérien, Paris entretient la confusion.

La décennie 80 a été passablement agitée au Proche-Orient. Dans la guerre qui opposait Bagdad à Téhéran, la France a soutenu l'Irak, auquel elle a même prêté des Super Etendard. Elle a ouvert ses portes aux opposants du régime iranien, auquel l'opposait en outre un lourd contentieux finan-

Paris s'est aussi fait le champion au verbe haut du respect de l'indépendance du Liban, se mettant à dos la Syrie et ses alliés libanais. La France a participé à la force multinationale à Beyrouth, censée y ramener la paix après le départ de l'OLP en 1982, puis protéger les populations civiles après les massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila. Elle a fait évacuer de Tripoli, au Liban nord, Yasser Arafat et les combattants de l'OLP, évacués par la Syrie. Bref, la France n'a pas hésité à dire tout haut ce qu'elle pensait et à agir en conséquence, dans une région où les choses sont compliquées et liées les unes aux autres.

Le gouvernement français s'était rarement contenté des communiqués laconiques ou moralisateurs qu'il signait avec ses onze partenaires de la Communauté européenne. A la différence de ces derniers - qui, à l'exception de la Grande-Bretagne, n'ont jamais eu de « passé » au Machrek -, Paris n'a jamais renoncé à exercer dans cette région une influence politique et un rayonnement culturel.

Mouna Nabli

Lire la suite page 13



## Périls en Côte-d'Ivoire

A la veille de l'élection présidentielle, une extrême tension règne en Côte-d'Ivoire, au point d'y menacer la fragile démocratie pluraliste.

p. 4

## La Russie contre l'Occident

L'écrivain russe Friedrich Gorenstein s'alarme, dans un point de vue publié par *Le Monde*, des conséquences des bombardements de l'OTAN en Bosnie : l'affirmation d'un sentiment fortement anti-occidental en Russie.

p. 12

## Jours de crise à l'ONU

En mai, les Nations unies ont eu à décider de l'opportunité des frappes aériennes en Bosnie. Le récit de ces journées prouve que les reproches - impuissance, irresponsabilité, passivité - faits à l'organisation, qui célèbre ses cinquante ans, peuvent aussi être adressés aux pays membres.

p. 11

## Rhône-Poulenc se recentre

Après avoir, de 1990 à 1994, dépensé 40 milliards de francs dans l'acquisition d'une trentaine de firmes, surtout aux Etats-Unis, le groupe français se réoriente sur 45 spécialités, où il détient une position mondiale forte.

p. 14

## Prêt-à-porter : le temps du spleen

Les présentations de collection de prêt-à-porter prennent fin à Paris. Retour au classicisme strict des années 60 ou paupérisme affiché, elles traduisent le désenchantement de l'époque. Les Japonais sont presque les seuls à échapper au spleen ambiant.

p. 23

## Les éditoriaux du « Monde »

Jeux dangereux en Italie ; L'impôt bien-pensant.

p. 13



**DÉMISSION** Le secrétaire général de l'OTAN, le Belge Willy Claes, a annoncé sa démission, vendredi 20 octobre dans la journée. En le renvoyant devant la Cour de Cassa-

tion, le Parlement belge a autorisé, jeudi 19 octobre, sa mise en accusation dans un double scandale politico-financier. M. Claes est soupçonné d'avoir couvert en 1988 et 1989 le

versement par les sociétés italiennes Agusta et française Dassault de pots-de-vin de plusieurs millions de dollars à son parti, le Parti socialiste flamand (SP). ● UN SUCCESEUR lui

sera trouvé à la tête de l'Alliance. Les « candidats » pouvant réunir le consensus des seize pays membres ne sont pas très nombreux. ● CET ÉPISODE survient alors que l'OTAN

organise une difficile opération de maintien de la paix en Bosnie et qu'elle reste aux prises avec la question très complexe de son élargissement vers l'Est.

## Willy Claes va quitter son poste de secrétaire général de l'OTAN

Désavoué par les députés belges, l'ancien ministre devra répondre devant la justice des accusations de corruption dans l'affaire Agusta. Son successeur devra notamment organiser le déploiement de 60 000 soldats pour assurer la paix en Bosnie

BRUXELLES

de notre correspondant

Willy Claes a annoncé sa démission au cours d'une réunion avec les ambassadeurs à l'OTAN, vendredi 20 octobre, après le vote des députés belges approuvant son renvoi devant la Cour de cassation, seule juridiction habilitée à juger un ancien ministre. Ce vote a été acquis par 97 voix contre 52, avec un bulletin blanc. De la même famille politique que M. Claes, les socialistes flamands sont au nombre de 20 à la Chambre des représentants et les socialistes francophones occupent 21 sièges. Il n'y a

donc eu guère plus d'une dizaine de voix favorables à M. Claes dans les autres formations, alors qu'il espérait le soutien d'une bonne partie des sociaux-chrétiens, alliés aux socialistes dans la majorité gouvernementale.

Tous les députés étaient présents, jeudi en fin d'après-midi, pour entendre, durant trois heures, les deux avocats de M. Claes, puis l'accusé lui-même. Tout comme le vote, l'audition a eu lieu à huis clos. Après une heure de délibération, la décision de la majorité a été dépourvue de toute ambiguïté. Raymond Langendries, président

social-chrétien de la Chambre, en a donné lecture : « Il existe suffisamment d'indices pour ordonner le renvoi de M. Claes devant la Cour de cassation, afin de permettre la poursuite de l'instruction. Ce renvoi vise des faits punissables de corruption comme auteur, coauteur et complice, ainsi que de faux en écritures et usage de faux, dans le cadre de l'attribution du marché des hélicoptères à la société Agusta et des marchés dits « Carapace » et « Mifship » conclus avec la société électronique Serge Dassault. » Ainsi étaient mises en doute les affirmations de l'ancien ministre de

l'économie sur la « totale transparence » de ces marchés et sur son absence de relations suivies avec les mandataires des deux fournisseurs étrangers.

La cause indirecte des ennuis de M. Claes fut l'assassinat à Liège, le 18 juillet 1991, du dirigeant socialiste wallon André Cools par un tueur non identifié à ce jour. En cherchant les mobiles éventuels du crime, les enquêteurs ont d'abord découvert l'existence de pots-de-vin pour la commande par la Belgique, fin 1988, de 48 hélicoptères militaires à la firme italienne Agusta, préférée à l'Aérospatiale fran-

çaise. Les socialistes francophones furent d'abord soupçonnés d'avoir été les principaux bénéficiaires de ces « dons ». Puis l'enquête se dirigea vers le Parti socialiste flamand, que M. Claes représentait à un poste-clé dans la coalition gouvernementale. De nouvelles découvertes furent faites par la suite au sujet de la modernisation des avions F-16 de la Belgique en matière d'équipements électroniques. La firme Dassault aurait versé en Suisse 10 millions de francs français pour obtenir le marché.

Depuis le début de ces affaires, certains Italiens d'Agusta ne se

privent pas de porter des accusations de corruption contre les négociateurs belges. Les Français gardent un silence prudent. Depuis longtemps, l'Union de l'Europe occidentale (UEO), « pilier européen de l'Alliance atlantique », presse ses membres de s'unir pour constituer une industrie d'armement face à la concurrence américaine. Le plus haut représentant des Européens au sein de l'OTAN éblouissait par les pratiques déloyales entre alliés du Vieux Continent, quel amer paradoxe !

Jean de la Guérivière

## La chute du « petit homme rouge »

BRUXELLES

de notre correspondant

L'histoire de Willy Claes est celle d'une ambition internationale contrariée par un passé controversé dans la politique intérieure belge. L'ultime et véhémente protestation du secrétaire général devant ses anciens

compagnons du Parlement trouvait sa force dans un sentiment d'injustice à l'égard d'une carrière adroite puisée à l'idée d'une médaille de la paix, d'un acte de dévouement à l'égard des partis, M. Claes enrageait d'être le seul accusé, avec son ancien collègue de la défense, Guy Coëme.

Willy Claes, né dans une modeste famille flamande en 1938, a surtout hérité de son père, violoniste professionnel, des dons de mélomane reconnus. Le côté artiste du personnage attire la sympathie, alors qu'il est par ailleurs critiqué pour son caractère autoritaire et vaniteux. Capable de conduire un orchestre de musique classique, M. Claes improvise aussi au piano. Le titre d'une de ses compositions musicales, *Little Red Man*, écrite pour la radio flamande, devint le sobriquet de l'auteur quand il fut passé complètement à la politique.

Militant socialiste dès l'âge de dix-sept ans, M. Claes est élu député en 1968. Ministre de l'éducation nationale en 1972, puis ministre de l'économie dans plusieurs gouvernements, il dirige la diplomatie belge en 1992. Le 26 septembre 1994, il succède à Manfred Wörner au secrétariat général de l'OTAN. M. Claes est notamment soutenu par les Français. Comme la plupart des notables flamands de Belgique, il parle relativement bien la langue de Voltaire, ce qui compte à Paris.

L'ancien militant socialiste, dont le parti avait naguère versé dans l'antiaméricanisme, s'impose et s'attire finalement les louanges de Washington pour sa direction « ferme et excellente », comme le dit le vice-président Al Gore, en visite à Bruxelles le 27 février 1995. Pendant des mois, le secrétaire général doit concilier son travail à l'OTAN et la disponibilité à l'égard des enquêteurs belges. Son domicile et sa résidence de fonction sont perquisitionnés. Son ancien chef de cabinet est arrêté puis incarcéré.

Le 12 mai, M. Claes est entendu pendant plus de douze heures au palais de justice de Bruxelles. Impassible, il paraît faire abstraction de ces événements pour préparer l'élargissement de l'Alliance à certains pays d'Europe centrale et orientale, pour assurer le contrôle politique de l'action militaire de l'OTAN en ex-Yugoslavie.

Néanmoins, alors que sa fonction lui impose d'expliquer la politique des Alliés, il fuit dans un premier temps la presse pendant ses voyages officiels ou quand les dirigeants des anciens pays ennemis, devenus « partenaires en coopération », défilent au siège de l'OTAN. Puis il semble plus détendu au fil des mois, rencontrant de nouveau les journalistes auxquels, en janvier, il souhaite « une année avec beaucoup de nouvelles, bonnes si possible ».

Chaque semaine passée dans la seule tension du drame bosniaque, alors que l'enquête semblait s'enliser, était du temps gagné pour lui. C'était compter sans l'obstination du procureur de la Cour de cassation, Jacques Veu, dans un débat entre Belges que les ambassadeurs alliés affectaient de ne pas chercher à comprendre mais qu'ils souhaitaient voir trancher sans plus tarder.

J. de la G.

## Les Alliés en quête d'un successeur

BRUXELLES

de notre correspondant

Après s'être interdit ces derniers mois d'anticiper sur l'épilogue belge de l'affaire Claes, les Alliés vont devoir lui trouver rapidement un successeur. Un premier tour d'horizon pourrait avoir lieu dès samedi à New York, en marge des festivités du 50<sup>e</sup> anniversaire des Nations unies. Quelques noms se détachent.

Douglas Hurd, ancien secrétaire au Foreign Office, passe pour avoir les faveurs des Américains. De bonnes chances sont aussi accordées à Néerlandais Rüd Lubbers, ancien premier ministre, ou Hans Van den Broek, commissaire européen chargé notamment des relations avec l'Est et de la politique de sécurité commune. Des surprises sont cependant possibles. Pourquoi ne pas reconnaître les mérites du discret et affable Italien Sergio Balanzino, secrétaire général délégué, qui avait déjà assuré l'intérim après la mort de Manfred Wörner, se demandent certains ?

A ce stade, il est plus facile de procéder par élimination. Les États-Unis n'ont jamais revêtu la fonction, se contentant, depuis toujours, d'avoir un de leurs généraux au poste de commandant suprême des forces alliées en Europe.

UNE FONCTION POLITIQUE ET MILITAIRE

La fonction de secrétaire général est à la fois politique et militaire. La France et l'Espagne, qui ne font pas partie du commandement intégré, ne sauraient présenter de candidat. Faute d'armée, l'Islande est hors jeu. Le Luxembourg, dont les effectifs sont minimes, ne peut guère avoir de prétentions.

Deux autres alliés sont exclus de fait : la Grèce et la Turquie, qui, en raison de leur contentieux, se neutraliseraient dans toute velléité d'accéder au secrétariat général. En principe, rien n'interdit à la Belgique de présenter un de ses ressortissants pour prendre le relais d'un mandat interrompu par la déci-

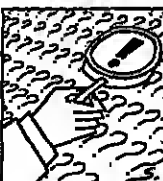
sion de ses députés. Elle y renoncera fort probablement, par décence. Le Portugal semble handicapé par le fait qu'un de ses meilleurs diplomates, José Cutileiro, assume déjà la fonction de secrétaire général de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), « pilier européen de l'Alliance » en vertu du traité de Maastricht.

Déjà, pour la succession de Manfred Wörner, les pays nordiques avaient exprimé leur souhait d'avoir un jour leur tour au secrétariat général. Souvent cité, Uffe Ellemann-Jensen, ancien ministre danois des affaires étrangères, n'est pas le candidat préféré de la France, en raison de ses prises de position contre le nucléaire. Paris pourrait faire valoir que son pays n'est qu'un membre « observateur » de l'UEO, ce qui serait gênant alors qu'une complémentarité est recherchée entre cette organisation et l'OTAN.

J. de la G.

## L'Alliance déstabilisée recherche un visionnaire

LA DÉMISSION de Willy Claes intervient au plus mauvais moment possible pour l'OTAN. Dans quelques jours, quelques semaines, elle devra mettre sur pied la seule grande opération militaire qu'elle ait jamais eu à engager sur un théâtre extérieur : dépêcher, sous son patronage,



quelque 60 000 soldats en Bosnie pour y assurer le maintien d'une paix pour le moins problématique. C'est le moment où il faudrait un secrétaire général fort, alors que le calendrier pour les mois et les années à venir est truffé d'embûches. Hormis l'affaire bosniaque, le dossier le plus explosif est celui de l'élargissement de l'OTAN, qui conditionne son avenir et celui des relations avec la nouvelle Russie.

Au lendemain de l'effondrement du mur de Berlin et du démantèlement de l'URSS, tout était simple.

Dégagés du joug soviétique, les pays d'Europe de l'Est et du Centre n'avaient qu'une envie : manifester clairement leur retour dans le camp des nations libres de l'Europe. Le chemin semblait tout tracé : la double intégration dans l'Union européenne et dans l'OTAN. Ce devait être, et c'est toujours, à la fois, le moyen de se défendre contre d'éventuels démons internes et un message – bas les pattes ! – adressé au Kremlin au cas où il serait sujet à un regain d'ambition impérialiste.

Depuis, ce qui paraissait simple s'est transformé en casse-tête politico-diplomatique. Avec quelques bons arguments, Moscou a fait valoir que, le pacte de Varsovie dissous, l'OTAN devenait sans objet. A plus forte raison, le Kremlin dit s'opposer catégoriquement à tout élargissement qui mettrait les troupes de l'Alliance aux portes de la Russie. En proposant aux Russes et aux pays d'Europe de l'Est une sorte d'association avec l'OTAN – le Partenariat pour la paix –, les Occidentaux croyaient contourner le nœud de Mos-

cou à l'élargissement. Rien n'y a fait. Plus de deux ans après cette proposition, les Russes sont unanimes, d'un bout à l'autre du spectre politique, pour dire aux Occidentaux qu'ils doivent choisir : ou l'élargissement ou de bonnes relations avec eux... Les États-Unis paraissent hésiter, comme impressionnés par ce chantage. Ils le sont d'autant plus que nombre d'experts américains ne sont pas convaincus de la nécessité de l'élargissement. Militairement, font-ils valoir, l'OTAN n'a rien à gagner à étendre encore ses frontières, le parapluie nucléaire américain et la garantie d'assistance immédiate que les membres de l'Alliance se doivent les uns aux autres (le fameux article 5 de la charte de l'Alliance). Et les pays de l'Est ont d'autant moins à gagner à une OTAN boursofflée, que, faute de standardisation de leurs armements et de leurs systèmes de communication, ils n'en seront que des membres de seconde catégorie.

de démantèlement des plus dangereuses armes nucléaires stratégiques russes, Start II est considéré comme un élément essentiel de la sécurité des États-Unis et de l'Europe.

C'est clair : le dossier de l'élargissement est plutôt mal engagé. Il concerne essentiellement, pour l'heure, quatre pays : les Républiques tchèque et slovaque, la Hongrie et la Pologne. Refusant de concéder un quelconque droit de veto à Moscou, l'Alliance prépare son extension à l'Est, sans enthousiasme. Fin septembre, elle a exposé certaines conditions à l'entrée des postulants, sans fixer de calendrier : maintien d'un régime démocratique (ce qui ne va pas toujours de soi en Slovaquie), volonté de contribuer à la sécurité de l'OTAN, participation aux éventuelles opérations de maintien de la paix, nécessité de se doter de systèmes de communications compatibles avec ceux des autres membres.

Mais les nouveaux membres n'auraient pas à accueillir, automatiquement, d'armes nucléaires ou de troupes américaines sur leur sol : il n'y aura ni G's ni missiles à la frontière polono-russe. Pour les pays concernés, c'est bien un statut de seconde zone ; pour Moscou, c'est tout aussi inacceptable. Et le sort de pays comme les Républiques baltes ou l'Ukraine, qui ont autant de raisons de se sentir menacés, n'est pas évoqué.

Il reste que cet élargissement devrait se réaliser – très lentement – car il s'intégrera dans la nouvelle architecture de la sécurité en Europe. Au siècle prochain, les pays d'Europe de l'Est seront membres de l'Union européenne et, à ce titre, sans doute aussi membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'organisation européenne habilitée à traiter des questions de défense. Comme, dans le même mouvement, l'UEO se transformera en pilier européen de l'OTAN, les membres de l'Union européenne seront également membres d'une Alliance nouvelle, où l'Europe devrait faire jeu plus égal avec les États-Unis. Ce n'est pas pour demain. Mais cela réclame un nouveau secrétaire général qui soit un peu visionnaire.

Alain Frachon

## Le dossier de l'élargissement est plutôt mal engagé

Leur intégration à une Union européenne – qui, après tout, veut mettre en route une politique étrangère et de défense commune – devrait suffire à ces pays. Ce raisonnement-là est volontiers développé aux États-Unis dans des journaux comme le *New York Times*, le *Wall Street Journal*, voire au Congrès, sur les bancs démocrates et républicains, pour ne pas parler du Pentagone. C'est un raisonnement qui donne la priorité aux bonnes relations avec la Russie sur l'extension de l'OTAN. La sécurité militaro-politique de l'Europe de l'Est serait mieux garantie par la qualité de ces relations que par l'élargissement de l'OTAN.

Les « anti-élargissement » font valoir que la Russie se refusait, en cas d'ouverture à l'Est de l'OTAN, à ratifier le traité Start II, signé en 1993. Or, parce qu'il organise un vrai début

**Où retrouver l'information qui va donner du poids à votre dossier ?**

Tapez **36 29 00 00** sur **Minitel** pour consulter à chaque instant l'intégralité des articles parus depuis 2 ans dans *La Croix*, *Les Echos*, *L'Entreprise*, *L'Expansion*, *L'Express*, *Le Monde*, *La Tribune*, *L'Usine Nouvelle*, *La Vie Française* et découvrir les dépêches de l'AFP. Vous faites vos recherches dans tous les domaines : économique, politique, social... en tapant tout simplement un mot-clé.

Retrouvez l'info qui vous intéresse

**RE VU PRESSE**  
36 29 00 00

Retrouvez l'info qui vous intéresse

Retourpress est un service de **Questel-Orbit** (SAS) F.T.C. la minute.  
Groupes France Télécom



## Le gouvernement roumain perd sa majorité au Parlement

Le mouvement extrémiste Romania Mare a été exclu de la coalition au pouvoir, tandis que les étudiants entament une grève générale

LE GOUVERNEMENT roumain a été doublement fragilisé, jeudi 19 octobre, par l'extension à l'ensemble du pays d'une grève illimitée des étudiants, la plus importante depuis celle qui avait été « matée » par la sinistre descente des mineurs à Bucarest en juin 1990, et l'annonce, dans la soirée, de l'exclusion d'une formation extrémiste de la coalition au pouvoir. A l'issue d'une réunion de son bureau exécutif, le Parti de la démocratie sociale (PDSR), de facto dirigé par le président Ion Iliescu, a décidé de rompre son alliance avec Romania Mare (Grande Roumanie), une formation ouvertement antisémite, xénophobe et ultranationaliste. En coupant les ponts avec le mouvement du très outragé Corneliu Vadim Tudor, ancien chanteur du dictateur Ceausescu dont il cultive à loisir la nostalgie, le gouvernement roumain perd du coup sa majorité parlementaire.

Même si le chef du PDSR, Adrian Nastase, s'est dit « ouvert à tout, y compris des élections anticipées », il semble néanmoins peu probable que les législatives, prévues dans un an, soient avancées. Les dirigeants politiques de tout bord préféreront sans doute mesurer leur rapport de forces lors du scrutin municipal au début de l'année prochaine, avant de bousculer, éventuellement, le calendrier électoral. D'autre part, le gouvernement de Nicolae Vacaroiu, passé maître dans l'art du roulement, a toujours été minoritaire au Parlement depuis son

investiture en 1992 et a régulièrement survécu aux nombreuses motions de censure déposées par l'opposition, grâce au soutien tacite et ensuite officiel de trois partis, qui ont en commun la démagogie sociale et le nationalisme virulent, dont Romania Mare.

Emil Constantinescu, le dirigeant de la Convention démocratique, la principale force d'opposition, a salué la mise à l'écart de M. Vadim Tudor, comme une « rupture positive », même s'il a estimé que sa présence au gouvernement a « gravement compromis l'image de la Roumanie dans le monde ». Si le gouvernement, et en premier lieu le président Iliescu ont finalement décidé de rompre avec Romania Mare, c'est parce que le turbulent Corneliu Vadim Tudor était, à la longue, devenu plus gênant qu'utile. Celui qui a été baptisé le « Jirnovski roumain » avait récemment lancé une campagne d'une violence et d'une vulgarité rares contre le président Iliescu qui se trouvait alors aux Etats-Unis, où ses interlocuteurs lui ont signifié leur inquiétude de voir de tels partis installés au pouvoir. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement maintient toujours sa coalition avec deux autres formations extrémistes : le PUNR de Gheorghe Funar, très antihongrois, et le PST, l'héritier du Parti communiste, dirigé par un ancien premier ministre de Ceausescu.

Yves-Michel Riols

## Le président russe désavoue son ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev

M. Eltsine, qui entend diriger lui-même la diplomatie, veut lui adjoindre un second

En annonçant, jeudi 19 octobre, la prochaine mise à l'écart de son ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, le président russe

cherche, semble-t-il, à conforter sa position auprès des nationalistes à la veille des élections législatives du 17 décembre. Avant de partir pour

Paris, vendredi, Boris Eltsine a indiqué qu'il entendait conduire lui-même désormais la politique étrangère de la Fédération de Russie.

MOSCOU

de notre correspondant

Boris Eltsine a indiqué, jeudi 19 octobre, qu'il cherchait un « remplaçant » pour son ministre des affaires étrangères Andreï Kozyrev, confirmant ainsi les rumeurs croissantes à Moscou sur le prochain renvoi d'un homme qui symbolisait, depuis cinq ans, la politique d'ouverture sur l'ouest de la Russie. Mais à son départ pour Paris, vendredi matin, le président russe a précisé qu'il lui cherchait surtout « un adjoint », qui puisse « tenir le ministère lors de ses nombreux voyages ». Sa première déclaration avait cependant suffi pour jeter dans l'embarras les chancelleries étrangères, qui s'interrogeaient sur sa signification exacte : volonté de montrer à l'Occident qu'une page peut être tournée dans ses rapports avec la Russie ou manœuvre de politique intérieure, comme l'a interprété la Maison Blanche à Washington.

C'est en réponse à une question, posée lors d'une rencontre d'une heure avec quelques journalistes américains et russes, que Boris Eltsine a confirmé sa décision de chercher un « remplaçant » à M. Kozyrev, dont il avait publiquement critiqué le travail dernièrement. Mais le président n'a pas donné de date pour le départ éventuel de son ministre : « Il a fait beaucoup d'efforts. Alors, ne le soumettons pas à trop de pression. Laissons-le travailler. Mais ma décision reste », a-t-il dit, sans que l'on



sache sur quoi elle porte exactement. Boris Eltsine a, en tout cas, expliqué qu'Andreï Kozyrev ne parvenait pas « à s'imposer auprès d'autres ministres », impliqués dans la définition de la politique étrangère de la Russie, où « chacun tirait à droite et à gauche ». C'est pour quoi, a-t-il ajouté, « cette politique doit être dirigée par le président ».

CONTEXTE ÉLECTORAL

Pas question, donc, de bouleverser la diplomatie russe, d'autant plus que la décision de soumettre la politique étrangère directement à Boris Eltsine et à son entourage n'est pas nouvelle. Andreï Kozyrev

a, en outre, depuis longtemps « durci » son discours, tout comme le Kremlin d'ailleurs. Boris Eltsine a, de plus, multiplié jeudi les bonnes paroles à l'égard de son « ami » Bill Clinton : il a salué son « courage » lorsque celui-ci défend le président russe au Congrès américain, il s'est dit certain que, lors de leur prochaine rencontre, des « solutions seront trouvées à tous les problèmes qui se posent », qu'il est « essentiel » de poursuivre le travail sur les deux traités de réduction des armes nucléaires stratégiques, d'en préparer un troisième et même de chercher à liquider totalement les armes nucléaires dans le monde. Ce qui ne l'a, bien sûr, pas empêché de réaffirmer vigoureusement son opposition à l'élargissement de l'OTAN et de prôner la création d'un « Conseil de sécurité européen », où les Etats de l'Europe seraient représentés « proportionnellement à leur poids ».

De multiples noms de successeurs circulent désormais à Mos-

cou, alors que le dossier de l'ex-Yugoslavie ainsi que les affaires du ministère sont désormais fermement entre les mains d'Igor Ivanov. Mais, en tout état de cause, aucun successeur, aussi « démocrate » soit-il, n'est susceptible de prôner une politique différente sous le régime eltsinien, et encore moins d'affaiblir l'opposition à un élargissement de l'OTAN. Il y a donc de bonnes raisons d'interpréter la déclaration de Boris Eltsine dans le cadre de la campagne électorale russe, car Andreï Kozyrev est la tête de Turc favorite de l'opposition communiste et nationaliste, qui a le vent en poupe. De plus, le ministre Kozyrev comptait peu d'amis dans l'entourage présidentiel, où, depuis un mois, on s'interroge sur ce départ. Partira-t-il avant ou après les élections législatives du 17 décembre, qui seront suivies d'un remaniement ministériel ?

C'est à ce thème d'ailleurs que la presse russe a réservé, vendredi, sa plus grande attention : elle a relevé que Boris Eltsine n'avait « pas exclu » de prendre Iouri Skokov, le chef d'un des principaux partis d'opposition, comme premier ministre. La raison avancée pour justifier ce choix est que ce dernier « n'a jamais porté contre le président ». Dans la foulée, Boris Eltsine en a profité pour présenter le colistier de M. Skokov, le général Alexandre Lebed, comme un dangereux tyran doublé d'un va-en-guerre potentiel : la forme « d'autoritarisme » qu'il préconise n'est pas « bonne pour la Russie », laquelle « n'a pas besoin de guerres », a déclaré le président. L'Occident est ainsi prévenu qu'il doit considérer Boris Eltsine comme le seul garant d'une orientation civilisée de la Russie.

Sophie Shihab

## La stagnation économique en Suisse pèse sur les élections fédérales

BERNE

de notre correspondant

Les Suisses sont appelés aux urnes, dimanche 22 octobre, pour renouveler les deux Chambres de leur Assemblée fédérale. La campagne, jugée terne, voire décevante, par la plupart des observateurs, n'aura guère soulevé de passion. Avec la participation des quatre principaux partis aux responsabilités gouvernementales, le système suisse ne se prête pas à de grands changements, et le nouveau Parlement a de fortes chances de ressembler au précédent, à quelques nuances près.

Dès lors, il n'est pas étonnant que nombre de Suisses se désintéressent des joutes électorales, faisant craindre un nouveau record d'abstention. Dépassant les 70 % dans les années 50, la participation aux élections fédérales n'a cessé de décroître, pour atteindre à peine 46 % il y a quatre ans. L'absence de suspense tient à la nature même de la « démocratie de concordance ». La structure cantonale du pays et l'élection à la proportionnelle du Conseil national (la Chambre basse) garantissent une stabilité à toute épreuve. Et la « formule magique » fixe inamoviblement la

composition du Conseil fédéral : deux radicaux, deux démocrates-chrétiens, deux socialistes et un démocrate du centre.

L'« événement » de la campagne aura été la démission surprise, annoncée pour le 31 octobre, du ministre socialiste des finances, Otto Stich, dont le successeur, Moritz Leuenberger, un socialiste de Zurich, a toutes les chances d'être confirmé à son poste, de même que les six autres membres du gouvernement sortant, en décembre.

SIGNES DE MALAISE

Depuis qu'elles se partagent le pouvoir, les formations gouvernementales s'ajoutent plus des trois quarts des sièges de l'Assemblée fédérale. L'un des grands partis peut gagner ou perdre quelques mandats, mais ce n'est souvent qu'un réajustement par rapport à la fois précédente. Des groupes contestataires marquent parfois des points, comme les mouvements xénophobes dans les années 70, les Verts lors de la dernière décennie et, éventuellement, les partisans du dirigeant populiste Christoph Blocher dimanche, mais sans modifier le rapport de forces.

Jean-Claude Bührer

## Le Sénat italien vote la censure « individuelle » contre le ministre de la justice

Filippo Mancuso, sanctionné pour avoir attaqué les juges de l'enquête « Mani pulite », a déposé un recours

ROME

de notre correspondant

La motion de censure « individuelle » déposée au Sénat contre le ministre de la justice Filippo Mancuso a été adoptée, jeudi 19 octobre, après des mois de polémique et deux jours de débats. Ce magistrat titillon a été une source constante d'embarras pour le président du Conseil Lamberto Dini : depuis le printemps, il s'est acharné contre les juges du parquet de Milan, qu'il accuse d'avoir employé des procédés irréguliers – notamment le chantage à l'empêchement pour faire parler des témoins – lors des enquêtes anti-corruption de « Mani Pulite ». Il a d'autre part demandé plusieurs enquêtes administratives, mais les tribunaux ont donné raison aux magistrats du « pool » milanais.

Le gâchis des sceaux censurés a immédiatement déposé un recours devant la Cour constitutionnelle, estimant irrecevable le vote dont il a été l'objet (l'article 89 de la Constitution prévoit la responsabilité individuelle des ministres pour les actes concernant leur département, NDLR). De son côté, Lamberto Dini a annoncé qu'il demanderait à assumer lui-même le futur interim du ministère de la justice. Tout cela n'aurait pu être qu'un épisode mineur bien qu'embarrassant d'une vie politique

italienne des plus chaotiques, si le vote du Sénat n'avait, à travers le « cas Mancuso », ouvert la boîte de Pandore. Au fil du débat, particulièrement tendu, on a pu d'abord se rendre compte comme l'ont souligné plusieurs orateurs, que la justice appliquée de « gouvernement de techniciens » appliquée à l'équipe de M. Dini, a fait long feu. Tant il est vrai que l'empreinte de la majorité de centre-gauche qui soutient le gouvernement en théorie « apolitique » est à présent des plus évidentes. En témoigne l'exclusion du ministre Mancuso, accusé en réalité d'avoir, par son entêtement, à batailler avec les juges de « Mani Pulite » fait le jeu des ennemis du parquet milanais, c'est-à-dire Silvio Berlusconi – qui sera prochainement jugé pour « corruption » – et ses amis.

OMBRE SUR LES INSTITUTIONS

L'autre constatation immédiate, en entendant les invectives et les accusations proférées dans l'hémicycle, est que si la « Première République » n'est bien effondrée, la « seconde » n'est toujours pas près de commencer. Dans un jeu de plus en plus compliqué où justice et politique restent trop étroitement mêlées pour espérer retrouver une nécessaire sérénité, l'affaire Mancuso est venue jeter une ombre supplémentaire sur

les institutions. Selon le ministre, le président du Conseil Lamberto Dini, avait dans un premier temps, approuvé son action disciplinaire à l'encontre des magistrats, avant de faire machine arrière, car dira-t-il « elle ne plaisait pas à la gauche et au chef de l'Etat ». Qualifiant l'attitude de M. Dini de « lamentable », Filippo Mancuso laissait ensuite entendre que le président de la République Oscar Luigi Scalfaro avait une attitude très « ambiguë » : ce dernier lui aurait en effet adressé une lettre lui expliquant que les mesures disciplinaires à l'encontre des juges étaient inutiles car « ceux-ci sont déjà en train de se débarrasser de leurs propres mains ».

Pis encore, le ministre de la justice a renoncé à prononcer une partie de son discours qui avait déjà été distribuée aux journalistes, mais dans laquelle il mettait en cause l'intégrité d'Oscar Luigi Scalfaro. Ce dernier disait-il avait opéré diverses pressions sur lui, entre autres lorsqu'il présidait en 1993 la commission d'enquête sur la gestion des fonds du Siste (services secrets civils) : quatre ex-ministres de l'intérieur démocrates-chrétiens, dont M. Scalfaro, avaient été mis en cause pour avoir touché illégalement des fonds, et M. Scalfaro avait insisté pour que tout soit archivé.

Le résultat de ce grand déballeage

public sera dans un premier temps d'affaiblir l'autorité de M. Dini, ainsi que l'image du président Scalfaro, présent de plus en plus comme un arbitre partial du jeu politique. Un contretemps ennuyeux pour Lamberto Dini qui ces derniers temps, décidé à prolonger son expérience « technique » au-delà des réformes prévues initialement, était en fait en train de tester une possible voie « centriste » entre une coalition de « centre-droit » un peu déstabilisée par l'annonce du futur procès de M. Berlusconi, et une coalition de « centre-gauche » qui a du mal à prendre ses marques sur l'échiquier politique. L'option « centre-centre » pour évacuer aux extrémités, les communistes de Rifondazione Comunista et l'extrême droite d'Alleanza nazionale ? L'idée plaisait aux modérés, y compris à ce « joker » encore disponible qu'est devenu l'ex-juge vedette Antonio Di Pietro, enfin prêt, semble-t-il, à entrer en politique.

Enfin, dernier signe d'une crise qui pourrait être plus sérieuse qu'il n'y paraît : Silvio Berlusconi a pour sa part annoncé qu'il déposerait une motion de censure à la Chambre des députés, où le gouvernement Dini ne dispose pas d'une majorité.

Marie-Claude Decamps

## La Tchétchénie, « la plus grande déception » de M. Eltsine

Contrairement à ce qui a pu être dit, Boris Eltsine n'a pas fait acte de pénitence à propos de la guerre en Tchétchénie, lors de son intervention sur France 2, mercredi, à deux jours de sa venue à Paris. A des journalistes américains qui lui demandaient, le lendemain, s'il « regrettrait d'avoir commencé » cette guerre, il a répondu « non », ajoutant que la Cour constitutionnelle lui avait donné raison, et que sa décision était « tout à fait constitutionnelle ». Tout au plus, concède-t-il, le fait que « nos garçons ont beaucoup souffert », est « la plus grande déception » de sa présidence. L'autocritique porte sur le fait de n'avoir pas tout de suite « compris » qu'en Tchétchénie, la Russie avait affaire à des « brigands, entraînés en Iran, en Palestine, en Turquie ».

MOL, MAÏA.  
PLISSETSKAÏA

traduit du russe par Lily Denis



La ballerine du siècle  
a écrit ses mémoires.

Témoins  
GALLIMARD



# Une extrême tension entoure l'élection présidentielle ivoirienne

La laborieuse mise en place du système de démocratie pluraliste pourrait être remise en cause par la violence politique. Plusieurs partis d'opposition prônent le boycott du scrutin

Les électeurs ivoiriens se rendront aux urnes, dimanche 22 octobre, pour élire leur président. Scrutin sans suspense. Premier successeur de Félix Houphouët-Boigny, le président sortant, Henri Konan Bédié, n'a

qu'un adversaire, Francis Wodli, professeur de droit et candidat du Parti des travailleurs ivoiriens (PTI), une formation de gauche sans moyens. « Le progrès pour tous, le bonheur pour chacun », slogan du

Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), l'ancien parti unique au pouvoir depuis l'indépendance en 1960, a donné un ton ambigu à la campagne de M. Bédié, tranchant avec la formule « Humilité, patience,

intelligence » de son adversaire. M. Konan Bédié sera-t-il bien ou mal élu ? Cela semble être la seule question posée par un scrutin boycotté « activement » par les principaux partis d'opposition qui ont pro-

mis d'« empêcher » le bon déroulement du vote. La campagne électorale a eu lieu dans un climat de violence politique sans précédent. Au moins huit personnes ont été tuées depuis le 2 octobre.

**ABIDJAN**  
de notre envoyé spécial  
En cette dernière semaine avant l'élection présidentielle, le quotidien gouvernemental ivoirien *Fraternité* publie quotidiennement une petite bande dessinée : on y voit un candidat d'opposition brailler sans relâche devant une foule sceptique « moi aussi, je veux goûter au pouvoir ! ». Dans son zèle, le dessinateur ne se rend pas compte que, par un effet de miroir, il dépeint aussi bien les désirs de l'opposition que les craintes des dirigeants : le pouvoir est un bien qui s'acquiert, se conserve, mais ne se partage pas.

Alors qu'approche le terme d'une campagne qui a déjà fait huit morts, à la veille d'une élection, qui - quels que soient son déroulement et son résultat - sera marquée par le boycott de l'opposition, c'est sans doute là qu'il faut chercher le blocage du processus de démocratisation engagé il y a cinq ans, au soir du règne sans partage de Félix Houphouët-Boigny.

## « ON BOUYERAIT LES URNES »

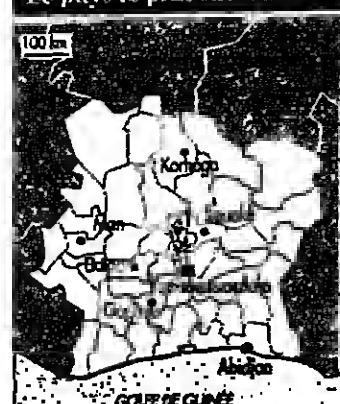
Le professeur René Dégui Ségui, doyen de la faculté de droit, qui vient de tenter une mission de bons offices entre le pouvoir et l'opposition, explique : « Sur les trois critères qui définissent une démocratie : le pluralisme, l'état de droit et l'alternance, aucun n'est vraiment respecté en Côte-d'Ivoire. Si l'on applique les méthodes du parti unique au multipartisme, le système ne peut pas fonctionner ». Or les acteurs politiques

ivoiriens ont bien du mal à se débarrasser de leurs vieilles habitudes. Un quinquagénaire, militant du Rassemblement des républicains (RDR), une scission du PDCI, ancien parti unique) créée pour soutenir les aspirations présidentielles de l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, se souvient : « Quand je suis revenu de France à la fin de mes études, on m'a fait tenir un bureau de vote. Je croyais qu'il fallait tenir compte de ce que les gens avaient fait dans la journée, même s'il n'y avait qu'un seul candidat. En réalité, à la fin de la journée, on émergeait nous-mêmes les listes, on bourrait les urnes et on envoyait le procès-verbal sans compter les bulletins ». Aujourd'hui encore, au siège du PDCI, dans le quartier chic de Cocody, les policiers en armes qui surveillent le bâtiment - ce qui est normal au lendemain de l'incendie du siège du parti à Youpougon, un faubourg populaire - sont stationnés à l'intérieur de la cour plutôt qu'à l'extérieur, comme s'ils faisaient partie du service d'ordre.

La démocratisation en 1990, avec son scrutin présidentiel, qui vit s'affronter Laurent Gbagbo et Félix Houphouët-Boigny, et des élections législatives qui propulsèrent à l'Assemblée nationale une poignée de députés du Front populaire ivoirien (FPI), premiers opposants à entrer dans les lieux, n'a pas marqué la fin de cette époque, mais le début d'une longue transition dont on ne voit toujours pas le terme.

La transition à l'ivoirienne s'est

## Le pays le plus favorisé de l'Afrique francophone



Superficie	332 433 km <sup>2</sup>
Population	13,9 millions
Capitale	Abidjan
Capitale économique	Abidjan
Monnaie	CFA franc
Langue officielle	français
Religion	95,1 % chrétiens, 4,9 % musulmans
Indice de développement humain	0,539

Économie : cacao (1<sup>er</sup> exportateur mondial), café (7<sup>ème</sup> rang), coton, bananes, oranges, bois, coquillages, poisson.

Indépendance : ancienne colonie française, indépendance en 1960.

déroulée selon un autre rituel qu'ailleurs en Afrique. Il n'y a eu ni conférence nationale, ni gouvernement provisoire, ni référendum constitutionnel. Tout a été conçu dans le cadre d'institutions pour l'essentiel mises en place par M. Houphouët-Boigny à l'indépendance, institutions généralement imitées de celles de la France, sur lesquelles on avait greffé le système de parti unique.

Ce sont les métamorphoses de cette greffe qui empoisonnent aujourd'hui la vie politique. Alassane Dramane Ouattara est aujourd'hui l'un des dirigeants virtuels - il n'a jamais adhéré à un parti politique - de l'opposition. Mais il fut le dernier premier ministre de M. Houphouët-

Boigny, nommé en novembre 1990 après trente ans de règne sans partage du président, et se révéla un adversaire féroce de l'opposition, faisant emprisonner Laurent Gbagbo, le chef du FPI, qui est aujourd'hui son allié, grâce à une loi anti-casseurs qu'il venait de faire voter. A la mort du « père » de la Côte-d'Ivoire, M. Ouattara tenta de lui succéder, en imposant assez vigoureusement une lecture pour le moins contestable des textes constitutionnels.

## CODE ÉLECTORAL

Aujourd'hui la voie légale de la conquête du pouvoir lui est barrée par un code électoral dont certaines

dispositions visent personnellement : ne sont éligibles que les Ivoiriens de naissance, résidents en Côte-d'Ivoire, nés de père et de mère eux-mêmes Ivoiriens de naissance. M. Ouattara, qui est originaire du nord du pays, près de la frontière avec le Burkina Faso, est de père burkinabé, disent ses adversaires.

Il s'en défend, et affirme que c'est plutôt la clause de résidence à laquelle il ne peut satisfaire en raison de sa nomination au poste de directeur adjoint du Fonds monétaire international qui l'empêche de se présenter. Le président Konan Bédié affirme avoir lui-même informé M. Ouattara que cette clause de résidence ne le concerne pas et le met à nouveau au défi de prouver son « ivoirité ».

La querelle pourrait paraître dérisoire si elle n'avait révélé et exacerbé des fractures entre communautés ethniques ou religieuses. La tentative de mettre l'adversaire hors jeu en lui déniait la qualité d'Ivoirien existe de part et d'autre. L'opposition accuse M. Bédié d'être d'ascendance ghanéenne. Les extrémistes du PDCI s'en prennent aux « grands bougres », les gens du Nord, et les manifestants de l'opposition sont tous persuadés que les policiers qui les frappent sont togolais, envoyés à la rescousse de M. Bédié par le général Eyadéma, « l'ogre » de la région.

Les partis du Front républicain sont convaincus que le recensement électoral s'est fait en fonction des inclinations politiques des commu-

nautés, en clair qu'il était plus facile d'obtenir une carte d'électeur si l'on est baoulé, l'ethnie des présidents jusqu'à ce jour, que bété, comme M. Gbagbo.

Cette logique d'exclusion, si elle est conduite à son terme, va faire de M. Bédié un président qui n'aura en face de lui que des opposants exclus de la vie politique. Et ceux-ci seront tentés de lui dénier toute légitimité. L'état de droit pourrait n'y pas résister, qui reste très fragile, comme en témoigne la récente disparition du président de la Fédération des étudiants ivoiriens, Guillaume Soro Kighaboury, dont ses proches affirment qu'il a été enlevé par la DST ivoirienne.

Pourtant la Côte-d'Ivoire, si elle manque encore d'expérience politique pluraliste - contrairement au Bénin ou au Sénégal - dispose d'atouts. Les partis, s'ils s'appuient tous sur une base ethnique, recourent bien au-delà de ses limites. Il n'existe aucune tradition de violence politique, et les faibles effectifs des forces de l'ordre interdisent à l'armée d'intervenir activement dans la vie du pays. L'élection présidentielle de dimanche se déroulera dans un climat de tension extrême. Si la violence qu'engendrerait cette tension dépassait un certain seuil, les fils du dialogue ne pourraient être renoués d'ici aux élections législatives, qui doivent avoir lieu dans la foulée, et les acquis accumulés en cinq ans durablement remis en cause.

Thomas Sotinel

## L'opposition accuse la France d'avoir choisi son camp

**ABIDJAN**  
de notre envoyé spécial  
« Les Interêts français attaqués », titrait le quotidien ivoirien *La Voie*, au lendemain des manifestations du 16 octobre. Les deux stations-service Elf mises à sac, ce jour-là, ne suffisent pas à résumer les « intérêts français » dans un pays qui compte 20 000 expatriés, où travaillent de nombreuses sociétés, qui a bénéficié, en 1994, de plus de 6 milliards de francs d'aide bilatérale - pour la majorité sous forme d'annulations de dettes - et où la France maintient, depuis plus de trente ans, un bataillon d'infanterie de marine.

Il n'empêche, le discours anti-français de l'opposition se fait vigoureux. Les partisans de l'ancien premier ministre, Alassane Ouattara, groupés au sein du RDR, n'ont pas pardonné à la France d'avoir, à l'annonce de la mort de M. Houphouët-Boigny, le 7 dé-

cembre 1993, choisi M. Konan Bédié.

Celui-ci s'était alors prévalu de l'appui français pour faire valoir la légitimité constitutionnelle que lui contestait M. Ouattara, dont les partisans mettent encore en cause le rôle de l'ambassadeur français, Michel Dupuch, qui arrivait alors au terme d'un séjour de quatorze ans à Abidjan. Que M. Dupuch ait ensuite participé à la campagne de Jacques Chirac auprès des Français d'Afrique - avant d'être nommé conseiller à l'Élysée - n'a rien fait pour dissiper leur méfiance.

Son successeur à Abidjan, Christian Duthel de la Rochère, ne fait pas mystère de sa sympathie pour M. Bédié. Les opposants ont remarqué que, lors des procès intentés par le pouvoir à des journalistes proches du RDR ou à des étudiants musulmans, la France n'a pas envoyé d'observateurs. Si l'on ajoute à cela le soutien du

RPR au PDCI et la remarque de Jacques Godfrain, ministre de la coopération, qui a adressé ses vœux au président-candidat Bédié, le 2 octobre, le jour même des manifestations qui ont fait cinq morts dans le pays, les opposants estiment la cause entendue : la France a choisi son camp.

A Paris, on fait valoir que la France serait bien en peine de choisir son camp puisqu'il n'y a qu'un candidat en mesure de l'emporter. Le souci de stabilité, qui doit autant aux intérêts économiques qu'au poids de la Côte-d'Ivoire dans une région menacée par les conflits libérien et sierraléonais, pèse aussi lourd dans l'attitude des autorités françaises. Mais cette attitude reste plus un sujet de polémique qu'un facteur influent de la vie politique ivoirienne.

T. S.

## En Israël, les « interrogatoires spéciaux » restent admis

**JÉRUSALEM**  
de notre correspondant

La police secrète israélienne, le Shin Beth, a obtenu du gouvernement d'Yitzhak Rabin, jeudi 19 octobre, l'autorisation de poursuivre, pour une période de trois mois renouvelable, les « interrogatoires spéciaux » dont sont l'objet, depuis l'an dernier, les détenus palestiniens. Dénoncés par les organisations de défense des droits de l'homme comme de « la torture pure et simple », ces méthodes, dont on sait seulement qu'elles incluent la possibilité de « secouer violemment » l'interrogé, ont directement provoqué, en avril, la mort d'un jeune Palestinien, soupçonné d'islamisme.

Le procureur général de l'Etat juif, Michaël Ben Yair, conseiller juridique du gouvernement, a finalement approuvé la prolongation de ces interrogatoires musclés, tout en s'élevant contre les pressions exercées par le Shin Beth sur les ministres et l'opinion publique israélienne pour obtenir carte blanche. Plusieurs fois au cours des derniers mois, d'anciens officiers de ce service - les personnels d'active n'ont pas le droit de s'exprimer - ont laissé entendre dans la presse que, si le Shin Beth ne réussit pas à empêcher les attentats, la responsabilité en incombe d'abord à la justice, qui « lie les mains des interrogateurs ».

Dans un entretien publié, jeudi, par une revue juri-

dique, le procureur de l'Etat a rappelé que les agents de la police secrète disposent déjà, depuis 1987, première année de l'intifada palestinienne, de la possibilité d'exercer des « pressions physiques modérées » - dont le détail n'a jamais été rendu public - sur les détenus non israéliens. Betselen, la principale organisation israélienne de défense des droits de l'homme, a recensé 24 Palestiniens morts en détention depuis cette date.

## PRÉVENIR OU PUNIR ?

M. Ben Yair souligne lui-même que les « violentes secousses » autorisées « peuvent entraîner des dommages cérébraux ». En réalité, conclut-il, les circonstances de la bavure du mois d'avril lui « ont fait prendre conscience que les secousses autorisées étaient excessives [par les interrogateurs] d'une manière différente de ce que le Shin Beth nous avait dit ».

Théologiquement autorisés pour recueillir des renseignements susceptibles de prévenir un attentat, les interrogatoires spéciaux, affirme Betselen, « sont en fait conduits de manière systématique », non pas pour obtenir « des informations vitales », mais pour « faire avouer à l'interrogé sa participation à des actions passées ».

Patrice Claude

## Une économie assainie depuis la dévaluation du franc CFA

**HENRI KONAN BÉDIÉ** serait-il meilleur économiste que fin politique ? Le successeur constitutionnel de feu Félix Houphouët-Boigny, à la tête de l'Etat depuis le 7 décembre 1993, a réussi - bien épaulé par son premier ministre, Daniel Kablan Duncan - à franchir le cap difficile de la dévaluation de 50 % du franc CFA, en janvier 1994. Plus habilement, en tous cas, qu'il a mené sa banque dans les méandres de la politique ivoirienne pour arriver en bonne position à l'élection présidentielle du 22 octobre.

La Côte-d'Ivoire est certainement le pays de la zone franc à avoir tiré le plus grand bénéfice de la dévaluation qui l'a contrainte à assainir son économie. Certes, la conjoncture

s'est-elle montrée favorable, et la hausse des cours mondiaux du cacao et du café, en 1994, bien salubre puisque le pays tire une bonne partie de ses recettes extérieures de l'exportation de ces deux denrées. Mais l'attention portée aux grands équilibres et les efforts de rigueur sur le budget, l'inflation et les comptes extérieurs, ont porté leurs fruits. A l'aune africaine, les résultats sont positifs.

Après sept ans de récession (1987-1993), la croissance est sortie du rouge. L'objectif de 6 % devrait être atteint, cette année. Pas de géant vers la croissance à deux chiffres - elle était de - 1,1 % en 1993 - que le premier ministre appelle de ses vœux. La balance commerciale, traditionnellement excédentaire, atteindra 838 milliards de francs CFA en 1995, au lieu de 275,5 en 1993. Bonus qu'il s'agit de ne pas dilapider et d'utiliser en partie pour honorer le service d'une dette extérieure qui avoisine les 20 millions de dollars. L'inflation, qui a frôlé les 40 % en 1994, devrait s'établir à 9 %, cette année, alors que l'objectif fixé par le FMI était 5 %.

L'assainissement du budget continue. Les recettes fiscales et douanières sont en hausse. La masse salariale des fonctionnaires est en nette diminution. Elle représentait 72 % des recettes en 1993. Elle ne de-

vrait pas dépasser 45 % en 1995. Mais surtout, les investissements privés - l'un des axes majeurs de la politique économique gouvernementale - devraient augmenter considérablement pour passer de 7,5 % du PIB en 1994 à 15 %, cette année.

Le forum Investir en Côte-d'Ivoire, qui s'est réuni du 2 au 4 octobre, à Abidjan, a attiré quelque 350 chefs d'entreprise et décideurs économiques venus d'une trentaine de pays, ainsi qu'un millier de responsables locaux. Porté par les rêves de grandeur ivoiriens, désireux de drainer des capitaux, le premier ministre, en évoquant le succès des « dragons de l'Asie du Sud et du Sud-Est », n'a pas hésité à présenter la Côte-d'Ivoire comme un « éléphant africain » dont les quatre pattes seraient l'agriculture, l'industrie, les services et le secteur des mines et des hydrocarbures.

Comparaison osée, mais qui, toutes proportions gardées, n'est pas dénuée de sens. Il reste cependant, pour attirer les investisseurs étrangers susceptibles de créer des sociétés mixtes avec des Ivoiriens, à assouplir le code des investissements... Et à rétablir l'ordre public et politique malmené, depuis le début du mois, pour raisons électorales.

Frédéric Fritscher

## Accord en Nouvelle-Zélande pour dédommager les Maoris

**AUCKLAND**  
de notre correspondant

Le parlement néo-zélandais a connu un des moments les plus émouvants de son histoire lorsqu'a été adopté, jeudi 19 octobre, un accord de compensation financière pour un lot de terres confisquées aux Maoris en 1863. Entasés dans la galerie supérieure, trois cents Maoris des tribus tainui étaient venus spécialement de la Walkato, région du centre de l'île du Nord. « *Tōt au tātā, la justice prévaudra. Pour la Walkato, le temps est venu. Une juste restitution a eu lieu. La souffrance a touché sa fin* », a déclaré, en retenant ses larmes, Doug Graham, ministre de la justice.

Plus de cent trente ans après avoir pris 486 502 hectares aux Maoris, le gouvernement a offert 170 millions de dollars néo-zélandais (600 millions de francs) aux représentants actuels des tribus touchées. Wellington s'engage aussi à rendre, en cinq ans, les terres encore en sa possession, ce qui ne représente plus que quelque 18 000 hectares, le reste ayant été vendu. L'accord comprend enfin des « regrets » et des « excuses sans réserves » pour ces confiscations, faites au moment de la colonisation, en violation totale du traité que les Britanniques avaient signé,

en 1840, avec les Maoris. Cet accord doit clore définitivement les contentieux qui existaient autour de la vaste zone qui entoure la fertile vallée de la rivière Walkato, et représente 1,6 % du territoire national. « La terre est rendue, le cœur de notre peuple est rempli de joie et de soulagement. La satisfaction se propage, aussi profonde que notre rivière », avait affirmé Bob Mahuta, principal négociateur maori, lorsque l'accord fut conclu, fin mai, après quatre ans de négociations.

Le gouvernement conservateur qui s'est engagé à régler définitivement tous les contentieux fonciers

avec les Maoris, d'ici à l'an 2000, espère que cet accord va montrer l'exemple pour de nombreuses autres demandes de compensation. « Une nouvelle relation entre la couronne et les Maoris se dessine », a estimé M. Mahuta. Pour ajouter à l'allégresse des Maoris, la loi sera contresignée par la reine Elizabeth II elle-même, en novembre, lors de son prochain voyage. Il reste toutefois improbable que la souveraineté présente officiellement les excuses de la Couronne aux tribus maories tainui, comme celles-ci l'auraient souhaité.

Florence de Changy

**Internet**  
**The Business Page**  
<http://www.sgn.com/4sale.html>  
Insérez votre Publicité sur le réseau dans la World Wide Web page 24 heures/jour, 7 jours/semaine.  
Aurore Howland  
Constanza Corp.  
Fax : 33.93.82.00.54

**State Street**  
**State Street Banque S.A.**  
**State Street Actions Europe**  
A compter du 1er novembre 1995, l'actif de la SICAV State Street Actions Europe sera investi uniquement en actions des marchés européens hors France.  
L'indice de référence de la SICAV sera désormais l'indice MSCI Europe 14 ex France.  
State Street Banque S.A., 21 rue Balzac, 75008 PARIS  
Tél. : (1) 53.75.80.00.  
State Street Banque, la performance identifiée.

سكيات الامم



identielle ivoirienne

## 25 morts dans un raid tamoul contre la capitale du Sri Lanka

COLOMBO. Un commando, appartenant vraisemblablement aux Tigres tamouls, a fait sauter, vendredi 20 octobre, un important dépôt de carburant à la périphérie de Colombo, la capitale du Sri Lanka. Cette attaque a causé la mort d'au moins 25 personnes et porte un rude coup à l'économie du pays. Les autorités ont demandé l'aide de l'Inde pour maîtriser l'incendie.

Ce raid a eu lieu après que les forces sri-lankaises eurent lancé une nouvelle offensive dans la péninsule de Jaffna, bastion des Tigres de libération de l'Éelam tamoul (LTTE), dans le nord de l'île. Selon Colombo, les troupes gouvernementales avaient nettement progressé jeudi. L'attaque pourrait s'expliquer par la volonté des séparatistes de montrer qu'ils ont encore la capacité de frapper à Colombo. En 1994, des négociations avaient été entamées pour tenter de mettre fin au conflit, qui a fait quelque 50 000 morts depuis douze ans, mais les Tigres ont repris les hostilités, en avril, après une trêve de trois mois. — (AFP)

## Les députés libanais ont prorogé de trois ans le mandat du président Hraoui

BEYROUTH. 110 députés sur 128 ont prorogé de trois ans, jeudi 19 octobre, le mandat du président Elias Hraoui. Onze parlementaires ont, « pour le principe, et pour l'honneur de la démocratie », voté contre l'amendement constitutionnel qui a autorisé cette réélection. Comme l'avait prédit le chef des services de renseignement syriens, le vote a eu lieu à main levée, alors qu'il aurait dû être organisé à bulletin secret. Cette réélection annoncée laisse l'opinion publique passive, mais dépitée par le coup dur ainsi porté aux libertés publiques et aux institutions du pays, sous prétexte de ne pas perturber l'ordre établi en plénières négociations de paix syro-israéliennes. — (Corresp.)

### AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS/CUBA** : un projet de loi visant à renforcer l'embargo américain contre Cuba a été adopté au Sénat, par 74 voix contre 24, jeudi 19 octobre, après le retrait d'une des clauses controversées de ce texte. Celle-ci portait sur le droit des Cubano-Américains, dont les biens ont été confisqués à Cuba, d'engager des procédures contre des étrangers qui les achèteraient. Ce projet doit encore faire l'objet d'un compromis avec la Chambre des représentants. — (AFP, Reuters)

■ **ÉTATS-UNIS** : le président Bill Clinton a réaffirmé qu'il mettra son veto à un projet de loi adopté par 231 voix contre 201, jeudi 19 octobre, par la Chambre des représentants, sur la réforme du système de santé des personnes âgées (Medicare). Ce texte prévoit de réduire les dépenses dans ce domaine de 270 milliards de dollars durant les sept prochaines années. — (AFP)

■ **GUATEMALA** : la démission mortelle du président Jacobo Arbenz a été rapatriée, jeudi 19 octobre, de San Salvador à Ciudad de Guatemala, à la demande de sa famille et avec l'appui de l'actuel président Ramiro de León. Arbenz avait été renversé en 1954 par un mouvement militaire appuyé par les États-Unis. Il mourut en exil en 1971. — (AFP)

### EUROPE

■ **L'Ukraine et l'ex-République yougoslave de Macédoine (FYROM)** deviendront officiellement, le 9 novembre, les 37<sup>e</sup> et 38<sup>e</sup> États membres du Conseil de l'Europe, a décidé, jeudi 19 octobre, le comité des ministres (organe exécutif) de l'organisation paneuropéenne. L'Ukraine se voit attribuer 12 sièges et la Macédoine trois à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui compte désormais 263 membres.

■ **La Cour européenne de justice** a jugé, jeudi 19 octobre, « discriminatoire et contraire aux lois communautaires » la législation britannique qui consiste à accorder la gratuité des frais médicaux aux femmes à partir de 60 ans et aux hommes à partir de 65 ans. Les juges se sont penchés sur le cas d'un retraité ayant porté plainte pour discrimination sexuelle. — (AFP)

■ **VATICAN** : une quarantaine d'évêques croates, slovènes, serbes, bosniaques et macédoniens ont participé, mardi 17 octobre au Vatican, à une rencontre sur le conflit yougoslave. Le pape a considéré cette réunion comme « un signe que la violence et la vexation ne peuvent avoir le dernier mot ». Pour reconstruire les pays déchirés de l'ex-Yougoslavie, le Vatican espère beaucoup d'une coopération entre les Églises, dans laquelle l'Église catholique, notamment en Croatie, pourrait servir de tête de pont. — (Corresp.)

■ **RUSSIE** : plus de 20 000 tonnes d'armes chimiques ont été immergées par l'ex-Unio soviétique dans la mer du Japon, a rapporté, jeudi 19 octobre, le journal japonais *Sankei*. Il s'agirait d'armes chimiques de « première génération » telles que l'ypérite (gaz mortel) et le phosgène. Les produits étaient jetés à la mer après avoir été déposés dans des conteneurs métalliques qui se corrodèrent rapidement, car ils étaient criblés de balles pour pouvoir prendre l'eau et couler. — (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ **IRAN** : les récents attentats à Paris « sont la conséquence de la décision de Jacques Chirac de rencontrer Lamine Zouari », a estimé, jeudi 19 octobre, la radio d'État iranienne, pour qui cette rencontre constitue un « soutien français » à la prochaine élection présidentielle algérienne. La presse et les dirigeants iraniens avaient mis une sourdine à leurs critiques de la France depuis le début des attentats. — (AFP)

■ **LIBYE** : le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies a indiqué, jeudi 19 octobre, qu'il redoute le « chaos » que créerait la Libye si elle expulsait plus d'un million de ressortissants africains en situation irrégulière sur son territoire, comme elle en a fait l'annonce cette semaine. Depuis un mois, Tripoli a déjà expulsé des centaines de Palestiniens, dont un millier sont bloqués dans des conditions extrêmement précaires près de la frontière égyptienne. — (AFP)

### AFRIQUE

■ **ANGOLA** : les négociations entre le gouvernement et l'Unita (ex-rébellion armée) sur la formation de la future armée nationale et la démobilisation des troupes ont été suspendues, mercredi 18 octobre, selon l'armée gouvernementale. La délégation militaire de l'Unita conduite par le général « Ben-Ben » a quitté Luanda pour Bailundo, le quartier général du mouvement, pour faire un rapport à Jonas Savimbi sur l'assassinat, la semaine dernière, d'un garde du corps du général « Ben-Beo ». — (AFP)

### ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS** : la Chambre des représentants a exclu du projet de budget 1996, mercredi 18 octobre, la disposition dite « fast-track » permettant au président de négocier des accords commerciaux internationaux et de les soumettre ensuite au Congrès sans que celui-ci puisse les amender. Bill Clinton voulait inclure dans les accords des normes de protection de l'environnement et de droit du travail ; la majorité républicaine s'y opposait. Ce vote fut pratiquement au président la possibilité de conclure en 1996 un accord d'association du Chili à l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna). — (AFP)

■ **JAPON** : la consommation des ménages a reculé de 0,3 % en août par rapport au même mois de l'année précédente, a annoncé vendredi 20 octobre l'agence de planification du gouvernement. C'est la troisième baisse mensuelle consécutive. — (AFP)

# Paris, Washington et Londres signeront le traité de dénucléarisation du Pacifique sud

L'accord n'interviendra qu'après la série d'essais français en cours

La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis sont sur le point d'annoncer conjointement qu'ils signeront le traité de Rarotonga, créant

une zone dénucléarisée dans le Pacifique sud. Cette signature n'interviendra qu'une fois terminée la série des essais nucléaires français en

cours. L'annonce de cet accord vise à apaiser les nombreux mécontentements provoqués dans la région.

CHACUN pour ce qui le concerne, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis devraient annoncer sous peu leur intention commune de signer officiellement — avant l'été 1996 — le traité de Rarotonga (archipel Cook), qui crée une zone dénucléarisée dans le Pacifique sud. La France, dont le geste vise de toute évidence à faire tomber la tension dans la région, a toutefois prévu de continuer ses expérimentations nucléaires jusqu'au printemps 1996, sur ses deux atolls de Mururoa et Fangataufa.

Cette annonce intervient alors que les délégations officielles des pays membres de l'ONU se préparent à célébrer, au début de la semaine prochaine à New York, le cinquantième anniversaire de la création des Nations unies. Jacques Chirac a prévu de faire le déplacement à New York.

Le traité de Rarotonga a eu pour sa part dix ans en août 1995. Il se présente sous la forme de trois protocoles différents. Il fait partie de ces accords qui ont instauré des zones dénucléarisées dans le monde, ce qui veut dire, selon la

définition qu'en donne l'ONU, « une zone établie volontairement par un groupe de pays dans le cadre d'un traité ou d'une convention reconnue par l'Assemblée générale des Nations unies ».

## L'adhésion de la France prendrait effet bien après la fin de la campagne de ses essais nucléaires

Ce type d'accords prévoit l'absence d'armes nucléaires dans la zone visée et des mécanismes de vérification ou de contrôle. En 1959, il y a eu le traité de l'Antarctique, suivi, en 1967, du traité de Tlatelolco, qui dénucléarise l'Amérique latine. En 1985, il y a eu le traité de Rarotonga, qui couvre le Pacifique sud. Le respect de ces accords internationaux de dénucléarisation est devenu une exigence

des pays non membres du « club » nucléaire, comme en témoigne l'adoption de l'Indonésie, en septembre 1994, à l'ONU, au nom de laquelle quatre-vingts États « non alignés » qui ont soutenu la création de ces zones dénucléarisées.

Déjà signé par les seize États membres du Forum du Pacifique sud, le traité de Rarotonga bannit le stockage d'armes nucléaires, la réalisation d'essais dans la zone du Pacifique sud et la menace de l'emploi éventuel de telles armes de destruction massive. Il n'interdit toutefois pas la navigation — « non hostile » dans la zone — de bâtiments propulsés à l'énergie nucléaire et/ou qui seraient porteurs d'armes nucléaires. D'autant que les pays ne précisent plus jamais si leurs navires ont à leur bord des armes nucléaires, et que les sous-marins transitent en plongée. Pas davantage, le traité n'empêche le commerce des matériaux entrant dans la fabrication des armes nucléaires, comme l'uranium.

L'adhésion de la France prendrait donc effet bien après la fin de la campagne de ses six ou sept es-

sais nucléaires sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa. Ces expériences, dont deux ont déjà eu lieu et dont la troisième est attendue pour la fin octobre, s'achèveront en mars 1996. La France a annoncé qu'elle fermerait ses sites d'expérimentations et qu'elle aiderait financièrement la Polynésie pour la reconversion des installations actuelles à hauteur de 1,5 milliard de francs par an.

Aussitôt connu, ce projet a suscité des réactions favorables de plusieurs des pays riverains du Pacifique. « C'est une initiative que le Japon saluera », a déclaré, à Tokyo, un responsable du ministère japonais des affaires étrangères. Le Japon, qui ne possède pas d'armes nucléaires, n'est pas partie prenante au traité de Rarotonga. De son côté, la Nouvelle-Zélande, par la voix de son premier ministre, a estimé qu'il s'agissait d'« une bonne nouvelle », tout en soulignant que l'objectif restait l'arrêt immédiat des essais français dans le Pacifique sud.

Jacques Isnard

## PREMIER SEMESTRE 1995

### DES RÉSULTATS CONFORMES AUX OBJECTIFS DU PLAN DE REDRESSEMENT

LE GAN A ENREGISTRÉ AU COURS DE L'EXERCICE 1994 UNE PERTE ÉLEVÉE QUI L'A CONDUIT À METTRE EN ŒUVRE UN PLAN DE REDRESSEMENT DE GRANDE AMPLITUDE. LES RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1995, EN NETTE AMÉLIORATION, SONT CONFORMES AUX OBJECTIFS DE CE PLAN :

• RÉDUCTION DE MOITIÉ DE LA PERTE EN ASSURANCES DOMMAGES. LE RAPPORT SINISTRES À PRIMES (HORS CATASTROPHES NATURELLES) S'ÉTABLIT À 84,9% CONTRE 90,6% EN 1994, ET 95,4% EN 1993, ET LA CHARGE DE SINISTRES EST EN RETRAIT DE -15%.

• RETOUR À UN RYTHME DE CROISSANCE SUPÉRIEUR À CELUI DU MARCHÉ ET MAINTIEN DE LA RENTABILITÉ EN ASSURANCE VIE ET CAPITALISATION.

• RÉDUCTION D'UN POINT DES CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTÉES AUX PRIMES DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES D'ASSURANCE (24,6%), ET DIMINUTION DES EFFETS DU GROUPE DE 751 POSTES.

• MOINDRE RECOURS À LA RÉALISATION DE PLUS-VALUES (-47% PAR RAPPORT AU PREMIER SEMESTRE 1994), À 699 MILLIONS DE FRANCS.

• DIMINUTION DES ENCOIRS NETS À LA CLÔTURE DE L'UIC DE 6 MILLIARDS DE FRANCS, DONT 2,9 MILLIARDS DE FRANCS LIÉS À LA CÉSSION EN COURS DU PORTFOLIO DE CRÉDIT-BAIL BANCAIRE.

• CÉSSION D'ACTES IMMOBILIERS ET RÉCAPITULATION DE CRÉANCES PAR LA FONCIÈRE PARISIENNE ET BANCAIRE, POUR UN MONTANT DE 940 MILLIONS DE FRANCS, SUR UNE PROVISION ANNUELLE D'UN MILLIARD DE FRANCS.

• CÉSSION DE 500 MILLIONS DE FRANCS DE PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS SUR UN MONTANT ANNUEL DE 1,2 MILLIARD DE FRANCS.

## Nette amélioration des résultats du Groupe GAN

### • ACTIVITÉ ET RÉSULTAT CONSOLIDÉS

Les produits d'exploitation consolidés qui recouvrent l'ensemble des activités du groupe - assurance, activités bancaires et financières - s'établissent à 76,3 milliards de francs. Dans cet ensemble, les primes émises d'assurance consolidées s'élèvent à 25,8 milliards de francs, en augmentation de +3,5%.

Le résultat net consolidé (part du groupe) s'établit à -387 millions de francs, contre -846 millions de francs au premier semestre 1994 et -5,3 milliards de francs pour l'ensemble de l'année 1994. Il traduit l'amélioration des résultats techniques d'assurance dans un contexte défavorable des marchés financier et immobilier.

### CONTRIBUTIONS AU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (PART DU GROUPE)

En millions de francs	30 juin 1994	30 juin 1995
Assurance Vie et Capitalisation en France	344	627
Assurance Dommages en France	-728	-359
Assurance à l'étranger	42	221
Sous-total Assurance	-342	489
Groupe CIC	328	387
Autres sociétés	93	47
UIC et plan de restructuration	-925	-1310
Total	-846	-387

### • ASSURANCE DOMMAGES EN FRANCE

Les sociétés françaises d'assurance dommages enregistrent une faible augmentation de leur chiffre d'affaires (+1%).

La réduction de plus de la moitié de la perte technique du GAN Inceodie Accidents traduit une forte amélioration de la sinistralité.

Ce résultat, obtenu malgré une diminution de 358 millions de francs des plus-values réalisées, prend en compte un important effort de provisionnement en assurance construction : 321 millions de francs.

### • ASSURANCE VIE ET CAPITALISATION EN FRANCE

Le chiffre d'affaires progresse de +8,6%. Les frais d'exploitation s'établissent à 2,6% des provisions gérées, contre 3% en 1994.

La contribution bénéficiaire des sociétés d'assurance Vie et Capitalisation est en hausse.

### • ASSURANCE À L'ÉTRANGER

Le chiffre d'affaires international du GAN est stable en raison de la baisse des cours de la plupart des devises des pays où le GAN opère ; il progresse de +6% à taux de change constant.

La contribution bénéficiaire des filiales du GAN à l'étranger est en forte hausse.

### • GROUPE CIC

Dans un contexte de marché difficile, la bonne tenue de l'activité et la maîtrise des frais de fonctionnement associées à la diminution des dotations aux provisions sont à l'origine de la progression des bénéfices du groupe CIC.

### • UIC ET PLAN DE RESTRUCTURATION

L'impact négatif de cet ensemble s'explique par un nouvel effort de provisionnement de l'UIC qui résulte notamment, de l'évolution du marché de l'immobilier, et des coûts de portage de 407 millions de francs à la charge de GAN SA.

Le taux de couverture - en capital - des créances sur Bâticrédit et la Foncière Paribas s'établit à 62% au 30 juin 1995.

### • 1,7 MILLIARD DE FRANCS DE PROVISIONS EXCEPTIONNELLES

L'application du nouveau plan comptable de l'assurance a conduit le GAN à constater des provisions pour dépréciation à caractère durable concernant des actifs immobiliers (1486 millions de francs) et certains titres de participation (213 millions de francs). Ces provisions entraînent une diminution des capitaux propres consolidés de 1,7 milliard de francs, mais sont sans incidence sur le résultat. L'impact sur l'actif net réévalué du groupe est, quant à lui, limité à -577 millions de francs.

La charge relative au changement intervenu dans le régime de retraite de la profession de l'assurance, qui représente un montant de 800 millions de francs, sera intégralement provisionnée dans les comptes au 31 décembre 1995.

Contact actionnaires : 05 08 16 08 (Numéro Vert) ou 3614 GAN  
Les communiqués sur le Groupe GAN sont désormais accessibles en temps réel sur ECOMIL par le 3615 COB, ainsi que par les services Minitel des journaux financiers.

groupe  
gan



née, dans cet électorat. ● HÉRAUT historique des « petits », Pierre Poujade s'est engagé en faveur de M. Chirac à l'élection présidentielle et continue à agir pour le chef de l'Etat.

**P.R.D.**



# L'Assemblée nationale supprime l'avantage fiscal dont bénéficient les couples non mariés

Les députés ont maintenu les déductions accordées à certaines professions

L'Assemblée nationale a continué, jeudi 19 octobre, l'examen des articles de la partie recettes du projet de loi de finances pour 1996. Seuls les

cinq premiers articles ont été adoptés. Les députés ont supprimé l'avantage fiscal dont bénéficient les couples non mariés, mais ont renoncé, à

la demande du gouvernement, à s'attaquer pour l'instant aux déductions fiscales accordées à certaines professions (lire notre éditorial page 13).

LA DISCUSSION budgétaire traîne en longueur à l'Assemblée nationale. De nombreux points controversés n'ont pas encore été abordés, comme les mesures relatives au logement, à la taxe professionnelle, aux collectivités locales, sans oublier les coupes dans les dépenses adoptées par la commission des finances et qui modifieront, peu ou prou, l'article d'équilibre du budget. L'examen de cette première partie du projet de budget a donc peu de chances d'être terminé dans la nuit de vendredi à samedi, comme prévu. Les services de l'Assemblée envisagent qu'il se prolonge durant la journée de samedi, le vote et les explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de budget 1996 étant inscrits à l'ordre du jour du mardi 24 octobre.

Les débats de jeudi ont conduit, sur la plupart des points controversés, la commission des finances à renoncer aux modifications qu'elle avait apportées au texte du gouvernement.

● **Déductions supplémentaires au titre des frais professionnels** : elles sont en sursis,

mais resteront en l'état en 1996. La commission des finances avait adopté un amendement visant à supprimer, dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain, les abattements particuliers dont bénéficient une soixantaine de professions et qui représentent un montant de 2,5 milliards de francs. Cet amendement a été retiré à la demande du gouvernement. Mais Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a indiqué aux députés que ses services avaient engagé une « remise à plat » de tous les abattements sur l'impôt sur le revenu, en vue de la grande réforme fiscale annoncée pour le début de 1996. Les déductions supplémentaires pourraient donc finalement disparaître, mais pas avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, sur la base des revenus de l'année 1996.

● **Alde au cinéma** : suivant l'avis du gouvernement, le rapporteur général du budget, Philippe Auberger, a retiré l'amendement de la commission des finances qui visait à supprimer les déductions fiscales dont bénéficient les souscripteurs au capital des sociétés anonymes ayant pour activité exclusive le financement

d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles agréées par le ministère de la culture. Le secrétaire d'État au budget, François d'Aubert, qui s'est dit favorable au « resserrement » et au « ciblage » de cette aide fiscale, a indiqué que le ministre de la culture préparait des mesures en ce sens, qui pourraient être annoncées dans les prochains mois.

● **Transmissions d'entreprises** : Philippe Auberger a retiré l'amendement de la commission des finances qui élargissait très sensiblement le dispositif prévu par le gouvernement et instituait, notamment, un abattement de 30 %, plafonné à 50 millions de francs par part, sur les valeurs des biens professionnels transmis aussi bien par donation que par succession. Toutefois, Jean Arthuis a fait un geste très significatif, en ouverture d'un débat qui devait reprendre vendredi : il a indiqué que le gouvernement acceptait l'élargissement des avantages fiscaux prévus aux transmissions d'entreprises par succession.

● **Immobilier** : les députés ont suivi l'avis du gouvernement et re-

jetaient un amendement de la commission des finances, présenté par Gilbert Gantier (UDF-PR, Paris), qui visait à proroger, pour une période de dix-huit mois, l'exonération des plus-values de cession d'organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (OPCVM) en cas de réinvestissement du produit de la cession dans le logement.

● **Frais funéraires** : l'Assemblée nationale a adopté, contre l'avis du gouvernement et de la commission des finances, un amendement présenté par Daniel Colliard (PC, Seine-Maritime), portant la déduction des frais funéraires de l'actif successoral à 10 000 francs, contre 3 000 francs actuellement. Jean Arthuis laissait toutefois entendre, jeudi soir, qu'il demanderait probablement, sur ce point, une deuxième délibération pour faire supprimer cette disposition.

● **Régime fiscal des concubins** : à la suite de la discussion, mercredi 18 octobre, sur ce point, l'Assemblée nationale a adopté un amendement du gouvernement destiné à rétablir l'égalité entre couples mariés et non mariés au regard de l'impôt sur le revenu (Le Monde du 20 octobre). La suppression de la demi-part supplémentaire dont bénéficiaient les concubins qui ont ou ont plusieurs enfants à charge sera effective à compter de l'imposition des revenus de 1995, mais elle ne s'applique pas aux parents isolés qui élèvent effectivement seuls un ou plusieurs enfants, à condition qu'ils justifient de leur situation.

Jean-Baptiste de Montvalon et Caroline Mornot

## Les associations familiales sont déçues par le gouvernement

DE PROMESSES non tenues en engagements différés, Alain Juppé est en train de pousser les associations familiales dans les rangs des déçus du chiraquisme. Pour ces associations, dont beaucoup sont pourtant ancrées à droite, les pistes de travail ouvertes dans le cadre de la réforme de la Sécurité sociale ont sonné comme un premier avertissement. Le report sine die de l'allocation parentale « de libre choix », promise par le candidat Chirac pour 1996, a fortement déçu.

Même Colette Codaccioni, sur laquelle le mouvement familial comptait beaucoup, ne lui donne plus satisfaction. Le ministre de la solidarité entre les générations a ainsi déclaré, jeudi 19 octobre, devant des chefs d'entreprise réunis par Axiva, filiale du groupe d'assurances AXA : « On ne peut pas transférer aux générations futures notre incapacité à réformer le système social », soulignant ainsi la priorité accordée à la réduction des déficits. Elle a annoncé que l'effort attendu de la branche famille était « de 4 à 5 milliards en 1996, autant sur la retraite et une vingtaine sur la maladie ».

Le même jour, l'Union nationale des associations familiales (UNAF) dénonçait les projets de réforme du gouvernement. Son président, Roger Burnel, l'a mis en garde contre toute tentative de « taxer les enfants », rejetant aussi bien la fiscalisation des allocations familiales que l'introduction de critères de ressources dans leur attribution. Réaffirmant son « attachement à une compensation des charges fondées sur le coût de l'enfant », l'UNAF a souligné que ces prestations constituent une « compensation » des dépenses d'éducation et « non un revenu ».

Leur versement sous condition de ressources (sur la base du plafond de revenus fixé pour le versement du complément familial) priverait des allocations 1,3 million de familles élevant 3 millions d'enfants, a assuré

M. Burnel. La Caisse nationale des allocations familiales réaliserait ainsi une économie de 14 milliards de francs par an, mais au prix d'une lourde pénalisation des classes moyennes et des familles nombreuses.

### AVANTAGE AUX CÉLIBATAIRES

La fiscalisation des prestations reviendrait, de son côté, à rendre impossibles 300 000 foyers supplémentaires. La Fédération Familiale de France a évalué l'impact pour différents ménages. Un couple avec deux enfants, où le mari gagne 6 500 francs par mois et la femme 3 800 francs (plus 1 652 francs de prestations familiales), aurait un supplément d'impôt de 3 269 francs. Une famille de cadre supérieur avec trois enfants et un seul salaire de 33 300 francs (2 371 francs de prestations) paierait 5 121 francs d'impôt en plus. Quant à la suppression du quotient familial dans le calcul de l'impôt sur le revenu, elle contredirait, selon le mouvement familial, le principe selon lequel l'impôt doit être proportionné à la capacité contributive de chacun. Familles de France a ainsi calculé qu'une famille de deux enfants où le mari gagne 6 500 francs et la femme 3 800 francs (1 127 francs d'impôt) paierait alors 13 619 francs d'impôt, « soit autant qu'un célibataire ayant un niveau de vie trois fois supérieur ».

La déception des associations est à la mesure des espoirs que Jacques Chirac avait suscités en se proposant pour une « grande politique familiale ». Elles comprennent d'autant moins ses projets qu'il avait précisé, dans une lettre adressée à l'UNAF durant sa campagne, qu'il ne faut « pas confondre politique familiale et politique sociale », promettant « une allocation unique qui prenne en compte le coût véritable de l'enfant ».

Jean-Michel Bezat

## Le spleen du président du parti Républicain

A CHAQUE ÉPOQUE, son livre. Périodiquement, François Léotard éprouve la nécessité de ménager par l'écrit quelques haltes sur son itinéraire politique. Les épreuves lui en fournissent parfois l'occasion, comme



en 1992 où, meurtri par son inculpation dans l'affaire de sa villa de Fréjus, il avait trempé sa plume dans l'amertume pour prononcer, Place de la République, un plaidoyer pro domo.

Son propos, aujourd'hui, est différent. Ma liberté, annonce M. Léotard, est un coup d'œil jeté en arrière, une tentative pour clore, par le travail des mots, une période marquée par la défaite d'Edouard Balladur, au côté duquel il s'était engagé sans réserve dans la campagne présidentielle. Une manière de solder une année dont il ignorait qu'elle le conduirait « aussi loin de [ses] espérances ».

Ce livre est aussi celui d'un homme politique saisi par un sentiment de vanité des choses et de désenchantement, et qui joue avec la tentation d'un éloignement de la vie

publique. Si le thème est récurrent sous sa plume, la manière est peu convenue. Pour que cet exercice fût « vrai », il a choisi de ne pas celer ses questionnements les plus intimes, ses « incertitudes, à moitié complaisantes, à moitié vertueuses », mêlant au fil des pages l'évocation de son jeune fils, la fugacité du temps et la mort, omniprésente : celle qui frappe au Rwanda, en Bosnie, en Algérie, et que ses fonctions de ministre de la défense l'ont amené à côtoyer, mais aussi celle « mort subite » qu'il lui prédit, un jour de juin, faute d'une opération immédiate.

### « PARLONS L'AMNÉSIE »

Comme en écho à ce spleen, M. Léotard esquisse une sombre analyse de l'état moral du pays, qu'il croit tenté par une sorte de « dégoût de soi-même ». L'usure des mots des responsables politiques, l'affaiblissement du message extérieur de la France, la paralysie de la décision politique, l'absence de projets et, plus largement, un « affaiblissement progressif de notre courage », en seraient les symptômes les plus alarmants, qui menacent de nourrir tous les populismes, un « mélange d'extrémisme et d'indifférence » contre

lequel il appelle à la résistance. Quand vient l'évocation du mois de mai, le président du Parti républicain délaisse parfois le registre de la méditation littéraire pour entreprendre, d'une plume acerbe, de régler quelques comptes. Les vainqueurs de mai se voient reprocher leur rancune à l'égard des concurrents d'hier, et leur « arrogance expéditive » qui succède à « la part sur l'immense » et à la « poussée du populisme et de la démagogie », qui auraient affleuré dans la campagne de M. Chirac.

Une fois l'épreuve passée, le combat politique ne tarde pas à supplanter le rêve de rupture. Et l'on quitte le livre un peu sur sa faim, sans y avoir découvert ce qui, au bout du compte, a convaincu son auteur de reprendre les armes. Peut-être le sentiment de compter au rang des « caractères d'exception », qui donne la liberté de s'exposer au reproche d'impudeur. Sans doute aussi la puissante espérance du succès : « Mais s'il y avait la victoire, quelle fête nous ferions ! »

Cécile Chambraud

Ma liberté, de François Léotard, Plon, 191 pages, 119 francs.

## Vives réactions des partisans de M. Chirac contre M. Léotard

FRANÇOIS LÉOTARD, président du Parti républicain, a fait réagir les partisans de Jacques Chirac en affirmant, jeudi 19 octobre, sur Europe 1, qu'« à avoir voulu écarter » ceux qui « s'étaient exprimés autrement » pendant la campagne présidentielle, « on a aujourd'hui un exécutif très isolé », et en plaidant pour « que des réformes importantes puissent être faites le plus vite possible ». « Un gouvernement sans réforme, c'est un gouvernement sans avenir », avait-il ajouté.

Le Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), que préside Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, a jugé que ces déclarations « ne sont pas dignes d'un responsable politique de la majorité » et affaiblissent « le président de la République, le premier ministre et toute la majorité ». De son côté, Frédéric de Saint-Sernin, délégué général du RPR, a jugé que M. Léotard « ferait mieux de se rappeler que la politique n'est pas construite autour d'ambitions individuelles mais du seul intérêt national ».

### DÉPÊCHES

■ **INCOHÉRENCES** : Bernard Pons, ministre de l'aménagement du territoire et des transports, a déclaré, vendredi 20 octobre, dans un entretien au Parisien, qu'en matière de lutte contre la pollution il ne croit pas « à certaines approches (...) qui consisteraient à limiter la mobilité des personnes ». En juillet, Corinne Lepage, ministre de l'environnement, avait annoncé qu'elle était prête « à proposer la limitation de la circulation aux seuls véhicules non polluants, si l'on n'arrive pas à moduler le trafic lorsqu'il y a des points de pollution ». (Le Monde du 22 juillet.)

■ **COMMUNISTES** : Georges Marchais, ancien secrétaire général du PCF, estime avoir été « victime d'un procès » de la part du rédacteur en chef de L'Humanité, Claude Cabanes, lors de la polémique sur la ligne d'« opposition constructive » qui a divisé les communistes (Le Monde du 7 octobre). M. Cabanes avait accusé M. Marchais d'avoir porté atteinte à Robert Hue. « Il a dit "Marchais ne soutient pas la politique du 28 congrès" [congrès au cours duquel M. Hue a succédé à M. Marchais], or le 28 congrès a été préparé sous ma responsabilité », a affirmé M. Marchais au Grand O.F.M.-La Croix, jeudi 19 octobre.

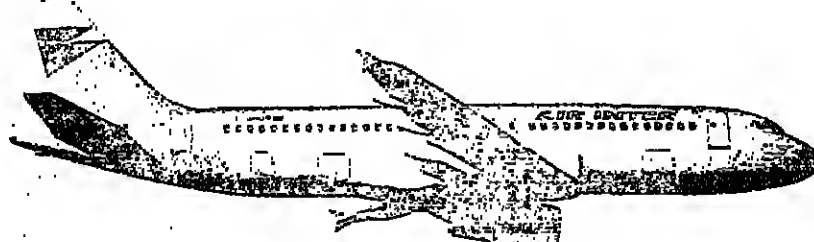
■ **CUMUL** : Marcel Debarge (PS), sénateur de Seine-Saint-Denis, a annoncé, mercredi 18 octobre, sa décision de démissionner de ses fonctions de maire du Pré-Saint-Gervais qu'il assumait depuis 1977. M. Debarge, qui est aussi conseiller régional d'Ile-de-France, a fait ce choix en application de la règle du non-cumul des mandats. Claude Bartolone, premier adjoint, devrait lui succéder dans le fauteuil de maire. (Corresp.)

■ **SYNDICATS** : le conseil national de la CFDT, réuni les 17 et 18 octobre, a adopté le plan de travail confédéral 1995-1998 qui devient « le document de référence » de la centrale (Le Monde du 19 octobre). Dans l'optique de la réunion du 31 octobre avec le patronat et les autres centrales, la CFDT lance une opération « 500 000 cartes postales », incitant les salariés à écrire au CNPF pour demander une réduction massive du temps de travail.

■ **ATTENTATS** : la CGT, la CFDT, la FEN et la FSU appellent les salariés à « des rassemblements symboliques sur les lieux de travail », mardi 24 octobre, pour « condamner le terrorisme et réaffirmer les valeurs de la démocratie ». « La gravité de la situation rend nécessaire une expression forte des salariés et de la population », expliquent les syndicats dans un communiqué publié jeudi 19 octobre. Ils jugent que « les nécessaires mesures de vigilance » ne doivent pas « conduire à faire l'amalgame entre terrorisme et immigration, à renforcer les comportements xénophobes ou à mettre en cause les libertés fondamentales ».

■ **NOMINATION** : Guy Sorman a indiqué, mercredi 18 octobre, sur Radio-Shalom, qu'il va être chargé d'une mission de prospective auprès d'Alain Juppé. Proche d'Alain Madelin, il souhaite « aider le premier ministre à s'inscrire dans la durée, à définir une stratégie et quelques objectifs ».

Mettez-VOUS au vert !  
Paris - Dublin avec Air Inter.  
A partir de 1150 F A.R.



DUBLIN

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou d'Air Inter (à Paris : 45 46 90 00) ou 3615 - 3616 AIRINTER (1.29 F/min).

Office du Tourisme Irlandais : 47 42 03 36.

Irlande

AIR INTER



**ÉDUCATION** Inaugurant, jeudi 19 octobre, les nouveaux locaux de la faculté des sciences de l'université de Cergy-Pontoise, François Bayrou a, pour la première fois, défini sa

méthode et ses objectifs en matière d'enseignement supérieur. ● LE MINISTRE a décidé d'engager une vaste consultation avec les enseignants et les étudiants « sans ta-

bous ni arrière-pensées », qui renvoie au mieux à l'automne 1996 d'éventuelles réformes. Le statut de l'étudiant, promis par Alain Juppé pour ce mois-ci, pourrait être inclus

dans cette consultation, tout comme une réforme des premiers cycles universitaires. ● LES SYNDICATS d'enseignants et étudiants s'inquiètent, vendredi matin, de ce

nouveau calendrier et craignent qu'une nouvelle consultation n'aboutisse « à rien ». Pour l'UNEF-ID, le « gouvernement cherche à gagner du temps ».

## M. Bayrou se donne un an pour engager une réforme de l'Université

En annonçant, jeudi 19 octobre, l'ouverture d'une large consultation pour « préparer l'Université au XXI<sup>e</sup> siècle », le ministre de l'éducation nationale renvoie à plus tard l'élaboration d'un statut de l'étudiant et la réorganisation des premiers cycles promises par M. Juppé

**PROFITANT** de l'inauguration des locaux de la faculté des sciences de l'université nouvelle de Cergy-Pontoise, jeudi 19 octobre, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, a commencé à lever le voile sur ses intentions au sujet de l'enseignement supérieur. Plus exactement, il a énoncé des principes et proposé une méthode pour « préparer le travail d'adaptation de l'université au siècle prochain ». Durant toute l'année scolaire, les « acteurs du système universitaire », en premier lieu, les étudiants, seront invités à participer à une consultation « sans tabous ni arrière-pensées » pour exprimer l'ensemble de leurs préoccupations. Elle devrait aboutir à l'élaboration d'une série de mesures qui, dans le meilleur des cas, pourraient être mises en œuvre à la rentrée 1996.

Il aura fallu cinq mois à François Bayrou pour prendre la mesure du dossier de l'enseignement supérieur. Jusqu'à présent, lors de ses rencontres avec les présidents d'université ou avec les responsables des organisations syndicales, il s'était contenté de quelques vagues idées. Sa mission figurait pourtant dans le programme de gouvernement d'Alain Juppé, reprenant l'essentiel des promesses de Jacques Chirac lors de la campagne présidentielle. Le premier ministre lui avait assigné la mission de s'attaquer à l'organisation des premiers cycles « enjeu essentiel pour assurer l'égalité des chances », présentés comme « une machine à organiser des naufrages pour repêcher les meilleurs nageurs ». Il lui avait aussi été demandé d'organiser une concertation « pour définir un statut de l'étudiant plus complet et plus équilibré » pour l'automne 1995. Cette promesse du président de la Répu-

blique figurait encore, ces jours derniers, parmi les priorités du gouvernement. François Bayrou avait pu mesurer l'attente de ses interlocuteurs. Tous avaient, à l'issue de colloques, d'états-général ou dans des rapports, souligné l'urgence des réformes nécessaires.

### CHANGEMENT DE STRATÉGIE

Après avoir esquissé les perspectives du référendum sur l'éducation et reporté sur la commission Fauroux l'examen de certaines de ces urgences, le ministre de l'éducation nationale a, en quelques jours, modifié sa stratégie. L'ampleur et la complexité du dossier des aides sociales (Le Monde du 20 octobre), la difficulté d'obtenir des crédits supplémentaires ont eu raison du processus. Surtout, l'offensive parlementaire en faveur d'une révision de l'allocation de lo-

gement sociale (ALS), à laquelle il s'est opposé, a démontré, s'il en était besoin, les dangers que recèle la mise en œuvre de réformes précipitées.

Pour sortir de cette impasse, François Bayrou a donc décidé de tout remettre en chantier. La méthode sera celle du Nouveau contrat pour l'école, qui lui avait permis de se tirer du mauvais pas de la révision de la loi Falloux en rétablissant la paix scolaire avec les organisations syndicales. Pour l'université, la même recette devrait être appliquée. Il va engager une « réflexion générale sur les principes ». Son analyse repose sur une série de constats. D'abord, le ministre rejette l'idée selon laquelle « il y aurait trop d'étudiants ». Il écarte d'emblée tout retour à la sélection ou à une politique « malthusienne » dont rêvent encore certains « nostalgiques ».

« Ceux-là doivent savoir que ce n'est pas le choix du gouvernement. D'ailleurs, a-t-il ajouté, les ministres et les présidents d'université ne choisissent pas. C'est la demande des Français pour une meilleure égalité des chances qui prédomine. »

Le ministre de l'éducation nationale considère, en second lieu, qu'« il faut cesser les dénigrement à l'égard de l'université ». Pour M. Bayrou, « la période nouvelle doit être celle de la fierté retrouvée ». Certes – c'est le troisième volet de son message – « des adaptations sont nécessaires. Mais il faut changer l'image de la faculté qui, depuis vingt ans, veut faire croire que toute réforme est inévitablement, inéluctablement maudite, provoquant des manifestations et aboutissant à des renoncements ».

Le discours-programme est assorti d'une réflexion sur la mé-

thode : « Il faut en finir avec des commissions qui concoctent des réformes par petits bouts dans le secret des couloirs du ministère. » Pour M. Bayrou, le temps est donc venu de « mener une réflexion générale sur les principes, avec les intéressés, les étudiants, les enseignants et les personnels pour éviter les soupçons et les arrière-pensées ».

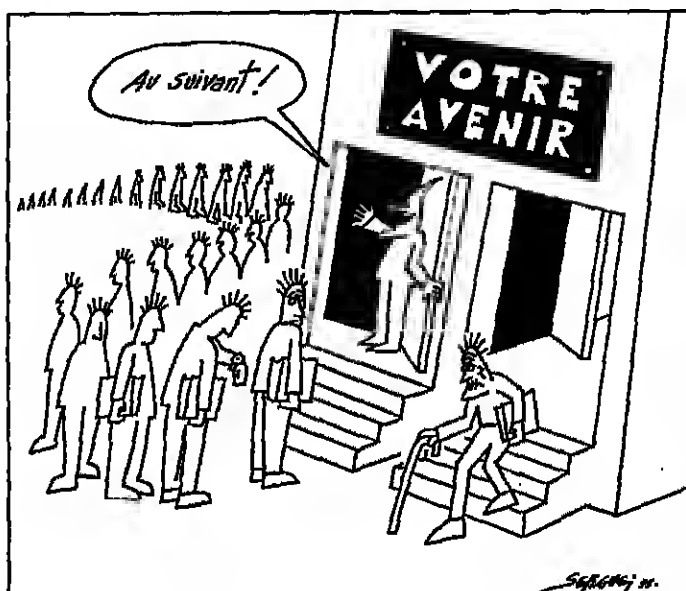
### RENCONTRES

Après avoir reçu les organisations d'étudiants, M. Bayrou envisage de rencontrer prochainement les syndicats d'enseignants. Il devrait leur demander de lui proposer une liste de thèmes et de questions sur leurs préoccupations. Aucun sujet ne devrait être écarté, mais, à titre d'exemple, le ministre a cité le rôle et la place de l'étudiant dans l'université, les aides sociales (Le Monde du 20 octobre), la méthode de répartition des em-

plois et des dotations budgétaires, l'orientation et les études...

Dans un second temps, tous les étudiants seront eux aussi invités à exprimer leurs souhaits lors de rencontres que les présidents d'université seront chargés d'organiser. Le ministre devrait ensuite procéder à une synthèse et proposer des éléments de réponse d'ici la fin de l'année universitaire. En ouvrant le chantier du Nouveau contrat pour l'université, le ministre est resté vague sur la nature des réponses qu'il entend apporter. Il lui faut d'abord convaincre ses interlocuteurs du bien-fondé de sa démarche, donner des gages aux organisations syndicales d'étudiants sans pour autant négliger les attentes des présidents et des enseignants sur les urgences du moment.

M. D.



### Les syndicats s'interrogent sur le nouveau calendrier

● Le SGEN-SUP ne s'oppose pas au principe d'une consultation mais « garde en mémoire la consultation des jeunes par Edouard Balladur qui n'a abouti à rien ». « Une consultation ne dispense pas d'avoir une politique, un projet avec des limites flexibles », estime le syndicat. Conscient qu'en vertu des restrictions budgétaires « des redistributions peuvent avoir lieu », le SGEN-SUP juge qu'il faudra « trouver des moyens supplémentaires pour ce qui s'appelle jusqu'à hier le statut de l'étudiant ».

● Bernard Alluin, vice-président de la Conférence des présidents d'université, juge positive la méthode de la consultation « à condition qu'elle soit rapide et qu'elle aboutisse à des mesures ».

● L'UNI, se déclare satisfaite, mais souhaite disposer le plus vite possible d'un calendrier précis. Elle juge « intéressant d'aller plus loin que le statut social de l'étudiant, même s'il faut émettre sur les prérogatives de la commission Fauroux ». S'appuyant sur une déclaration d'Alain Juppé dans Contact, le journal des jeunes du RPR, où le premier ministre se prononçait en faveur d'un projet de loi sur le statut de l'étudiant, l'UNI estime que la consultation lancée par M. Bayrou est « une préparation de ce projet de loi ».

● Le SNESUP se déclare prêt à « discuter de tout », mais se montre inquiet du fait que « M. Bayrou oublie qu'il n'y a pas d'enseignement supérieur sans recherche et qu'il évacue la question des moyens ».

« Les crédits de construction diminuent de façon considérable pour l'an prochain », souligne le syndicat, qui « aimerait comprendre le lien entre cette négociation et les travaux de la commission Fauroux ». ● Pour l'ANIS, président de l'UNEF-ID : « Ce que cherche le gouvernement, c'est gagner du temps pour faire adopter, à terme, l'amendement Aubergier et la réforme de l'ALS. Le gouvernement adopte un double langage. Tandis qu'il annonce l'ouverture d'une concertation, la commission Fauroux, elle, a commencé ses travaux en vue de préparer un projet. Nous craignons un piège. Si le ministre veut prouver sa bonne foi, il doit dissoudre la commission Fauroux. Nos souhaits connaissent les réelles intentions de M. Bayrou. »

## Onze jours de grève et une nuit d'occupation à Rouen

### ROUEN

de notre correspondant

Après onze jours de grève, les cinq mille trois cents étudiants de la faculté des sciences et techniques de Rouen n'entendaient pas, vendredi 20 octobre, baisser la garde. Plusieurs centaines d'entre eux venaient de passer leur première nuit d'occupation de la présidence de l'université. « Nous voulons être entendus et, pour cela, nous sommes prêts à rester ici jour et nuit s'il le faut », avait déclaré, jeudi 19, un de leurs représentants. Ceux-ci souhaitent être reçus par le secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur, Jean de Boishue. Si les manifestations se succèdent chaque jour, la revendication principale n'a pas changé : il est exigé auprès du ministère une rallonge budgétaire de 12 millions de francs, jugée indispensable.

Mercredi 18 octobre, deux mille étudiants de sciences et techniques, rejoints par des collègues de la faculté de lettres, avaient défilié devant le conseil régional de Haute-Normandie, que préside Antoine Rufenschmidt (RPR). Les jours précédents, la gare avait été bloquée et des cortèges avaient sillonné la ville. Sur le campus de Mont-Saint-Aignan, la rentrée n'a toujours pas eu lieu. Début octobre, le doyen de l'UFR, Michel Leurest, et son

conseil de gestion avaient décidé de reporter la reprise des cours « pour que nos sacs ne soient pas vides ». Une enseignante, chercheuse dans un laboratoire du CNRS, expliquait, désabusée : « On est reparti pour une année de galère ! »

### PLAN D'URGENCE

Selon le conseil de gestion de l'UFR, il faudrait ajouter 12 millions de francs de crédits au budget 1995, fixé à 18 millions de francs. Le 3 octobre, le conseil d'administration de l'université adoptait un plan d'urgence de 2,3 millions de francs, alimenté par une dotation ministérielle de 1 million promise dans le cadre du collectif budgétaire et par un redéploiement des moyens globaux de l'université. Du bout des lèvres, le conseil de gestion acceptait ce rattrapage et décidait la reprise des cours pour le 16 octobre. Mais les enseignants, puis les étudiants réunis en assemblée générale en ont décidé autrement. Devant le recteur d'académie, Joëlle Le Morzelec, ils se sont livrés à un calcul rapide : « Ce million ne nous permettrait de finir l'année avec un déficit important. Il faut les 12 millions tout de suite. » « Juppé, du blé pour étudier ! », claquent leurs banderoles.

Cette grève complique un peu plus la partie de bras de fer qui oppose le président de l'université au recteur, depuis que ce dernier a dû régler, en juillet, le budget 1995 de l'université, que le conseil d'administration jugeait insuffisant et ne voulait pas voter. A cette occasion, Joëlle Le Morzelec s'était interrogée sur la qualité de la gestion de l'université qui vient de faire l'objet d'un audit du ministère des Universités. Le président, Jean-Marie Carpentier, reste cependant formel : « La contribution de l'Etat est en diminution à Rouen. La dotation globale par étudiant est passée de 1 507 francs en 1994 à 1 314 en 1995. »

Rouen a donné des idées à quelques autres universités. A Toulouse, environ trois cents étudiants et enseignants de mathématiques de l'université de Rangueil ont bloqué, jeudi 19, l'entrée du campus. Ils réclamaient la création d'une centaine de postes. A Nanterre, deux cents étudiants de sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) ont bloqué, dans l'après-midi, les voies de la gare RER. Ils ont dénoncé la vétusté des installations, le sureffectif chez les élèves, et le manque de professeurs.

Etienne Banzet

### COMMENTAIRE

#### FAUX-FUYANTS

Il est peu courant de voir un ministre s'inscrire avec autant d'ardeur et d'obstination contre les promesses de son président de la République et de son gouvernement. Depuis qu'il a hérité d'un vaste ministère englobant, outre l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche, M. Bayrou fait délibérément fi des engagements de MM. Chirac et Juppé. On le savait déjà opposé au référendum sur l'éducation nationale, réticent à l'installation de la commission Fauroux. On découvre désormais qu'il n'entend pas modifier d'un pouce une méthode inaugurée sous Edouard Balladur.

Après le « nouveau contrat pour l'école », voici donc un « nouveau contrat pour l'université ». Qui verra le jour au terme d'une vaste et longue concertation. Un statut de l'étudiant devait être présenté à la mi-octo-

bre. Une réforme des premiers cycles devait être au plus vite engagée. M. Bayrou n'évoque plus ni l'un ni l'autre, et renvoie à des échéances lointaines des choix politiques nécessaires et urgents. Le ministre objecte que rien ne sert, par des « mesures fleecées d'avance », de jeter les étudiants dans la rue. Le cauchemar de la loi Falloux et du million de manifestants de janvier 1994 hante encore les ministères, tout comme les manifestations contre le contrat d'insertion professionnelle et le rapport Laurent.

Adeptes de « la réforme en continu », le président du CDS voit en une large consultation le moyen de contourner les multiples pièges du monde universitaire. Il pourrait se heurter à l'impatience des étudiants. Voir à l'agacement du président de la République, tant M. Bayrou laisse entendre combien les promesses de campagne électorales étaient archaïques et dangereuses.

Michel Delberghe

## La qualité des vins d'appellation d'origine contrôlée est remise en question

**LES VINS** d'appellation d'origine contrôlée méritent-ils tous cette prestigieuse distinction ? Le mensuel *Que choisir* ? qui dans son numéro de novembre (paru vendredi 20 octobre) remet en question la garantie de qualité offerte au consommateur par l'appellation d'origine contrôlée (AOC), provoque un bel émoi dans les milieux viticoles. La veille de la parution du magazine, le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux intentait même une action en référé auprès du tribunal de grande instance de Paris pour obtenir la saisie du mensuel, plainte qui fut jugée non recevable.

L'AOC, établie dans les années 30 pour préserver l'identité des meilleurs crus, est désormais,

selon *Que choisir* ? une « appellation galvaudée » qui « ne protège plus les consommateurs ». « Trop de producteurs ont préféré l'argent à l'authenticité », juge le magazine de l'Union fédérale des consommateurs, qui fait état de tests gustatifs effectués par de grands spécialistes. Les résultats se sont révélés plutôt surprenants : plusieurs grands vins français ont été pris pour des vins étrangers beaucoup moins chers...

### MARCHÉ SPÉCULATIF

« Le marché du vin a été tellement spéculatif ces dernières années que l'AOC, réservée au départ aux meilleurs, a été accordée au fil des ans à des vignobles de moins en moins à la hauteur », souligne le rédacteur en chef, Pascal Sellier. L'appellation

d'origine contrôlée aurait, selon lui, trop souvent été utilisée pour conforter l'image des vins médiocres, notamment sur les marchés étrangers. « Le bénéfice de l'appellation a même été accordé, dans des zones d'appellation contrôlée, à des parcelles totalement inopées à la culture de la vigne, les viticulteurs se contentant ensuite de rajouter sucre et colorants dans les limites autorisées... » Du coup, 23 millions d'hectolîtres de vin sont aujourd'hui commercialisés en AOC, contre 8 millions il y a trente ans ; les appellations d'origine contrôlée représentent désormais la moitié de la production en volume.

Les viticulteurs, bien sûr, réagissent avec une extrême vigueur à

ces accusations. Marc Jambon, le vice-président du Bureau interprofessionnel des vins de Bourgogne, emboitant le pas à ses confrères du Bordelais, juge l'enquête « tendancieuse et excessive ». « Notre production dégage un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de francs, dont près de la moitié à l'exportation. Croyez-vous que tous ces clients se satisferaient de cochonneries ? » Pourtant, « comme dans toute production humaine, il peut y avoir des problèmes », finit-il par admettre. Alain Berger, le directeur de l'Institut national des appellations d'origine (INAO), doit lui aussi reconnaître que « certains produits échappent aujourd'hui à l'éthique AOC, qui a fait le succès de nos vins d'appellation ».

Pour leur défense, les professionnels évoquent le long parcours qu'effectue le vin entre le moment où il obtient son agrément annuel d'AOC, chez le viticulteur, et sa consommation finale : mise en bouteille, transport, stockage chez le distributeur, exposition verticale parfois interminable sur des linéaires de grandes surfaces très éclairés. Deux ou trois ans peuvent par ailleurs s'écouler entre les tests de qualité effectués sur des vins jeunes et leur mise sur le marché. Rien ne prouve qu'entre-temps ce vin aura bien vieilli.

### PRISE DE CONSCIENCE

Signé évident de la prise de conscience, par les viticulteurs eux-mêmes, d'une certaine dérive qua-

litative des AOC, un renforcement des efforts de contrôle est à l'ordre du jour. En septembre, le ministre de l'Agriculture, Philippe Vasseur, décidait d'augmenter les effectifs de l'INAO, établissement public à caractère administratif, et les viticulteurs acceptaient d'accroître leur contribution financière destinée aux contrôles. Le Bureau interprofessionnel des vins de Bourgogne a par ailleurs décidé, cette année, de se « transformer en client lambda », c'est-à-dire de contrôler des vins achetés en grande surface, ce qui se pratique déjà dans le Bordelais. Une bonne façon, sans doute, de mieux comprendre certaines déceptions.

Pascal Krémer



## Une enquête préliminaire est ouverte après la publication de photos du premier attentat du RER

Roger Thérond, directeur de « Paris-Match », a été entendu par la police

S'appuyant sur l'article 38 de la loi de 1881 sur la presse, le parquet de Paris a ordonné une enquête préliminaire à la suite de la publication,

dans Paris-Match, de photos de l'attentat qui a eu lieu le 25 juillet dans le RER. Roger Thérond, directeur de l'hebdomadaire, a été entendu, jeu-

di 12 octobre, par la police. Les directeurs des agences photographiques Sipa et Sygma devaient l'être aussi dans les prochains jours.

ESTIMANT que « la ligne jaune a été franchie » avec les photos publiées par Paris-Match après l'attentat du 25 juillet à la station RER Saint-Michel, le parquet de Paris a ordonné une enquête préliminaire en s'appuyant sur l'article 38, alinéa 3, de la loi de 1881 sur la presse. Roger Thérond, directeur de la publication de Paris-Match, a été entendu par la police, jeudi 12 octobre, dans les locaux de l'hebdomadaire. Goksin Sipahioglu, directeur de l'agence photographique Sipa, est convoqué jeudi 26 octobre. Hubert Henrotte, directeur de Sygma, a été également contacté.

Il ne s'agit pas « d'empêcher la presse de faire son travail », indique-t-on au parquet, mais de rappeler la loi face à un reportage jugé excessif, sans présager des suites judiciaires qui seront données à cette enquête (classement sans suite ou ouverture d'une information judiciaire). Plusieurs photos de Paris-Match (daté 3 août) montrent des victimes de l'attentat, notamment une jeune femme, photographiée de dos, la robe arrachée par le souffle de l'explosion, les jambes rougies par les brûlures. Entendue par les enquêteurs, une des victimes photographées a indiqué avoir été extrêmement choquée par la publication de son image dans l'hebdomadaire.

L'enquête a été confiée au 4<sup>e</sup> cabinet de délégation judiciaire de la PJ parisienne, chargée notamment des infractions aux lois sur la presse. L'article 38 interdit,

sous peine d'amende de 25 000 francs, la publication de « photographies, gravures, dessins, portraits, ayant pour objet la reproduction de tout ou partie des cir-

constances d'un des crimes et délits » prévus par un des chapitres du code pénal. Pour William Bourdoo, avocat de l'agence Sipa, cet article 38 « vient d'être sorti de la poussière » et a été rarement appliqué. C'est d'ailleurs, semble-t-il, la première fois qu'une enquête est ordonnée après la publication de photos d'attentat.

### « Vigipirate » et la « guerre » contre les terroristes

Évoquant une « guerre contre les terroristes », le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a indiqué, jeudi soir sur France 2, vouloir « éviter l'amalgame entre terrorisme et banlieue ». Il a ajouté que près de 2 millions de personnes ont été contrôlées depuis le déclenchement du plan « Vigipirate », le 7 septembre, et que 10 000 étrangers ont été refoulés hors de France. Un renfort de 2 500 militaires viendra compléter les effectifs de « Vigipirate » d'ici au 23 octobre, a annoncé le gouvernement.

Près de 18 000 policiers, gendarmes et militaires, seront ainsi mobilisés chaque jour. « Hormis une centaine de militaires affectés à des missions de garde statique dans la capitale, tous les autres effectueront des missions dynamiques, essentiellement de patrouilles sur les frontières, dans les gares, les aéroports, et le réseau RATP et RER », selon le ministère de la Défense. Ils pourront procéder à des interpellations et « réagir dans le cadre de la légitime défense ».

« Si l'on applique cet article 38, la presse est condamnée », s'insurge Goksin Sipahioglu, qui se dit « scandalisé » par l'attitude du parquet. L'agence Sipa a vendu une image à Paris-Match où l'on peut identifier une personne en train de pleurer. « Mais les blessés sont toujours identifiables », ré-

pond le patron de Sipa. Et Hubert Henrotte d'ajouter : « Dans clairement qu'il ne faut pas parler des attentats. Je pense pourtant que nous devons publier ces images

(crime, torture, violence, viol, etc.), mais en aucun cas les actes de terrorisme. » Quant aux images elles-mêmes, il affirme qu'« il faut les montrer, sinon la vigilance dont font preuve les Parisiens risque de tomber. » On retrouve ici la confrontation classique entre la liberté de la presse et le droit de la personne à préserver son image. « Dans le cas d'actes de terrorisme, je ne vois pas le préjudice que nous causons aux victimes », affirme Roger Thérond, qui ajoute : « Si chaque personne qui se reconnaît dans le journal fait un procès, c'est la fin de l'image d'information. La télévision devrait être également menacée. »

Mais beaucoup voient dans cette enquête « un simple message » aux journaux pour stopper la dérive actuelle – le numéro spectaculaire de France-Soir du 19 octobre est, à cet égard, exemplaire –, vers la publication de photos trop dures et dégradantes pour les victimes.

Michel Guerrin et Erich Inciyan

## Les avocats des Tziganes de Sospel dénoncent une « procédure viciée »

DEUX MOIS APRÈS le drame de Sospel, au cours duquel un Tzigane de huit ans avait été tué par un policier lors d'un contrôle routier, la commission de recours des réfugiés a examiné, jeudi 19 octobre, la demande d'asile de ses parents et de trente-huit autres Roms qui les accompagnaient. En l'absence de leurs clients – reconduits en Italie pour la plupart, restés à Lille, dans leur famille, pour les époux Rodanovic – les avocats ont détaillé la « procédure viciée qui [les] conduit ici ». Cette audience a révélé que la préfecture n'avait nullement tenu compte de la demande d'asile politique formulée juste après le coup de feu mortel par Rados Rodanovic, le père du petit Todor. La préfecture aurait dû enregistrer la demande, puis fournir une autorisation provisoire de séjour en attendant le passage des Tziganes devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Elle a, au contraire, immédiatement délivré un arrêté de reconduite à la frontière, arrêté confirmé par le tribunal administratif au motif que la demande d'asile officiellement déposée ultérieurement était « dilatoire ». La commission de recours a examiné le seul cas des époux Bogdanovic et accepté la demande de renvoi de la plupart des autres dossiers. La décision sera rendue dans trois semaines.

■ **AFFAIRES** : Gilbert Gross, ancien PDG de la société d'achat d'espaces publicitaires Carat-Espaces, a été mis en examen, mercredi 18 octobre, pour « abus de biens sociaux » et « faux en écriture privée » par le juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine) Gérard Poirotte, chargé de l'enquête sur les détournements imputés à l'ex-dirigeant de la Française des jeux, Gérard Colé. M. Gross est soupçonné d'avoir versé à M. Colé, de 1984 à 1989, 765 000 francs d'honoraires de complaisance (Le Monde du 20 janvier).

■ **FONDS SECRETS** : le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne) Eric Halphen a transmis le 16 octobre au parquet de Créteil les faits relatifs à la découverte, au cours d'une perquisition au siège du Parti républicain, de fonds secrets alloués par Maignon à ce parti (Le Monde du 22 juillet). Le parquet de Créteil avait indiqué au juge qu'il n'avait pas de compétence territoriale pour instruire sur ces faits, qui pourraient donc être transmis au parquet de Paris.

■ **AVORTEMENT** : Elisabeth Hubert, ministre de la santé publique et de l'assurance-maladie, a annoncé, jeudi 19 octobre, que des « mesures disciplinaires » allaient être prises à l'encontre de Xavier Dousseau, qui avait participé, le 16 octobre, à un commando anti-IVG dans le centre d'orthogénie de l'hôpital public de Valenciennes (Nord), dont il est le directeur adjoint. Les membres du commando, qui n'ont pas été mis en examen, seront jugés le 20 novembre.

## Le « Who's Who » confronté aux « affaires » et au chômage

IMPOSSIBLE de dresser l'inventaire de tout ce que la France compte de personnalités incontournables sans s'exposer aux maux de l'époque. Le Who's Who, dont la vingt-sixième édition française sera publiée le 23 octobre, en fait l'expérience. Malgré l'arrivée de 665 ouvrages, le célèbre ouvrage compte, au total, 162 biographies de moins que l'an passé. L'essentiel des 827 départs recensés – parmi un total de quelque 20 000 personnalités – s'explique par des décès et des départs à la retraite. Mais pas seulement. Les « affaires » et, plus encore, le chômage placent les responsables du Who's Who devant des choix délicats.

Au fil des 1 800 pages de l'édition 1995-1996 de cet ouvrage, dont l'ambition est de tenir le registre de ceux qui, « par leur notoriété, honnabilité, mérite, talent ou compétence, contribuent à l'activité et au rayonnement de la France », trois noms manquent à l'appel ou, plus exactement, se contentent d'une note renvoyant aux éditions précédentes : Jean-Yves Haberer, l'ancien PDG du Crédit lyonnais ; Jean-Pierre Destraide, ancien député PS des Pyrénées-Atlantiques ; et Bernard Tapie, député (Radical) des Bouches-du-Rhône. Cette opération « mains propres » repose sur des critères aléatoires. Alors que Bernard Tapie a été condamné à deux ans de prison (dont un ferme) pour corruption et subornation de témoin dans l'affaire Valenciennois-OM, Jean-Pierre Destraide a été mis en examen – pour escroquerie et faux en écriture, notamment –, mais n'a pas, à l'heure actuelle, été condamné. Quant à Jean-Yves Haberer, il n'a pas été mis en examen. L'ex-maire d'Angoulême Jean-Michel Boucheron et Jacques Médéric, ancien maire de Nice, avaient déjà été exclus l'an passé.

Dans ces conditions, on peut logiquement s'étonner que la biographie d'Alain Carignon, ancien ministre et maire de Grenoble – lui aussi condamné –, n'ait pas été supprimée, non plus que celle de Pierre Suard, ancien PDG d'Alcatel, mis en examen dans une affaire de surfacturations. Deux poids, deux mesures ? « Certaines personnes qui ont eu maille à partir avec la justice ont été maintenues car elles

comptent toujours dans le monde économique », reconnaît, un peu gênée, Éléonore de Dampierre, directrice de Who's Who France. Si « les démentis avec la justice et les délicatesses notaires » n'ont pas leur place dans cet ouvrage, l'appréciation de la gravité de la faute semble donc laissée au bon vouloir des éditeurs.

### RAISON SOCIALE OBLIGÉE

Le prestigieux répertoire de l'élite intellectuelle et économique française est confronté à des choix plus douloureux encore. En effet, si seul le Comité de sélection décide d'intégrer – gratuitement – telle ou telle personne dans le cénacle et vérifie chaque année son curriculum, personne ne peut y demeurer sans une véritable adresse professionnelle. Selon M<sup>me</sup> de Dampierre, « une certaine de persévérance », incapables de justifier d'un emploi, ont dû être radiées cette année. « Nous sommes contraints, la mort dans l'âme, d'appliquer la règle », reconnaît sans tarder le directeur de Who's Who France. Toutefois, un délai de grâce d'un an est octroyé à ceux qui ne peuvent faire état d'une raison sociale.

Enfin, la vie privée de certains habitués de cette élégante encyclopédie met régulièrement à rude épreuve la parfaite éducation de ses rédacteurs. Pour les couples non mariés, la difficulté a été contournée (l'expression « uni à » remplace discrètement le traditionnel « marié à »), mais les choses se compliquent lorsqu'une personnalité insiste pour qu'il ne soit plus fait référence à son ancienne épouse, voire à ses enfants. « Nous nous efforçons de faire preuve de délicatesse, mais nous refusons de pêcher par omission », insiste M<sup>me</sup> de Dampierre, qui rappelle que les informations devenues caduques ne sont jamais supprimées.

Mises à part ces tracasseries, l'édition 1995-1996 du Who's Who (2 680 francs) – qui accueille notamment le secrétaire national du Parti communiste Robert Hue et le footballeur Jean-Pierre Papin – entend plus que jamais « privilégier le critère de la réussite professionnelle ».

Jean-Michel Normand

## PEUT-ON VOUS FAIRE CONFIANCE ?

Monsieur le Président,

L'amitié entre nos deux pays est ancienne et solide.

De 1880 à 1914, elle a conduit de très nombreux Français à faire confiance à la Russie en souscrivant à ses emprunts avec leurs économies.

Malheureusement, en 1917, votre pays, en décidant unilatéralement, au mépris de toutes les règles du droit international et de la justice, de ne plus verser les intérêts ni assurer les remboursements les a menés à la ruine et même, pour certains, au suicide.

Cette longue parenthèse est aujourd'hui refermée. Votre pays est redevenu un Etat de droit qui a rejoint le concert des grandes nations démocratiques. Il a besoin maintenant de retrouver toute la confiance des investisseurs internationaux pour assurer son développement.

Vous avez bien compris que le rétablissement de cette confiance et de ce crédit si nécessaires passait par le remboursement préalable des emprunts russes émis avant 1917. Vous vous y êtes engagé par un traité signé à Rambouillet le 7 février 1992. Mieux, vous avez déjà remboursé les porteurs de tous les pays concernés.

Il ne reste donc plus que la France. La France qui vous a accordé 19 milliards de francs de prêts et même de dons au cours des trois dernières années. La France où il reste encore 4 millions de titres d'emprunts qui portent la signature de votre pays ou sont garantis par lui. La Russie devra-t-elle continuer à être considérée ici comme un mauvais payeur qui n'honore pas sa signature ?

Au moment où vous avez le plus grand besoin de l'appui et de la confiance des investisseurs internationaux, de très nombreux Français qui seraient prêts, eux aussi, à investir dans votre pays ne le font pas car ils craignent de se retrouver dans la même situation que leurs grands-parents. A ces hommes qui se demandent s'ils peuvent vous faire confiance, vous devez apporter non plus des promesses mais des actes.

Votre visite doit être l'occasion d'annoncer enfin le remboursement définitif de ces titres. En agissant ainsi, vous ferez d'abord un acte de justice. Mais, plus encore, vous montrerez que la Russie honore ses engagements et qu'on peut vraiment lui faire confiance.

Les porteurs français d'emprunts russes

Association Française des Porteurs d'Emprunts Russes (AFPER)

9-11, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 45-62-15-95. Fax : 43-59-16-78





## DISPARITIONS

## Emile Touati

Le sage du Consistoire de Paris

C'EST l'une des personnalités les plus estimées de la communauté juive française qui vient de disparaître. Emile Touati est décédé samedi 14 octobre à Jérusalem, où il s'était retiré. Né en 1928 à Tiemcen, en Algérie, il avait fait ses études à Paris et était docteur en droit et en sciences économiques. Fils du grand rabbin de Tiemcen, son érudition talmudique en faisait un homme fidèle à la tradition, tout en restant ouvert à la modernité et plaidant sans relâche pour la tolérance.

Emile Touati avait mené une carrière professionnelle à l'Agence Havas, avant de se consacrer à plein

temps au service de sa communauté, y cumulant nombre de responsabilités. Il a été vice-président du CRIF, membre de l'École rabbinique et du Fonds social juif, secrétaire du Consistoire de Paris, vice-président du Consistoire central. C'est en 1982 qu'il devenait président du Consistoire de Paris, où, pendant sept ans, « homme sage, intègre et droit », comme dit son successeur Moshe Cohen, « ses avis avaient pratiquement force de loi ».

Homme de conciliation, il avait notamment fait face à la tempête venue des autorités rabbiniques et surmonté les divisions de la

communauté, à la suite de la conversion et du mariage religieux à l'étranger, en 1985, de M<sup>me</sup> Eric de Rothschild. Emile Touati était l'un des piliers des colloques intellectuels juifs et, jusqu'à la veille de sa mort, il commenta les événements de la communauté d'Israël et du monde dans son billet apprécié d'information juive. En lui rendant hommage, Moshe Cohen écrit que « ses vertus se dissimulaient derrière une humilité peu courante chez les dirigeants actuels, qui recherchent avant tout les honneurs ».

H. T.

## Iri Maruki

Le peintre d'Hiroshima et d'Auschwitz

« LORSQUE quelque part des hommes sont traités avec cruauté, je dois me faire l'écho de leurs souffrances. » C'est ainsi qu'Iri Maruki résumait pour nous il y a quelques années le sens de son œuvre. Célèbre pour ses peintures sur les bombardements d'Hiroshima et les horreurs d'Auschwitz, Iri Maruki est mort, jeudi 19 octobre, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il figurait parmi les candidats du prix Nobel 1994.

Avec sa femme Toshi, également peintre, ils formaient un couple attachant, symbole du mouvement pacifiste japonais. Ils étaient notam-

ment les auteurs au début des années 50 d'une série de quinze peintures murales sur le bombardement d'Hiroshima où Iri Maruki était né dans une famille de paysans.

## LA BATAILLE D'OKINAWA

Achevées dans la seconde partie des années 50, ces peintures furent présentées dans une vingtaine de pays et plus de trois cents fois au Japon. Elles sont exposées à la galerie Maruki à Higashi-Matsuyama (préfecture de Saïtama).

Les Maruki ne s'étaient pas limités au drame des atomisés. Ils avaient peint aussi la meurtrière ba-

taille d'Okinawa, au cours de laquelle périrent de nombreux civils, et le massacre de Nanking par l'armée impériale en 1937. Le couple s'était engagé dans le mouvement en faveur des victimes de la maladie de la pollution de Minamata (empoisonnement par le mercure organique : plus d'un millier de morts) puis dans la bataille des paysans de Narita contre l'Etat (décennie 1970). En dépit de son âge, Iri Maruki n'avait pas posé le pinceau, continuant à dénoncer inlassablement la barbarie.

Philippe Pons

■ **GEORGES RUCHETON**, ancien directeur du quotidien Centre-Press (Rodez), est décédé d'un infarctus, mardi 17 octobre. Il était âgé de soixante-cinq ans. Né à Bourges (Cher) le 25 juillet 1920, Georges Rucheton avait été étudiant en lettres avant d'entrer dans la Résistance puis de fonder, en août 1944, *Le Rouergue républicain*, quotidien de Rodez qui deviendra, en 1959, *Centre-Press* lorsqu'il passa sous le contrôle du groupe Hersant.

Georges Rucheton avait créé un périodique, *Le Rouergue amicaliste*, destiné à l'importante communauté aveyronnaise de Paris. Il était chevalier des Arts et des Lettres, titulaire des Palmes académiques et de la médaille d'or du travail.

■ **DAVID MCLEAN**, l'acteur qui avait incarné des années durant le cow-boy Marlboro à la télévision, est décédé à Los Angeles, le 12 octobre, d'un cancer des poumons, à

l'âge de soixante-trois ans. L'acteur est le deuxième « cow-boy » de la marque de cigarettes à succomber à ce cancer. Wayne McLaren, le cow-boy des affiches, est décédé le 22 juillet 1992, à l'âge de cinquante et un ans.

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 19 octobre sont publiés :

● **Parité** : trois décrets portant création d'un Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes, nomination de son rapporteur général, Roselyne Bachelot, député (RPR) de Maine-et-Loire, et de ses membres (*Le Monde* du 6 septembre).

● **Préfets** : un arrêté relatif au concours apporté par le commandement militaire et les administrations civiles aux préfets de zone en matière de défense de caractère non militaire.

## NOMINATIONS

## MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, le conseil des ministres du mercredi 18 octobre a procédé au mouvement préfectoral suivant : Bernard Monginot, qui fut directeur de la campagne présidentielle de Jacques Chirac en 1988, actuellement préfet des Hauts-de-Seine, est nommé préfet de la région Languedoc-Roussillon. Il remplace Charles-Noël Hardy, qui avait été nommé préfet des Pays-de-la-Loire le 4 octobre. Jean-Pierre Richer, préfet du Var, succède à M. Monginot. Yves Gayader, sous-préfet, actuel secrétaire général de la zone de défense Ouest, est nommé préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la zone de défense Ouest, préfet de la région Bretagne, ce poste ayant été créé par

un décret paru au *Journal officiel* du 6 octobre.

[Né le 19 juin 1936 à Musidan (Dordogne), Bernard Monginot a commencé sa carrière comme professeur d'éducation physique, en 1958. Après être passé par l'École nationale d'administration, il devient administrateur civil au ministère de l'Intérieur (1965). Il est directeur de cabinet du préfet de la Nièvre, sous-préfet d'Isoudun (1967), secrétaire général de la préfecture de l'Indre (1969), puis de l'Aisne (1974). De juin 1977 à mars 1978, M. Monginot est conseiller technique au cabinet de Christian Bonnet, alors ministre de l'Intérieur. En juin 1978, il est nommé sous-préfet du Havre. D'août 1980 à juillet 1981, il est directeur des sports au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs. En août 1981, il retourne au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation. L'année suivante, il est détaché en qualité de directeur général des services du département de l'Isaone, où il reste jusqu'en 1986. Il est alors nommé préfet du Lot-et-Cher. Placé hors cadre en octobre 1987, il dirige la campagne présidentielle de Jacques Chirac, alors premier ministre, en 1988. Après l'échec de celui-ci, M. Monginot est nommé directeur de l'ad-

ministration générale à la Mairie de Paris. Depuis octobre 1993, il était préfet des Hauts-de-Seine.]

[Né le 26 juin 1939 à Montrouge (Hauts-de-Seine), Jean-Pierre Richer devient administrateur civil au ministère de l'Intérieur, à sa sortie de l'ENA en 1966. Il est directeur de cabinet du préfet de la Manche, puis de l'Indre-et-Loire (1968). En 1970, il devient secrétaire de la direction générale des affaires politiques et de l'administration du territoire, au ministère de l'Intérieur. Nommé secrétaire général de la préfecture de l'Orne, en 1972, il devient, en 1973, chargé de mission à la présidence de la République. Conseiller technique, à titre officieux, de Michel Forissat, ministre de l'Intérieur (1974), puis de Christian Bonnet au même ministère, il est chef de cabinet de ce dernier de 1977 à 1981. De 1981 à 1983, il est sous-directeur de la prévention et des études à la direction de la sécurité civile. Il rejoint ensuite la préfecture de police où il est sous-directeur des affaires immobilières et mobilières (1984), puis directeur de la circulation, des transports et du commerce (1986), et directeur de l'administration (1992). Il devient préfet de la Haute-Marne en 1993, puis du Val, en mars 1994.]

## DIPLOMATIE

L'ambassadeur Jacques Lamade, ancien chef d'état-major des armées, a été nommé ambassadeur en Tunisie, en remplacement de Jean-Noël de Bouillane de Lacoste, par décret paru au *Journal officiel* du 19 octobre.

[Né le 8 septembre 1934 à Toulon (Var), Jacques Lamade est ancien élève de l'École navale. Il a notamment commandé l'escorte rapide *Le Champagne* (1970-1972), l'escorte d'escadre *Le Golosse* (1972-1977) et la frégate *Duguay-Trouin* (1980-1981). Contre-amiral en 1984, il commande la zone maritime de l'océan indien et, en 1986, la flotte française dans le Golfe. Promu vice-amiral en 1987, il devient, en mars 1988, chef du cabinet militaire d'André Giscard d'Estaing, poste qu'il conserve à la nomination, trois mois plus tard, de Jean-Pierre Chevènement au ministère de la Défense. Le 24 avril 1989, il est appelé, avec le rang de vice-amiral d'escadre, par M. Mitterrand au poste de chef d'état-major particulier de l'Élysée, et promu amiral en juin 1990. Du 3 avril 1991 au 2 août 1995, il est chef d'état-major des armées.]

## AU CARNET DU MONDE

## Naissances

Denis et Martine SCHULMANN

laissent à leur fille

Anna

la joie d'annoncer la naissance de son petit frère

Hugo,

le 25 septembre 1995 à Paris.

6, Grande-Rue,  
89450 Asquins.

## Anniversaires de naissance

— De tout mon cœur,  
bon anniversaire.

Félicien.

Je t'aime, Pascal. Ton Papi.

## CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Téléphone :

40-65-29-94

40-65-29-96

— Clara, Cyril, Carole et Christophe

souhaitent un bon anniversaire et beaucoup d'autres TOE pendant de longues années à

Paker.

## Disparitions

— A la veille du départ de la seconde étape de la Mial-Trassat, la société ACI et la communauté des développeurs 4D s'associent à la tristesse de la famille de

Olivier VATINET.

disparu en mer au cours de la première étape de la course.

## Décès

— Arlette et Aline,  
ses filles,  
font part de la mort de leur mère,

Marcelle ARROUZÉ-DIDIER,

survenue le samedi 14 octobre 1995, à Bordeaux.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Sainte-Geneviève de Bordeaux.

Elle est partie pour sa dernière demeure entourée de sa famille et de ses nombreux amis.

8 bis, rue Campagne-Première,  
75014 Paris.  
5, rue de l'Abbé-Colas,  
76000 Rouen.

Jean BEAUJEU,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
croix de guerre 1939-1945,  
ancien professeur aux universités  
de Lille, Paris-Nanterre  
et Paris-Sorbonne,

nous a quittés le vendredi 13 octobre 1995,  
à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité,  
au cimetière de Dunkerque.

De la part de  
Claude-Marie Beaujeu,  
sa femme,  
François Beaujeu,  
son fils,

Nicolas, Yann, Méloïde et Raphaël,  
ses petits-enfants,  
Bernard Caffa-Beaujeu,  
son neveu,

Henri et Lydie Baranger,  
ses beaux-frères et belles-sœurs,  
Jeanne Lelendard,  
sa cousine,

Et toute sa famille.

33, rue Croulebarbe,  
75013 Paris.

— Charles Cecaldi-Raynaud,  
sénateur et maire de Puteaux,  
M<sup>me</sup> Joëlle Franchi,  
premier maire adjoint,

vice-président du conseil général,  
M<sup>me</sup> Nicole Louis Cecaldi,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Antoine Gianni,  
leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Janette CECALDI-  
RAYNAUD,

survenue à l'hôpital Foch, le 18 octobre  
1995.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité  
familiale.

— Saint-Pierre-sur-Dives, Paris.

La famille Deruelle  
a la douleur de faire part du décès de

M. Dominique DERUELLE,

survenue à Paris, le 15 octobre 1995, dans  
sa quarante-neuvième année.

4, rue de la Gare,  
14170 Saint-Pierre-sur-Dives.

Marc FONTAINE

nous a quittés.

Nous voulons que l'on sache que son  
humanité, sa dévouement, sa richesse inté-  
rieure, sa générosité et son humour restent  
en nous. Tout cela, nous espérons savoir le  
faire vivre et le transmettre autour de nous.

Catherine Lemoine,  
Olivier et Victor,  
Marie Mahelin,  
Suzanne Gauthier,  
Johannes et Julie,  
Laurent, Micky,  
Fabien et Jonathan Klein,  
Elisabeth Brisson,  
Paul, Claire et Alban,  
Danièle Lejeune,  
Françoise Lieber,  
David Beytelmann.

— Montigny-le-Gannelon.

M<sup>me</sup> Olivier Moal  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Moal  
et leurs enfants,  
ses sœurs, beau-frère,  
neveux et nièces,  
Et ses nombreux amis,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre GRANGER.

Ses obsèques seront célébrées le samedi  
21 octobre 1995, à 14 h 30, en l'église  
de Montigny-le-Gannelon, où l'on se réunira.

La famille remercie d'avance toutes les  
personnes qui s'associeront à son deuil.

L'Hennilange,  
28220 Montigny-le-Gannelon.

M. Claude Moal  
41100 Arzais.

— Le doyen de la faculté Jean-Monnet,  
à Sceaux.

Ses collègues,  
Les personnels de la faculté,  
Ainsi que les étudiants et anciens étu-  
diants,

s'associent à la douleur de la famille de

Jean-Pierre GRANGER,

enseignant de droit public,

qui vient de nous quitter, le 18 octobre  
1995, et expriment leurs regrets et  
souhaitent à faire connaître leur admiration  
pour ce qu'il a apporté à la faculté pen-  
dant vingt-cinq ans.

— Nice, Grenoble.

Maryse Guigo  
a la douleur de faire part du décès de sa  
mère,

M<sup>me</sup> Angèle GUIGO,  
née Luciani,

survenue à Nice, le 18 octobre 1995.

21, rue Dabray,  
06000 Nice.

6, rue Alexandre-J<sup>r</sup>-de-Yougoslavie,  
38000 Grenoble.

— Le président de l'université Paris-I-  
Panthéon-Sorbonne,  
Les enseignants,  
Le personnel administratif,  
Les étudiants,  
ont la tristesse de faire part du décès,  
survenu le 15 octobre 1995, de

M. Michel JOURNIAC,

enseignant en arts plastiques.

Le directeur de l'UFR d'arts plastiques  
et sciences de l'art de l'université Paris-I-  
Panthéon-Sorbonne,  
Ses collègues enseignants,  
Le personnel administratif,  
Les étudiants,  
ont la tristesse de faire part du décès,  
survenu le 15 octobre 1995, de

M. Michel JOURNIAC,

enseignant en arts plastiques.

— Marie-Claire Lebeau,

sa compagne,  
Rena Psychoyos,  
sa sœur,  
Olga et David Smith-Psychoyos,  
Hélène Mouton-Psychoyos  
et ses enfants,  
Irene Psychoyos  
et son fils,  
Mona et Yannis Trimmaylou,  
Théodora et Raoul de Pestes  
et leurs enfants,

Delphine Psychoyos,  
Grégory Psychoyos,  
ses enfants, petits-enfants,  
Et leur mère,  
Sofia Catalanos,

Raymond et Isabelle Lebeau  
et leur fils,  
Les familles parentes et amies,  
Et ceux qui l'ont aimé,  
ont l'immense chagrin de faire part du dé-  
cès de

Alexandre PSYCHOYOS,  
directeur de recherche au CNRS,  
médaille d'argent du CNRS,

survenu subitement à Paris, le 18 octobre  
1995, à l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques auront lieu en l'église  
Kinitis Tys Theotokou, Kato Voula,  
Athènes, Grèce.

100, boulevard de Port-Royal,  
75005 Paris.

19, avenue du Général-Leclerc,  
75014 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Dominique et Cherif  
Zollikofer-Mehanna, à Genève,  
M. Thuyen Ho-dac, à Genève,  
M. Jean Polantonacci,  
son fils et sa petite-fille, à Paris,  
M<sup>me</sup> Jacqueline Hénu,  
sœur Polantonacci, ses enfants et petits-  
enfants, à Paris,

M. et M<sup>me</sup> Monique et Giorgio  
Zollikofer-Zendali, leurs enfants et petits-  
enfants, à Milan,

M. et M<sup>me</sup> Marlene et Paul Zollikofer-  
Brady, et leur enfant, à Fribourg.

M. et M<sup>me</sup> Nicole et Richard Zollikofer-  
Périer, et leurs enfants, à Genève.

M<sup>me</sup> Mary Zollikofer, à Genève.

Ainsi que les familles parentes, alliées  
et amies en Suisse, France, Italie, Grèce,  
Égypte et États-Unis.

ont la douleur de faire part du décès subit  
de

M<sup>me</sup> Josette ANNA ZOLLIKOFER,

née Polantonacci,

leur mère, belle-mère, sœur, belle-sœur,  
belle-fille, tante, parente et amie,

survenue à Genève, le 11 octobre 1995,  
dans sa soixante-huitième année.

L'inhumation, précédée d'une cérémo-  
nie religieuse au temple de Chêne-Bouge-  
ries, a eu lieu le 18 octobre, à Genève.

Nos abonnés et nos action-  
naires, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions  
du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir  
nous communiquer leur  
numéro de référence.

— Jean Bernard et Françoise Dunit,

ses parents,  
Mariamne,  
sa sœur,  
Sa famille,  
Et ses amis

ont la douleur de faire part du décès ac-  
cidental de

Romaine,

survenue le 16 octobre 1995, à l'âge de  
vingt-trois ans.

14, rue du Maréchal-Joffre,  
78000 Versailles.

Anniversaires de décès

— Il y a six ans que

Alain LANDRÉAT

a quitté les siens et ses amis.

Ceux qui l'ont connu et aimé se conso-  
lent de penser à lui.

— Le 21 octobre 1994,

Alain CLEMENT

s'en est allé.

« De triste cœur chanter joyeusement.  
Et rire en deuil, c'est chose forte  
à faire ! »  
(C. de Fiesse 1364-1430)

Chevalier, reposez en paix.

Services religieux

— Il y a trente ans,

Engène MAAREK

nous quittait.

Nous nous réunissons pour une étude et  
des prières afin d'honorer sa mémoire sa-  
medì 21 octobre, oratoire de la synagogue  
de la Victoire. Office de Mincha (17 h 30).

Communications diverses

Droits de l'homme (cours par correspon-  
dence).

Rens. et inscript. : CEDI, route de Trèves 6,  
Building 8, 2633 Senningerberg, Luxem-  
bourg.

Colloques

— Le Consistoire israélien de Paris orga-  
nise le dimanche 22 octobre 1995 de  
9 heures à 19 heures, au palais du Luxem-  
bourg, un colloque sur la résistance spiri-  
tuelle des juifs durant la seconde guerre  
mondiale, avec le grand rabbin René-  
Samuel Sirat, le grand rabbin André  
Chekroun, le président Moshe Cohen,  
M. Alfred Rikouhi, le professeur  
Maurice Ruben Hayoun, le professeur  
André Carpentier, de l'Institut, le recteur  
Johann Carlsbach, M. Claude Nauf.

Renseignements : 40-32-26-00.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

**Le Monde**  
**DOSSIERS & DOCUMENTS**

**LES NATIONALISMES EN EUROPE**

La fièvre nationaliste fait encore des ravages sur le Vieux Continent. L'Union européenne peut-elle être une réponse ?

**HIROSHIMA, 6 AOÛT 1945**

A l'inverse de vérités arrangeantes, le drame d'Hiroshima doit être retracé dans sa complexité. Contre l'histoire officielle et l'oubli qui menace, c'est la réparation minime que l'on doit aux victimes.

OCTOBRE 1995

**UNE PUBLICATION DU « MONDE »**  
**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**



## HORIZONS

ENQUÊTE

# Jours de crise à l'ONU

**En mai, les Nations unies eurent à décider de l'opportunité de frappes aériennes en Bosnie. Le récit de ces journées prouve que les reproches - impuissance, irresponsabilité, passivité - faits à l'Organisation, qui célèbre ses cinquante ans, peuvent aussi être adressés aux pays membres**

**O**NU, Institutioo bautelement politique au service de la paix ou pure administration au service d'elle-même ? « Le Grand Machin » du général de Gaulle erre souvent entre les deux, sans que l'on sache toujours si ses ratés sont dus aux lourdeurs administratives ou aux contradictions au sein de la communauté internationale, qui provoquent souvent des incohérences flagrantes. La crise bosniaque offre matière à réflexion, en ce qui concerne le partage des responsabilités, comme le montrent ces quelques jours dans la vie de l'ONU.

aériennes ne mettraient pas en danger la vie des « casques bleus » ; au contraire, cela signifierait aux Serbes qu'il ne faut pas humilier l'ONU. » Kofi prend note. Il rappelle tout de même à ses interlocuteurs que de nombreux soldats de l'ONU sont vulnérables et exposés à une prise d'otages.

A 11 heures, William Perry et Madeleine Albright montent un étage. Ils y sont reçus par l'égyptien Boutros Boutros-Ghali. Le secrétaire général des Nations unies et ses interlocuteurs ne sont d'accord que sur un point : « Il est vrai, reconnaît M. Boutros-Ghali, que la situation actuelle est intenable. » « Mais, se défend-il, c'est parce que l'ONU en Bosnie souffre d'un mandat ambigu. » Devant les pensées des responsables onusiens, M. Perry

Le représentant de Nouvelle-Zélande, Colin Keating, passe à l'attaque ; il considère comme « totalement inacceptable » que Yasushi Akashi, le représentant du secrétaire général, ait, « une fois de plus », refusé l'usage de la force, alors qu'une intervention a été demandée par le général britannique Rupert Smith, responsable des « casques bleus » en Bosnie. Le général Janvier l'interrompt pour répliquer : « Un malentendu trop répandu : moi-même, je me suis opposé aux frappes aériennes. Il n'est donc pas exact de dire que seul M. Akashi est responsable. »

Un peu plus tard, le général Janvier doit essuyer le feu de l'ambassadeur américain, dans son bureau. M. Albright parle en anglais, l'officier répond en français. Elle évoque

fini, malgré ses réticences, par donner son accord pour des frappes aériennes.

Un peu plus tard dans la matinée, un homme fait les cent pas dans un grenier de Zagreb, au 4<sup>e</sup> étage d'un immeuble de la capitale croate. Yasushi Akashi, représentant spécial de Boutros Boutros-Ghali pour l'ex-Yougoslavie, rumine des idées noires. Son porte-parole, Fred Eckhard, entre dans la pièce. Il vient de voir à la télévision les images des premières frappes aériennes contre les Serbes, suivies d'interminables interviews d'experts et de responsables américains. « On ne voit que les Américains à l'écran. Il serait peut-être politiquement astucieux pour vous d'apparaître à l'antenne : comme vous avez été tellement critiqué pour

promptement préparée : les « casques bleus » se trouvent dans une situation vulnérable parce que les États membres de l'ONU ont ignoré les appels du secrétaire général en faveur du regroupement des soldats de la paix. Mais la Bosnie n'est pas même évoquée par les participants.

**V**ENDREDI 26 mai, New York. 2<sup>e</sup> étage du bâtiment de l'ONU. Dans la salle de presse, le porte-parole du secrétaire général, Ahmed Fawzi, explique aux journalistes que le nombre de « casques bleus » pris en otage a augmenté. Kofi Annan participe au même moment à une réunion urgente du Conseil de sécurité pour l'informer de la deuxième frappe aérienne contre les Serbes, qui a eu lieu le matin. Les premières représailles serbes - le bombardement de la ville de Tuzla - ont fait 71 morts et plus de 150 blessés. Aujourd'hui, le nombre de « casques bleus » capturés par les Serbes s'est élevé à 10. Quelque 80 observateurs de l'ONU sont enchaînés à des poteaux. « Pourquoi l'ONU n'a-t-elle pas pris de mesures pour protéger son personnel avant les frappes ? », demande le correspondant de l'agence Reuters. « Je me pose la même question depuis ce matin, répond le porte-parole, mais je suis sûr qu'il doit y avoir des raisons. » « Si les Serbes ne restituent pas leurs armes lourdes aux dépôts de l'ONU, l'ONU et l'OTAN feront-elles la guerre à un million de

souvent de l'insistance américaine pour que l'ONU frappe les Serbes. Mais, une fois les atages pris, tout le monde se défile. « La France edge que le mandat de l'ONU soit renforcé et, si l'on demande de la France n'est pas suivie dans des délais raisonnables, Paris sera obligé de retirer ses troupes de Bosnie », dit-il. Le secrétaire général conclut : « J'étais venu demander conseil ; mais, malgré toutes les critiques publiques contre ma politique, vous me demandez de décider, j'en assume la responsabilité. D'accord, je prendrai moi-même la décision finale. »

En sortant de la salle du Conseil, deux diplomates onusiens conversent : « Tu te rends compte ? Ils ont renvoyé la balle à Boutros-Ghali, ce qui veut dire qu'il n'y aura plus de frappes. Est-il vraiment possible que personne n'ait réfléchi aux conséquences possibles des premières frappes ? » Regard étanqué de son interlocuteur : « Nan, mais ça fait combien de temps que tu travailles à l'ONU ? Tu parles comme si l'absence d'une politique à long terme des États membres était une révélation ! » Il n'y a, effectivement, pas eu de troisième frappe aérienne.

Lundi 5 juin. Kofi Annan a devant lui, sur son bureau, deux listes : celle des 451 membres du personnel de l'ONU pris en otage et celle des ambassadeurs qui souhaitent le voir. En ce qui concerne la première, il se réjouit de constater que 232 atages ont déjà été libérés. Il regarde l'autre liste, intermi-



Madeleine Albright et William Perry.



Général Janvier.



Madeleine Albright et le général Janvier.



Boutros Boutros-Ghali, Kofi Annan, Madeleine Albright, William Perry.



Yasushi Akashi.

Il est 10 heures, vendredi 19 mai 1995 : le secrétaire américain à la défense se présente à l'entrée du secrétariat de l'Organisation des Nations unies. En tant que ministre, William Perry aurait dû être accueilli par le chef du protocole. Mais, ce jour-là, Benita Maria Ferrer-Walden avait la tête ailleurs ; elle venait d'être nommée vice-ministre des affaires étrangères de son pays et avait commencé à organiser son retour à Vienne. Il réunit au numéro deux, l'ukrainien Igor Novichenko, d'accueillir M. Perry, accompagné de l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, Madeleine Albright.

Au 3<sup>e</sup> étage du grand bâtiment, au département des opérations de maintien de la paix, ils sont attendus par le sous-secrétaire général chargé de ces opérations, le Ghanéen Kofi Annan. Tout le monde connaît l'objet de la visite des Américains. Les déclarations de M. Albright ont été claires : il faut que l'ONU autorise des frappes aériennes contre les Serbes, qui ne cessent de harceler les « casques bleus » stationnés en Bosnie. Dans l'immeuble de verre, on se rappelle toutefois que les forces de Sarajevo ont été les premières à relancer les opérations militaires. Mais « Kofi », comme on l'appelle ici, est un homme calme ; il s'énervait rarement.

William Perry frise la brutalité : « Quand allez-vous comprendre que le langage de la force est le seul que les Serbes comprennent ? » « D'avantant plus, ajoute-t-il, que les frappes

avance : « Croyez-moi, si nous avions des soldats en Bosnie, je ne serais pas ici à suggérer le recours à la force, je l'exigerais. » Ils se quittent sans que personne ait été convaincu par les arguments de l'autre.

Mercrredi 24 mai, 10 heures : huis clos au 2<sup>e</sup> étage. Dans la salle du Conseil de sécurité, le général Bernard Janvier, chef des « casques bleus » dans l'ex-Yougoslavie, confronté à quinze diplomates, ne mâche pas ses mots ; il exige des instructions « claires, rapides et précises » sur le rôle des unités placées sous son commandement. Il explique que l'attitude de chacun, sur le terrain, rend son travail « impossible ». Il prône le regroupement de ses soldats et leur retrait des enclaves musulmanes de l'est de la Bosnie. Le Conseil renvoie la balle au représentant du secrétaire général, l'indien Chimayya Gharakhian, et lui demande... un rapport sur la situation avant la fin du mois.

**N**OUVEAU huis clos l'après-midi, au sous-sol cette fois. Le général Janvier fait figure d'accusé, face aux représentants de quarante pays contributeurs de « forces de la paix ». L'ambassadeur de Turquie ouvre le feu : « L'absence d'une réaction musclée de l'ONU n'a entraîné l'agression serbe en Bosnie, cela n'est pas acceptable », accuse Inal Batu. L'officier ne cache pas son agacement : « Depuis que je suis à New York, je n'entends que le mot « musclé » ; je n'ai toujours pas compris ce que cela veut dire. »

« les erreurs et les faux calculs » en Bosnie. « A Washington, nous sommes tous extrêmement frustrés car, une fois de plus, les opportunités de recours à la force aérienne sont perdues. » Le général rappelle que le dernier en date des cessez-le-feu a été rompu par les forces bosniaques. « Il est vrai, rétorque-t-elle, que les Bosniques ne sont pas toujours des anges, mais des qu'une victime de viol contre-attaque, vous l'accuserez de créer des problèmes. » L'officier se cabre ; citant un ouvrage littéraire, il assure que,

avoir refusé les frappes aériennes, c'est le moment de dire que vous les avez autorisées », conseille-t-il à son patron. M. Akashi poursuit sa marche saccadée. Il finit par s'arrêter et regarde son porte-parole : « Je me prépare à des négociations pour la libération des otages. Croyez-vous vraiment qu'il soit sage de me montrer aux Serbes jubillant à la télévision ? » « Quels otages ? », se demande Fred Eckhard, sans oser poser la question. Le diplomate japonais, lui, jugeant de la Bosnie comme on considère un danier,

Serbes ? », veut savoir la correspondante de la télévision de Belgrade, alias « Belgrade Betty ». « Je récite votre terminologie, réplique M. Fawzi avec exaspération. L'ONU ne fait pas la guerre en Bosnie. »

Il est 19 heures lorsque le Conseil de sécurité se réunit. Boutros Boutros-Ghali ouvre le débat : « J'ai convoqué cette réunion urgente à la demande du président de la République française, Jacques Chirac, avec qui je viens d'avoir une longue conversation téléphonique. L'ONU a été prise en otage dans des circonstances humiliantes. Je suis ici devant vous pour vous demander conseil et voilà la question : faut-il ou non une troisième frappe aérienne contre les Serbes ? » L'ambassadeur de Russie, Sergueï Lavrov, prend la parole pour rappeler que deux soldats russes figurent parmi les otages. Il n'en est pas moins hostile à une troisième frappe.

Vient le tour de l'Américaine Madeleine Albright. Elle assure comprendre l'inquiétude de la France ; mais, pour elle, la décision quant à une éventuelle troisième frappe aérienne revient... au seul secrétaire général. « Je comprends, mais le secrétaire général, que vous vouliez connaître notre point de vue, mais, franchement, la décision vous appartient ! » Le Britannique Sir David Hannay lui emboîte le pas : « Ni le Conseil de sécurité ni les pays contributeurs de troupes n'ont leur mot à dire sur ce sujet : il faut que le secrétaire général décide. » L'ambassadeur de France, Jean-Bernard Merimée, très gêné, se

nable. Le défilé commence ; Kofi Annan tente de rassurer les contributeurs de troupes sur le sort de leurs soldats. L'un des diplomates est particulièrement virulent. Avec seulement deux observateurs militaires en détention, l'ambassadeur du Brésil veut savoir pourquoi certains otages ont été relâchés et pas d'autres. Il « exige » de savoir « quelle combine se prépare » entre, par exemple, la France - dont 63 soldats viennent d'être libérés le jour même - ou le Canada - 41 soldats relâchés la veille - et les Serbes. Pour lui, il est « inacceptable » que l'ONU « privilégie » certains pays et pas d'autres. Kofi Annan reste calme et assure son interlocuteur de l'absence de toute « combine ». Le lendemain, les deux Brésiliens sont libérés.

Vendredi 16 juin. A 3 h 30, le Conseil de sécurité adopte, sous la pression de la France et de la Grande-Bretagne, une résolution autorisant le déploiement en Bosnie d'une « Force de réaction rapide » destinée à appuyer et protéger les « casques bleus » sur place. La Russie et la Chine se sont abstenues. Lundi 19 juin, les derniers otages sont libérés par les Serbes. Réflexion d'un diplomate : « Au moins, l'humiliation de près de 500 « casques bleus » aura servi à quelque chose : ils [les États membres] ont finalement décidé de renforcer la forpronu », ce qui permet, désormais, de préparer sérieusement de nouvelles actions contre les Serbes.

Afsané Bassir Pour



# Réflexions alarmantes

par Friedrich Gorenstein

**L**E compositeur allemand Norbert Schütz, auteur de la célèbre chanson *Lili Marlene*, a aussi écrit la marche militaire hitlérienne *Bambes sur la Russie* - texte du poète Joseph Goebbels. Quand, aujourd'hui, je regarde à la télévision, j'écoute à la radio ou je lis dans les journaux ce qui se passe en ex-Yougoslavie, ces deux mélodies forment involontairement dans mon esprit une cacophonie musicalo-politique.

En mai 1941 dans l'ex-Yougoslavie, qui était déjà « ex », il se passa quelque chose de semblable à aujourd'hui. A une exception près, il est vrai : Hitler, au moins, quand il bombardait et mitraillait les Serbes, ne disait pas qu'il le faisait au nom de la paix. Mais, tout en bombardant la Yougoslavie, il préparait ses bombes pour la Russie.

Il ne faut pas, bien sûr, chercher dans les bombardements de l'OTAN une analogie directe avec les bombes hitlériennes. L'OTAN ne veut pas et ne peut pas réellement bombarder la Russie. Même les plus fins des agents de la CIA ont suffisamment de bon sens pour le comprendre. On connaît le banditisme des organes staliniens, la désespérante misère du comité brejnevien, mais ceux qui voyaient et qui voient en la CIA leur héroïque antipode éclairé se trompent profondément.

Je suis loin de vouloir faire des Serbes des victimes innocentes. La guerre, et particulièrement la guerre civile, est une action où il n'y a pas de victimes innocentes. Il ne s'agit pas ici de parler des coupables, mais des juges. Sont-ils effectivement si intelligents et si honnêtes qu'on puisse, sans réserve, se fier à leur jugement, quel qu'il soit ?

Après le triomphe des vainqueurs, une fois dissipée la fumée des bombes de l'OTAN, sous les yeux des vainqueurs ivres de succès guerriers, apparaîtra le fruit de leurs travaux : une République islamiste dans les Balkans, un « Etat d'Allah », un Etat fondé sur un principe religieux et non national. Il est possible que ça ne se produise pas immédiatement. Mais la direction est prise. En tout cas, je doute que dans le berceau saignant des Balkans, construit sur les mensonges et les provocations, naisse autre chose que des Etats islamistes bosniaque et croate, à l'instar de ceux déjà créés par Hitler dans les années 40.

Quant à la Serbie, plus précisé-

ment ce qu'il en restera, il est peu probable qu'elle s'engage sur une voie démocratique. Aujourd'hui, déjà, les Serbes, repoussés dans un coin, maudits par toutes les forces progressistes, dont les russes et les pro-occidentales, ont lié leur sort à des personnalités telles que Jirnovski. Comment, après les bombes de l'OTAN, ordonneriez-vous de rejeter Jirnovski ? Qui, sinon vous, Messieurs les « démocrates occidentaux », avec vos tirs punitifs sur la Bosnie serbe, a fait du « mirage » Jirnovski un prophète ?

**La très fragile démocratie russe, qui tient à peine sur ses jambes, la foi en la justice occidentale, l'espoir en la possibilité d'une coexistence pacifique : voilà ce qu'ont vaincu vos bombes en Bosnie**

Les Balkans yougoslaves, c'est le plexus de l'Europe, qui a supporté à différentes époques les invasions allemandes et turques et une division en trois groupes religieux mais pas ethniques. Les Serbes et les Croates ont bien plus de choses en commun que les Saxons et les Bavarois. Quant à ceux qu'on appelle Musulmans, ce sont des Serbes convertis à l'islam. Non, dorénavant, sur une terre si déchirée, sur un sol si souillé, jamais les graines de la paix ne germeront ; seules pousseront les épines d'une baine inextinguible.

Cependant, les hommes de l'OTAN auraient eu beau mépriser les règles morales de l'honnêteté et la circonspection politique, ils auraient tout de même craint de recourir à une attaque à sens unique contre les Serbes s'ils n'avaient pas été tout à fait sûrs de l'impuissance et de l'inaction du côté russe. Mais était-ce un masque ou une ruse que de fourrer une tétine « collaboration au nom de la paix » dans la bouche des politiques russes qui, furieux, commençaient à crier et à se faire capricieux.

Tout cela mis à part, je pense que les problèmes de la diplomatie russe peuvent aussi s'expliquer par le complexe psychologique de la fin de l'ère du « non » propre à Molotov et à Gromyko. Preuve qu'il ne faut pas faire prendre précipitamment un virage à 180 degrés aux actes et aux lois, même

les plus injustes. Tout abus est mauvais, même pour la création de nouveaux principes étatiques de liberté et de démocratie. Toutefois, c'est bien pire lorsque des pays de la liberté et de la démocratie commencent à abuser en se donnant, les yeux fermés, les moyens de triompher de la tyrannie stalino-brejnevienne.

Quelle leçon les membres occidentaux de l'OTAN donnent-ils aux citoyens de Russie qui, péniblement, avec de nombreuses erreurs, essaient de sortir du marécage de leur passé ?

En d'autres temps sombres, dans des drôles, quand « Coca-Cola » et « OTAN » résonnaient encore aussi dangereusement l'un que l'autre si on avait prononcé leur nom avec sympathie, nous espérons en l'Occident et croyions en lui. Mais si les bombes « pacifiques » de l'OTAN ont semé le doute dans l'esprit même des pro-occidentaux sur l'existence d'une justice permanente en Occident, alors quelle peut être la réaction d'une grande

partie du peuple russe perverti par des décennies de propagande anti-occidentale ?

Puisse le crachat terroriste d'un lance-grenade, à Moscou, contre l'ambassade américaine vous dire, Messieurs, cette réaction. Ce geste reflète l'opinion d'une très large masse. Il est douloureux de voir, comment, par vos bombardements criminels - criminels, je ne peux trouver d'autres mots - vous remettez à nouveau ces masses russes au pouvoir des « rouges-bruns » qui, sous les slogans, les drapeaux et les portraits staliniens, ont aujourd'hui leur système devant les administrations américaines à Moscou et à Saint-Petersbourg.

Aussi importantes que soient les pertes serbes, les grandes victimes des bombardements de l'OTAN ne se trouvent pas en Bosnie, ni parmi les Serbes bosniaques, mais en Russie. Les généraux de l'OTAN qui ont remporté des victoires faciles sur des résistants techniques mal armés auraient dû inscrire dans leurs communiqués la destruction d'objectifs stratégiques importants... en Russie ! La très fragile démocratie russe qui tient à peine sur ses jambes, la foi en la justice occidentale, l'espoir en la possibilité d'une coexistence pacifique sans bloc militaire opposé à l'Occident : voilà ce qu'ont vaincu vos bombes en Bosnie.

Les conséquences sont immenses : cette année même, très probablement, on verra en Russie une douma d'Etat bien plus anti-occidentale qu'elle ne l'est actuelle-

ment. Et la probabilité de voir s'installer l'an prochain un président anti-occidental, ou, dans le meilleur des cas, qui ne soit pas pro-occidental s'est beaucoup développée.

Bien entendu, la Russie ne retournera pas à son passé stalino-brejnevien, malgré tous les efforts des fantômes agacés du parti et de leurs sbires. Elle ira de l'avant, mais par quel chemin ? Il est très possible qu'elle suive la voie chinoise, avec une évolution saine de l'économie et une réduction des libertés politiques. Et si la Russie n'oppose pas de veto à l'élargissement de l'OTAN jusqu'aux frontières russes, alors l'Occident ne mettra pas le sien à la création d'un axe militaire Moscou-Pékin, ni à un nouveau soutien militaire à Cuba et d'autres mouvements anti-occidentaux d'Amérique latine, ni à une collaboration militaire avec les Serbes, ni à un rattachement militaire de nombreuses ex-Républiques soviétiques. Pour cela, avec les libertés actuelles, il ne faut pas grand-chose : il suffit de laisser tomber un nombre déterminé de bulletins dans l'urne. Votre propagande bosniaque à coup de bombes, Messieurs les gentlemen, a déjà indiqué aux millions d'électeurs des masses russes pour qui voter.

Bien sûr, ils ne choisissent pas Jirnovski : il est moralement et physiquement trop vil. Mais ils pourraient tout à fait voter pour Ziouganov, Zinotkoï ou Lebed. Que pourrez-vous entreprendre, mes bons Messieurs, contre leur

force ? Rompez-vous les liens avec la Russie ? Ça ne leur fait pas peur, et il est peu probable que vous rompiez. Ou bien enverrez-vous des porte-avions en mer Noire comme aujourd'hui dans l'Adriatique ? Déclenchez-vous une guerre atomique ? Amusant. Vous pourrez seulement protester en vain comme l'administration d'Eitsine proteste aujourd'hui contre votre « pacifisme » à bombes.

Il est triste de voir ces chers « occidentophiles » du Kremlin et de la Vieille Place (NDLR : siège du conseil des ministres). Parfois, ils rappellent douloureusement un collectif de lieutenants Pirogov, un personnage de Gogol qu'un bat-tait à coups de verges. L'ombre du lieutenant Pirogov ne planait-elle pas au-dessus de la récente conférence de presse d'Eitsine ? Il s'est mis à crier, s'est quelque peu indigné, puis a pris un air amusé-gueule et s'est calmé.

En Russie, après les bombardements de l'OTAN, les vrais gagnants sont les véritables ennemis de l'Occident et de la démocratie. Et les perdants ceux qui ont cru aux relations respectueuses et morales entre l'Occident et en une Russie non totalitaire. Ceux qui ne le comprennent pas encore sont un jour contraints de le comprendre. Ne sera-t-il pas trop tard ?

Friedrich Gorenstein, écrivain russe, vit à Berlin (Traduit du russe par Anne Rodier.)

## L'Occident et la Russie : cinq propositions

par Charles Zorgbibe

**L**A Russie aurait-elle obtenu l'accord tacite des Etats occidentaux sur un nouveau partage des zones d'influence ? A Moscou, Alexei Arbatov, directeur de l'institut de recherches sur les Etats-Unis et le Canada, en est persuadé : « La Russie confiera ses activités à l'ancienne zone géopolitique de l'URSS, les Etats-Unis et leurs alliés seront en charge des affaires mondiales et des autres affaires régionales ». Madeleine Albright, ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU, semble ratifier cette analyse : « Parmi les nouveaux Etats, seule la Russie a les ressources, l'intérêt direct et le leadership nécessaires pour résoudre les problèmes de l'ex-URSS ».

La voie ouverte à l'Occident est, certes, étroite. Selon les préceptes d'Henry Kissinger, il importe de réinsérer le vaincu d'hier - la Russie, vaincue de la guerre froide, cette guerre mondiale qui n'a pas eu lieu - dans le concert international, de lui redonner une « mise dans le jeu », d'éviter de le réduire au rang d'« ennemi virtuel ». Les Etats occidentaux doivent-ils, pour autant, renoncer à inciter la Russie à entrer dans une véritable logique de sécurité collective et de maintien de la paix ? Une action occidentale discrète, destinée aussi à rompre l'isolement psychologique de la Russie, pourrait être développée. Une action que nous ramenons aux cinq propositions suivantes :

1) La critique des méthodes russes en matière de maintien de l'ordre dans l'ex-URSS doit être poursuivie. Le « maintien de la paix » est-il un simple slogan permettant à la Russie d'être présente militairement dans un certain nombre de conflits ? L'écart va-t-il subsister entre le « discours sur la puissance » et les moyens de maintenir la paix ? La Russie a-t-elle les moyens de sa présence militaire, alors que, même en Tchétchénie, apparaît au grand jour une guerre de conquête et de destruction ?

Le problème de la « formation » au maintien de la paix est posé. Une coopération étroite doit s'établir entre l'Occident et la nouvelle Russie, malgré les réactions hostiles ou méfiantes du camp national-patriotique et les hésitations qu'elles engendrent au sein même du gouvernement de Moscou. Un précédent : un entraînement commun russo-améri-

caln aux opérations de maintien de la paix a bien eu lieu, en septembre 1994, à Totsk, à 1100 kilomètres de Moscou - avec la participation, côté russe, d'éléments de la 27<sup>e</sup> division motorisée de la Volga, affectés spécialement au « maintien de la paix » régional -, malgré les réticences de Boris Eitsine, qui avait « définitivement ajourné » les exercices. Des initiatives semblables pourraient être reprises par la France ou l'UEO.

2) Il est important d'enlever à la Russie son sentiment d'isolement au sein du nouveau système paneuropéen. Après tout, le refus par Moscou d'un « élargissement » de l'OTAN - c'est-à-dire le refus de la Russie de voir l'OTAN accueillir ses anciens alliés du pacte de Varsovie - est compréhensible. Pourquoi repousser aux frontières de la Russie les frontières de la nouvelle Europe des li-

reste préoccupante : les lois sur la citoyenneté on sur la langue nationale sont, dans la plupart des Républiques, plus contraignantes qu'en Russie. Elles peuvent être les instruments de l'assimilation forcée ou de l'exclusion de la vie collective - ainsi l'Estonie compte-t-elle 950 000 ressortissants et 600 000 étrangers, selon sa « loi sur la citoyenneté ».

En Lettonie, le décret sur « les titres de séjour temporaire des étrangers » a été interprété par Boris Eitsine comme la « violation d'un droit fondamental : le libre choix de la résidence ». Au Kazakhstan, les écoles russes sont fermées, et l'usage de la langue russe, pourtant langue de communication comme dans toute l'Asie centrale, est découragé, alors que la culture russe et orthodoxe domine dans toute la moitié nord du pays. Cette législation nourrit les rivalités ethniques

**L'Occident doit clairement parler - même lorsque resurgissent les pesanteurs d'un passé totalitaire récent - sur le choix démocratique de la Russie ; il doit accompagner une renaissance politique et morale**

bertés ? N'est-ce pas sous-entendre la réapparition d'un « nouvel ennemi global », cet euphémisme qui, dans le programme du Pentagone pour les années 1994-1999, désigne une Russie redevenue agressive ?

La Russie a ratifié, le 31 mai 1995, son « partenariat » avec l'OTAN, auquel elle avait donné une adhésion de principe en juillet 1994. Le dialogue entre l'Alliance atlantique et la superpuissance européenne doit être intensifié - même si le statut spécial d'« associé » qui devrait être reconnu, un jour, à la Russie ne peut valoir droit de veto sur les décisions de l'Alliance.

3) Les droits de l'homme sont applicables « tous azimuts ». L'Occident pourrait ne pas laisser à la seule Russie le soin de superviser l'application des droits fondamentaux, dans l'ancien espace soviétique, aux minorités russes ethniques ou russophones.

La situation de ces minorités

et, sur la scène russe, facilite la pression des « forces patriotiques » sur le gouvernement. Moscou a répliqué par la loi du 6 février 1992, qui institue une double citoyenneté (seul le Turkménistan a donné son accord), et par le « programme pour la défense des intérêts des Russes ethniques », un ensemble de mesures politiques, économiques et culturelles, élaboré en février 1994.

4) Il est essentiel, pour les Etats occidentaux, de rappeler, dans leurs rapports avec la Russie, le principe de la centralisation de la sécurité collective. Les actions russes de maintien de paix - les « pouvoirs spéciaux » revendiqués par Boris Eitsine - peuvent être reconnus de facto, mais doivent être encadrés par les organisations mondiale et régionale, l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Les interventions russes doivent résulter d'une délégation ponctuelle. On pourrait

imaginer des « mandats » de six mois.

Dans cette perspective, l'attribution de nouveaux pouvoirs à l'OSCE doit être encouragée : la Charte pour une nouvelle Europe, adoptée par le sommet de Paris du 21 novembre 1990, est la plateforme de l'Europe réunifiée de l'après-guerre froide. La règle du consensus, qui fragilise l'organisation, cède progressivement le pas devant d'autres procédures ou mécanismes. D'après le « document de Moscou » du 3 octobre 1991, une mission d'enquête peut être imposée par le Comité des hauts fonctionnaires malgré le refus de l'Etat directement concerné ; et la fonction d'organisation régionale de sécurité collective de l'OSCE n'est pas contestée à Moscou.

5) L'ultime dilemme pour les Occidentaux a été formulé par un rapport de l'Institut Hudson (« Commonwealth or Empire ? Russia Central Asia and the Transcaucasus ») : faut-il préférer un néo-impérialisme russe, autoritaire, anti-libéral, qui maintiendrait la stabilité dans le Caucase et en Asie centrale ? Ou un retrait russe qui provoquerait le naufrage de ces régions, l'extension du désordre et du chaos ?

Contrairement aux auteurs, W. Odum et R. Dujarric, nous pensons qu'une troisième voie est imaginable, et doit être soutenue par l'Occident : celle d'une Russie qui serait, à la fois, une démocratie et un « gendarme régional » dans « l'étranger proche ». La « re-composition » de l'ancien espace soviétique est en marche : l'entente des peuples slaves redevient possible depuis que la Biélorussie s'est prononcée pour une union monétaire, un marché commun et des liens politiques étroits avec la Fédération de Russie, et que l'élection présidentielle ukrainienne s'est jouée sur un programme de relations réalistes avec la Russie. L'Occident doit clairement parler - même lorsque resurgissent les pesanteurs d'un passé totalitaire récent - sur le choix démocratique de la Russie ; il doit accompagner une renaissance politique et morale.

Charles Zorgbibe est professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne) et président du Centre de politique étrangère de la Sorbonne.

**"GRAND JURY"**  
**RTL-Le Monde**

**LAURENT FABIOUS**

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC  
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)  
ET  
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

**RTL**

**DIMANCHE 18 H 30**

**DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9**



# Le Monde

## Jeux dangereux en Italie

UN ancien premier ministre, Silvio Berlusconi, contraint de se présenter devant la justice pour répondre d'une affaire de corruption; un ministre de la Justice, Filippo Mancuso, censuré au Sénat par sa propre majorité pour avoir mis en doute la manière dont les juges de « Mani pulite » menaient leurs enquêtes; l'Italie se trouve, une nouvelle fois, prise dans un tourbillon politico-judiciaire qui risque de singulièrement compliquer le parcours jusqu'à la fin de la semaine par le premier ministre Lamberto Dini.

Et, comme le prévoit un des magistrats chargés de l'enquête sur la corruption, celle-ci doit durer encore au moins trois ans, la vague de fond engendrée par la volonté de moralisation de la vie politique de la péninsule n'a pas fini d'ébranler les remous.

Après avoir contrecarré une offensive, politique, de Silvio Berlusconi visant à mettre fin à leurs investigations, les juges de « Mani pulite » viennent donc de remporter une seconde victoire, juridique, en obtenant la démission du garde des sceaux. Si l'on peut se féliciter de ce résultat, justice sera faite, la manière dont les différents acteurs de la vie politique ont géré cette dernière crise est en revanche plus ambiguë: du président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, à la cause par Filippo Mancuso, au premier ministre, Lamberto Dini, dont le gouver-

nement de « techniciens » est de plus en plus obligé de se mêler des basses œuvres politiques, en passant par une « droite » suspendue à l'avenir de Silvio Berlusconi et une « gauche » toujours à la recherche d'un leader charismatique et d'une cohésion idéologique.

Majoritaire à la Chambre, encore populaire dans l'opinion publique - comme en témoignent les différents sondages -, toujours à la tête d'un extraordinaire moyen de propagande avec son empire télévisé, Silvio Berlusconi, même atteint par son futur passage devant la justice, est loin d'avoir jeté le gant. Au cas où « Sua Emittenza » devrait malgré tout renoncer, le danger pourrait être de voir les portes du pouvoir entrouvertes à Gianfranco Fini, l'habile responsable de l'Alliance nationale, parti qui a succédé au MSI néofasciste.

L'autre danger serait de voir encore s'accroître la rupture entre le nord et le sud du pays. Certes, la Ligue du Nord, le mouvement qui a bâti son programme sur cette division, est en perte de vitesse. Mais, sur le terrain, dans de nombreuses villes du Nord, le ras-le-bol à l'égard de Rome et de ses jeux complexes s'accroît de jour en jour.

Cette amorce de crise vient au plus mauvais moment: celui où l'Italie joue sa place dans la cour des grands de l'Europe européenne, où l'Europe et la France ont plus que jamais besoin d'elle pour compenser le poids croissant de l'Allemagne.

## Futur par Calligaro



## AU FIL DES PAGES/international

## La « politique de la steppe »

AH ! Comme la guerre froide était belle sous le postcommunisme ! L'implacable logique de l'équilibre de la terreur entre les deux blocs donnait au monde un air ordonné qu'il a perdu depuis la fin des années 80. Sans doute des forces souterraines travaillaient-elles à miner une stabilité plus apparente que réelle, plus blanche que tiers-mondiste, mais l'effet disciplinaire, dans les deux camps, de la rivalité idéologique et militaire entre les superpuissances limitait les risques de dérapage. Il n'en est plus rien aujourd'hui. « L'ère de l'effacement de la démultiplication des acteurs, le système international perd de plus en plus sa capacité de préserver l'ordre, de gérer les rapports de puissance et d'imprimer un modèle normatif acceptable par tous », écrivent Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, dans un livre qui s'intéresse aux nouvelles unités, aux groupes, aux organisations non gouvernementales, voire aux individus, agissant dans le monde.

Ces nouveaux acteurs sont à la recherche de relations différentes des codes régissant traditionnellement des rapports de moins en moins « inter-nationaux ». Bien qu'ils ne soient pas toujours « affranchis de toute dépendance à l'égard des financements publics » et qu'ils reproduisent parfois la vieille division Nord-Sud ou les chivages de la sphère diplomatique, ils participent d'une « prolifération des rôles et des énonciations politiques » qui crée une fluidité des comportements porteurs de nouveaux risques.

Pourquoi la guerre froide a-t-elle pris fin ? Pierre Grosser tente une réponse polyphonique à cette question dans l'étude qu'il consacre aux « temps de la guerre froide ». L'apparition de nouveaux acteurs, étatiques ou non, dans les années 80 est une des causes de cette disparition, mais elle n'est pas la seule; la guerre froide a cessé faute de combattants, les deux principaux protagonistes, et surtout l'URSS, n'ayant ni pu ni voulu poursuivre le combat.

Cette explication reporte la question sans la résoudre: pourquoi les Soviétiques ont-ils « jeté l'éponge » ? La réponse dépend en partie de l'analyse qu'on fait de la guerre froide elle-même. Était-ce un pur produit de la « bipolarité idéologique » et de l'hostilité du communisme au monde capitaliste libéral ? Ou était-elle le produit de la « répartition bipolaire de la puissance » entre les États-Unis et l'URSS ? Dans le premier cas, la « nouvelle pensée » gorbatchévienne, qui a tenté de remplacer la « politique de la steppe » par les pratiques diplomatiques européennes codifiées, est à l'origine des plus beaux jours de la détente; dans le deuxième cas, les Soviétiques ont été battus dans la course aux armements relancée par Ronald Reagan.

## Les rivalités traditionnelles ont survécu à la guerre froide et à sa disparition

Les deux explications ne s'excluent pas, mais Pierre Grosser a raison d'insister dans la formation de la doctrine gorbatchévienne, sur le rôle de ces jeunes intellectuels soviétiques qui, dans les années 60, éditaient à Prague la revue *Problèmes de la paix et du socialisme* et qui assistèrent aux vagissements du communisme à visage humain. Peut-être néglige-t-il cependant l'influence qu'a eue Edouard Chevardnadze sur Mikhaïl Gorbatchev dans la définition de la nouvelle politique étrangère soviétique après 1987.

Les avatars de la diplomatie russe laissent entière une autre question: Gorbatchev a-t-il rompu avec la pratique si bien incarnée par Gromyko parce que les moyens mis en œuvre étaient épuisés ou parce qu'il convenait de changer le but lui-même ? Au moment où Boris Eltsine menace de ses foudres son ministre des affaires étrangères et tonne contre les intentions maléfiques de l'Occident, la tentation est grande de penser que la parenthèse est refermée et que la Russie a décidément du mal à rompre avec la « politique de la steppe ». N'est-ce pas ce que souhaitent en secret beaucoup d'hommes politiques occidentaux ? Ils retrouveraient ainsi l'ennemi qui, depuis le début des années 90, leur manque tellement. Le postcommunisme ne serait alors que la poursuite de la guerre froide par d'autres moyens. Parce que la guerre froide elle-même a été plus une « parenthèse » qu'une rupture. Les temps anciens ont perduré pendant quarante ans, ont reposé dans une « extraordinaire cuvette sédimentaire » et se sont remis à l'œuvre pour remodeler les relations internationales. Le visage qu'ils dessinèrent est encore inconnu.

Daniel Vernet

★ Le Retour du monde, sociologie de la scène internationale, de Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, 252 pages, 148 F. Les Temps de la guerre froide, de Pierre Grosser, Éditions Complexe, 466 pages, 159 F.

## Activisme diplomatique, sanction terroriste

Suite de la première page

En clair, la France entendait pratiquer une politique de puissance, qui permettrait, dans la foulée, d'améliorer ses positions économiques et commerciales. Les Britanniques, eux, ont jeté l'éponge, privilégiant leurs échanges commerciaux avec les nouveaux États. Londres a bien laissé trainer ici ou là, quelques « conseillers » dans des cabinets ministériels ou les armées de certains pays du Golfe. Mais leur présence est aussi discrète qu'efficace dans la conduite au jour le jour des affaires.

Le refus de la France d'adopter un profil bas explique pourquoi, plus qu'aucun autre pays européen, elle a été la cible des terroristes du Proche-Orient. Sa situation n'était alors comparable qu'à celle des États-Unis. Mais, alors même que ces derniers entendaient faire la loi dans cette région, ils étaient considérés par beaucoup comme le véritable « Grand Satan » - pour reprendre une expression chère aux débutés de la République islamique iranienne -, ce sont leurs seuls intérêts à l'étranger qui ont été visés.

## UNE CIBLE PROCHE

C'est que la France est une cible plus proche et que son territoire est d'un accès plus aisé, que sa politique des visas est - ou plutôt était - alors - plus laxiste. Mais c'est aussi que les États-Unis, en même temps qu'ils font peur, fascinent. Ceux qui les dénoncent le plus farouchement caressent simultanément l'espoir de gagner leurs faveurs.

Mouna Naïm

## RECTIFICATIFS

### COMORES

Le général Jean-Paul Dellenbach, qui commandait l'opération Azalee, nous précise qu'à aucun moment il n'a salué Bob Denard ou ne lui a parlé au moment de l'arrestation de celui-ci le 5 octobre, comme nous l'avons écrit dans *Le Monde* du 7 octobre.

### DROGUE

Dans l'article « Drogue: ambiguïtés néerlandaises » paru dans nos éditions du jeudi 19 octobre, il fallait lire que l'âge moyen des toxicomanes a augmenté, de 29 à 32 ans, en quinze ans, « signe que peu de jeunes tombent dans le piège des drogues dures », et non que « l'âge moyen des toxicomanes a baissé, de 32 à 29 ans en quinze ans ».

### ENTREPRISES

Contrairement aux informations publiées dans *Le Monde* du jeudi 12 octobre, Air Liquide et Paribas ne participent pas à « l'observatoire du gouvernement d'entreprise », dont la création a été évoquée par Francis Mer, président d'Usinor-Sacilor. Paribas précise avoir été sollicitée pour une réunion et être intéressée par ce thème, mais sous une forme différente. De son côté, Total a bien participé à une réflexion sur le sujet, mais ne souhaite pas donner suite.

### COMPTES BANCAIRES

Après la parution, dans *Le Monde* du 10 octobre, d'un article sur les agents du Trésor de Claye-Souilly (Seine-et-Marne), l'INSEE nous indique que, contrairement à ce que nous avons écrit, il ne possède pas de fichier des comptes bancaires.

### COGNAC

Dans l'article de notre correspondant Jean-Pierre Dufrenoy décrivant la mévente du cognac (*Le Monde* du 30 septembre), il fallait lire: « Les contrats par lesquels les négociants s'engagent... sont dénoncés en masse », et non pas « délivrés en masse ».

### CINÉMA JAPONAIS

Contrairement à ce qu'indiquait notre article sur le Festival de Tokyo dans *Le Monde* du 10 octobre, *Chushingura*, de Teinosuke Kinugasa, n'est pas le premier film parlant japonais. Il s'agit de *Mon ami et mon épouse*, réalisé par Heinosuke Gosho en 1931.

### LIVRES

Le livre de Betty Friedan, *La Révolte du 3<sup>e</sup> âge*, dont Robert Solé a rendu compte dans *Le Monde* du 12 octobre, est traduit de l'anglais (États-Unis) par Jacqueline Labana. D'autre part, l'ouvrage de Bernard Baudy dont nous avons rendu compte dans *Le Monde* du 7 octobre a pour titre *L'Économie des relations inter-entreprises*, et non *L'Économie des relations interprofessionnelles*.

## L'impôt bien-pensant

S'INQUIÉTANT que les réductions de crédits voulues par certains députés n'aient pas fait préalablement l'objet d'une évaluation, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin a trouvé des mots très durs pour condamner cette initiative parlementaire. Ces économies, a-t-il dit, « seront vouées à n'être que qu'elles sont, c'est-à-dire n'importe quoi ». La formule pouvait tout aussi bien s'appliquer à l'amendement conciliant qui vient, dans la foulée, d'être adopté.

Enfin, le gouvernement a annoncé que le débat sur la réforme fiscale n'aurait pas lieu lors de l'examen par l'Assemblée nationale du projet de loi de finances pour 1996. L'argument avancé pour justifier ce délai semblerait être au coin du bon sens: en effet, les amendements sont si importants qu'il faut se donner le temps d'une vaste remise à plat. Il était donc prévu que le projet de loi d'orientation sur les prélèvements obligatoires ne serait discuté qu'au terme du grand « débat social » voulu par M. Juppé. Par que les contribuables ne soient pris de court, il était juste visagé d'annoncer par quelques retouches à la fiscalité l'épargne.

Alors pourquoi quelques députés, la majorité, avec la bénédiction du gouvernement, se sont-ils pressés de rédiger, sur un col de table, un amendement d'aligner le statut fiscal de concubins sur celui des couples mariés ? S'il ne s'agissait que d'aligner, on serait en droit de penser que le travail a été bâclé car, dans la longue liste des abattements, réductions ou déductions divers, il y a d'autres

disparités, autrement plus criantes, qui auraient justifié une réforme en urgence.

Se souvient-on, par exemple, que grâce à la réduction d'impôt pour les emplois à domicile, portée à 45 000 francs sous le gouvernement Balladur, un couple aisé peut réduire sensiblement son impôt sur le revenu, tandis que son employée de maison ou le jardinier de sa résidence secondaire, embauchés à bon compte, ne bénéficient pas du même traitement ? Au-delà de l'impôt sur le revenu, n'aurait-il pas fallu, en priorité, se pencher sur la taxe d'habitation, impôt injuste s'il en est, qui ne tient aucun compte des revenus des contribuables ?

Le souci de justice fiscale apparaît comme un prétexte. Le principal auteur de l'amendement, le centriste Charles-Amédée de Courson (UDF-CDS), ne s'en est pas caché: sa proposition avait aussi - on surprend ? - pour but de défendre l'institution du mariage. En quelque sorte, ceux qui vivent « dans le péché » seront imposés comme les couples mariés et sont ainsi invités à rentrer dans le droit chemin. Dans son rapport sur la politique familiale, remis en 1993 à Edouard Balladur, Colette Codaccioni, aujourd'hui ministre, allait encore plus loin en déplorant que « le système fiscal pénalise le mariage [et] incite aussi au divorce ».

Est-ce pour flatter une fraction de son électorat, celle que lui dispute notamment Philippe de Villiers, que le gouvernement a finalement décidé d'aller plus vite que la musique ? On sent en tout cas, dans cette affaire, de désagréables relents d'ordre moral.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur: Jean-Marie Colombani, président du directeur, directeur de la publication; Dominique Meloy, directeur général; Noël-Jean Burgeon, directeur de la rédaction; Frédéric Pélissier, directeur de la gestion; Anne Chassebois, directeur délégué; Directeur adjoint de la rédaction: Edwy Plenel; Rédacteur en chef: Thomas Ferracci, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction; Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Laurent Goussier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Manuel Luchetti, Luc Rosenzweig; Alain Rollat, conseiller de la direction; Daniel Verr directeur des relations internationales; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction; Rédacteur: André Laurens; Conseil de surveillance: Alain Minc, président; Olivier Biffand, vice-président; Membres: Hubert Berre-Méry (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1950), André Laurens (1950-1951), Jacques Lescaze (1951-1954); Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Capital: 850 000 F. Principaux actionnaires: Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Berre-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directeur; ÉDITION ET SÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 13; Tél.: (1) 40-45-25-25 Télécopieur: (1) 40-45-25-99 Tél.: 206.8046; ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BERRE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX; Tél.: (1) 40-45-25-25 Télécopieur: (1) 40-45-30-10 Tél.: 261.3117



**CHIMIE** Rhône-Poulenc détenait 67 % des actions de Fisons, vendredi 20 octobre, après que les dirigeants de ce laboratoire pharmaceutique britannique ont accepté les termes

de l'offre publique d'achat lancée par Rhône-Poulenc Rorer, filiale américaine du groupe français. Afin de détenir l'ensemble des actions, celui-ci a déclaré prolonger son offre

« jusqu'à nouvel ordre ». ● SANS TARDER Rhône-Poulenc Rorer réunissait à Londres les cadres de Fisons, entreprise spécialisée dans le traitement de l'asthme et des allergies.

● CE RACHAT illustre l'infé- chissement stratégique de Rhône-Poulenc, passé depuis 1993 d'une po- litique d'acquisition (40 milliards de francs dépensés pour le rachat d'une

trentaine d'entreprises surtout aux Etats-Unis) à une politique plus pruden- te de concentration sur environ 45 spécialités. Certains cadres sont désorientés par cette mutation.

## Le rachat de Fisons illustre le recentrage stratégique de Rhône-Poulenc

Après avoir, de 1990 à 1994, investi 40 milliards de francs dans l'acquisition d'une trentaine de firmes surtout aux Etats-Unis, le groupe français se recentre sur 45 spécialités où il détient une position mondiale forte. Certains cadres de l'entreprise s'en inquiètent

**SURTOUT** ne pas perdre de temps, telle est la conviction des dirigeants de Rhône-Poulenc Rorer (RPR) après la réussite de leur offre publique d'achat (OPA) de 14,3 milliards de francs sur le britannique Fisons. Vendredi 20 octobre, au terme de ce raid boursier lancé en août, le groupe franco-américain était déjà en possession de 67,2 % des actions de ce laboratoire pharmaceutique. Pour permettre à tous les actionnaires de se manifester, l'offre est prolongée « jusqu'à nouvel ordre ».

Sans attendre cette phase ultime, les dirigeants de RPR ont réuni en début de matinée, dans un hôtel londonien, une soixantaine de cadres de Fisons, dont son président, Stuart Wallis, longtemps opposé à ce rachat. « Nous agissons rapidement car l'expérience nous prouve qu'il faut dissiper au plus vite les incertitudes liées à la fusion », devait leur expliquer l'un des membres du comité exécutif, Gilles Brissou. « Dès la semaine prochaine, des groupes définissant les différentes modalités d'organisation » qui permettront à RPR d'atteindre l'objectif du rachat : se hisser au quatrième rang mondial dans le traitement de l'asthme et de l'allergie.

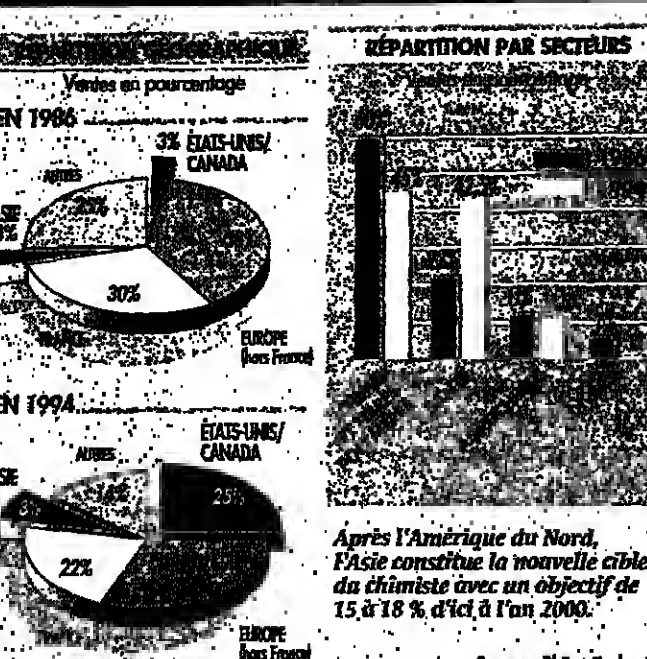
**SÉLECTIVITÉ** Cette croissance externe, chèrement payée, illustre une inflexion de la stratégie du groupe. Faute de disposer des milliards de dollars nécessaires pour participer à la course à la taille dans la chimie ou la pharmacie mondiales, le président de Rhône-Poulenc, Jean-René Fourtou, et son équipe ont sélectionné à l'intérieur de leur quatre métiers, la chimie, la santé,

l'agrochimie, les fibres et polymères, quelques activités pour y être parmi les premiers. Plus question, désormais, de hisser le groupe dans son ensemble au cinquième rang mondial d'ici à l'an 2000. L'heure est à la sélectivité et aussi à la décentralisation des fonctions. Des 115 activités dénombrées voilà dix ans, il n'en reste aujourd'hui que 45, et le nombre devrait encore légèrement se réduire.

Au Rhône-Poulenc conquérant a succédé une entreprise plus prudente, secouée comme ses concurrents par quatre années de crise dans la chimie. La ligne de fracture entre ces deux attitudes correspond à peu près au moment de la privatisation à l'automne 1993. Au cours des cinq premières années de sa présidence, Jean-René Fourtou s'est lancé dans une série d'acquisitions, permettant à la firme française de se hisser du deuxième au septième rang mondial, et surtout de s'installer significativement en Amérique du Nord. Pas moins de 40 milliards de francs étaient consacrés à l'achat d'une trentaine de sociétés, dont une quinzaine aux Etats-Unis, parmi lesquelles figuraient les activités chimiques d'Union Carbide, la chimie de base de Stauffer, le laboratoire Rorer et le fabricant canadien de vaccins Connaught. Le groupe, qui ne réalisait que 3 % du chiffre d'affaires aux Etats-Unis en 1986, en réalise aujourd'hui le quart.

Cette marche effrénée s'accompagnait d'un accroissement très important de l'endettement (24,8 milliards de francs à la fin 1994), d'autant plus lourd que la firme nationalisée ne pouvait réa-

### Renforcement des secteurs Amérique du Nord et santé



liser d'augmentation de capital. Pour ramener le ratio dette sur fonds propres de 0,9 % à 0,5 %, le groupe se lançait dans un programme de cessions d'actifs impliquant le désengagement d'une centaine de sociétés et un recentrage de ses activités.

**PRODUITS À VALEUR AJOUTÉE** Entre 1990 et 1994, la politique en matière de fibres et polymères était précisée et l'agrochimie réorganisée sous la pression des turbulences de la politique agricole commune (PAC) avec la jachère des terrains.

Dans le domaine de la santé, une concentration a été organisée autour de quelques axes thérapeutiques lors de la création de Rhône-Poulenc Rorer et devrait encore se renforcer avec l'achat de Fisons. Pour la chimie, le groupe a confirmé, en janvier 1995, ce qui se dessinait depuis plusieurs mois : l'abandon des commodités, pour se concentrer vers les produits finis à forte valeur ajoutée.

La vente à l'américain ARCO des TDI (toluylène-diisocyanate), un composant servant à la fabrication des mousses de sièges,

et le regroupement sous une même entité opérationnelle des activités amont et aval concrétisent cette volonté présentée en interne sous l'appellation « chimie nouvelle ».

« Ce n'est pas un simple bouleversement d'organigrammes, c'est une révolution des mentalités, explique Gilles Barbier, vice-président de Rhône-Poulenc chimie Asie Pacifique Singapour. Auparavant nous étions des producteurs, nous pensions produits et non marchés. Désormais, nous devons répondre aux désirs des clients, le concept est totalement inversé ».

Autre modification : la décentralisation. Le comité exécutif du groupe ne s'intéresse qu'aux investissements supérieurs à 100 millions de francs et n'entre pas dans le détail des projets ou la gestion des métiers. Le président fixe la stratégie à moyen terme, et chacun mène le développement de ses activités.

### DÉSAPPOINTEMENT

Ainsi, pour conquérir l'Asie, l'ancien centre d'intérêt de Rhône-Poulenc, tous les intervenants s'intéressent à cette région où ont été déplacés du siège de Courbevoie, près de Paris, à Singapour. Un responsable financier et un autre chargé des ressources humaines sont venus rejoindre cette équipe « asiatique ». Pour Jean-Marc Bruel, vice-président du groupe chargé de superviser l'Asie-Pacifique, refuser d'être « asiatique », c'est s'exclure de cette région. « Par ce biais en étant présent dans tous les métiers, nous voulons éviter de monquer le train comme aux Etats-Unis ».

L'objectif fixé est ambitieux

puisqu'il s'agit de doubler la part du chiffre d'affaires à l'horizon 2000 en Asie, pour représenter entre 15 et 18 % de l'activité du groupe.

Néanmoins, ces nouveaux concepts ne sont pas totalement assimilés. Au siège, des cadres sont désorientés par cette structure en réseau qui s'est substituée à la traditionnelle pyramide dans les usines, le patron n'est plus maître à bord, puisque désormais ce sont les commerciaux qui imposent leurs vues. Les désajustements permanents, sur le point de s'achever, inquiètent les salariés du groupe qui ne se trouvent pas dans le cœur retenu. Les dirigeants, quant à eux, s'interrogent sur la capacité de Rhône-Poulenc à mener de front ses projets de croissance tout en réduisant son endettement. Ils redoutent qu'un jour, faute de moyens, un des métiers ne soit sacrifié.

L'évolution de l'action illustre en partie ce désappointement. Vendu à 135 F en novembre 93 au public et à 108 F au personnel, le titre évolue aux alentours de 103 F, après être même tombé récemment sous la barre des 100 F.

Un autre signe révélateur est apparu lors de la célébration discrète - du centenaire de l'entreprise - dix centenaire de l'entreprise. Les avis divergent, reconnaît Conrad Eckenstiller, directeur des affaires internationales. Le clavier aurait peut-être été trop étalé. Il faudrait attendre un peu le changement soit totalement aligné, et pourquoi pas, dans ces conditions, fêter les cent cinquante ans.

Dominique Gaud

### Le riz de la croissance au Vietnam

**HO CHI MINH-VILLE** de notre envoyé spécial « C'était il y a quatre ans : nous voulions, pour des raisons de commodité, transformer notre traitement de semence Fipronil de granulés en produit liquide. Nous avons commencé l'expérimentation dans des seux en plastique dans le garage du bureau à Ho Chi Minh-Ville. Nous avons trouvé une formulation qui, ensuite, a été confirmée par les laboratoires en France. » Sous un soleil de plomb, Eric Planchon, qui fut délégué au Vietnam, raconte cette anecdote en regardant un paysan mélanger son riz pré-germé avec cet insecticide régulateur de croissance. Ce Vietnamien fait partie des deux mille exploitants du delta du Mékong qui expérimentent depuis bientôt deux ans le nouveau produit.

Dans la banlieue immédiate de l'ex-Saigon, sur des parcelles minuscules, la moyenne des exploitations ne dépassant pas l'hectare, des paquebots sont installés exposant, pour les uns, les quantités d'insecticide pulvérisé si le paysan applique sa méthode traditionnelle et, pour les autres, celle versée avec le liquide de Rhône-Poulenc. Les plantes étant en phase de croissance, il faut un œil averti pour distinguer les nuances dans le vert des feuillages qui révèlent une densité plus importante des pousses traitées avec le produit français. Il faudra au démonstrateur s'enfoncer jusqu'au mollet dans l'eau boueuse et arracher deux plants pour rendre la comparaison un peu plus probante.

Tout est fait pour s'imposer sur le marché du traitement de la riziculture qui progresse de 20 à 30 % par an. Tout, jusqu'à un choix même de la couleur du liquide, rouge car c'est un signe de chance au Vietnam. « Cela permet aussi de savoir quelle semence a déjà été traitée », souligne l'un des expérimentateurs en précisant que ce pays, troisième exportateur mondial de riz après les Etats-Unis et

la Thaïlande, est l'un des premiers à avoir autorisé l'utilisation du Fipronil. De la réussite de sa commercialisation dépendra en grande partie son avenir en Asie sur un continent où sont déjà bien implantés l'allemand Hoechst, via Agrévo, le britannique Zeneca et le suisse Ciba.

Au Vietnam, Rhône-Poulenc est plus connu pour sa pharmacie avec la présence de Spécia depuis près de cinquante ans. « Nous sommes quasiment les seuls à ne pas avoir quitté ce pays, même pendant la guerre où un expatrié a maintenu notre présence », raconte Jean-Marc Bruel, le numéro deux du groupe. Aussi le bureau de représentation du groupe a-t-il servi pendant de nombreuses années d'intermédiaire à de nombreuses entreprises françaises.

### MARCHE PROMETTEUR

Le représentant dans ce pays a ainsi été simultanément concessionnaire Peugeot, vendeur de fromages, démarcheur d'ascenseur en même temps qu'il assurait la promotion de ses médicaments. Depuis 1990, les activités tierces ont été progressivement abandonnées pour se concentrer sur les métiers du groupe.

Ainsi que l'usine Spécia près d'Ho Chi Minh-Ville s'apprête à être entièrement rénovée, un accord vient d'être signé prévoyant l'installation dans le nord d'Hanoï d'une unité de production de fil nylon pour pneumatiques, un marché très prometteur à en juger au flot incessant de deux-roues circulant dans les rues. « On occupe le terrain pour empêcher qu'un autre concurrent comme Dupont ne s'installe dans cette zone », explique Eric Planchon appliquant ainsi les préceptes de Gilles Barbier, directeur de la zone Asie-Pacifique Singapour pour qui « il faut délimiter son territoire dès maintenant ». Un exemple de la stratégie du jeu de go appliquée à l'industrie.

D. G.

# CHAQUE JOUR PLUS DE 50 DÉPARTS VERS

## VIA Calais

### LES MINI CROISIÈRES POUR L'ANGLET

P&O European Ferries - Tél.: 21 46 04 40 - SEALINK - Tél.: 21 34 55 00 - HOVBS



## Le GAN attend les décisions des pouvoirs publics sur son avenir

La banque Morgan Stanley a remis ses conclusions sur la situation de l'assureur

Le président du GAN, Jean-Jacques Bonnaud, a annoncé un résultat semestriel en amélioration. Cependant, l'avenir et le périmètre du groupe restent suspendus à la décision du ministère des finances. L'Etat a apporté 2,8 milliards de francs à la compagnie au premier semestre.

« **DANS LA PLAQUE** ». En présentant les résultats semestriels du groupe GAN-CIC qu'il préside, Jean-Jacques Bonnaud a estimé être « dans la plaque » des différents objectifs qu'il s'était fixés pour remettre en marche une compagnie qui avait affiché plus de 5 milliards de pertes en 1994. Et il en a apporté la preuve : au cours des six premiers mois de l'exercice, la dernière des compagnies d'assurances à présenter ses comptes a pu annoncer un déficit consolidé de 387 millions de francs, réduit de moitié par rapport à la même période de l'année précédente. Le patron du GAN s'est pourtant gardé de crier victoire. « L'effort n'est pas achevé », a-t-il lancé en précisant une situation en perte pour l'ensemble de l'année, « qui ne devrait pas être élaguée de deux fois celle du premier semestre ».

Jean-Jacques Bonnaud sait pertinemment qu'il a encore à batailler très fort pour conserver au groupe son intégrité, en confirmant l'arrimage du pôle bancaire et des filiales internationales qu'il a lui-même contribué à développer. Il ne maîtrise pas toutes les cartes. L'Etat lui a versé à la fin du premier semestre les 2,8 milliards de francs nécessaires pour faire face aux pertes subies par l'UIC, sa filiale immobilière. Ce sérieux coup de pouce, dénoncé par la profession comme une distorsion de concurrence inacceptable, était cependant assorti de certaines réserves.

Sylvain de Forges, représentant l'actionnaire public, ne s'était pas privé, lors de l'assemblée générale du 30 juin, de préciser que l'Etat se réservait le droit d'apporter quelques « adjonctions » au plan de redressement élaboré par la compagnie (réduction de cinq cents postes en 1995 et 1996 ; gel des salaires pour 1995 ; vente de 4,8 milliards d'actifs non stratégiques, cession pour 7 à 8 milliards d'une

partie du portefeuille de crédit de l'UIC, et, sur le plan technique, sélection drastique des risques, assainissement du portefeuille, réduction du train de vie des sociétés et regroupement d'agences).

Mais le plan de redressement n'est pas une garantie. D'autant que les conclusions de l'étude réalisée par Morgan Stanley à la demande d'Alain Madelin, et qui ont été remises à Jean Arthuis le 10 octobre, ne lui ont pas encore été transmises. Conformément à la mission qui lui avait été confiée, la banque d'affaires a balayé pendant

avec le président du GAN. Ce dernier défend à présent la « bancassurance », qui lui apporte un chiffre d'affaires non négligeable.

Pour animer encore plus fortement les pôles bancaire et d'assurances, certains vont jusqu'à évoquer la suppression de la compagnie financière de l'Union européenne de CIC et le rattachement direct des banques au GAN, un exercice juridique délicat puisque les actions de CIC ne sont détenues qu'à hauteur de quelque 40 % par GAN SA, le solde étant disséminé dans les différentes so-

### Pertes de 387 millions de francs au premier semestre

Le groupe GAN a enregistré au premier semestre 1995 une perte de 387 millions de francs, réduite de plus de moitié par rapport au premier semestre 1994 (-846 millions). Le produit d'exploitation de l'ensemble des activités du groupe (assurance et banque) s'établit à 76,3 milliards de francs. L'assurance-dommage se redresse et divise son déficit du premier semestre 1994 (728 millions de francs) par deux en dépit d'une réduction des réalisations de plus-values. La mise en place du nouveau plan comptable a entraîné la constitution de provisions pour dépréciation durable d'actifs de 1,7 milliard de francs.

L'UIC, la filiale immobilière du GAN, enregistre un déficit de 1,3 milliard de francs contre -925 millions au premier semestre 1994. La contribution du CIC au résultat de sa maison mère est de 387 millions de francs contre 328 millions au premier semestre 1994.

plus d'un mois l'ensemble des activités de la compagnie d'assurances et celles du groupe CIC, évaluant leurs situations financières, la qualité de leur gestion, leurs synergies, les cessions qui pourraient se révéler nécessaires. Sans oublier d'explorer toutes les hypothèses de scission - entre la compagnie d'assurances et le groupe bancaire, vente par appartement du CIC, etc. - et les recombinaisons possibles au sein du secteur financier français.

Le rapport, actuellement sur le bureau de Jean Arthuis, doit faire dans les jours qui viennent l'objet d'une « procédure contradictoire »

ciétés d'assurances du groupe. L'annonce du redressement ne suffira peut-être pas, non plus, à convaincre la Commission de Bruxelles, saisie début juillet du dossier de recapitalisation du GAN.

Ces hypothèses n'ont pas l'apparence sérénité de Jean-Jacques Bonnaud. « A partir de fin 1996, j'ai comme ambition de mettre l'actionnaire majoritaire du GAN en situation de prendre une décision dans le sens de la privatisation », a-t-il déclaré jeudi 19 octobre.

Babette Stern

## La CGT a remporté les élections des représentants aux caisses d'activités sociales d'EDF-GDF

Elle continuera à gérer un budget sans équivalent en France

LE SCORE est sans appel. CGT : 54,54 %, CFDT : 22,47 %, FO : 13,9 %, CGC : 5,81 %, CFSC : 3,26 %. Comme tous les trois ans depuis 1947, les 154 000 agents actifs d'EDF-GDF et les 88 000 retraités élisent le 19 octobre leurs représentants aux 110 caisses d'activités sociales qui gèrent à la fois leur mutuelle et une partie des activités sociales. Comme tous les trois ans, ils ont accordé une nette majorité à la CGT, d'avantage même qu'en 1989 et 1992. Quand, à leur tour, les nouveaux élus désigneront les administrateurs de la

caisse centrale des activités sociales (CCAS) qui, elle, gère les centres de vacances, les restaurants d'entreprise, les centres de santé et maisons de retraite, la CGT conservera plus de la moitié des sièges. Daniel Arrachard n'a donc aucun souci à se faire : il effectuera un nouveau mandat à la présidence de la CCAS. Cette institution sans équivalent en France dispose d'un budget qui fait régulièrement trépanner de rage la Cour des comptes et les cabinets ministériels : 2,4 milliards de francs, soit le chiffre d'affaires annuel des Biscuits Lu ou de Tefal.

Retour en arrière. En 1946, quelques semaines après la nationalisation du gaz et de l'électricité, deux ministres communistes du gouvernement provisoire, Marcel Paul et Ambroise Croizat, signent le décret approuvant le fameux « statut national du personnel des industries électriques et gazières » que chaque agent reçoit, encore aujourd'hui, lors de son embauche. Parmi les diverses dispositions : les œuvres sociales. Pour compenser le remboursement des anciens actionnaires - 1 % du chiffre d'affaires durant cinquante ans -, il est prévu qu'une somme identique soit consacrée aux activités sociales. Contrairement aux comités d'entreprise dont le finan-

cement repose sur la masse salariale, celui des œuvres sociales d'EDF-GDF repose sur le chiffre d'affaires. Aujourd'hui, 1 % du chiffre d'affaires représente 8 % de la masse salariale, soit environ 9 000 francs par agent. Autre particularité : ce budget est géré par les seuls syndicats.

Sur les 2,4 milliards de francs affectés aux œuvres sociales, 700 millions sont répartis entre les 110 caisses d'action sociale dont 96 sont présidées par la CGT et qui emploient plus de 1 100 personnes. La caisse centrale dispose de 1,7 milliard, auquel il convient d'ajouter 120 millions versés par les directions pour compenser la prise en charge de la restauration des agents et 700 millions versés par ces mêmes agents pour l'utilisation des centres de loisirs ou de santé.

**3800 SALARIÉS**  
Daniel Arrachard se retrouve à la tête d'une véritable entreprise qui dispose d'un budget d'environ 2,4 milliards de francs, emploie 3 800 personnes à plein temps (1 000 détachés d'EDF-GDF et 2 800 dotés de leur propre convention collective), embauche 9 000 saisonniers pour encadrer les jeunes colons et possède 450 immeubles en tout genre dont la valeur s'élève à environ 5 milliards de francs !

La gestion de ce budget est-elle exemplaire ? Prête-t-elle à polémique ? « Si nous étions la pompe à finances de la CGT ou du Parti communiste, cela se saurait. Nous sommes un des organismes publics les plus contrôlés. Pas un versement n'est effectué sans l'aval d'un contrôleur de gestion nommé par la direction », plaide Daniel Arrachard. Michel Damez-Fontaine, directeur adjoint à la direction du personnel et des affaires sociales, est nettement plus prudent : « L'entreprise désigne un contrôleur qui vérifie que les dépenses sont inscrites au budget entériné par la tutelle. Nous ne donnons aucun avis. Il y a sans doute des économies à faire sur l'utilisation du 1 % mais je n'ai pas les moyens de dire s'il y a des dysfonctionnements. »

A la fin des années 80, des rapports de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de la Cour des comptes avaient relevé quelques malversations mais

Frédéric Lemaître

## L'administrateur délégué d'Alitalia, Roberto Schisano, a été limogé

ROME  
correspondance

Le conseil d'administration de la compagnie aérienne Alitalia, réuni jeudi 19 octobre, a limogé Roberto Schisano, administrateur délégué et a confié les pouvoirs de gestion au président de la société, Renato Roverso. Un départ demandé depuis déjà une semaine par Michele Tedeschi, président du conglomérat public IRI, actionnaire majoritaire d'Alitalia.

Le communiqué publié au terme du conseil d'administration n'y va pas par quatre chemins : « Le CDA a constaté la détérioration progressive de la situation par rapport aux prévisions initiales (...) afin d'éviter que cette situation, en perdurant, ne risque de compromettre le processus d'assainissement et de relance de la compagnie, le conseil a décidé de retirer ses fonctions à l'administrateur ». M. Schisano, arrivé de Texas Instruments il y a dix-huit mois, pour sauver le groupe submergé par les dettes, n'avait pas réussi à inverser la tendance. Alitalia a encore perdu 187 milliards de lire (581,5 millions de francs) au cours du premier semestre de l'année 1995 après 288 milliards en 1994 et 344 milliards en 1993, pour un total de 1 500 milliards de lire (4,5 milliards de francs) au cours des sept dernières années. Mais M. Schisano se voit également reprocher la détérioration des rapports avec les différentes catégories du personnel. Après une succession de grèves des

pilotes qui protestaient contre la décision d'Alitalia d'avoir recours à des équipages étrangers moins onéreux, la compagnie aérienne a dû essuyer de longues batailles syndicales avec les stewards et les hôtesses, sans oublier le personnel à terre.

**MARASME**  
L'agitation récente des contrôleurs aériens, qui ont fait une grève du zèle en respectant à la lettre le règlement sur les horaires de travail, a créé le marasme actuel qui a été fatal à l'administrateur délégué. Avec des dizaines de vols annulés chaque jour et une détérioration générale du service, sans parler de l'accumulation de milliards de lire de pertes quotidiennes, la ligne aérienne avait besoin d'une relance.

Ce limogeage est interprété par M. Schisano comme la recherche d'un bouc émissaire. Au terme du conseil d'administration, M. Roverso a adressé un message aux syndicats et aux organisations professionnelles en soulignant l'exigence de « reconstruire l'entreprise dans un climat de confiance réciproque et de collaboration, sans lequel tous les efforts d'assainissement et de repositionnement compétitif d'Alitalia sur le marché seront destinés à échouer ». Un effort d'autant plus nécessaire que dans moins d'un an, il faudra être prêt pour affronter la libéralisation du trafic européen aérien.

Salvatore Aloise





## Sous le regard de l'X, les acteurs de l'entreprise sont tous des savants

**LA COUVERTURE.** Des savoirs en action, n'attire pas le chaland. Les auteurs, pour la plupart, sont inscrits sur le listing des anciens de l'X. Rassurons tout de suite : la confrérie du Centre de recherches en gestion de l'Ecole polytechnique (CRG) assemble des auteurs d'une grande modestie. Une jeune femme, Florence Charue, a dirigé l'ouvrage.

Avec beaucoup de malice, l'ouvrage est touchant par l'abondance, au fil des pages, des sentiments de doute et d'humilité. « La modestie des applications pratiques de l'approche scientifique de la gestion pourrait bien être, en fait, le résultat le plus solidement établi de cet immense effort de connaissance. » Cette sentence en guise d'ouverture ne manque pas de panache. Le jugement condamne la prétention de gourous français du management. Il vise aussi les camarades de l'X, des Mines et des Ponts qui s'enthousiasment de calcul économique et de gestion scientifique.

Une vocation anime la congrégation du CRG : la recherche universitaire. Du reste, cet organisme se distingue par des collaborations étroites avec de grands établissements comme Paris-Dauphine ou Paris-1. Des savoirs en action est un livre très sérieux, malgré des récits passionnants d'expériences et des efforts d'écriture.

Cette facture risque de camoufler le filon d'idées nouvelles pour la gestion des entreprises qu'offre ce livre. Tout un chacun peut y faire son marché : dirigeants, cadres, consultants, petites et grandes écoles de gestion, ministres...

### MODÈS MANAGÉRIALES

D'urgence, les patrons-stratèges demanderaient des mémoires sur « le mimétisme stratégique » qui résume l'ouvrage d'Hervé Dumézil et d'Alain Jeunemaitre, à paraître chez le grand éditeur britannique Macmillan au mois de janvier 1996. Les opérateurs et les saltimbanques des industries culturelles, journalistes et managers de presse, liront ensemble l'étude décapante de Pierre-Jean Benghozi, « Savoir gérer pour savoir créer ». Les ingénieurs de production découvriront le remarquable essai de Denis Bayart sur l'histoire du contrôle statistique de fabrication. Ministres et gestionnaires de la santé publique doivent lire l'étude au scalpel des pratiques d'évaluation dans les hôpitaux par Gérard de Pourville et Etienne Minvielle. Les consultants trouveront dans le dernier chapitre, riche d'aperçus inédits sur l'entreprise postmoderne, des pistes pour lancer de nouvelles modes managériales.

Le thème du livre et les démarches sont tout à fait originaux. A l'évidence, les acteurs de l'entreprise ne sont pas des contemplatifs. Néanmoins ces femmes et ces hommes pensent avant, pendant et après l'action. A lire les X et les Normaux du CRG, les gens de l'entreprise sont tous des savants ! Ouvriers, employés, cadres, patrons manipulateur, bricoleur, inventeur des savoir-faire et des connaissances. Les uns et les autres se forgent au fil de l'action des doctrines, de bonnes raisons pour agir. L'entreprise devient une extraordinaire bigarrure de savoirs, de pratiques et d'intérêts. Dans cet univers, avec plus ou moins de bonheur, l'art du management consiste, selon la formule du CRG, à faire faire.

L'ambition - qui n'est pas mince - de cet ouvrage est de penser le management. C'est-à-dire, pour paraphraser Raymond Aron : découvrir les concepts majeurs de cette activité, reconnaître l'impossibilité de fournir des recettes magiques et le désir de former l'esprit.

Jean-Gustave Padéleau

\* Des savoirs en action, sous la direction de Florence Charue, Ed. L'Harmattan, 294 p. 150 francs.

Michel-Edouard Leclerc, coprésident des Centres Leclerc

## « Il faut arrêter de politiser les dossiers du commerce »

Le distributeur menace de transférer ses centres de décision à l'étranger

Michel-Edouard Leclerc accuse. Loin d'apaiser la guerre entre l'industrie et le commerce, relancée depuis 1992 par les dévaluations compétitives de nos partenaires, les pouvoirs publics, estime-t-il, ont fui leur

responsabilité et ont préféré souffler sur les braises pour flatter, en période électorale, la clientèle des PME-PMI. Le coprésident de l'Association des Centres Leclerc se dit prêt à donner du temps à certains de

ses fournisseurs malmenés par la crise, ainsi qu'à jouer le jeu d'une réforme du droit de la concurrence qui améliorerait les relations entre les industriels et les grands distributeurs sans léser les consommateurs. Mais il

se refuse à jouer le rôle de bouc émissaire. En outre, si les politiques ne reviennent pas à de meilleurs sentiments, il menace de transférer ses centres de décision dans un autre pays de l'Union européenne.

« Les grandes surfaces avaient déjà mauvaise presse. Les « affaires » n'arrangent rien... »

« Les affaires » ne sont en rien spécifiques à la distribution, mais frappent tous les secteurs d'activité soumis à autorisation administrative ou travaillant sur les marchés publics. Les récents rebondissements ne constituent qu'un épisode de plus d'une remise en ordre - souhaitable - des rapports entre le monde politique et celui de l'entreprise. Cela dit, dans notre secteur, les pratiques délictueuses se poursuivent tant que l'Etat n'appliquera pas strictement sa propre loi.

« Que voulez-vous dire ? »

En amendement la loi Royer, fin 1992, le Parlement avait privé le ministre du commerce, donc le gouvernement, de tout pouvoir sur les ouvertures d'hypermarché. Il en avait confié la responsabilité aux Commissions départementales et nationales d'équipement commercial, dont les votes sont désormais transparents.

« Mais, si l'Etat affiche cette belle

voies de réforme, la première décision du gouvernement Balladur a été de réintroduire la politique dans le système en annulant, sans concertation, le gel des hypermarchés, puis en demandant aux préfets de déposer des recours quasi systématiques contre les projets d'ouvertures. C'était faire peu de cas de l'indépendance des nouvelles Commissions. L'investissement est devenu complètement aléatoire, le coût prohibitif. La corruption reste tentante et comme tout ce qui est rare est cher... »

« Loin d'alléger la loi Royer, ne va-t-on pas plutôt vers son durcissement ? »

Ministres et parlementaires ne parlent que de renforcer la course d'obstacles des autorisations et de les lier, notamment, à des financements d'équipements collectifs. Hier, on nous racontait directement. Aujourd'hui, on nous demande de financer les défaillances de l'Etat dans les banlieues ou les zones rurales. C'est une manière habile d'habiller un impôt sur la distribution. Cela reste une ségré-

gation par l'argent et une source d'abus de biens sociaux.

« A qui la faute si l'Etat s'en mêle, si agriculteurs, pêcheurs et industriels se plaignent de la grande distribution ? »

« Face aux difficultés, ces professionnels s'en sont pris à leurs plus gros clients. Quoi de plus compréhensible ? Mais était-ce le rôle de l'Etat que d'attiser les tensions en désignant un bouc émissaire ? Pour moi, c'est clair : ces attaques contre notre secteur étaient caricaturales. C'était une stratégie électorale pour flatter la clientèle « PME-PMI ». En deux ans, les pouvoirs publics n'ont pris aucune initiative pour calmer le jeu. Ils ont soufflé sur les braises. »

« N'est-ce pas faire bon marché de la détresse - réelle - de certains métiers ? »

« A chacun sa responsabilité. L'Etat a fui les siennes après les dévaluations compétitives de nos partenaires européens. La querelle des « prix bas » s'est focalisée sur les vitrines de nos commerces, comme si nous étions responsables de la déflation en France. Quand l'industrie

automobile pleure, l'Etat subventionne pour baisser le prix des voitures. Quand l'agro-alimentaire et le textile souffrent, l'Etat edige de Leclerc qu'il augmente ses prix. Cherchez l'erreur. Il y a urgence à remobiliser tous les acteurs de la filière. La distribution peut et doit jouer le rôle de locomotive. »

« Que proposez-vous ? »

« La distribution doit aider ses fournisseurs en leur donnant le temps de s'adapter. En période de crise, il est plus difficile d'être industriel que commerçant. Aussi est-ce à nous de donner aux PME une visibilité plus grande du marché, de les aider à s'organiser en réseau, à diversifier leur gamme et à valoriser leurs produits. En ce sens, nous faisons odes aux propositions du gouvernement en faveur des labels de terroir et nous sommes partants pour emmener nos fournisseurs à l'étranger. Mais attention, on ne peut pas laisser, dans le même temps, les agriculteurs détruire les fraises espagnoles ou le lait allemand vendus dans nos magasins frontaliers. »

« Etes-vous aussi partisan d'une réforme de l'ordonnance de 1986 sur la concurrence ? »

« Je dis oui à toute proposition qui, sans léser les consommateurs, favoriserait le dialogue industrie-commerce. Oui à l'accroissement des sanctions pour les mauvais payeurs qui ne respectent pas les contrats. Oui à l'introduction d'un préavis avant tout « déréfessionnement ». Non, en revanche, à l'autorisation de la revende à perte. Faut-il pour autant casser tout l'édifice ? L'ordonnance est encore toute neuve. Aucune institution chargée d'appliquer la loi - tribunaux, Conseil de la concurrence - n'en dénonce les faiblesses, et la jurisprudence récente montre que tous les comportements délictueux sont sanctionnables. »

« Il n'est pas imaginable d'isoler notre droit de celui de nos partenaires »

« Il y a d'ailleurs dans ce débat beaucoup d'incompétence. Certains députés parlent d'autoriser le refus de vente alors que c'est déjà le cas. Les grandes marques de cosmétiques, d'habillement, de chaussures et de sport sont absentes des hypermarchés. Quant aux fameux « prix minima », cela devient du délire. Ils sont déjà autorisés par l'ordonnance et les députés ont introduit dans la loi de modernisation agricole les ententes interprofessionnelles quand les cours sont dramatiquement bas. L'effondrement du cours du mouton inquisiteur le chef de l'Etat ? Et bien, qu'il demande au premier ministre de faire jouer la loi. Moi, je n'éprouve aucun plaisir et n'ai aucun intérêt à vendre du mouton bradé. »

« Qu'allez-vous faire si les pouvoirs publics persistent dans leur politique ? »

« Après une première salve de déclarations peu aimables à notre égard, le gouvernement découvre les vertus de la concertation. Le problème, c'est qu'il a ouvert la boîte de Pandore. Les démagogues sont lâchés. Certaines fédérations professionnelles et certains parlementaires font de la surenchère. Soyons clairs : il n'est pas imaginable d'isoler notre droit de celui de nos partenaires. Si on ne calme pas le jeu, nous abriterons nos entreprises des menaces et des errements juridiques en transférant nos centres de décision dans un autre pays de la Communauté. »

« Il faut arrêter de politiser les dossiers du commerce. Si l'on nous entraîne sur ce terrain, nous saurons mobiliser notre électeur. Nous saurons rappeler aux consommateurs - qui n'ont jamais autant plébiscité nos enseignes - qui est l'auteur de vie chère, de la hausse de la TVA, des carburants et des impôts... Partenaires, d'accord. Boucs émissaires, c'est fini. »

Propos recueillis par Pierre-Angel Gay

■ **BULL** : le groupe informatique a annoncé jeudi 19 octobre, quelques jours après la fin de la souscription d'actions lancée auprès des salariés, une perte nette de 874 millions de francs sur les neuf premiers mois de 1995 pour un chiffre d'affaires de 17,6 milliards de francs, en recul de 2,1 %. Le résultat d'exploitation, qui affichait un bénéfice de 159 millions à la fin du premier semestre, est redevenu déficitaire à hauteur de 417 millions. La direction de Bull dit maintenir son objectif de retour à l'équilibre pour 1995.

■ **SEMI-CONDUCTEURS** : IBM, Motorola, Siemens et Toshiba, les quatre premiers groupes mondiaux dans les semi-conducteurs, ont confirmé, jeudi 19 octobre, leurs discussions en vue de s'allier pour développer une nouvelle génération de mémoires de 1 gigabit D-RAM, qui devraient être produites au début de l'an 2000.

### AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

## LAGARDERE GROUPE

### Des résultats conformes aux prévisions

Le conseil de Surveillance réuni le 19 octobre a examiné les comptes du premier semestre 1995 présentés par Jean-Luc LAGARDERE, Gérant.

#### Un résultat net stable

A taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires consolidé est en hausse de 1,6 % par rapport à 1994 grâce à une activité soutenue dans le Spatial, les Télécommunications et les Médias.

Le résultat net semestriel est stable d'une année à l'autre.

#### Poursuite de l'amélioration du résultat financier

La rentabilité courante du Groupe Lagardère s'est maintenue au même niveau qu'au premier semestre 1994. En effet, comme prévu, la baisse du résultat d'exploitation a été compensée par la diminution des charges financières (intérêts et rémunérations prioritaires).

Le tableau suivant présente les chiffres les plus significatifs du compte de résultat consolidé.

En millions de Francs	1er semestre 1994	1er semestre 1995
Chiffre d'affaires	26 500	26 988
Résultat d'exploitation	1 270	1 079
Résultat financier	(234)	(54)
Résultat courant	1 036	1 025
Rémunérations prioritaires	(117)	(87)
Résultat exceptionnel	(106)	(45)
Impôts sur les résultats	(238)	(255)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	(72)	(68)
Résultat net des sociétés intégrées	503	549
Contribution des sociétés mises en équivalence	18	(40)
Part des minoritaires	(226)	(216)
Résultat net part du Groupe	295	295

Pour l'ensemble de l'exercice 1995 les mêmes tendances - baisse de l'exploitation, mais réduction des charges financières - devraient se poursuivre comme cela a été annoncé. Le résultat courant 1995 devrait donc être conforme aux prévisions.

Enfin, la situation financière du groupe est demeurée très favorable avec un excédent de la trésorerie et des actifs financiers réalisables sur les dettes financières (hors TSDI) de 1916 MF au 30 juin 1995.

### CHIFFRE D'AFFAIRES

25 MdF

### RESULTAT NET

296 MF

### Actionnaires de Lagardère Groupe

Le centre d'information vous est ouvert au  
121 Avenue de Malakoff,  
PARIS 16ème  
Tél. : 40 69 20 73  
Vous pouvez également vous informer sur Minitel :  
3615, Code LAGARDERE  
sur ECOFIL :  
3615 COB  
ou sur Internet :  
<http://www.lagardere.fr>



■ LE PRÉSIDENT de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a affirmé jeudi 19 octobre qu'il n'y avait pas de « recette miracle » pour remédier aux fluctuations sur le marché des changes.

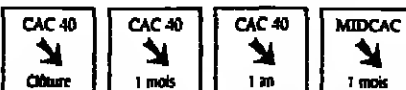
■ LE FRANC a ouvert en nette baisse, vendredi matin, sur les places européennes. Il s'échangeait à 3,5215 francs pour 1 deutschemark, affecté par la chute du dollar.

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance de vendredi en hausse. L'indice Nikkei a progressé de 1,1 %, grâce à des ajustements de positions sur les marchés à terme.

■ L'OR a ouvert en baisse vendredi sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 381,80-382,10 dollars contre 383,35-383,65 dollars la veille à la clôture.

■ WALL STREET a battu un nouveau record, jeudi. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 0,52 % et a terminé la séance à un niveau de 4 802,45 points.

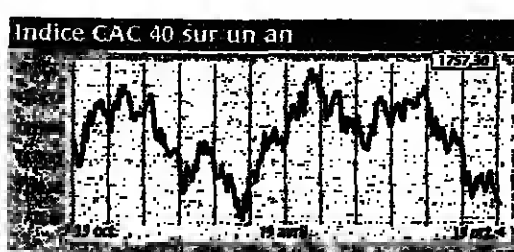
## LES PLACES BOURSINIÈRES



### Reprise avortée à Paris

LA TIMIDE REPRISE amorcée après quatre séances consécutives de baisse a avorté vendredi 20 octobre au fin de matinée à la Bourse de Paris. En hausse de 0,17 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait peu après 11 h 15 une perte de 0,35 %. Aux alentours de 12 h 40, les valeurs françaises s'inscrivaient en repli de 0,33 % à 1 751,46 points. Ces mouvements se manifestaient dans un marché calme, le montant des échanges s'élevait à 1,3 milliard de francs sur le compartiment à règlement mesuel d'où 900 millions de francs pour les seules valeurs du CAC 40.

Les débats à fleur de mouche entre le gouvernement et la majorité sur le budget 1996 ont dissuadé l'Assemblée nationale incite les opérateurs à la réserve. Par ailleurs, les investisseurs étrangers continuent à mettre la France entre parenthèses en attendant que l'horizon s'éclaircisse.



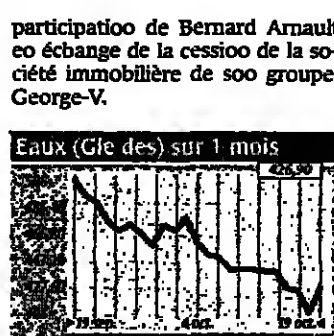
Du côté des valeurs, Géophysique et Nord Est étaient en hausse de 4 % et Otipar de 12,1 %. CAN, qui avait sensiblement baissé avant la présentation des résultats semestriels encore déficitaires, reprenait 1,3 %. Lafarge, qui a annoncé un résultat semestriel conforme aux prévisions, se redressait de 2,50 %.

### Général des eaux, valeur du jour

A LA VEILLE de la publication de ses résultats trimestriels, la Générale des eaux a retenu l'attention des opérateurs, jeudi 19 octobre. Le titre a effectué une reprise technique gagnant 4,63 % à 426,90 francs dans un volume de 1,65 million de pièces. Les opérateurs ont ooté qu'une application portait sur 0,8 % du capital (977 000 titres) de cette société a été réalisée au prix de 423,90 francs. Cette opération pourrait être liée à une prise de

participation de Bernard Arnault en échange de la cession de la société immobilière de son groupe, George-V.

### Eaux (Gie des) sur 1 mois



### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2010	31/12
Alcatel	7,25	+15,57
Alcatel	109,60	+4,08
Alcatel	178	+3,97
Alcatel	130,70	+3,30
Alcatel	1629	+3,10
Alcatel	685	+2,08
Alcatel	448	+2,72
Alcatel	520	+2,71
Alcatel	456	+2,70
Alcatel	309	+2,51
Alcatel	436	+4,17
Alcatel	88	+3,82
Alcatel	283	+3,70
Alcatel	35	+3,67
Alcatel	14,50	+3,53
Alcatel	560	+3,28
Alcatel	91	+3,19
Alcatel	411	+2,83
Alcatel	229	+2,82
Alcatel	782	+2,68

### BAISSES, 12h30

Alcatel	436	+4,17
Alcatel	88	+3,82
Alcatel	283	+3,70
Alcatel	35	+3,67
Alcatel	14,50	+3,53
Alcatel	560	+3,28
Alcatel	91	+3,19
Alcatel	411	+2,83
Alcatel	229	+2,82
Alcatel	782	+2,68

### SEANCE, 12h30

Alcatel	130095	123709734
Alcatel	28084	799138330
Alcatel	171757	791923310
Alcatel	115449	6406220
Alcatel	147468	446012510
Alcatel	53873	4105249
Alcatel	44408	3333623
Alcatel	75355	312362310
Alcatel	10639	3106124
Alcatel	154091	302761120

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2010	31/12
Alcatel	68,50	+3,58
Alcatel	52,50	+3,5
Alcatel	15,95	+4,95
Alcatel	115	+4,54
Alcatel	130	+4
Alcatel	130,30	+2,29
Alcatel	246	+4,94
Alcatel	45	+4,25
Alcatel	184	+4,08
Alcatel	75	+3,84

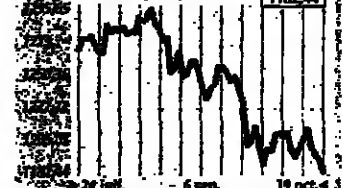
### BAISSES, 12h30

Alcatel	130,30	+2,29
Alcatel	246	+4,94
Alcatel	45	+4,25
Alcatel	184	+4,08
Alcatel	75	+3,84

### INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. SBF 120-250	1215,35	+12,81
Ind. SBF 250	1182,44	+11,80
Ind. Second Marché	251,89	+251,66
Ind. MidCAC	1078,60	+1078,46

### Indice SBF 250 sur 3 mois



### Indice second marché sur 3 mois



### Indice MidCAC sur 1 mois



### Nouveau record à Wall Street

LA BOURSE de Tokyo a terminé en hausse, vendredi 20 octobre, mais sous ses meilleurs niveaux de la séance, en raison d'ajustements de positions réalisés à l'approche du week-end. L'indice Nikkei a gagné 201,97 points, soit 1,12 %, à 18 157,33 points, après un plus haut à 18 218,61 points.

### NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

Alcoa	31,12	30,75
American Express	44	44
Allied Signal	44,25	44,25
AT & T	62,97	62,50
Bethlehem	13,25	13,37
Boeing Co	65,50	65,62
Caterpillar Inc.	32,25	31,50
Chemical Corp.	47,75	47,75
Coca-Cola Co	73,97	71,75
Disney Corp.	56,87	56,25
Du Pont Nemours & Co	67,25	66,50
Eastman Kodak Co	61	61,25
Exxon Corp.	75,12	74,75
Gen. Motors Corp.	47	46,75
Gen. Electric Co	65,25	64,25
Goodyear T & Rubber	29,62	29,50
IBM	98,37	96,37
Intl Paper	37,87	37,62
J.P. Morgan Co	79,67	82,25
Mc Donnell Douglas	61,75	60,25
Merck & Co. Inc.	60	59,37
Minnesota Mining & Mfg	55,87	55,75
Philip Morris	85,25	84,37
Procter & Gamble Co	81,25	79,67
Sears Roebuck & Co	35,37	34,67
Tyco	66,75	66,75
Union Carb.	39,25	39
Intl Technol.	88,12	88,12
Westingh. Electric	14,12	14,12
Woolworth	16	16,25

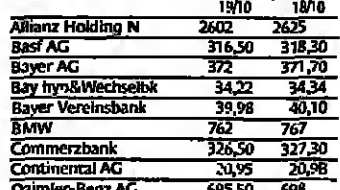
### LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Allied Lyons	5,24	5,17
Barclays Bank	7,46	7,46
B.A.T. Industries	5,37	5,47
British Aerospace	7,36	7,38
British Airways	4,72	4,73
British Gas	2,54	2,60
British Petroleum	4,79	4,82
British Telecom	3,37	3,37
B.T.R.	3,24	3,24
Cadbury Schweppes	5,27	5,29
Eurotunnel	0,92	0,93
Glaxo	7,94	7,95
Grand Metropolitan	4,53	4,54
Guinness	5,06	5,11
Hawes & Wicks	1,98	2
Great O.	5,85	5,91
H.S.B.C.	9,42	9,46
Imperial Chemical	8,11	8,06
Lloyds Bank	7,91	7,86
Marx and Spencer	4,38	4,40
National Westminster	6,39	6,40
Peninsula Orienta	4,68	4,68
Reiters	5,81	5,81
Saatchi and Saatchi	0,99	1
Shell Transport	7,41	7,42
Smurfit Kappa	6,41	6,46
Tate and Lyle	4,37	4,41
Unilever Ltd	12,49	12,47
Wellcome	10,88	10,60
Zeneca	11,77	11,92

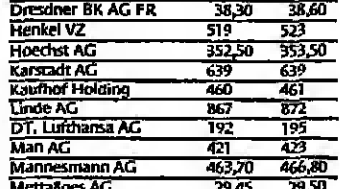
### FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

Allianz Holding N	2602	2625
Bayer AG	316,50	318,30
Bayer AG	372	371,70
Bay Hypo/Werkstoff	34,22	34,34
Bayer Vertriebsbank	39,98	40,10
BMW	762	767
Commerzbank	326,50	327,30
Continental AG	33,95	30,98
Oswinter-Benz AG	695,50	698
Deutsche Bank	455,50	459
Deutsche Babcock A	147,30	149
Deutsche Bank AG	66,60	67,08
Dresdner Bank AG FR	36,30	36,60
Henkel AG	519	523
Hoechst AG	352,50	353,50
Karstadt AG	639	639
Kaufhof Holding	460	461
Linde AG	867	872
DT. Lufthansa AG	192	193
Man AG	421	423
Mannesmann AG	463,20	466,80
Metalbox AG	29,45	29,50
Preussag AG	415,55	415
Rwe	498	500,50
Schering AG	100	100,80
Siemens AG	743,50	748
Tyssen	254,20	259,90
Veolia AG	58,95	59,40
Viag	568,75	578
Wella AG	1030	1012

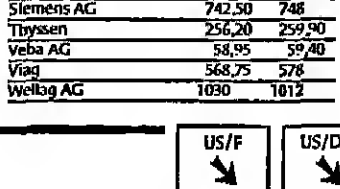
### New York, Dow Jones sur 3 mois



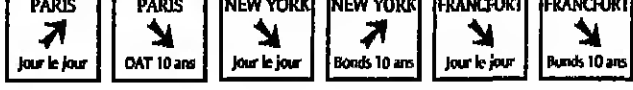
### Londres, FT100 sur 3 mois



### Frankfurt, Dax 30 sur 3 mois



## LES TAUX

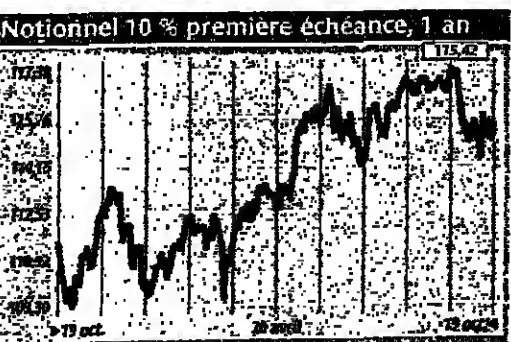


### Stabilité du Matif

LE CONTRAT optionnel du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert en légère baisse. L'échéance de décembre reculait de 2 centimes à 115,38 après quelques minutes de transactions. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) s'inscrivait à 7,52 %, soit un écart de 1,03 % par rapport aux titres d'Etat allemands de même échéance. La veille, le marché obli-

gataire américain avait terminé en hausse. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans avait fini la séance à 6,31 %.

La faiblesse du franc observée vendredi matin se traduisait par une remontée des taux d'intérêt à court terme. Le contrat Pibor 3 mois du Matif était en recul de 11 centimes à 93,01. Le taux de l'argent au jour le jour était en hausse à 6,69 % (6,63 % la veille).



### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux 19/10	Taux	Taux	Indice
France	6,50	6,50	8,17
Allemagne	4	6,50	7,30
Grande-Bretagne	6,75	6,50	8,30
Italie	10,18	6,50	8,04
Japon	0,41	6,50	4,75
Etats-Unis	5,63	6,50	6,35

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux	Taux	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	6,74	6,77	109,73
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,88	6,97	104,45
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,38	7,42	105,54
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,54	7,61	105,54
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	8,11	8,19	105,54
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,73	7,74	104,77
Obligations françaises	7,73	7,74	104,77
Fonds d'Etat 3 TME	-1,05	-1,08	101,27
Fonds d'Etat 3 TRE	-0,89	-1,05	101,27
Obligat. franc. à TME	-0,80	-0,76	100,37
Obligat. franc. à TRE	+0,13	+0,18	100,20

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
19/10	19/10	19/10	19/10
1 jour le jour	6,69	6,69	6,69
1 mois	6,69	6,69	6,69
3 mois	6,69	6,69	6,69
6 mois	6,69	6,69	6,69
1 an	6,69	6,69	6,69

### MATIF

Échéances 19/10	volume	dernier	plus	plus	premier
NOTIONNEL 10 %					
Déc 95	119248	115,42	115,54	115,22	115,40
Mars 96	1028	115,48	115,58	115,28	115,48
juin 96	146	115,50	115,62	115,30	115,50
Sept 96					

### PIBOR 3 MOIS

Échéances 19/10	volume	dernier	plus	plus	premier
Déc 95	49862	93,00	93,10	92,90	93,12
Mars 96	622	93,00	93,10	92,90	93,12
juin 96	2862	93,00	93,10	92,90	93,12
Sept 96	1439	93,00	93,10	92,90	93,12

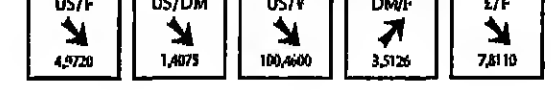
### ECU LONG TERME

Échéances 19/10	volume	dernier	plus	plus	premier
Déc 95	991	16,48	16,74	16,56	16,72
Mars 96					

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 19/10	volume	dernier	plus	plus	premier
Oct. 95	21737	1776	1783	1768	1776,50
Nov. 95	2788	1776	1783	1768	1776,50
Déc. 95	274	1776	1783	1768	1776,50
Mars 96	200	1776	1783	1768	1776,50

## LES MONNAIES



### Faiblesse du dollar et du franc

LE DOLLAR était orienté à la baisse, vendredi matin 20 octobre, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 100,54 yens, 1,4084 mark et 4,9353 francs. L'effet bénéfique, pour le billet vert, de l'annonce d'une importante contraction du déficit commercial américain au mois d'août a été de courte durée. Les déclarations du président de la Bundesbank Hans Tietmeyer selon

lesquelles il n'existe pas de « recette miracle » pour remédier aux fluctuations des devises ont pénalisé le dollar. Elles laissent supposer que la Bundesbank n'est pas disposée à intervenir pour faire remonter la monnaie américaine. Le franc était affecté, vendredi matin, par la faiblesse du dollar. Il se repliait à 3,5215 francs pour 1 deutschemark. La lire italienne était elle aussi en oet recul à 1 136 liras pour un mark.

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES	cours BDF 19/10	% 19/10	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	351,2600	+0,14	336	360
Ecu	6,4610	+0,57		
Etats-Unis (1 usd)	4,9720	-0,30	4,9500	5,2200
Belgique (100 f)	17,0740	+0,13	16,3000	17,4000
Polys-Bas (100 f)	313,6100	+0,14		
Italie (1000 lire)	3,1120	+0,06	2,8000	3,3000
Onemark (100 kr)	90,4200	+0,08	84	94
Irlande (1 psp)	7,9320	+0,25	7,3500	8,5000
Gde-Bretagne (1 £)	7,8110	+0,22	7,3300	8,2000
Grèce (100 drach)	2,1385	+0,26	1,9500	2,4500
Suède (100 krs)	73,2800	+1,13	65	75
Suisse (100 f)	491,3600	-0,05	416	440
Norvège (100 kr)	79,7900	+0,13	74	85
Autriche (100 sch)	49,9100	+0,19	47,7000	50,8000
Espagne (100 pes)	4,0620	+0,19	3,8000	4,2900
Portugal (100 esc)	3,3950	+0,13	2,9000	4,0000
Canada (1 dollar ca)	3,7155	-0,20	3,6200	4,0200



RÈGLEMENT  
MENSUELVENDREDI 20 OCTOBRE  
Liquidation : 24 octobre  
Taux de report : 6,25  
Cours relevés à 12h30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Nominal (1)
EDF-CDF 9%	7500	7500	-	100
ELF (P.T.)	950	950	-	1000
ELF (P.T.)	950	950	-	1000
Renault (P.T.)	1950,10	1950,10	-	1000
Rhône-Poulenc (P.T.)	2000	1980	-0,10	1000
Saint-Gobain (P.T.)	1131	1135	+0,35	1000
Thomson S.A. (P.T.)	1099	1099	-	1000
Accor	538	561	+0,49	100
Air Liquide	787	787	-	100
Alcatel Alsthom	407	408,50	+0,37	100
Alcatel Cable	283	281,10	-0,67	100
AGF	319	315,50	-1,09	100
AGF-Ass.Gen.France	129	129,50	+0,39	100
And	263,50	263,50	-	100
Bail Inver	815	810	-0,61	100
Banque (Cie)	446,80	442	-1,07	100
Bazot Hot. Ville 2	425	425	-	100
Bernard Fauré	130	132,60	+2,00	100
BIC	444	456	+2,70	100
BIS	500	495	-1,00	100
B.N.F.	186,50	186,50	-	100
Bolloré Techno 1	83	83,50	+0,60	100
Bouygues	2470	2462	-0,32	100
Bouygues 1	493,10	495	+0,78	100
Canal	845	840	-0,59	100
Cap Gemini Segis	137	137	-	100
Carrefour	282,10	282,60	+0,18	100
Carrefour 1	2925	2915	-0,34	100
Carrefour 2	142	141,50	-0,35	100
Cassini C&A	104,80	104,50	-0,28	100
Cassini C&A 1	850	845	-0,59	100
C.C.F.	224,50	223,50	-0,45	100
CCN (Cie C&C) 1	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 2	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 3	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 4	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 5	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 6	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 7	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 8	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 9	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 10	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 11	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 12	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 13	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 14	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 15	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 16	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 17	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 18	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 19	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 20	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 21	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 22	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 23	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 24	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 25	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 26	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 27	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 28	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 29	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 30	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 31	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 32	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 33	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 34	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 35	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 36	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 37	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 38	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 39	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 40	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 41	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 42	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 43	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 44	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 45	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 46	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 47	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 48	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 49	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 50	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 51	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 52	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 53	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 54	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 55	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 56	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 57	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 58	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 59	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 60	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 61	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 62	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 63	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 64	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 65	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 66	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 67	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 68	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 69	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 70	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 71	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 72	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 73	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 74	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 75	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 76	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 77	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 78	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 79	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 80	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 81	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 82	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 83	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 84	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 85	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 86	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 87	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 88	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 89	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 90	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 91	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 92	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 93	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 94	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 95	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 96	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 97	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 98	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 99	39,20	39,20	-	100
CCN (Cie C&C) 100	39,20	39,20	-	100

214,50	176,20	-0,41	100	Marine Vandevel 1
214,50	176,20	-0,41	100	Marine Vandevel 1
268,50	267	-0,35	100	Matras-Huacque 1
198,00	195	-1,51	100	Métallurgique Ite 1
4871	4871	-	50	Métallurgique Ite 2
765	764	-0,13	50	Métallurgique Ite 3
737	737	-	50	Métallurgique Ite 4
737	737	-	50	Métallurgique Ite 5
108,00	107,90	-0,02	100	Métallurgique Ite 6
3450	3450	-	200	Métallurgique Ite 7
607	607	-	100	Métallurgique Ite 8
44	43,60	-0,10	100	Métallurgique Ite 9
235	233,50	-0,63	25	Métallurgique Ite 10
784	772	-1,53	50	Métallurgique Ite 11
94	91	-3,19	25	Métallurgique Ite 12
538,90	538,90	-	100	Métallurgique Ite 13
783	782	-0,13	25	Métallurgique Ite 14
737	737	-	25	Métallurgique Ite 15
322,50	322,50	-	100	Métallurgique Ite 16
737	737	-	100	Métallurgique Ite 17
891	891	-	100	Métallurgique Ite 18
891	891	-	100	Métallurgique Ite 19
891	891	-	100	Métallurgique Ite 20
891	891	-	100	Métallurgique Ite 21
891	891	-	100	Métallurgique Ite 22
891	891	-	100	Métallurgique Ite 23
891	891	-	100	Métallurgique Ite 24
891	891	-	100	Métallurgique Ite 25
891	891	-	100	Métallurgique Ite 26
891	891	-	100	Métallurgique Ite 27
891	891	-	100	Métallurgique Ite 28
891	891	-	100	Métallurgique Ite 29
891	891	-	100	Métallurgique Ite 30
891	891	-	100	Métallurgique Ite 31
891	891	-	100	Métallurgique Ite 32
891	891	-	100	Métallurgique Ite 33
891	891	-	100	Métallurgique Ite 34
891	891	-	100	Métallurgique Ite 35
891	891	-	100	Métallurgique Ite 36
891	891	-	100	Métallurgique Ite 37
891	891	-	100	Métallurgique Ite 38
891	891	-	100	Métallurgique Ite 39
891	891	-	100	Métallurgique Ite 40
891	891	-	100	Métallurgique Ite 41
891	891	-	100	Métallurgique Ite 42
891	891	-	100	Métallurgique Ite 43
891	891	-	100	Métallurgique Ite 44
891	891	-	100	Métallurgique Ite 45
891	891	-	100	Métallurgique Ite 46
891	891	-	100	Métallurgique Ite 47
891	891	-	100	Métallurgique Ite 48
891	891	-	100	Métallurgique Ite 49
891	891	-	100	Métallurgique Ite 50
891	891	-	100	Métallurgique Ite 51
891	891	-	100	Métallurgique Ite 52
891	891	-	100	Métallurgique Ite 53
891	891	-	100	Métallurgique Ite 54
891	891	-	100	Métallurgique Ite 55
891	891	-	100	Métallurgique Ite 56
891	891	-	100	Métallurgique Ite 57
891	891	-	100	Métallurgique Ite 58
891	891	-	100	Métallurgique Ite 59
891	891	-	100	Métallurgique Ite 60
891	891	-	100	Métallurgique Ite 61
891	891	-	100	Métallurgique Ite 62
891	891	-	100	Métallurgique Ite 63
891	891	-	100	Métallurgique Ite 64
891	891	-	100	Métallurgique Ite 65
891	891	-	100	Métallurgique Ite 66
891	891	-	100	Métallurgique Ite 67
891	891	-	100	Métallurgique Ite 68
891	891	-	100	Métallurgique Ite 69
891	891	-	100	Métallurgique Ite 70
891	891	-	100	Métallurgique Ite 71
891	891	-	100	Métallurgique Ite 72
891	891	-	100	Métallurgique Ite 73
891	891	-	100	Métallurgique Ite 74
891	891	-	100	Métallurgique Ite 75
891	891	-	100	Métallurgique Ite 76
891	891	-	100	Métallurgique Ite 77
891	891	-	100	Métallurgique Ite 78
891	891	-	100	Métallurgique Ite 79
891	891	-	100	Métallurgique Ite 80
891	891	-	100	Métallurgique Ite 81
891	891	-	100	Métallurgique Ite 82
891	891	-	100	Métallurgique Ite 83
891	891	-	100	Métallurgique Ite 84
891	891	-	100	Métallurgique Ite 85
891	891	-	100	Métallurgique Ite 86
891	891	-	100	Métallurgique Ite 87
891	891	-	100	Métallurgique Ite 88
891	891	-	100	Métallurgique Ite 89
891	891	-	100	Métallurgique Ite 90
891	891	-	100	Métallurgique Ite 91
891	891	-	100	Métallurgique Ite 92
891	891	-	100	Métallurgique Ite 93
891	891	-	100	Métallurgique Ite 94
891	891	-	100	Métallurgique Ite 95
891	891	-	100	Métallurgique Ite 96
891	891	-	100	Métallurgique Ite 97
891	891	-	100	Métallurgique Ite 98
891	891	-	100	Métallurgique Ite 99
891	891	-	100	Métallurgique Ite 100



# AUJOURD'HUI

SCIENCES

**PHYSIQUE** Créé le 18 octobre 1945, à l'initiative du général de Gaulle, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) avait pour mission de permettre « l'utilisation de

l'énergie atomique dans divers domaines de la science, de l'industrie et de la défense nationale ». ● **SON BUDGET** témoigne de ce partage historique qui, en 1995, faisait toujours

la part belle au militaire, appelé à baisser avec l'arrêt annoncé des essais nucléaires. ● **POUR 500 CINQUANTAIRE**, le président Jacques Chirac a noté que le CEA « n'a cessé

d'incarner le meilleur de la science » et d'« offrir l'image de l'excellence du génie français ». ● **M. CHIRAC** a également affirmé que le Commissariat pourra fournir aux anciens pays

de l'Est « conseil et assistance ». ● **UNE EXPOSITION**, « L'atome, de la recherche à l'industrie », retrace cette aventure à la Cité des sciences et de l'industrie jusqu'au 5 mai 1996.

## Cinquantenaire, le CEA prépare l'avenir du parc électronucléaire français

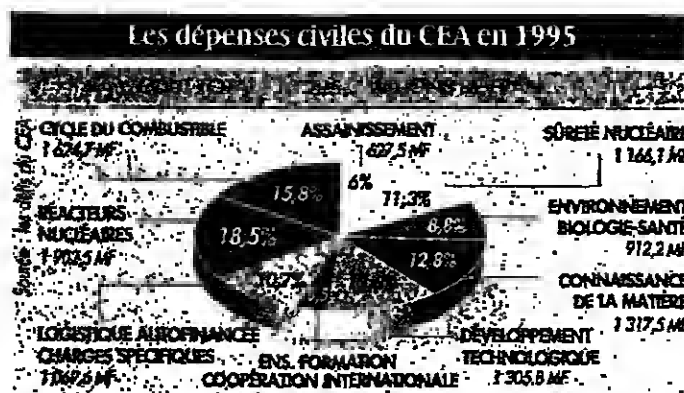
Le Commissariat à l'énergie atomique, qui pourra fournir conseil et assistance afin de prévenir les accidents dans les installations non fiables des pays de l'Est, va devoir composer avec l'arrêt annoncé des essais nucléaires

1945, DATE de création du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ne marque pas l'arrêt du nucléaire français. Avant-guerre, à la suite des découvertes de Pierre et surtout Marie Curie, l'école de physique française figure parmi les meilleures du monde, et ne se contente pas de théorie. En 1939, Frédéric Joliot-Curie, gendre de Pierre et Marie, a ainsi déposé une série de brevets secrets en vue de fabriquer la première pile atomique à eau lourde.

Ces travaux, en partie interrompus par la seconde guerre mondiale, reprendront donc au sein du CEA, organisme doté de moyens puissants, et d'une autonomie de gestion presque totale. Cette liberté et cette puissance seront les principaux moteurs des développements impressionnants de l'énergie atomique sous tous ses aspects, civil et militaire, dans les décennies qui suivront. Zoé, la première pile atomique française à l'oxyde d'uranium et eau lourde, diverge en décembre 1948 à Fontenay-aux-Roses. Elle permet, en 1949, plusieurs années après les Américains, d'extraire le premier milligramme de plutonium français.

Cette période pluriennale s'achève brutalement avec la révolte, en avril 1950, de Joliot-Curie, hostile à la bombe atomique, et la mort un an plus tard du haut-commissaire Raoul Dautry. Pierre Guillaumat, assisté de Jean Perrin, engage alors le CEA dans la voie des applications civiles et militaires.

Les premiers kilowatts d'électricité nucléaire seront produits à Marcoule (Gard), en sep-



Les interventions inscrites à la défense représentent 3,669 milliards de francs, sur des ressources totales de 19,441 milliards de francs.

tembre 1956, par G1, un réacteur à uranium naturel, modéré au graphite et refroidi à l'air. Les deux suivants, également construits à Marcoule, divergeront en 1958 et 1959. Mais ils appartiennent à une filière retenue pour ses capacités à générer du

plutonium. Or qui dit plutonium dit bombe atomique. C'est en 1958 que le gouvernement reconnaît officiellement que la réalisation d'un tel armement figure parmi les priorités du CEA. Celui-ci travaille en fait secrètement depuis 1954, à la demande de

### Contrat d'objectif et simulation

Un contrat d'objectif, signé le 1<sup>er</sup> mars 1995, définit les axes de développement de programmes de recherche du CEA pour la période 1995-1998. Il porte sur le remplacement des procédés actuels d'enrichissement des combustibles, sur la nouvelle génération de réacteurs à eau pressurisée, sur le recyclage du plutonium et des déchets (projet MOX et Capra), sur la gestion des déchets de haute activité et à longue vie, conformément à la loi du 30 décembre 1991) et enfin sur la fusion thermonucléaire programmée.

Ce contrat ne porte ni sur les activités du groupe CEA-Industrie (Cogema, Framatome, Technicatome et STMI) ni sur celles de la direction des applications militaires (DAM). Le principal défi qui se pose à cette dernière sera la maîtrise des outils de simulation et notamment la mise au point, près de Bordeaux, du laser Mégajoule, censé reproduire le comportement de charges nucléaires et succéder aux essais souterrains.

Pierre Mendès France, éphémère président du conseil. Lors de son retour au pouvoir, le général de Gaulle pousse les feux de cet instrument de l'indépendance française.

La première bombe A explose dans le ciel de Reggane, en Algérie, le 13 février 1960. Mais, aux yeux du général, le retrait de la France de l'OTAN en 1966 rend la production de la bombe H plus impérieuse. Cette arme sera testée pour la première fois en août 1968, sur l'atoll de Fangataufa.

### LES EFFETS DU CHOC PÉTROLIER

Côté civil, les relations entre EDF et le CEA ne sont pas au beau fixe. Le commissariat défend en effet sa propre filière électronucléaire alors que son client préfère celle à eau légère (PWR) développée par l'américain Westinghouse. Georges Pompidou donne raison à EDF, et il revient à André Giraud, administrateur général du CEA à partir de 1970, de convaincre ses troupes de coopérer.

Le choc pétrolier, en 1973, verra les rangs se resserrer. Le CEA, qui dispose depuis 1972 de plusieurs filiales (Csi, Technicatome, Efcis) entre dans le capital de Framatome, chargé de la fabrication des réacteurs (six par an). Fessioheim-1, la première tractive de cette filière qui sera très vite « francisée », est raccordée au réseau EDF le 6 avril 1977.

C'est sur ce site que la contestation nucléaire s'est cristallisée, au début des années 70. Elle s'est ensuite portée - et pour longtemps - à Creys-Malville (Isère), où débute en 1976 la construction du réacteur à neutrons rapides

Superphénix (1 300 MW). Les écologistes s'opposent ensuite au projet de Pincoff, à la pointe du Raz, que François Mitterrand rayera d'un trait de plume.

La création auprès du CEA de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) en 1976, tout comme celle en 1979 de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) ne suffiront pas à calmer les esprits. D'autant que l'incident de la centrale américaine de Three Mile Island, en 1979, accrédite les scénarios les plus sinistres. L'explosion de la centrale ukrainienne de Tchernobyl, le 26 avril 1986, n'arrangera pas les choses.

Le CEA ne dévie pas pour autant de la ligne qui lui a été fixée. Mais il fait aussi bénéficier la communauté scientifique des formidables outils qu'il est parvenu à mettre au point en maîtrisant l'énergie nucléaire. Ses synchrotrons et ses accélérateurs permettent de traquer les particules élémentaires de la matière, mais aussi d'étudier les molécules de la vie (projet protéine 2000). Ses compétences dans le domaine des rayonnements encouragent le développement de l'imagerie médicale. Ses physiciens rompus à l'observation de l'ionisation petit se tourneront avec succès vers les profondeurs de l'univers...

Mais pas de quoi faire oublier au public, à nouveau irrité par la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique sud, que la principale mission du CEA reste le développement d'une énergie dont l'emploi n'a pas vraiment fait l'objet d'un débat démocratique. Les rigueurs de la crise, qui ont longtemps épargné une industrie ché-

rie des pouvoirs publics, commencent cependant à se faire sentir. En 1990, le CEA se fait épingler par la Cour des comptes pour sa stratégie industrielle « incertaine ». Ce qui se traduit en 1992 par la mise en place par l'actuel administrateur général, Yannick d'Eschata, d'une gestion resserrée. Les effectifs sont passés de 22 450 personnes en 1986 à 17 357 salariés en 1995.

Mais c'est sans doute le renouvellement du parc électronucléaire qui constitue de fait la meilleure justification du CEA. Les cinquante-quatre réacteurs d'EDF, leur démantèlement progressif, le retraitement et la gestion - problématique - des déchets qu'elles produisent, ainsi que la conception des réacteurs du futur, occuperont son tableau de marche pendant les prochaines décennies. Son avenir tient tout entier dans cet héritage controversé.

Hervé Morin

### Une exposition à La Villette

Les cinquante ans d'aventures scientifiques et technologiques du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) sont retracés dans une exposition, inaugurée mercredi 18 octobre par le président Jacques Chirac, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris. Sur 450 mètres carrés, l'exposition, ouverte jusqu'au 5 mai 1996, raconte l'aventure de « L'atome, de la recherche à l'industrie ».

## Une éclipse totale du Soleil aura lieu en Asie du Sud et du Sud-Est, mardi 24 octobre

Deux cents astrophysiciens et physiciens, venus de vingt-cinq pays, ont rendez-vous à Hô-Chi-Minh-Ville

**BANGKOK** de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Ainsi donc, Rahu, démon im-mortel de la mythologie hindouiste, tentera de nouveau sa revanche sur Surya, le Soleil, et Soma, la Lune, en les gobant lorsqu'ils s'uniront. Il n'y parviendra pas et, pour effrayer, les hommes feront un bruit d'enfer. Au Cambodge, les rafales de fusils automatiques remplacent volontiers les traditionnels battements de tambours ou d'objets en métal. Mais les autorités les ont « strictement interdites », le premier ministre, le prince Norodom Ranariddh craignant en effet « que Rahu ne soit pas davantage effrayé par ces tirs, mais que les touristes le soient ».

### SUPERSTITIONS

Quelle que soit la nature du présage, astrologues et diseurs de bonne aventure ne chôment pas.

Phyo Pongcharoen, l'un des astrologues les plus écoutés de Thaïlande, a publiquement conseillé au premier ministre Silpa-archa, d'observer des rites bouddhistes afin de limiter les effets néfastes de l'éclipse.

Plusieurs députés prennent, cependant, à la légère la croyance selon laquelle seules les huit offrandes de couleur noire (poulet au ramage noir, dont le prix a déjà quintuplé sur certains marchés, café, haricots noirs...) peuvent calmer Rahu, dont la colère pourrait se reporter sur les porteurs des chiffres 3, 8, 18 et 28 (date de naissance, permis de conduire, carte d'identité, etc.).

Les explosions de pétards retentiront en fin de matinée, et les bâtons d'encens brûleront dans les pagodes de ce royaume, pour l'essentiel bouddhiste.

Pourtant, voilà plus de deux mille ans, les astrologues chinois affirmaient qu'une éclipse du So-

leil ne portait pas malheur. Les Chinois de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dispersés dans toute la région, n'en sont pas si sûrs, d'autant que l'éclipse du 24 octobre coïncide avec la fin du mois supplémentaire de l'année lunaire en cours. Or, en 1976, c'est pendant ce huitième mois, intercalé suivant un cycle de douze ans, qu'un séisme a fait officiellement 250 000 victimes en Chine.

À Hongkong, le prix de l'or et des pierres précieuses ont déjà augmenté de 10 %. Au Cambodge, selon une superstition assez répandue, les femmes enceintes ne regarderont pas l'éclipse afin d'éviter de donner naissance à des retardés mentaux.

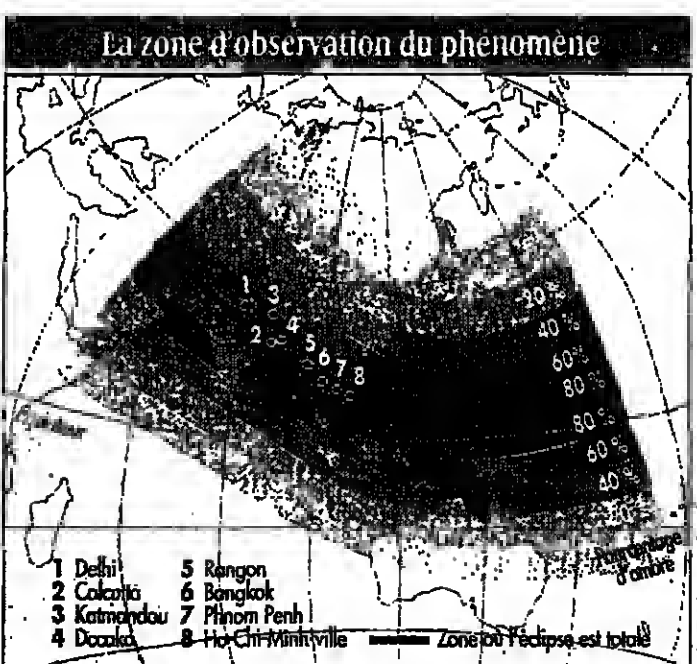
### LES HÔTELS AFFICHENT COMPLET

Que l'éclipse intervienne au début même de la bonne saison, et donc avec la fin des pluies, est une bénédiction pour l'industrie touristique.

Les quatorze hôtels et les trente-deux auberges des environs d'Angkor affichent complet depuis plus de deux mois, de même que les vols en provenance de Phnom Penh. A Mae Sot, sur la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, ville habituellement ignorée des touristes, les mille six cent trente-six chambres d'hôtels sont réservées, et les autorités ont demandé à douze écoles, sept temples et aux habitants qui en ont les moyens d'héberger des observateurs.

Les neuf cents chambres disponibles à Lopburi ont été pratiquement toutes retenues par des observateurs japonais. Autocars et trains supplémentaires sont également prévus un peu partout. Philo-sophe, car elle y est habituée, la municipalité de Bangkok s'attend à gérer un chaos, dans la soirée du 23 octobre, sur les sorties routières de la capitale en direction de la zone d'observation.

En Thaïlande, l'éclipse donne

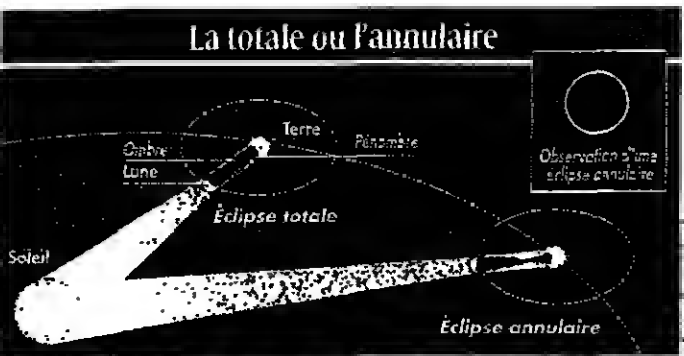


lieu à une formidable production commerciale : tee-shirts, logos, vidéos, livres, et autres gadgets. Plus de vingt mille paires de lunettes adaptées ont été écoulées dans les quarante-huit heures qui ont suivi leur mise en vente à Hô-Chi-Minh-Ville, qui se trouve juste au sud de la bande de 70 kilomètres de

large, où l'éclipse, qui sera presque totale (90 %), durera, dit-on, près de deux minutes. Plus de trente mille autres sont en cours de fabrication. Entre-temps, les prix, bien entendu, ont doublé.

Ces pratiques et ces gadgets ne concernent évidemment pas les quelque deux cents astrophysiciens et physiciens, venus de vingt-cinq pays, qui participeront trois jours durant à des Rencontres internationales au Palais de la réin-fication de Hô-Chi-Minh-Ville sur « la physique aux frontières du modèle standard » et sur « le Soleil et l'au-delà ». Ainsi, à défaut de s'intéresser aux comportements engendrés par cette éclipse totale, pourront-ils, à l'occasion de leur exceptionnelle présence, tenter de jouer les rationalistes et, s'ils échouent, de s'interroger sur les différentes légendes qui courent sur la vengeance de Rahu.

Jean-Claude Pomonti



Lorsque la Lune, dans sa course autour de la Terre, passe entre le Soleil et le globe terrestre, elle fait écran et masque ainsi les rayons du Soleil. Notre satellite projette derrière lui un cône d'ombre et de pénombre qui se déplace le long d'une ligne dite « de centralité » à la surface de la Terre. La plupart du temps, ce phénomène donne lieu à des éclipses partielles, relativement fréquentes, où le disque solaire est « rongé » par la Lune. Mais du fait de l'éloignement des orbites, les distances entre les astres varient, diminuant à la fois la Lune et le Soleil des diamètres apparents plus ou moins grande. De ce fait, il arrive plus fréquemment que la Lune recouvre totalement le Soleil (éclipse totale) ou, en partie seulement, laissant voir une couronne couronnée du disque solaire (éclipse annulaire).

ORS-COT

3015 LEM



## Le Paris Saint-Germain domine, sans convaincre, le Celtic Glasgow

Les Parisiens ont préservé leurs chances de qualification en Coupe des coupes

Outre la victoire étonnante (1-0) de Paris-SG, les matches aller des 8<sup>es</sup> de finale ont été marqués par la sévère défaite de Parme en Suède contre Halmstad

(3-0). Les Espagnols de La Corogne ont pratiquement acquis leur qualification grâce à un succès (1-0) en Turquie contre Trabzonspor, tout comme les Alle-

mands de Moenchengladbach, vainqueurs d'AEK-Athènes (4-1). Enfin, Feyenoord-Rotterdam a obtenu le nul (0-0) contre Everton à Liverpool.

AU PARC DES PRINCES, on est poli quand on reçoit un invité de marque. Alors que Guy Rux, au stade Abbé-Deschamps, réceptionne le visiteur, Luis Fernandez s'est glissé dans un costume de circonstance. Taffetas d'un noir, les tribunes ont sorti leurs plus jolis atours pour soutenir leur équipe préférée. Hors de l'enceinte, la présence en nombre de forces de l'ordre indique encore qu'il s'agit d'une de ces rencontres alléchantes comme seule la Coupe d'Europe sait les proposer.

En venant à bout du Celtic Glasgow, jeudi 19 octobre, l'équipe du Paris-Saint-Germain a préservé l'essentiel avant le match retour en Ecosse, mais il a joué sans la brillante de ses campagnes européennes passées, quand le Parc accueillait le Real Madrid, le Bayern Munich ou Barcelone. Le « Paris est magique ! », scandé comme un leitmotiv aux airs de méthode Coué par les supporters parisiens,

semble en complet décalage avec le terrain. Longtemps, les joueurs de la capitale ont donné l'impression de buter sur un mur. Les Écossais ont joué prudemment, se contentant, plus le match avançait, de laisser le seul Pierre Van Hooydonk tenter sa chance en pointe.

« Cela fait plaisir de retrouver le goût de la victoire »

Pour contourner ce bloc défensif, le PSG s'est emparé des largeurs du terrain. Patrick Collaet et Laurent Fournier ont multiplié les centres au long cours, sans guère d'efficacité. Depuis un mois, et la blessure de leur buteur panaméen Dely Valdés, les Parisiens manquent de percussivité offensive. En championnat, ils n'ont, depuis, marqué que deux

fois. Samedi 14 octobre, à Lyon, incapables de vaincre un adversaire réduit à dix pendant soixante-dix minutes, ils étaient apparus laborieux.

Le PSG est une équipe inquiète. « Notre principal problème en ce moment, c'est nous-même », expliquait, jeudi soir, le gardien de but Bernard Lama. Avec la succession de blessés, le doute s'est installé, les résultats ont suivi. Ce soir, sans être géniaux, nous avons réussi à maîtriser le Celtic. Nous sommes en réduction. » Le PSG a construit sa victoire sans grand génie. Il aura fallu du temps, beaucoup d'approximations et un soupçon de malchance : les tentatives parisiennes ont échoué deux fois sur le poteau écossais - pour transformer un match où mollasse en une victoire avariée offrant un surris de deux semaines avant le retour à Glasgow. A l'entame du dernier quart d'heure, Youri Djorkaeff réussit à tromper la vigilance écossaise dans sa surface de réparation pour reprendre victorieusement un centre en retrait de Vincent Guérin.

« Cela fait plaisir de retrouver le goût de la victoire », souriait Luis Fernandez après la rencontre. L'entraîneur parisien doit souffrir. Il o'ignore pas que la Coupe des coupes, avec la reconquête du titre de champion de France, est l'objectif clairement affiché par ses dirigeants en début de saison. Il sait que le match contre le Celtic est le premier d'une série délicate : Auxerre dimanche au Parc, Metz en Lorraine la semaine prochaine, avant le match retour, le 2 novembre en Ecosse, qui s'annonce périlleux.

Le PSG joue gros, son entraîneur aussi. Cette année, le club a renouvelé ses cadres, en donnant aux techniciens les moyens de sa volonté d'évolution vers ce beau jeu offen-

sif dont il se dit habité, celui que Johann Cruyff a insufflé à Barcelone, celui que le PSG a démontré quelques fois la saison passée en Ligue des champions. A sa décharge, l'ancien milieu de terrain international est contraint de bâtir son équipe au coup par coup. Depuis juillet, il n'a pu aligner deux fois de suite la même équipe. Si Loko et Rai ont repris leur place, le PSG souffre des blessures de Dely Valdés, Roche et N'Gotty. Et il ne fait plus peur.

Stéphane Joby

### PSG-Celtic Glasgow : 1-0

● PARIS-SG : un but de Youri Djorkaeff (79<sup>e</sup>) ; avertissements à Vincent Guérin (30<sup>e</sup>) et Stéphane Mahé (43<sup>e</sup>) ; remplacements de Laurent Fournier par Francis Liéke (80<sup>e</sup>), de Rai par Pascal Nouma (81<sup>e</sup>) et de Youri Djorkaeff par Bernard Lama (88<sup>e</sup>) ; ● CELTIC GLASGOW : avertissement à John Collins (54<sup>e</sup>) ; remplacements de Philip O'Donnell par Simon Donnelly (69<sup>e</sup>) ;

■ Valenciennes a décidé, jeudi 19 octobre, de déposer son bilan. Le club, qui évolue en championnat national I, fait l'objet d'une assignation des Assédic, qui demandent au tribunal de prononcer la mise en redressement judiciaire pour une dette d'environ 450 000 F, et d'une requête d'une société de restauration collective, à laquelle le club doit plus de 700 000 F. VA avait obtenu, en 1994, un moratoire sur cinq ans pour une dette évaluée à 12 millions de francs, mais la situation n'a cessé de s'aggraver. En annonçant le dépôt de bilan, le président du conseil d'administration de la Société anonyme à objet sportif (SAOS) qui dirige le club, Bernard Moreau, a affirmé que cette situation est la conséquence directe de l'affaire VA-OM. - (APR)

## Les instances du sport automobile modifient les essais en formule 1

Les qualifications auront lieu le samedi

IL N'Y AURA PLUS qu'une seule séance d'essais de qualification en formule 1 en 1996. Le conseil mondial de la Fédération internationale automobile (FIA) a entériné, jeudi 19 octobre à Paris, la suppression de la séance de vendredi. Les qualifications se tiendront le samedi, de 13 heures à 14 heures (heures locales). Les pilotes pourront couvrir douze tours. Ils auront le droit de recourir à la voiture de réserve, le samedi. Le vendredi sera consacré à des essais libres (de 11 heures à 12 heures), puis de 13 heures à 14 heures), tout comme le samedi matin (de 9 heures à 9 h 45, puis de 10 h 15 à 11 heures). Les pilotes pourront alors accomplir un maximum de trente tours, contre vingt-trois actuellement.

Cette réforme était en gestation depuis plusieurs semaines. Lors du Grand Prix d'Europe, le 1<sup>er</sup> octobre, Michael Schumacher s'était interrogé publiquement sur l'intérêt de deux séances de qualification. En cas de mauvaises conditions météorologiques le samedi, avait expliqué le pilote allemand, il est impossible d'améliorer les temps du vendredi. Pourquoi alors revenir sur la piste ?

Bernie Ecclestone, le patron de la FOCA (association des constructeurs), qui en a charge la négociation des droits de télévision, était aussi favorable à la suppression de la séance de vendredi. Une seule séance, concentrant en une heure le suspense de la course à la pole-position, permet de rendre les qualifications plus attractives pour les télévisions et d'espérer des retransmissions en direct, jusque-là réservées à la course. Le conseil mondial de la FIA a aussi revu la

régle concernant les dépassements en course. Ils sont désormais laissés à la libre appréciation des pilotes, à la condition expresse de ne « jamais mettre en danger la vie d'un autre pilote ». Au départ, le feu vert pourra s'allumer à tout moment après l'apparition du feu rouge, alors qu'il y a un délai de 4 à 7 secondes.

Enfin, les responsables du sport automobile ont décidé la création d'une nouvelle catégorie en rallye, celle des « World Rallye Car », dans l'espoir de relancer la discipline. Les constructeurs pourront extrapoler à partir d'un modèle produit à un minimum de cinquante mille exemplaires. Il sera notamment possible de passer de deux à quatre roues motrices ou d'un moteur atmosphérique à un moteur turbo-compressé.

■ Le projet de calendrier prévoit une saison 1996 ramenée à seize Grands Prix. 10 mars : GP d'Australie à Melbourne ; 31 mars : GP du Brésil à Interlagos ; 7 avril : GP d'Argentine à Buenos Aires ; 28 avril : date réservée ; 5 mai : GP de Saint-Marin à Imola ; 19 mai : GP de Monaco ; 2 juin : GP d'Espagne à Barcelone ; 16 juin : GP du Canada à Montréal ; 30 juin : GP de France à Magny-Cours ; 14 juillet : GP de Grande-Bretagne à Silverstone ; 28 juillet : GP d'Allemagne à Hockenheim ; 11 août : GP de Hongrie à Budapest ; 25 août : GP de Belgique à Spa ; 8 septembre : GP d'Italie à Monza ; 22 septembre : GP du Portugal à Estoril ; 6 octobre : date réservée ; 13 octobre : date réservée. Les dates réservées concernent les Grands Prix du Pacifique et du Japon. Le calendrier définitif sera rendu public le 8 décembre.

### RÉSULTATS

#### CYCLISME

##### TOUR DU PIÉMONT

1. Claudio Chiappucci (Ita/Carrera) ; 2. S. Zanini (Ita) ; 3. D. Cassani (Ita) ; 4. B. Voskamp (P-B) ; 5. D. Konišev (Rus), même temps.

#### FOOTBALL

##### COUPE D'EUROPE DES VAINQUEURS DE COUPE

(8<sup>es</sup> de finale aller)  
Sporting (Por)-Rapid Vienne (Aut) 2-0  
Din. Moscou (Rus)-Hradec (Tch) 1-0  
Halmstad BK (Sue)-Parma AC (Ita) 3-0  
Paris-SG (Fra)-Celtic Glasgow (Eco) 1-0

#### TENNIS

##### GRAND PRIX DE LYON

4<sup>e</sup> journée  
R. Sampras (EtU) N° 11 b. R. Agnérès (Bel) 6-4, 6-1 ;  
Y. Kafelnikov (Rus) N° 2 b. H. Holm (Sue) 7-5, 6-3 ;  
D. Prinosi (Alb) b. J. Hasek (Slo) 6-1, 6-4 ;  
W. Ferreira (AUS) b. M. Damm (Tch) 6-7, 6-3 ;  
6-1 ; P. Rafter (AUS) b. J. Fleuret (Fra) 6-3, 7-6 ;  
M. Huard (Fra) b. G. Rusedski (G-B) 6-4, 6-3.

**Jusqu'au 31 octobre,  
en achetant une Peugeot neuve,  
votre vieille voiture prend de la valeur\*.**

**\*SI VOTRE VOITURE  
N'EST PLUS COTÉE, PEUGEOT  
LA REPREND 7 000 F  
AUXQUELS PEUT S'AJOUTER  
L'AIDE DE L'ÉTAT,  
SOIT JUSQU'À 14 000 F<sup>(1)</sup>  
D'ÉCONOMIE.**

**\*SI VOTRE VOITURE  
EST COTÉE,  
PEUGEOT LA REPREND  
7 000 F<sup>(2)</sup>  
AU-DESSUS DES CONDITIONS  
GÉNÉRALES DE L'ARGUS.**

(1) 7 000 F TTC de reprise de votre ancien véhicule pour toute commande d'une Peugeot 106 ou 205 neuve, cumulable si vous y avez droit avec les 5 000 F TTC de prime qualité automobile de l'Etat\*, soit 12 000 F TTC d'économie ou 7 000 F TTC de reprise de votre ancien véhicule pour toute commande d'une Peugeot 306, 405, 605 ou 806 neuve, cumulable, si vous y avez droit avec les 7 000 F TTC de prime qualité automobile de l'Etat\*, soit 14 000 F TTC d'économie.

\*Offre de reprise de 7 000 F de votre ancien véhicule réservée aux personnes physiques si valide pour toute commande d'une Peugeot neuve. AM 96 dans le Réseau Peugeot affichant l'opération, jusqu'au 31 octobre 1995 et non cumulable avec les autres offres proposées par le Réseau Peugeot sur la même période.

\*\*Pour tout VP ou VUL immatriculés en France, au nom de l'acheteur, résident et en règle contre taxe, vignette et assurance véhicules au jour de la commande.

(2) 7 000 F TTC de reprise de votre voiture au-dessus des conditions générales de l'Argus\* pour toute commande d'un véhicule neuf de la gamme Peugeot.

\*Offre de reprise d'un véhicule de cylindrée supérieure ou inférieure pour toute commande d'une Peugeot neuve jusqu'au 31 octobre 1995 dans le Réseau Peugeot affichant l'opération. Offre réservée aux personnes physiques, carte grise à votre nom. Véhicule traité et en règle au jour de la commande. Offre non cumulable avec d'autres offres commerciales sur la même période.

\*\*Cours moyen Argus déduit de 15% pour charges et frais professionnels, des éventuels frais de reprise en état standard en tenant compte du kilométrage supérieur à la moyenne couramment admise.



**RESEAU  
PEUGEOT**

صوتنا من الامم



## JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

## MOTS CROISÉS

Problème n° 887

## HORIZONTALEMENT

1. Pourvu qu'en s'y attaquant on ne provoque pas l'effondrement.  
 2. Sait-elle la fracture? Lance des dards.  
 3. Gave. Bête.  
 4. S'écroule. Habit.  
 5. Canton. Foyer. Dans l'auxiliaire.  
 6. Conquérant au Pérou. C'est lui ou l'ascenseur.  
 7. Ordinaire. En un sens, c'est pour écrire le plus souvent dans l'autre sens.  
 8. Prêche à Lyon. À gauche quand ça flotte.  
 9. En banlieue, c'est parfois dur pour lui. La remorque donne un beau gâchis.  
 10. Elles font d'imposantes demeures.

## VERTICALEMENT

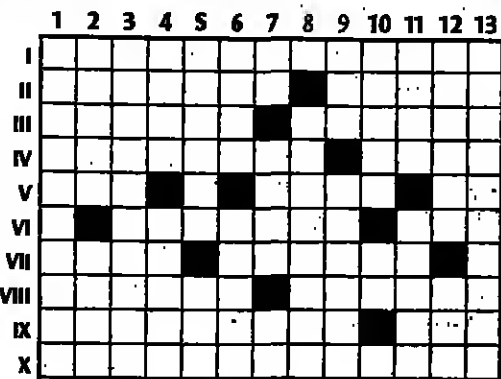
1. On pourrait croire que leurs produits sont illégitimes, mais pas du tout.  
 2. S'occupe, entre autres, de mécanique. Va demander beaucoup d'efforts.  
 3. Rôle actuellement dévolu au Serbe.  
 4. Auxiliaire. Tout à fait in.  
 5. Il a

un seul minimum. Cette bière doit être soignée.  
 6. Confessionnel laïque. Elle est rarement comestible.  
 7. Voyelles. Vase sur la mer. Sert d'adresse pour un pil.  
 8. Décerna.  
 9. Le fil. Ivole.  
 10. Met au pas. Les premiers à écrire un mot.  
 11. Jeu. Il n'est pas toujours dans la flotte.  
 12. S'élargissent vers le haut. Un reste marin.  
 13. Suivirent Alexandre.

## SOLUTION DU N° 886

Horizontalement  
 1. Provinciales. 2. Repassa. Râpe. 3. Image. Lutrin. 4. V. Vues. Nient. 5. Idée. Epissal. 6. Le. Lolita. 7. M. 8. Unit. Mélo. 9. Artisan. An. 10. Lare. Alain. 11. Epinal. Opte. 12. Sentimental.  
 Verticalement  
 1. Privilegiés. 2. Remède. Nve. 3. Opale. Peson. 4. Vaguelette. 5. Isée. Orel. 6. NS. Sélestat. 7. Cal. Pie. 8. Unit. Mélo. 9. Artisan. An. 10. Lare. Alain. 11. Epinal. Opte. 12. Sentimental.

François Dorlet



## SCRABBLE (R)

Problème n° 483

## CÉLADON ET LES CHÈVRES

Jusqu'alors, l'encyclopédie de Scrabble de Raymond (1995), cumulée des éditions, entachée de fautes et d'omissions, elle ignorait tous les mots nouveaux de TOUT IL. Remis sur le métier par l'auteur, revu et corrigé par Michel Piat, l'ouvrage est devenu très fiable. La première partie reconstruit, lettre après lettre, les mots à rajouter initial (A-CENSÉ, B-ABORDAIS...) ou final (ANOMAL-A, RHUM-B...). Cette liste est grossie par les finales classiques : aussi, les mots en -A sont suivis des mots en -AME et en -ATE (DICTAME, MUSCATE...); les mots en -D (LOUBAR-D) sont suivis des mots en -OLDE (HÉROÏDE...). Ce classement alphabétique nous permet d'insérer à celui de l'édition précédente. Dans celle-ci, cent vingt-deux pages séparent ces deux derniers mots.

Parmi les listes nouvelles figurent, avec leur définition, les mots archaïques : ATTRABLE, l'âne noir, CASIMIR, d'après, et surtout la liste des verbes rares, qui génèrent de nombreux Scrabbles : ABCÉDER, se transformer en abcs, ABERRER, v. tr. se tromper, sans oublier le fameux BRE-

TAUDER, couter (selon le Grand Larousse universel), tordre ou couper les oreilles et la queue (Grand Robert et Trésor de la langue française). Ce mot a creusé l'écart dans le dernier championnat francophone.

Vient enfin les listes thématiques qui ont le plus profité de la sollicitude de Michel Piat. Ainsi, la liste des fromages s'est enrichie des mots suivants : BRUCCIO ou BROCCIO, chèvre, CALENDON et, plus nombreux encore, FROMEIG, FROMTON et FROMETON, CHAUCOUR (Champagne), OKA (Québec), RICOTTA (Italie), SÈRE (Suisse), TALEGGIO (Lombardie), TILSIT (Suisse), sans compter les fromages ODS II : CABECOU, chèvre HERVE (Belgique) et PÉLARDON, chèvre. À dépeindre de la liste, à juste titre : PARME, manne. Sont passés, sans raison, à la trappe : SÉRAC (Savoie) et VACHERIN (Suisse et Jura). Étonnamment, VALENÇAY s'est corrompu en « valency ».

Les mots suivants ont un nom de fromage pour anagramme : CÉLADON - CHÉRIÉS - POISSÉS - FEINTONS - GOUAILLE - GRIGOTTE - DIGOTAGE - PONDÉRAL - SANGIER - SIALOMER - SPORANCE - STERNUM - TRICOTIA - VIOLET - VIROLAT.

Michel Chazemagne

Solution des anagrammes : CALENDON - CHÉRIÉS - POISSÉS - FEINTONS - GOUAILLE - GRIGOTTE - DIGOTAGE - PONDÉRAL - SANGIER - SIALOMER - SPORANCE - STERNUM - TRICOTIA - VIOLET - VIROLAT.

Club de Chusclan (Gard), 14 août 1995.  
 Tournois les lundis à 14 heures.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'« Officiel du Scrabble » (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉS.	PTS
1	EORIELP	RELIOQUE	H 8	92
2	EAHTLY	ETHYLE (O)	14 C	38
3	AEHTTUB	EBRUITAI	11 D	90
4	AAHTURC	RAUCHAIT	K 5	76
5	NEESUSN	SENNEURS	S 6	66
6	MESCBAL	SEMBA (O)	15 H	72
7	C-EDMEUR	ECUME	8 11	56
8	D-PUTATE	TARAUDE	4 D	79
9	NPSVOGI	POINGS	N 10	49
10	V-DENESO	ELEVAS	10 G	34
11	DNO-AKNA	KAONS	L 1	48
12	AON-AKRG	AGRANOI	O 4	48
13	OATMINU	OUIMAK	13 A	30
14	NT-ORILL	LITRON	A 8	80
15	H-ZPOEDF	PIFEZ	6 B	42
16	QO-XITEW	XI	12 B	42
17	DETOW-SE	TWEEDS	2 B	35
18	O-FILOV	VEUF	J 3	31
19	FLOV	DOREZ	F 2	15
21	LO	NUL	13 A	10

(O) Ou HYALITE en 11 D.  
 (B) Ou SECAM en 15 L. EMBACLES, 9 B, 67.  
 1. Françoise Lumbroso, 1 033 ; 2. Lydia Buca, 987 ; 3. Inès Contard, 979.

## ANACROISÉS (R)

Problème n° 888

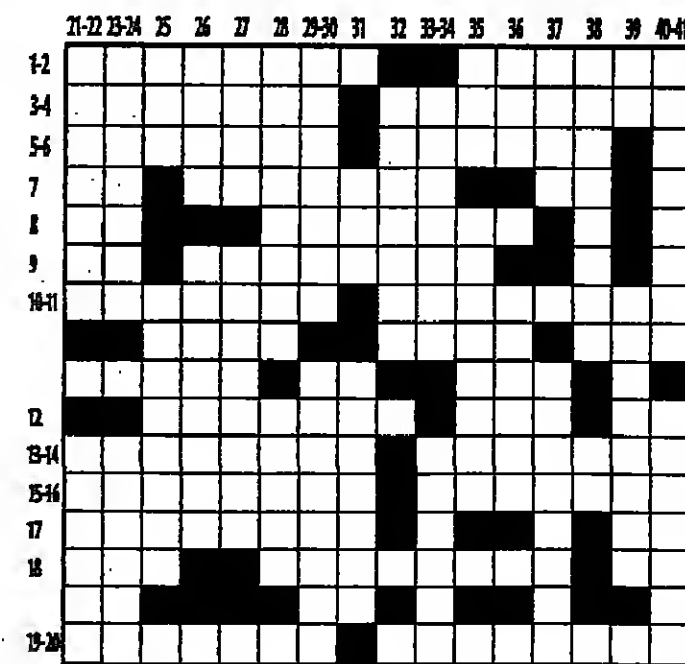
Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais impléables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

## HORIZONTALEMENT

1. AEINTUVX. 2. EERRTT. 3. AEINTUVX. 4. AEIOPST (+1). 5. EEOSTU. 6. CENORU (+1). 7. AAEGRSU. 8. BCEILNO. 9. AEEGINR (+1). 10. AAEISX. 11. AAGILSTU. 12. ADPLNOR. 13. AEMNOS. 14. EEEILRS (+2). 15. EEEINSTU. 16. EELOST. 17. EINOPRSS. 18. EEEILSV (+1). 19. EEOSSST (+2). 20. EEEILNSWY.

## VERTICALEMENT

21. AADENRV. 22. AILMPS. 23. AANOTUX. 24. EELMRU (+3). 25. EEEINOR. 26. AEGILST (+1). 27. AAEELNSZ. 28. BEEINTUZ. 29. EENRSTU (+4). 30. EFINNOOS. 31. EEEINSS (+1). 32. AAGNORS. 33. CEILOP (+2). 34. EORRUV (+2). 35. EEEINOST. 36. EENSSU. 37. EEEILSTV. 38. AEIILRT (+2). 39. AEEISSTT (+5). 40. AEEERSSST (+1). 41. EEEILNT.



## SOLUTION DU N° 887

1. ODYSSE. 2. SABAYON. 3. CAPESSE. 4. PERORE. 5. CLERCS. 6. SMICARD. 7. POINTUE (PTOUE). 8. NOTABLES (BATELONS ETABLONS). 9. ULNAIRE (LAUNEUR LUNAIRE). 10. AERES. 11. SEULETTE. 12. EOLIENS (INSOLEN NOLISE OLENIENS). 13. ACCOMPLI. 14. RECHES (CHERES ESCHER SECHER). 15. FOETAL (FALOTE). 16. SMASHER. 17. URANTUM. 18. ROSIRAL. 19. REVINNES (MINERVES VERNINES VERNINES). 20. ASSENA. 21. LUPANARS. 22. RESEDA (DE-RASE RADEES). 23. OCCUPE. 24.

ERAFLEA. 25. ECOUTES (COUTES SUÇOTES). 26. VERITES. 27. ROTURIER. 28. MARONNE. 29. ESSEULE. 30. PLASMAS. 31. SENSUEL. 32. LOISIRS (LISSOIR). 33. MINITEL. 34. TIRAMISU. 35. TENTES (ENTETES). 36. ENCHAÎNA. 37. YORUBAS, d'un peuple du Nigeria. 38. SHELAND. 39. ORDALES (DARICLES DOLERAIS YODLERAS SOLDERA). 40. ERREAR (ARRIERE). 41. CERMONS. 42. RESSAIE.

Michel Chazemagne et Michel Duguet

## ÉCHECS

Étude n° 1660

## MÉMORIAL DONNER

Amsterdam, 1995

Blancs : V. Salov.

Noirs : A. Chirov.

Partie anglaise.

1. e4	2. e5	3. d4	4. d5
5. c4	6. f4	7. g4	8. h4
9. g5	10. h5	11. g6	12. h6
13. g7	14. h7	15. g8	16. h8
17. f4	18. e5	19. d4	20. d5
21. c4	22. e5	23. d4	24. d5
25. c4	26. e5	27. d4	28. d5
29. c4	30. e5	31. d4	32. d5
33. c4	34. e5	35. d4	36. d5
37. c4	38. e5	39. d4	40. d5
41. c4	42. e5	43. d4	44. d5
45. c4	46. e5	47. d4	48. d5
49. c4	50. e5	51. d4	52. d5
53. c4	54. e5	55. d4	56. d5
57. c4	58. e5	59. d4	60. d5
61. c4	62. e5	63. d4	64. d5
65. c4	66. e5	67. d4	68. d5
69. c4	70. e5	71. d4	72. d5
73. c4	74. e5	75. d4	76. d5
77. c4	78. e5	79. d4	80. d5
81. c4	82. e5	83. d4	84. d5
85. c4	86. e5	87. d4	88. d5
89. c4	90. e5	91. d4	92. d5
93. c4	94. e5	95. d4	96. d5
97. c4	98. e5	99. d4	100. d5

## NOTES

a) 2... Cf6 ; 2... Cf6 ; 2... d6 ; 2... f5 ; 2... e6 et 2... d5 sont des continuations courantes. Le coup du texte, cher à Timman et à Chirov depuis une dizaine d'années, est étrange puisqu'il permet aux Blancs de gagner un temps par l'attaque 3... Cg5. En fait, ce gain est illusoire dans la mesure où les Noirs peuvent déloger le C, avec également gain de temps, par f7-c6.  
 b) De nombreuses possibilités s'offrent aux Blancs : 3... e3, 3... Dc2, 3... Dd3, 3... Cf3 et 3... g3.  
 c) Ou 3... f4 ; 4... b4, c5 ; 5... bxa5, cxd5 ; 6... cxd5, Dxa5 ; 7... Dd3 ou, dans le style de Lautner, 7... e4 et 8... f3.  
 d) Après 4... d4, e4d4 ; 5... Cf3, c5 ; 6... e3, dxe3 ; 7... fxe3, d6 ; 8... f4 avec un jeu actif pour les Blancs (Alterman-Oratovski, Israël, 1995).

Dob3, etc.

r) La D ne peut quitter la colonne

c sous peine de mat.

s) Menace 24... Tg6+.

t) Le C vient défendre le R mais il

est trop tard. 25... Ta2 est meilleur

mais laisse les Noirs, après 25...

Tg6+ : 26... Rb2, Tg8 ; 27... Dc3, Dc3 ;

28... dxc3, avec une finale supérieure.

u) Si 27... Rb2, Cc3 ; 28... dxc3,

Dc4+ ; 29... Rb1, Dc3+ suivi du mat.

v) Le reste est simple.

w) Si 34... Dd2, Dd4+ ; 35... Ral, Ta3.

## SOLUTION DU PROBLÈME N° 1659

L. KUBBEL (1938)

(Blancs : Rg2, Td1, Cd7. Noirs :

Rd8, Tg7, P67, e7, g6.)

1. Cb4, Rb8 ; 2. Cc6, Tg8 ; 3.

Cc7, Rd7 ; 4. Td1, Rg7 ; 5. Cc6,

Rb6 ; 6. Td1 mat.

Si 1... Rb8 ; 2. Tc1, Rb8 (ou 2...

Rd8 ; 3. Cc6+) ; 3. Cd7+ suivi du mat

sur la colonne a.

Si 2... Th7 ; 3. Td8, Rf7 ; 4. Cg5+

avec gain.

## PROBLÈME N° 1660

D. GURGENIDZE

et L. MITROFANOV (1962)

8

7

6

5

4

3

2

1

a b c d e f g h

Blancs (4) : Rd5, Th, Cb, Pb2.

Noirs (6) : Rh1, Dh2, Fg1, Pc5, g2,

h5.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

## BRIDGE

Problème n° 1656

## LES ITALIENS EN CHINE

Parmi les vingt pays sélectionnés pour disputer à Pékin le championnat du monde par zones, les Italiens (récents champions d'Europe) seront parmi les favoris, grâce notamment à leur meilleur joueur, Alfredo Versace. Il a été l'artisan de la victoire de l'Italie au championnat d'Europe juniors de 1992, en remportant cette manche contre les Islandais.

♠ 953  
 ♥ R873  
 ♦ D10  
 ♣ A842  
 ♠ V84  
 ♥ A10952  
 ♦ 8  
 ♣ R109

♠ RD10762  
 ♥ 64  
 ♦ 0752  
 ♣ V6

Ann. O. don. Pers. vain.  
 Ouest Nord Est Sud  
 Biling. Nunes Etk. Versace  
 1 V passe 1 A 2 0  
 contre passe 2 A 3 A  
 passe 4 V passe 5 0

Ouest a entamé l'As de Cœur sur lequel Est a mis le 6 de Cœur et Sud le Valet sec. Ouest ayant continué avec le 9 de Cœur, comment Versace peut-il gagner CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Réponse.  
 Il faut faire deux Trèfles alors que le Roi est certainement chez Ouest (qui a ouvert) et qu'il est probablement troisième puisqu'il n'y a qu'un atout. Il faut donc essayer de squeezer Ouest, mais, comme on ne peut pas donner un coup à blanc à Trèfle, il faut faire un squeeze avec « rendement de main », c'est-à-dire en laissant l'adversaire faire la deuxième levée vers la fin du coup :

♥ D10 ♠ R109

♥ R8 ♠ A84

♠ A ♠ D753

Sur l'As de Carreau (le septième et dernier atout), Ouest, obligé de garder deux Cœurs, défait le 9 de Trèfle. Le déclarant jette alors le 8 de Cœur du mort et joue As de Trèfle et Trèfle. Ouest prend, mais doit jouer Cœur pour le Roi de Cœur et un Trèfle devient maître.

Voilà l'ordre des levées si l'on prend soin de couper deux Piques (pour être certain de ne pas se tromper à la fin dans la distribution) : As de Cœur, 9 de Carreau coupé, As de Pique, 10 de Carreau, Pique coupé, Dame de Carreau, 9 de Pique coupé, Roi et As de Carreau pour le rendement de main final.

## GRAND CHELEM À SANTIAGO

Tandis que cette année la Benetton Bowl se déroule en Chine, en 1993 elle avait eu lieu à Santiago, au Chili. Les Hollandais avaient remporté le titre mondial malgré cette donne où les Norvégiens avaient déclaré et réussi un grand chelem vulnérable.

♠ RV83  
 ♥ ARD852  
 ♦ -  
 ♣ D86

♠ 62  
 ♥ 74  
 ♦ DV1083  
 ♠ 10943

♠ A10  
 ♥ V6  
 ♦ AR97642  
 ♠ A5

A la première table, voici les médiocres enchères des Hollandais :

	Sud	Ouest	Nord	Est
Leffens	Hélgmo	Westra	Hélgmo	
10	passe	1 V	passe	
3SA	passe	4 V	contre	
surc.	passe	4 V	passe	
4A	passe	4SA	passe	
5A	passe	6A	passe	
6A	passe	passe	passe	

On peut être étonné qu'une des meilleures paires mondiales aboutisse à un tel contrat, qui n'avait guère qu'une chance sur trois de réussir. En revanche, à l'autre table, les Norvégiens sont arrivés au grand chelem grâce à plusieurs enchères artificielles que nous présenterons la semaine prochaine.

Le Hollandais Muller, en Est, ayant entamé le 3 de Cœur pour le 6 du mort (Sud) et le... 4 de Boer (Ouest), comment le Norvégien Erge As, en Nord, a-t-il gagné le GRAND CHELEM À COEUR contre toute défense ? Si Ouest avait ouvert le 6 de Cœur avec le 7, Nord aurait-il pu encore réaliser treize levées ?

## Note sur les enchères

En principe, il ne faut pas faire le jump forcing de « 2 Cœurs » avec chicanes dans la couleur d'ouverture. Mais ici il n'y aurait eu aucun problème pour que Sud pousse les enchères jusqu'à « 7 Cœurs ».

Philippe Bragdon

## LE MONDE DES LIVRES SUR MINTEL

200 000 livres :  
 romans, biographies, essais...

Le Monde Editions :

dessins de Plantu,  
 l'Histoire au jour le jour,  
 l'album du Festival d'Avignon.

La sélection du Monde des livres.

Recherchez et commandez vos livres par Mintel. Recevez-les à domicile.

36 15 LEMONDE



## Temps assez bien ensoleillé

LES CONDITIONS anticycloniques prédomineront sur le pays pour ce week-end, avec un temps assez bien ensoleillé, mais des températures en hausse.

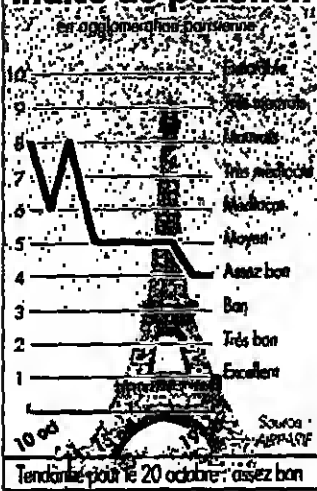
Samedi matin, du Nord-Pas-de-Calais à la Picardie, le ciel sera peu nuageux, mais par endroits, il y aura quelques brumes ou brouillards. De la Bretagne à l'Île-de-France jusqu'au Nord-Est, les nuages bas seront nombreux avec même quelques gouttes possibles sur les régions Est.



Prévisions pour le 21 octobre vers 12h00

### La qualité de l'air

#### Indice de pollution



Tendance pour le 20 octobre: assez bon

De la Vendée au Centre jusqu'à la Franche-Comté, les nuages et les éclaircies alternent après dissipation des brumes ou des brouillards. Sur le Pays Basque, les nuages bas masqueront le soleil. De l'Aquitaine jusqu'au Massif Central, après dissipation des brouillards, le soleil sera au rendez-vous. Des Alpes au pourtour méditerranéen, il fera beau.

L'après-midi, sur les régions au nord de la Seine, le soleil sera géométrique. De la Normandie à l'Île-de-France jusqu'à la Champagne et aux Ardennes, les éclaircies seront belles dès la mi-journée, et le ciel deviendra peu nuageux en cours d'après-midi.

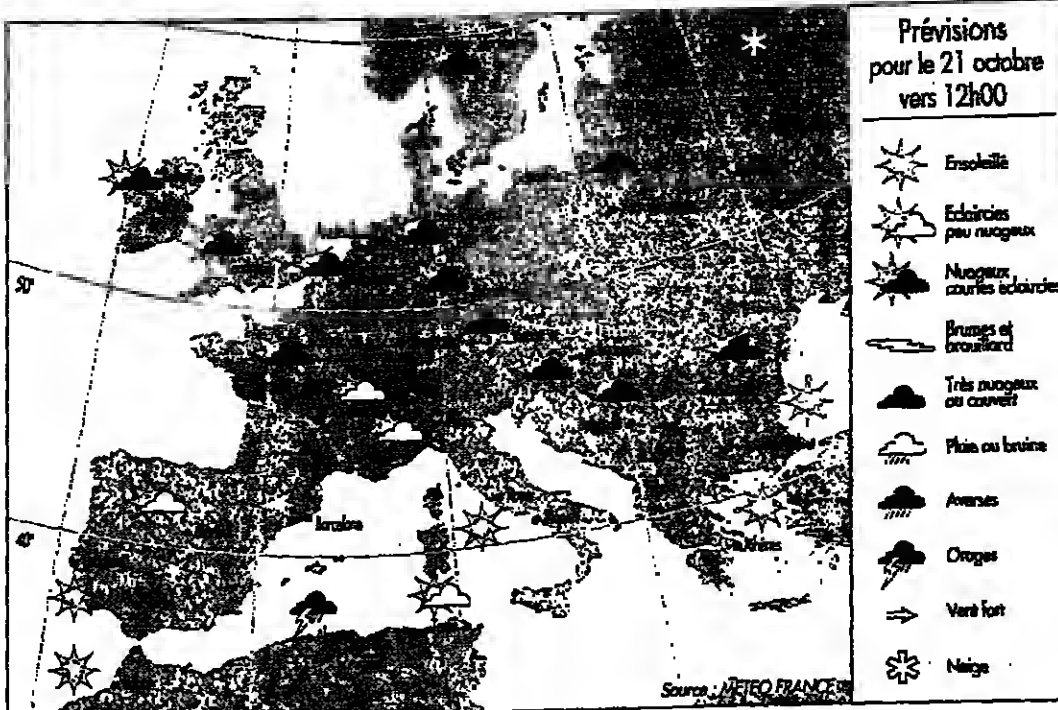
De la Bretagne au Centre jusqu'à l'Alsace-Lorraine et à la Franche-Comté, les nuages alternent avec les éclaircies. Sur les Alpes des nuages se développeront, mais le soleil restera prédominant. Sur le reste des régions Sud il fera beau, sauf sur le Pays Basque où les nuages bas auront du mal à se dissiper.

Les températures minimales iront de 4 à 8 degrés sur l'extrême Nord, et de 3 à 13 degrés sur le reste du pays jusqu'à 15 degrés sur la côte méditerranéenne. L'après-midi, les températures seront de saison avec 14 à 16 degrés au Nord et 17 à 21 degrés au Sud.

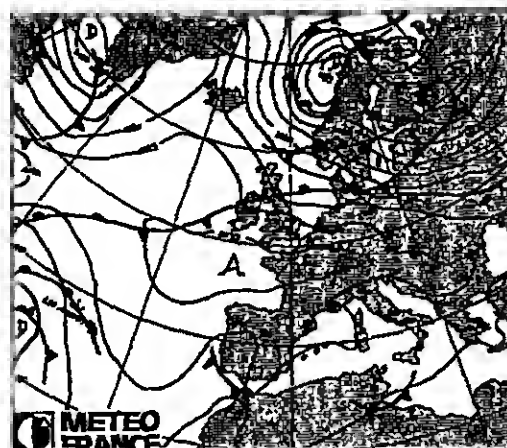
Dimanche, des nuages élevés masqueront par moment le soleil sur les côtes de la Manche, mais l'impression sera agréable. Sur le reste du pays, après dissipation de brumes ou brouillards matinaux, le temps sera bien ensoleillé.

Les températures minimales seront plus fraîches avec 4 à 8 degrés au Nord et 3 à 11 degrés au Sud. L'après-midi, le thermomètre marquera 14 à 17 degrés au Nord et 18 à 23 degrés au Sud.

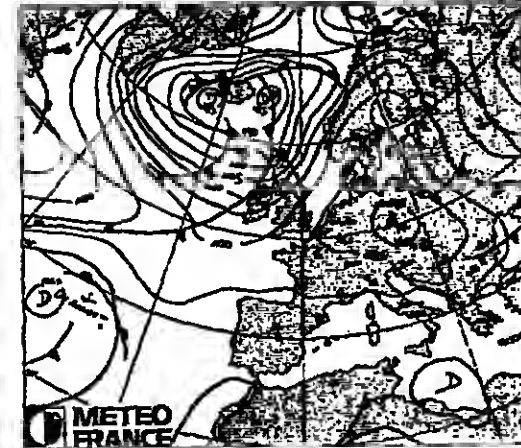
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	22/4	TOURS	17/5	CHICAGO	24/9	LISBONNE	32/9	PRETORIA	18/13
	LYON	23/8	STRASBOURG	17/5	COPENHAGUE	14/9	LONDRES	17/9	RIO DE JAN.	29/12
du 19 oct. 1995	DIJON	21/10	ALGER	24/13	OSAKA	33/26	LOS ANGELES	27/17	SAN FRANCISCO	26/9
maxima/minima	MARSEILLE	25/11	AMSTERDAM	15/14	DJAKART	31/24	MADRID	26/9	SANTIAGO	26/9
	NANCY	15/7	ATHÈNES	24/14	DUBLIN	16/11	MADRID	26/9	SEVILLE	30/18
	NANTES	18/5	BANGKOK	26/16	DUBLIN	16/11	MADRID	26/9	ST-PETERSBURG	10/6
	NICE	23/15	BARCELONE	25/10	GENEVE	17/13	MONTREAL	19/8	SYDNEY	25/15
	PARIS	16/10	BERLIN	15/2	HANOI	30/23	MOSCOW	12/9	TENERIFE	32/21
	PERPIGNAN	16/10	BELGRADE	17/7	HONGKONG	28/23	MUNICH	18/10	TOKYO	26/19
	POINTE-A-PRE	25/24	BOMBAY	32/25	ISTANBUL	19/13	NEW DELHI	30/21	VARSOVIE	14/10
	RENNES	14/8	BRASILIA	30/23	JERUSALEM	27/18	NEW YORK	29/13	VIENNE	20/12
	STRASBOURG	19/10	BUENOS AIRES	21/10	KINSHASA	32/23	PALMA DE MAL	26/11		
	TOULOUSE	21/13	CARACAS	25/22	LE CAIRE	29/13	PRAGUE	16/8		



Situation le 20 octobre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 22 octobre, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Une électrice désespérée

«TOUTES les femmes doivent voter... S'abstenir, c'est trahir», déclare le Comité de propagande féministe, présidé par Louise Brunet. Il est certain que la participation des femmes aux élections de dimanche prochain sera nombreuse. Mais les femmes qui o'apartient à aucun parti ont-elles la possibilité de se documenter, de paraître leur éducation politique ? Il y a évidemment les tracts qui elles reçoivent à domicile. Mais cet enseignement impersonnel est-il suffisant ?

Il y a aussi les réunions électorales. Avide de m'instruire, j'en ai suivi quelques-unes. Hélas ! cela ne m'a guère aidée à fixer mon choix et l'impression que j'en ai retirée est plutôt navrante. Ainsi hier soir... Cela se passait dans le si pittoresque 13<sup>e</sup> arrondissement. Le préau d'une école. Une assemblée d'environ deux cents personnes, ouvrières pour la plupart, dont 50 % de femmes. Face au public, le président, les deux assesseurs réglementaires, trois orateurs. Le premier a exposé les vues de son parti sur les problèmes techniques (comités d'organisation, nationalisation, salaires). Le deuxième, une femme, a traité avec chaleur des questions sociales. Le troisième a parlé politique.

Jusqu'ici, tout allait bien. Le public écoutait attentivement en hochant de vifs applaudissements tel ou tel passage des exposés, j'étais presque convaincue et j'attendais avec curiosité les débats. Hélas ! il n'y a pas eu de débats ! Deux interventions ont suffi pour qu'en une demi-heure le cours de la réunion fût complètement dévié. Et pendant près d'une heure et demie ce ne furent qu'invectives, cris, attaques personnelles.

Plus nombreuses que les hommes, armées comme eux du bulletin de vote, les femmes ne pouvaient-elles imposer d'autres thèmes à notre démocratie ?

J.G.

(21-22 octobre 1945.)

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **SCANDINAVIE.** La compagnie aérienne Scandinavian Airline System (SAS) ouvre deux nouvelles liaisons vers la Pologne : Stockholm-Varsovie, dimanche 29 octobre, et Copenhague-Poznan, lundi 30 octobre. - (AFR)

■ **TOURISME.** Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), réunie en assemblée générale au Caire jusqu'au 22 octobre, un milliard de touristes devraient voyager dans le monde d'ici quinze ans, soit le double du nombre actuel. - (AFR)

■ **CHINE.** Le Club Méditerranée a été choisi pour gérer un village de vacances sur le site de Spring City Lake, dans la province du Yunnan, en Chine. Ce village occupera une surface de 20 hectares au bord du lac Yang Zhong Hai. - (AFR)

■ **MAROC.** Royal Air Maroc va réduire ses tarifs de 20 % à 38 %. A partir du 29 octobre, un voyage

Casablanca-Paris ne coûtera plus que 3 690 dirhams (2 170 F environ), au lieu de 4 890. - (AFR)

■ **POLOGNE.** De janvier à août, la compagnie aérienne polonaise LOT a transporté 1,22 million de passagers, soit une augmentation de 18,4 % par rapport à la même période de l'année dernière. - (AFR)

■ **FRANCE.** Pour promouvoir la ligne ferroviaire Brest-Nantes-Bourges-Lyon, une association regroupant les grandes villes, les départements, les régions et les chambres de commerce coécrit un livre d'or. Cette association souhaite que les futurs investissements de la SNCF soient pas exclusivement affectés au réseau convergent vers Paris. - (AFR)

■ **NICE.** Air France fête le cinquantième anniversaire de sa liaison Paris-Nice en exposant à l'aéroport nicois une trentaine d'affiches anciennes. Effectué le 17 octobre 1945 sur un Junker 52 à bord duquel avaient pris place quatorze passagers, le premier vol Paris-Nice a duré cinq heures. - (AFR)

## PARIS EN VISITE

Dimanche 22 octobre

■ **ÎLE DE LA CITÉ (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autotour).**

■ **BELLEVILLE (60 F), 11 heures et 14 h 30, sortie du métro Télégraphe (Vincent de Langlade).**

■ **DE SUFFREN à La Bourdonnais (40 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Ecole-Militaire, côté escalier roulant (Emilie de Langlade).**

■ **MARAIS : le quartier Saint-Paul (50 F), 11 heures et 15 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville, face à la poste (Claude Mart).**

■ **LE CHÂTEAU DE VINCENNES (60 F), 14 h 30, sortie du métro Château-de-Vincennes (Antange).**

■ **MARAIS : synagogues et quartier juif (55 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Christine Merle).**

■ **PASSY ET SON HISTOIRE (45 F), 14 h 30, sortie du métro Passy (Paris capitale historique).**

■ **LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Maison-Blanche, côté impasse (Europ expro).**

■ **BOIS DE VINCENNES : l'arbo-**

retum de l'école du Breuil (35 F), 15 heures, devant l'entrée, côté route de la Pyramide (Parcs et jardins de la Ville de Paris).

■ **LE CHÂTEAU DE BAGATELLE (25 F + prix d'entrée du parc), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Parcs et jardins de la Ville de Paris).**

■ **FAUBOURG SAINT-GERMAIN : les hôtels du Crédit national (37 F), 15 heures, 47-49, rue Saint-Dominique (Monuments historiques).**

■ **LA GRANDE MOSQUEE DE PARIS (37 F + prix d'entrée), 15 heures, place du Puits-de-l'Écluse (Monuments historiques).**

■ **L'INSTITUT DE FRANCE (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, quai de Conti (Tourisme culturel).**

■ **LE PARC DE BERCY (35 F), 15 heures, dans le parc, devant le pavillon des Maquettes (Parcs et jardins de la Ville de Paris).**

■ **LE QUARTIER DE LA MOULZAIE (37 F), 15 heures, sortie du métro Botzaris (Monuments historiques).**

■ **LE 16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT, de Guimard à Le Corbusier (55 F), 15 heures, sortie du métro Ranelagh (Paris et son histoire).**

■ **PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du XIX<sup>e</sup> siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autotour).**

■ **MUSÉE DU LOUVRE : cinq siècles de peinture française (60 F + prix d'entrée), 14 h 45, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Pierre-Yves Jaslet); les appartements royaux (50 F + prix d'entrée), 15 heures, sous la Pyramide, devant l'accueil des groupes (Connaissance de Paris).**

■ **LE JARDIN ATLANTIQUE** au-dessus de la gare Montparnasse (37 F), 15 heures, sortie du métro Galté, côté rue Verdingetorix (Monuments historiques).

■ **MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).**

■ **LE QUARTIER DU GROS-CAILLON (40 F), 15 heures, 1, avenue Rapp (Approche de Paris).**

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CQCE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94052 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : (1) 44-60-32-50.	Je choisis la durée suivante	France	Europe	Autres pays
	3 mois	536 F	572 F	790 F
	6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
	1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

■ **LE MONDE** (ISSN : 0183-9102) is published daily for 5 francs per year (11 francs per year for subscribers outside France). It is published daily except on Sundays and public holidays. For the latest information on the subscription service, please contact your local agent or the publisher. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94052 Ivry-sur-Seine, France. For the latest information on the subscription service, please contact your local agent or the publisher. For the latest information on the subscription service, please contact your local agent or the publisher.

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Code postal : ..... Ville : .....  
 Pays : .....  
 Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires  
 Changement d'adresse :  
 • par écrit 10 jours avant votre départ.  
 • par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)  
 • Tarifs autres pays étrangers : • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.  
 35 (1) 44-60-32-50 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.  
 • Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25  
 Télématique 3615 code LE MONDE  
 Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56  
 CD-ROM : (1) 43-37-66-11  
 Index et microfilms : (1) 40-65-29-33  
 Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE  
 Films à Paris et en province  
 36-04-03-78 ou 3615 LE MONDE (1) 43-37-66-11

Le Monde est édité par le SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94052 Ivry-Cedex.  
 PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani  
 Directeur général : Gérard Morax  
 Membres du conseil de direction : Dominique Alday, Réaile Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées  
 75409 Paris Cedex 08  
 Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

## JEUX

Lundi 23 octobre	
■ <b>MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : l'art du portrait en France, 11 h 30 ; Autoportrait de 1660, de Rembrandt, 12 h 30 ; la peinture hollandaise du XVII<sup>e</sup> siècle, 19 h 30 (Musées nationaux).</b>	
■ <b>LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE (50 F + prix d'entrée).</b>	

Samedi 21 octobre à 13 heures

**TÉMOINS**  
 Le magazine de Paris - Ile-de-France

**Daniel VAILLANT**  
 député maire du 18<sup>e</sup> arrondissement, nouveau porte-parole du PS

sera interrogé par  
**Jean-Jacques CROS (France 3)**  
 et  
**Françoise CHIROT (Le Monde)**

**Le Monde**



# CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 21 OCTOBRE 1995

**MODE** Les présentations des collections de prêt-à-porter pour l'été 1996 prennent fin à Paris. La capitale française est toujours, à cette occasion, l'objet de l'attention des médias du monde entier, même si la profession paraît traverser une crise d'inspiration et d'audace. ● **LONG-TEMPS** PLACÉE sous le signe de la provocation, de l'inventivité et du

profond modernisme des créateurs, la mode de la rue présentée cet automne marque à la fois un net retour à un classicisme strict style années 60 et décline une forme de

paupérisme désenchanté qui est le signe des temps. ● **ÉCHAPPANT AU BLUES** quasi général, les Japonais ont offert les créations les plus fortes et les plus novatrices de la saison. Yohji Yamamoto, notamment, avec une collection tout en noir qui allie l'aspect de l'encre de Chine aux formes revisitées de la couture occidentale.

son. Yohji Yamamoto, notamment, avec une collection tout en noir qui allie l'aspect de l'encre de Chine aux formes revisitées de la couture occidentale.

son. Yohji Yamamoto, notamment, avec une collection tout en noir qui allie l'aspect de l'encre de Chine aux formes revisitées de la couture occidentale.

## Les collections de prêt-à-porter traduisent le désenchantement de l'époque

Retour au classicisme strict des années 60 ou paupérisme affiché, les défilés de l'automne sont comme un signe des temps. Les créateurs nippons sont presque les seuls à échapper au spleen ambiant

LA MODE de l'été 1996 est l'image d'un bulletin météo interrompu par les flashes spéciaux, le bruit des gyrophares et les petites peurs quotidiennes qu'on digère devant la télé : un peu de soleil, un peu de brume, beaucoup d'indifférence placée sur l'ennui des jours. Le petit train-train des modèles qui se suivent et se ressemblent tous. « Un tee-shirt avec la bombe nucléaire rayée, là, je prends : cela fait partie des "news" », explique Dino Scrinalli, photographe qui couvre depuis douze ans les collections de prêt-à-porter pour le Elle-Italie : « Mais quand la vestiette et la bretellina couleur de petit pois écrasé repassent en continu, là j'arrête. On évite de gâcher de la pellicule... »

Encore sous le choc du défilé Issey Miyake, le seul, selon lui, à exprimer « la lumière, l'énergie, la couleur », il parle d'une « saison sous ton ». C'est le règne du style invisible. Cette mode, qui en apparence ne dit rien, pourtant se radicalise. Après le « grunge » de la crise et le « néo-chic » annonçant le début de la reprise aux États-Unis, le « post-minimal » célèbre les noces du rien et de la peur d'en faire trop. Les corps s'effacent, les slim pants à taille basse, les robes et les jupes plates (APC), les brassières bandeau (Orbik) gommant les fesses, les seins, tout. C'est lisse, dangereusement propre. Hanches de garçon, maquillage « rien », chevelure effilochée et décolorée d'une poupée Barbie sur laquelle on s'est acharné un jour de pluie : le nouvel androgyne est arrivé. Les vestes portées sur des bustes nus, les gros ceinturons, le tatouage devenu accessoire, sont les atouts de cette bisexualité à l'heure des nouveaux jeux de l'amour des campus américains et d'Internet.

### ÉLOGE DE LA FADEUR

Cette « minorité invisible », dont parle la sociologue Paula Rust, la voici qui défère sur les podiums habillés, chez les créateurs de l'avant-garde officielle, les femmes et les hommes, à l'image d'une sexualité sous influence. Contrairement aux années 70, où elle s'exprimait dans l'extravagance, le travestissement, elle fait aujourd'hui



### Christian Lacroix à l'affiche

Fou dans la vie du style Deschiens, auquel il a consacré un texte (*Les Deschiens*, l'album présenté par Macha Makeieff, Seuil/Canal Plus Editions), Christian Lacroix n'en reste pas moins fidèle à ses amours, les brocarts, la Camargue, le folklore des extrêmes. Ce sont les provençales techno de la nouvelle ligne « jeans » (collection Bazar). C'est Phèdre, « gitane quelque part... flamboyante, incandescente, rougeoyante », dont il a créé les costumes pour la pièce mise en scène par Anne Delebe, à la Comédie-Française (à partir du 15 novembre).

L'occasion, pour l'Institut de la mode de Marseille, de présenter le travail du couturier pour la scène - dessins et costumes de théâtre, de la Gaîté-Parissienne (1989) aux *Caprices de Marianne* (1994) (jusqu'en janvier 1996). Enfin, il vient de publier avec Patrick Maurès, *Styles d'aujourd'hui* (Le Promeneur, Gallimard), almanach des modes et des fics décoratifs, où l'on retrouve des tableaux aux points acérés, sa hantise du « chic sûr », « cette hantise de la tenue élevée au rang de culte privé... »

Même barricadées sous des zips, des pointes - violemment années 80 -, les femmes de Claude Montana ont quelque chose d'étrange. La beauté, cette saison, nait encore de ces jeux de couleurs devenues des ballons tissés. Ce sont les patchworks de Comme des garçons, et surtout ces coups d'éclat poids plume d'Issey Miyake, cette joie qui dévale du podium et qui envahit la salle.

Avec le défilé John Galiano, ce fut l'un des grands moments de la saison. Cette intelligence du mouvement devenue couleur rend à la mode son langage universel, elle éloigne les valeurs d'une bourgeoisie internationale tentée par le retour sur soi.

Laurence Benaim

### Le « tombé » japonais

Échappant au blues général, les créateurs japonais ont offert les collections les plus fortes de la saison dans leur manière de réaffirmer un espace autour du corps. Yohji Yamamoto signe, à l'encre de Chine, une superbe collection en noir, vestes de soie sauvage à la taille soulignée par une main invisible, subtils jeux d'illusion, détails secrètement nécessaires qui donnent son « tombé » à un beau vêtement. Une élégance de la coupe qu'on retrouve encore dans sa nouvelle collection Noir, signée par un assistant de 28 ans, Yoshitomi Motai. Dignité d'un noir qui révèle, qui souligne sans trahir, missant le dénuement des lignes japonaises aux formes revisitées de la couture occidentale, de Vionnet à Balenciaga.

### CRISE DE LA CRÉATION

Il y a trouble en la demeure. « Tout est là », comme disent les vendeuses dans un magasin où l'on sait en entrant qu'on n'a déjà plus envie. La séduction n'est plus de mise. Martin Margiela, virtuose du paupérisme chic, s'obstine à cacher le visage des mannequins. Sur un thème très Satan-donne-un-bal-à-la-suprême, Martine Sitbon électrise ses China girls, de satins acides, de mélanges grinçants. Même Sonia Rykiel et sa mariée en jogging semblent un peu perdues, là au milieu de ses bourgeoises rive gauche qui s'obstinent à s'habiller jeune. L'anorexie redevient un style.

Comme la plupart des mannequins, Amber Valetta a maigri, Nadja Auerman, « l'ange blond », a perdu un peu de son magnétisme, et même Eva Herzigova, la Miss Wonderbra, se dandine en jetant des regards furtifs. Largement lancé par Karl Lagerfeld, le phénomène des top-modèles ne peut plus être servi de cache-misère à cette crise de la création, cette absence d'idéal, de projet, qui isole encore plus une certaine mode de son public, plus en plus attiré par les marques, Zara, Promod, Gap, Esprit... Les créateurs semblent désorientés. On les devine angoissés par la peur de ne pas vendre, par ce marché américain qui, après leur avoir reproché de donner dans l'excéntricité, a de quel rejet leur petites robes toutes simples. Ne trouvent-ils pas déjà les mêmes sur la Septième Avenue, à New York ? Et pourtant, certains s'engagent,

### « Les braves et la mort au bout du podium »

C'EST UNE TACHE, une minceur suspecte. C'est un vieillard qui n'a pas vécu. Et avancé, avec des baskets et une canne. C'est un mannequin perdu de vue, abandonné à Miami, dans un « home » (mot patitically correct pour « mourir »). C'est un mot qui fait peur, et qu'on ne prononce pas. « Ah, il est malade... » Dans le milieu de la mode, le sida a tué des centaines de créateurs, directeurs artistiques, illustrateurs, photographes, mannequins ; tous ceux, comme le rappelle Marc Lamour, booker dans une grande agence parisienne, « qui avaient dix-huit ans dans les années 60, ont fait la fête dans les années 70 et se sont retrouvés piégés dans les années 80. Ils poussaient du pied ce qu'on leur avait inculqué, et qui revient aujourd'hui. Ils expriment l'agression joyeuse d'une génération pour laquelle rien n'était plus important que de plaire, à soi-même comme aux autres. Désormais, sur les podiums, sur les photos, dans la vie, la séduction a tendance à être gommée... On extorque la tentation. Le métier s'assagit. Les attitudes se cuirassent. Les sourires, les corps allongés ont disparu. L'ambiance se durcit. Peut-être est-ce le miroir de notre époque. On est passé de la vente du rêve à la vente de la réalité. Le milieu est désorienté ».

Si les couturiers des années 50-60 n'ont pas formé de dauphins, beaucoup de créateurs des années 70 sont morts avant d'avoir transmis un savoir. Il y a la mort officielle, comme Tokio Kumagai, Halston, Tina Chow, Antonio Lopez, Willy Smith. Mais le mystère plane sur la disparition de ces aînés d'une langue malade d'un certain nombre d'autres.

### « UN MILIEU EXEMPLAIRE »

Dans ce milieu où la révélation d'une séropositivité préfigure souvent une mort professionnelle, le silence fait loi. « Demain, les maisons engagées des créateurs sur certificat », dit Christophe Girard, secrétaire général d'Yves Saint Laurent, et d'Ensemble contre le sida. Vice-président d'Arcat-Sida qui organise à Paris, depuis 1988, des galas de la mode au profit de la recherche et de l'aide aux malades, il affirme : « Il est de plus en plus difficile d'y récolter des fonds », même si 800 000 à 1 million de francs sont réunis chaque 1<sup>er</sup> décembre, Journée mondiale contre le sida. Beaucoup de maisons manifestent certes ouvertement leur action - Yves Saint Laurent et Pierre Bergé (président d'Arcat-Sida) -, d'autres agissent, en revanche, dans l'ombre, comme Azzedine Alaïa, Hubert de Givenchy, Giorgio Armani, Thierry Mugler et bien

### LES COÛFONTAINE

17 OCTOBRE AU 30 DÉCEMBRE 1995  
L'Otage - Le Pain dur - Le Père humilié  
Paul Claudel  
Marcel Maréchal

d'autres. « C'est un milieu très exemplaire, très courageux », disent les membres de cette profession, l'une des plus touchées dès le début de la pandémie. On évoque une « entraide de l'ombre ». Mais on n'en parle pas, même si, comme l'affirmait il y a quelques temps Elsa Peretti à New York, « on a pris l'habitude de croiser ses amis aux cimetières ».

Christophe Girard dit avoir perdu plus de cent personnes dans son entourage en dix ans. « C'est un chagrin silencieux, quelque chose qui fait partie de notre quotidien... Ce qui est dangereux, c'est l'absurdisme. Il faut absolument empêcher tout retour, toute intolérance au la parole n'aurait plus sa place. Séropositivité ne veut pas dire maladie... » Victor Feres, couturier Actupien, ami de Michel Cressole, l'un des journalistes de Libération mort récemment du sida, est plus critique : « Les couturiers et les créateurs disposent d'un pouvoir médiatique qu'ils n'utilisent pas. Il y a bien un petit ruban rouge qui traîne. Rien n'est net. Il faudrait quelque chose qui frappe, pour informer, rappeler qu'aujourd'hui chaque maison est touchée, que la mode, ce sont les braves et la mort au bout du podium. »

L. B.

théâtre du soleil moulin  
le pain dur  
CARTOUCHE LOCATION 43.74.24.08

THEATRE DU ROND-POINT  
MARCEL MARECHAL

LES COÛFONTAINE  
L'Otage - Le Pain dur - Le Père humilié  
Paul Claudel  
Marcel Maréchal

44 95 98 10  
le monde

3  
TÉMOINS  
Le magazine de Paris - 11-4-95  
Daniel VAILLANT

3



## Samson François, un coffret funéraire pour une vie de pianiste inachevée

Pour le vingt-cinquième anniversaire de sa mort, EMI réédite tous les enregistrements de l'artiste

Le 23 septembre 1947, Samson François gravait Scarbo de Ravel, pour le 78-tours. Le 22 octobre 1970, à la fin d'une séance d'enregistrement des

Etudes de Debussy, le pianiste mourait d'un infarctus. Il avait quarante-six ans. Pendant ces vingt-trois ans, l'interprète a enregistré une pe-

tite quarantaine d'heures de musique pour EMI. L'éditeur les réédite aujourd'hui dans un coffret à la présentation d'un goût contestable.

TRENTE-QUATRE disques compacts rangés dans une boîte recouverte de velours lie-de-vin ; le couvercle est retenu par un ruban de soie noir ; le nom du pianiste est gravé en lettres d'or ; une vie d'artiste repose désormais dans une sorte d'urne funéraire. Cette édition commémorative est limitée à mille cinq cents exemplaires. EMI avait déjà réédité plusieurs CD consacrés à Chopin, Debussy et Ravel. Les admirateurs du pianiste ne les avaient sans doute pas manqués : il leur faudra donc les racheter pour avoir les inédits qui ne figurent pas non plus dans les « Introuvables de Samson François ». Ce coffret est accompagné d'un livret regroupant un texte sur l'art du pianiste et des hommages qui accentuent le caractère funéraire de cette édition commémorative.

L'art de Samson François nécessitait en revanche, pour être mieux perçu, que les bandes originales

d'EMI soient rajoutées. L'éditeur a fait là un travail remarquable, faisant surgir des enregistrements originaux des détails d'articulation et une plénitude sonore que les gravures des microsillons masquaient. Pour la première fois, Samson François ne nous parle pas dans un porte-voix.

Les mains du pianiste étaient celles d'un sculpteur. Elles pétrissaient le son, jusqu'à ce jour de 1970 où son second infarctus lui fut fatal. L'artiste avait quarante-six ans ; il était au faite d'une carrière briguebalante. Adulte dans son pays, il avait triomphé en Chine, au Japon, en Amérique latine, mais l'Allemagne et les États-Unis le tenaient pour un artiste peu sérieux.

Le soir de la mort de Samson François, José Artur consacra son Pop-Club à une évocation du pianiste. On s'imaginait pas aujourd'hui quelle put être la gloire de cet interprète, qui n'évitait aucun public, pas même celui de l'Olympia, où il joua à guichets fermés. Il se produisait pour les mélomanes des capitales et pour ceux des petites villes. Du moment qu'il y avait un piano, une salle et des spectateurs, Samson François allait faire de la musique. « Jouer du piano ? Quelle horreur ! Jouer du piano, ça oui ! », avait-il coutume de dire.

### UN GROS MATOU

Dégourdi à l'école normale par Nadia Boulanger, Alfred Cortot et Yvonne Lefebvre, avant d'être discipliné par Marguerite Long au Conservatoire de Paris, Samson François garda le meilleur des uns et des autres sans se plier aucunement à leurs éventuelles directives. Pour un enfant de onze ans, reconstruit Cortot et Lefebvre, c'était ouvrir grandes les fenêtres à l'imagination, à la fantaisie, à la nuit mystérieuse du romantisme. Artiste aussi résolu à part dans son siècle que pures l'être Scriabine, Novak, Gould et Horowitz, Samson François n'a jamais cessé d'habiter ceux qui l'aiment. Le fil qui nous relie à lui ne s'est jamais rompu. Peut-être est-ce cela monter au paradis ?

Samson François était chez lui chez Chopin, qu'il jouait de façon capricieuse. Où allait-il chercher ces idées, ces bouffées délirantes, ces sautes d'humeur et d'intensité, brouillant des pistes trop balisées ? Le pianiste n'était pas irréprochable, dans plus d'une de ses interprétations ses doigts battent la chamade, escamotent ce qui, du reste, doit être suggéré plus qu'af-

firmé. Il lui arrive de prendre des libertés avec le rythme, de changer radicalement un tempo. Il se fait alors gros matou : dans les dernières mesures du dernier mouvement du *Premier Concerto* de Chopin, il ose casser le flux pour caresser le clavier et faire un sort à ce que trop de ses confrères prennent pour la dernière ligne droite avant la médaille d'or. Samson François ne recule pas davantage devant les phrases les plus chantournées, n'ayant en aucun cas peur de l'affectation. Un artiste peut avoir de ces délicatesses.

### ROMANTISME NOIR

Que ses spectateurs nous pardonnent - ils le vénérent dans tout - Debussy nous semble être le compositeur de Samson François et le *Concerto pour la main gauche* de Ravel l'œuvre qui l'a percuté à mort. Les mains plantées au fond du clavier, le pianiste n'a pas peur de la musique de Debussy est un chant attristé, une plainte béante ; elle est la mort, un engouffrement du pianisme dans le son et le silence, son double. Il ne la joue pas en pleine lumière comme Maurizio Pollini, ni en dessinant sur le clavier des nappes vaporeuses, mais batement enfilées comme Walter Gieseking, moins encore à la façon d'Arturo Benedetti Michelangeli, qui calibrerait au millième de gramme l'enfoncement des touches, mais avec des zébrures, des coups de boutons désespérés, disant le désenchantement d'une musique plus fauve qu'impressionniste. Au *Concerto*

pour la main gauche, Samson François restitue sa sauvagerie rythmique essentielle, son romantisme noir, avec une sauvagerie qui succombe dans la grande cadence finale que seuls Cortot et Perlemuter ont jouée de façon si présente.

Après ces grands moments, il vaut mieux éviter d'écouter son intégrale du piano seul de Ravel (médicament désarticulé, son jeu est une façon de tirer la langue à ceux qui exigent de lui qu'il enregistre une musique qu'il n'aimait plus trop) et se précipiter sur ses *Quatre Sonates de Scriabine* (hallucinées), sur son *Quatrième* avec piano de Fauré.

Peu doué pour le dialogue en musique (à part dans les deux Ravel, les chefs le suivent plus qu'ils ne dialoguent avec lui), il réussit cependant à porter sur des sommets d'incandescence expressive le *Quatuor Bernadette*, donnant une vigueur solaire à des pièces trop souvent jouées en abat-jour. Il y a deux autres miracles dans ces disques. Oubliés depuis longtemps, les mazurkas de Chopin et les rhapsodies hongroises de Liszt claquent certes au gré de doigts infidèles, mais la rusticité des premières, la mise en scène épique des secondes font cruellement regretter la disparition si précoce de Samson François. Il n'aurait que soixante et onze ans aujourd'hui.

Alain Lompech

★ Un coffret de 34 CD EMI 5 68699-2. 2 500 F environ.

### DISQUES

#### JAZZ

ERROLL PARKER  
Remembering Billy Strayhorn

NATIF d'Oran, Erroll Parker a eu en France de belles heures avant de s'établir aux États-Unis. Pianiste, batteur, chef d'orchestre, il a réuni, au sein de son Tenth, de jeunes solistes venus de la nébuleuse M-Base de Steve Coleman ou du hard bop moderne, comme Donald Harrison ou Wallace Roney. L'écriture d'Erroll Parker, son utilisation percussive de la batterie (la caisse claire remplacée par une cymbale très sèche), sa manière parfois minguettienne d'utiliser les solistes par empilement, le raisonnement collectif qui marque sa musique, sa connaissance intime de l'Afrique donnent à ses compositions une identité forte. Erroll Parker sait ainsi l'importance de faire chanter le rythme. Il met dans chaque thème des dizaines de phrases, infaisables et pourtant d'une simplicité joyeuse. On plonge alors dans le balancement d'une danse, dans un mouvement d'entraînement qui semble ne pas finir.

★ 1 CD Sahara 1016. Distribué par Concord.

#### CHANSON

MYLÈNE FARMER  
Anamorphosée

ELLE A ESSAYÉ de se ménager une place à part dans le paysage de la variété française. Sans qu'on sache toujours si le personnage de jeune femme trouble et désenchantée qu'elle cultive doit plus à sa sensibilité d'artiste qu'à recettes de son complice et mentor, Laurent Boutonnat. On pourrait

s'attacher à cette personnalité ambiguë, mais les ficelles visuelles et musicales emballent trop grossièrement le produit. *Anamorphosée*, son nouvel album, n'échappe pas à la règle. Le mal-vivre et une planète sens dessus dessous inspirent à la chanteuse un lyrisme éhéré. Elle joue de son corps et hésite entre perversion et naïveté. Manquent trop souvent les mots et les idées. Laurent Boutonnat a essayé de renouveler son registre musical. La danse music d'autant se fait moins techno et s'essaie au dépouillement prôné dans les boîtes de nuit branchées. Des guitares lourdement rock viennent puiser le tube *XXL*. Mais le détournement de mélodies du groupe Nirvana, transformées en *Instant X* et *Tomber 7/8*, fait hésiter entre l'indignation et la franche rigolade. S. D.

★ 1 CD Polydor 529 260-2.

#### ROCK

LLOYD COLE  
Love Story

ECRASÉ PAR LE POIDS de la réussite de son premier album, *Rattlesnakes*, sorti en 1984, Lloyd Cole n'avait cessé depuis de décrocher. Il s'était contenté d'exploiter une voix d'une charmatte précieuse et des chansons d'amour gentiment littéraires. Sans véritablement changer de credo, l'écossais se rappelle à notre bon souvenir. Avec *Love Story*, son éternelle mélancolie, héritée par les poètes d'Irlande qui lui inspirent les relations amoureuses, s'est armée enfin de mélodies de haute volée. Ciselées par des guitares cristallines, fluctuant entre légèreté pop et enracinement country, elles font de *Trigger Happy*, *Sentimental Fool*, *Be There* ou d'un *Baby* délicieusement rêveur, des succès enfiévrés dignes de *Forest Fire* et *Are You Ready to Be Heartbroken*. S. D.

★ 1 CD Fontana 528 529-2. Distribué par Mercury.

## Un Othello de commedia dell'arte à Genève

OTHELLO, d'après Shakespeare, adaptation, mise en scène et scénographie : Omar Porras. Par le Teatro Malandro. Comédie de Genève, 6 boulevard des Philosophes, Genève. Mardi, vendredi, samedi à 20 heures. Mercredi et jeudi à 19 heures. Jusqu'au 21 octobre. Tél. : (41) 22-320-50-01.

### GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Venise est un rideau bleu sur lequel les ans ont laissé des traces d'or terni, un plan incliné d'où émergent des marionnettes, jumelles miniatures des personnages masqués qui, dans le baroque de leurs élégants haillons - superposition de dentelles, de velours, de plastique, de lycra, de perles, de satinette - glissent et grimacent. La Venise d'un Othello présenté et coproduit par la Comédie de Genève, adapté et mis en scène par Omar Porras, jeune Colombien installé depuis 1990 dans la ville, où il a fondé sa compagnie, le Teatro Malandro, un théâtre voyou. Venant de Bogota, Omar Porras est arrivé à Paris en 1985. Il avait vingt-deux ans, 45 dollars et l'adresse d'un ami qui avait démenagé. Il a fabriqué des marionnettes qu'il a trimbalées piazza Beaumont et dans le métro (meilleure ligne : Châtelet-Concorde le vendredi, à partir de 21 heures...). Il a pu se

payer des cours chez Lecoq, des stages chez Mnouchkine, chez Grotowski et a joué plusieurs spectacles à La Cartoucherie de l'Épée de bois. Un jour, il a décidé de visiter l'Europe du Nord en commençant par la Suisse, où il est resté par amour.

Les costumes d'Othello donnent l'esprit de sa mise en scène, d'une distribution parfaitement cosmopolite, de l'adaptation. Le spectacle est un montage de différentes traductions, un assemblage de scènes ajustées comme les losanges multicolores d'un habit d'Arlequin, avec une apparente insouciance, avec un art consommé du grotesque et de la fraîcheur : faux nez, faux ventres, maquillages outranciers métamorphosant les corps et les visages, dessinant un fabuleux bestiaire.

### PLUS INDIEN QUE MAURE

Rideaux dépenaillés évoquant des murailles sculptées que le temps et la lagune ont rongées, ou bien réunis pour composer la courbe d'une caravelle, voiles de navires secoués par la tempête, lumières rouges de Penfer et du carnaval... C'est l'imagerie sophistiquée d'un Othello de commedia dell'arte qui invente ses propres figures, ses Matamoras, ses Colombines, ses vieux et jeunes ridicules, et ses héros, et Iago (Omar Porras), grand oiseau blanc enfilé d'une buppe noire, et Othello

(Antonio Bull), géant cuivré étrangement doux, plus indien que maure.

Omar Porras a monté Othello pour poser quelques questions sur la manipulation, et sur l'amour, la jalousie, le couple. Qui aime qui ? Qui est jaloux de qui ? Quel couple ? Le couple Iago-Othello évidemment, sans qu'il s'agisse vraiment d'homosexualité, à moins que l'on y rattache la sensualité tendre des amitiés enfantes. Destabilisé par le doute, Othello, comme en un rêve, esquisse quelques pas d'une danse plutôt orientale, Iago le regarde, la jalousie, la hiérarchie, la méfiance, la jalousie, sont oubliées, les liens se renouent entre les deux hommes. Comme avant, avant tout le reste. Le rappel de cet avant les brûle. Ils s'étreignent, se séparent aussitôt. Quoi de plus désespérant que l'amitié perdue, que l'enfance perdue.

Il y a une sorte de blessure dans le grand corps si vivant du spectacle. Et la blessure lui donne sinon de la gravité, du moins une densité nouvelle. Certainement, cette vision d'Othello qui galope loin des sentiers battus évite les pièges de la pièce en les supprimant. Mais c'est un bonheur rare de se laisser manipuler par tant de beauté, de gaieté, de pur plaisir du jeu. C'est un enchantement.

Colette Godard

## Les monstres de Sénèque ne font pas de quartier

THYESTE, LES TROYENNES et AGAMEMNON, de Sénèque. Traduction : Florence Dupont. Mise en scène : Adel Hakim. Avec Gauthier Baillet, Valérie Blanchin, Jean Boissery, Stéphanie Chêne, Mnisie Gabelins, Raphaële Giffis, David Gouhier, Antoine Mathieu, Sandy Olivier, François Raffenaud et Laurence Roy.

THÉÂTRE DES QUARTIERS D'IVRY, 1, rue Simon-Deleure, 94 Ivry. Tél. : 46-72-37-43. Les pièces sont jouées en alternance du mardi au vendredi, et à la suite les samedis et dimanches. 10 F et 90 F. Jusqu'au 12 novembre.

Le projet est ambitieux : présenter l'intégrale des pièces de Sénèque - ce qui n'a jamais été fait en France. Pour mener à bien cette entreprise, deux metteurs en scène se sont associés : Adel Hakim, co-directeur avec Elisabeth Chailloux du Théâtre des Quartiers d'Ivry, et Jean-Claude Fall, directeur du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Ils dirigent les mêmes comédiens - onze, dont

Laurence Roy, François Raffenaud, Jean Boissery. En janvier 1996, Jean-Claude Fall mettra en scène à Saint-Denis *Hercule sur l'Éta* et *Hercule furieux*, tandis qu'en ce moment Adel Hakim présente à Ivry *Thyeste*, *Les Troyennes* et *Agamemnon*.

Ces trois pièces ne constituent pas une trilogie. Mais elles ont un tronc commun : la cascade d'horreurs qui déferlent sur la descendance de Tantale, condamné à une souffrance éternelle pour avoir tué son fils Pélops, et l'avoir servi à manger aux dieux. Les deux fils de Pélops, Atreïde et Thyeste, nourrissent une haine mortelle l'un envers l'autre. Rongé par l'idée que son frère l'ait trompé avec son épouse, et que de cette union soient nés des enfants, Atreïde tue le fils de Thyeste, à qui il les fait manger. Thyeste se vengera, par l'entremise de son fils incestueux Égisthe. Ainsi, d'un meurtre à l'autre, la malediction de la descendance de Tantale va provoquer la guerre de Troie. Infanticide, parricide et fratricide sont les moteurs de cette histoire qui fournit la matière aux

plus grandes tragédies grecques, avec Eschyle et Euripide. Quand, quatre siècles plus tard, le Romain Sénèque écrit ses pièces, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts célestes. Ce n'était plus la relation des hommes aux dieux qui primait, mais les récits qu'elle avait engendrés. Avec son cortège de bain, de meurtre, de trahison, de souffrances et d'histoires édi-fiantes, la mythologie était devenue un feuilleton.

### HISTOIRES ÉDIFIANTES


Banquier riche, exilé par Claude puis protégé par Néron, qui finalement l'accusa au suicide, Sénèque écrit ses pièces en suivant le goût du temps. Il ne met pas en scène des héros tragiques, mais des hommes-monstres. Privés de dieux, les descendants de Tantale agissent sans filet. Ces sportifs de l'horreur se délectent de leurs crimes, qu'ils veulent inoubliables. Piré : ils les racontent avec une jouissance aussi folle que celle qu'ils ont mise à les commettre.

Adel Hakim oppose la simplicité d'un décor unique - un sol de

terre et un mur de pierre - à la cacophonie volontaire des costumes, vogaient de haillons aux tenues hollywoodiennes. Sa mise en scène laisse le champ libre aux comédiens, qui traversent avec ferveur les six heures du « feuilleton » de Sénèque en changeant de rôles - ce qui est bien - et de style - ce qui l'est moins : trop souvent, ils bésitent entre l'humour et la compassion. Le spectateur s'y perd. Est-il face à un grand auteur réhabilité, ou à une curiosité du théâtre ?

Ni Adel Hakim ni les comédiens n'arrivent à tenir une ligne. Leur spectacle suit la dégradation de la descendance de Tantale. Alors que la folie de Thyeste passe par une belle épreuve maîtrisée, celle d'Agamemnon vire franchement au mauvais goût. Quand Clytemnestre arrive avec une robe blanche maculée d'hémoglobine, tenant en main une bouteille de vin rouge qu'elle partage avec son amant Égisthe, des fèves secouent la salle. Ce n'est plus du théâtre, mais du Grand-Guignol.

Brigitte Salino



**PAVILLON DE L'ARSENAL**

**D'INGÉNIEURS**

Exposition du 5 oct à fin déc 95

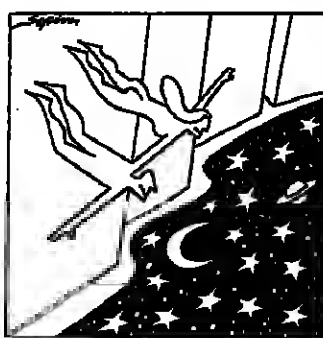
Centre d'information, de documentation et d'exposition d'urbanisme et d'architecture de la Ville de Paris

21 boulevard de l'Arsenal 75004 PARIS Tél. : 02 75 20 97 42 75 25 53



## Week-end chargé pour le jazz

Entre une dizaine de musiciens américains, l'amateur parisien aura du mal à choisir



ROCK

LES TOURNÉES de l'automne ont mis sur la route de nombreuses vedettes du jazz américain. La plupart passent par Paris durant un week-end embouteillé. A La Cigale, James Carter et Ahmad Jamal sont au même programme (le 20, 20 heures, 170 F. Tél. : 40-50-66-98). Le premier est la « sensation saxophonistique » du moment et paraît destiné à durer. Le second appartient à l'histoire. Bassiste et clarinettiste, Marcus Miller vient, lui aussi à La Cigale, avec son groupe électrique et funky. Il a aussi l'amour des codes du jazz (les 22 et 23, de 130 F à 150 F. Tél. : 49-25-81-75). Le Hot

Brass reçoit deux solistes et compositeurs tentés par les sonorités urbaines du hip hop : de manière diffuse et très bien conçue pour le trumpettiste Graham Haynes (les 20 et 21, 21 heures, 100 F. Tél. : 42-00-14-14), avec des gros sabots pour le saxophoniste Greg Osby, peu convaincant dans ses variations binaires (le 22). Reste la réunion de Jean-Luc Ponty, Al Dimeola et Stanley Clarke au Théâtre des Champs-Élysées. Un disque pataud o'incite pas à l'indulgence, mais la scène convient bien à ce type de démonstration ou rien virtuose (le 20, 20 h 30, de 70 F à 230 F. Tél. : 49-52-50-50).

## UNE SOIRÉE À PARIS

Les tambours de Nubie. Tambours sur cadre frappés avec une joyeuse énergie, chants à cappella, ou juste surajoutés à la lyre tanbura, danses rythmées par des battements de mains et de pieds : venir la musique d'Assouan, en Nubie. A oule autre semblable parmi toutes celles d'Égypte, elle porte autant l'empreinte de l'Afrique noire que celle des terres de la région du Caïre.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5. M. Jussieu, 20 h 30, les 20 et 21. Tél. : 40-51-38-37. De 80 F à 100 F.

Morphine. Originaire de Boston, ce trio au minimalisme volontaire — une basse à deux cordes, une batterie et un saxophone ténor — a bâti un répertoire de chansons vouées au swing crépusculaire des fréquences graves. Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-11. M. Bastille, 20 heures, le 20. Tél. : 47-00-57-59. Location FNAC 135 F.

The Charlatans. Quand la vague baggy groove (à la fin des années 80, les rockers anglais découvraient la dance music) s'est retirée, les Charlatans sont restés sur le sable. Leur formule — orgue Paris-sax, funky drum, voix sexy son narcoleptique, mélodies pop — possède

aujourd'hui un charme désuet. Au divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris-9. M. Châtelet, 20 heures, le 20. Tél. : 44-82-77-66. Location FNAC. De 60 F à 100 F.

David S. Ware Quartet. Ténor de feu, avec un quartet dans les mêmes dispositions, David S. Ware perpétue l'énergie du free. L'époque semble avoir envie de se replonger dans le genre.

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-6. M. Châtelet, 22 heures, les 20 et 21. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Colloque : danses de cour et de société. Dans le cadre de la manifestation Le temps des livres, différents chercheurs en danse, historiens, s'interrogeront sur les enjeux de la recherche aujourd'hui. Le 20, à 18 h 30, Françoise Lancelotti, qui, dans le cadre du CNRS et de sa compagnie Rite et Dançeries, a contribué à la reconstitution des danses de cour, donnera un atelier chorégraphique, entourée de tous ceux qu'elle a formés.

Du 20 au 22, de 10 heures à 17 heures : vente à prix réduit des publications de l'Opéra de Paris. Studio Bastille, Opéra national de Paris, place de la Bastille, Paris-12. Tél. : 40-01-20-34.

## RÉGION

Une sélection musicale, danse, théâtre, art et cinéma en région

### MUSIQUE CLASSIQUE

**BORDEAUX**  
Orchestre national Bordeaux-Aquitaine  
Mozart : Concertos pour violon et orchestre KV 207 et KV 218, Patricia Fontanarosa (violin), Alain Lombard (direction). Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lescur, 33 Bordeaux, 20 heures, le 27, 15 h 30, le 29. Tél. : 56-48-58-54.

**CANNES**  
Orchestre régional de Cannes  
Dvorak : Sérénade pour cordes op. 22. Mozart : Airs de concert. Wagner : Wesendonck-Lied. Kodaly : Danses de Mosszsek. Gundula Janowitz (soprano). Philippe Bender (direction). Théâtre Noga-Croixette, boulevard Palais-des-Festivals, 06 Cannes, 16 h 30, le 22. Tél. : 92-98-62-77. Location Fnac. De 110 F à 140 F.

**GIJÈRE**  
Ensemble baroque de Limoges  
Haydn : Trio à cordes op. 100 n° 2. Mozart : Quatuor à cordes KV 171. Quatuor pour flûte et cordes KV 285. Boccherini : Trio à cordes op. 47. Cordes n° 2. Bach : Quatuor en la majeur. Théâtre Noga-Croixette, 23 Guéret, 20 h 30, le 24. Tél. : 55-52-14-23.

**LE HAVRE**  
Orchestre du Théâtre de la Scala de Milan  
Schubert : Symphonie n° 8 « Inachevée ». Mahler : Symphonie n° 5. Myung Whun Chung (direction). Le Volcan, place Gambetta, 76 Le Havre, 20 h 30, le 21. Tél. : 35-70-04-07. (renseignements : 35-70-04-07).

**MARSEILLE**  
La Fama sans ombre de Richard Strauss. Gwyneth Jones (la femme), Jean-Philippe Lafont (Barak), René Hoffmann (Pangloss), Anna Tomowa-Sintow (l'impératrice), Reinhold Kunkel (la nourrice), Maîtrise des Bouches-du-Rhône, Chœurs de l'Opéra de Marseille, Orchestre philharmonique de Marseille, Friedrich Pleyer (direction), Charles Roubaud (mise en scène).

**STRASBOURG**  
Opéra, 4-6, rue Saint-François-de-Paul, 67 Strasbourg, les 25, 27 et 31 octobre, de 12 h 30 à 20 heures, le 29. Tél. : 93-85-67-31. De 120 F à 500 F.

**STRASBOURG**  
Lucia di Lammermoor de Donizetti. Sumi Jo (Lucia), Jean-Pierre Furlan (Edgardo), Ettore Kin (Enrico), René Schirrer (Raimondo), Chœurs de l'Opéra du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Giuliano Carella (direction), Renate Ackermann (mise en scène).

**STRASBOURG**  
Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg, 15 heures, le 22, 20 heures, le 26. Tél. : 93-75-49-23. De 170 F à 300 F.

**STRASBOURG**  
Le 29 octobre, à 15 heures, à l'Opéra de Colmar.

**TOURS**  
Samson et Dalila de Saint-Saëns. Jacques Noël (Samson), Sylvie Brunet (Dalila), Bernard Desjeux (le roi Achis), Nadine Ledeirne (Hérodiade), Wojtek Smilek (le vieillard hébreu), Chœurs lyriques du Grand-Théâtre, Orchestre symphonique de Tours, Claude Schmitzler (direction), Antoine Selva (mise en scène), Nadine Ledeirne (chorégraphie).

**TOURS**  
Grand Théâtre, 34, rue de la Scellerie, 37 Tours, 14 h 30, le 22. Tél. : 47-05-37-87. De 60 F à 215 F.

**DANSE**  
**BELFORT**  
Compagnie Hervé Diasnas  
Hervé Diasnas : Le Sourire de l'aube. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**LIÈGE**  
American Indian Dance Theatre  
Dances et chants indiens de l'Amérique d'aujourd'hui. Théâtre de l'Odéon, boulevard Léon-Blaum, 13 Belfort, 20 h 30, le 27. Tél. : 42-56-48-48. De 100 F à 110 F.

**THÉÂTRE national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélène, 35 Rennes, 20 h 30, le 21. Tél. : 99-31-12-31. 110 F.**

**STRASBOURG**  
Carolyn Carlson  
Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, 67 Strasbourg, 20 h 30, le 24. Tél. : 89-32-43-10. De 130 F à 250 F.

**THÉÂTRE**  
**ANGERS**  
Tétiow Kanak  
Yvane Daoudi, mise en scène de Claude Yessin, avec Catherine Gandois, Didier Sauvegrain et Thierry Belnet.

**ANGERS**  
Nouveau théâtre, 12, place Louis-Imbach, 49 Angers, les samedi 21, mardi 24, mercredi 25, vendredi 27, samedi 28, à 20 h 30 ; les dimanche 22 et dimanche 29, à 17 heures ; le jeudi 26, à 19 h 30. Tél. : 41-67-80-80. Durée : 1 h 15. 75 F et 85 F. Dernières.

**BETHUNE**  
La Révolte  
d'Auguste de Villiers de l'Isle-Adam, mise en scène d'Agathe Aless, avec Agathe Aless, Anne Feillet et Michel Quimet.

**BETHUNE**  
Studio-Théâtre, place Foch, 62 Béthune. Le samedi 21, à 20 h 30. Tél. : 21-56-96-95. Durée : 1 heure. 85 F et 110 F. Dernière.

**BEZIERS**  
L'Excentrique Triangulaire ou Cinéma Lumière avec battements de cœur de Roberto Tricari, Wladyslaw Znoriko et Philippe Poulet, mise en scène de Wladyslaw Znoriko, avec Antonella Ammirante, Philippe Vianon, Jean-Pierre Hollbecq et huit musiciens.

**BEZIERS**  
Théâtre, allées Paul-Riquet, 34 Béziers. Le mardi 24, à 20 h 45. Tél. : 67-28-40-75. Durée : 1 h 30. 30 F et 80 F.

**BREST**  
Hôtel de ville  
Jean-Paul Sartre, mise en scène de Michel Raskine, avec Christian Drillaud, Arnaud Pottier, Mariel Guétier et Sophie Bayou.

**BREST**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Quartier libre  
de Guy Bedos et Didier Vignali, mise en scène de Jean-Paul Sartre, avec Jean-Paul Sartre, avec Christian Drillaud, Arnaud Pottier, Mariel Guétier et Sophie Bayou.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**CHAMBERY**  
Le Quartier, 2-4, avenue Clemenceau, 29 Brest. Les lundi 23 et mardi 24, à 20 h 30 ; le mercredi 25, à 17 heures et 21 heures. Tél. : 98-44-10-10. Durée : 1 h 45. 65 F et 125 F.

**THÉÂTRE national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélène, 35 Rennes, 20 h 30, le 21. Tél. : 99-31-12-31. 110 F.**

**STRASBOURG**  
Carolyn Carlson  
Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, 67 Strasbourg, 20 h 30, le 24. Tél. : 89-32-43-10. De 130 F à 250 F.

**THÉÂTRE**  
**ANGERS**  
Tétiow Kanak  
Yvane Daoudi, mise en scène de Claude Yessin, avec Catherine Gandois, Didier Sauvegrain et Thierry Belnet.

**ANGERS**  
Nouveau théâtre, 12, place Louis-Imbach, 49 Angers, les samedi 21, mardi 24, mercredi 25, vendredi 27, samedi 28, à 20 h 30 ; les dimanche 22 et dimanche 29, à 17 heures ; le jeudi 26, à 19 h 30. Tél. : 41-67-80-80. Durée : 1 h 15. 75 F et 85 F. Dernières.

**BETHUNE**  
La Révolte  
d'Auguste de Villiers de l'Isle-Adam, mise en scène d'Agathe Aless, avec Agathe Aless, Anne Feillet et Michel Quimet.

**BETHUNE**  
Studio-Théâtre, place Foch, 62 Béthune. Le samedi 21, à 20 h 30. Tél. : 21-56-96-95. Durée : 1 heure. 85 F et 110 F. Dernière.

**BEZIERS**  
L'Excentrique Triangulaire ou Cinéma Lumière avec battements de cœur de Roberto Tricari, Wladyslaw Znoriko et Philippe Poulet, mise en scène de Wladyslaw Znoriko, avec Antonella Ammirante, Philippe Vianon, Jean-Pierre Hollbecq et huit musiciens.

**BEZIERS**  
Thé



## Le chancelier Kohl intervient dans le choix du décodeur numérique

**BONN**  
de notre correspondant  
Les grandes manœuvres en cours autour de la télévision numérique en Europe ont pour front principal le plus grand marché qui existe dans l'Union, à savoir celui de l'Allemagne. Les deux géants du secteur, Bertelsmann et Leo Kirch, s'affrontent, avec leur propre système de décodeur numérique - différent donc - et la même intention de l'imposer comme norme européenne.

Bertelsmann s'est associé, dans la société Multimedia GmbH (MMBG) à Deutsche Telekom, Canal Plus, la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT) et aux grandes télévisions allemandes, publiques et privées (ARD, ZDF, RTL). Leur but est de promouvoir le système de contrôle d'accès, élément-clé du décodeur, déjà commercialisé par Canal Plus en France et repris en Allemagne par la chaîne Premiere. Leo Kirch, basé à Munich, fait cavalier seul et promeut une technologie qu'il veut faire passer pour allemande et qui en réalité est sud-africaine.

Ce bras de fer a pour enjeu l'avenir du secteur multimédia tout entier, dans la perspective où la télévision, le téléphone et les services informatiques « en ligne » seront diffusés sur un même réseau. Mais la lutte Leo Kirch-Bertelsmann se joue aussi sur le plan politique. Comme le faisait remarquer Mark Wössner, président du directoire de

Bertelsmann (Le Monde du 10 octobre) et selon la Süddeutsche Zeitung du 19 octobre, le chancelier Helmut Kohl aurait fait pression sur la société Deutsche Telekom (15 millions d'abonnés au câble), entreprise qui n'est pas encore complètement privatisée, pour défendre les intérêts de Leo Kirch. Les deux hommes sont liés par des relations d'amitié et Leo Kirch a toujours été un fidèle soutien du chancelier.

Selon la Süddeutsche Zeitung, la chancellerie aurait demandé aux dirigeants de Deutsche Telekom, de réétudier le dossier. « Il n'est pas possible qu'un système développé par une entreprise allemande [Leo Kirch, NDLR.] soit placé en second rang par rapport à un système conçu à l'étranger. A moins que de bonnes raisons, notamment d'ordre technique, plaident en faveur de ce choix; mais jusqu'ici il n'y en a pas », indique Andreas Fitzekötter, l'un des très proches conseillers d'Helmut Kohl.

Le dossier a donc été ouvert de nouveau. Au grand déplaisir des chaînes publiques allemandes qui dénoncent cette manipulation politique. Une fois de plus, on a la preuve que le chancelier Kohl, dont certains disaient qu'il « était trop mou » pour se prêter à de telles manœuvres, s'intéresse de très près aux grandes opérations en cours dans l'audiovisuel de son pays.

Lucas Delattre

## TF1 n'abandonne pas Patrick Sébastien

L'émission « Osons » a été légèrement édulcorée, mais l'animateur, fort de son audience, assure ne craindre « rien ni personne »

EN DÉPIT DU TOLLÉ suscité par la diffusion, samedi 23 septembre, du premier numéro de l'émission produite et présentée par l'humoriste Patrick Sébastien (Le Monde du 26 septembre), TF1 a décidé de programmer un deuxième « Osons », samedi 21 octobre. Le score exceptionnel (51 % de parts de marché) obtenu ce soir-là par une chaîne en perte de vitesse a convaincu la direction de TF1 d'offrir à nouveau son prime time au fantasiste. Grâce à lui, la première chaîne a obtenu le record absolu d'audience depuis décembre 1992, « Le Grand Bluff » ayant alors réuni plus de 17 millions de téléspectateurs, soit 73,8 % d'audience.

Plus que la vulgarité des sketches du premier « Osons » (Patrick Sébastien et ses acolytes s'en étaient pris aux « pédés », aux « mories-salopes » et aux « putes »), c'est la présence de Jean-Marie Le Pen et l'interprétation parodique, par Patrick Sébastien, de la chanson de Patrick Bruel « Casse la voix transformée en « casse du Noir » qui avaient été jugées outrageuses.

Patrick Le Lay, PDG de TF1, et l'animateur Patrick Sébastien devaient d'ailleurs recevoir, vendredi 20 octobre, un avis de citation à comparaître devant le tribunal correctionnel de Paris. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), qui s'était indigné de scènes et de propos de la première émission, a décidé de porter plainte pour « provocation à la haine raciale ».

L'animateur poussera-t-il cette fois la provocation aussi loin qu'en septembre ? TF1 a-t-elle demandé à l'animateur et à son équipe de modifier leurs propos ? La direction de la Une refuse de « communiquer sur ce sujet ». De son côté, Patrick Sébastien nous a répondu en riant : « Au-delà de 50 % d'audience, je ne crains rien ni personne ! »

« LA MÊME LIGNE ÉDITORIALE »  
Bien que TF1 ait pris le parti, contrairement aux habitudes et comme elle l'avait déjà fait pour la première d'« Osons », de ne rien dire du contenu de l'émission, l'animateur a consenti à quelques révélations sur les séquences et les invités du samedi 21 octobre : « La ligne éditoriale demeure la même, on continue à faire des blagues de potaches dans la rue ». Ses compères Olivier de Kersauson, Karl Zéro et Raphaël Mezrahi seront fidèles au rendez-vous. Cette fois, c'est Jordi, l'enfant-star, qui devrait être l'une des nouvelles victimes de l'humoriste.

Toutefois, Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), et Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, invités à participer à un sketch sur la censure, ont refusé de figurer dans l'émission. Plusieurs vedettes du spectacle ont aussi décliné l'invitation. « Ces gens n'ont pas d'honneur, ce sont des comédiens ! », fonde l'animateur, qui nous a précisé qu'il répondra, à sa manière, en fin d'émission, aux « accusations diffamatoires de ra-

cisme » proférées à son égard. Mais le sketch sur la peine de mort pour les tueurs d'enfants, annoncé le 23 septembre par Patrick Sébastien, ne devrait pas y apparaître.

Au vu du sommaire et bien que l'animateur se défende d'avoir reçu « quelque consigne que ce soit », ce deuxième épisode d'« Osons » ne devrait pas susciter les mêmes réactions que son prédécesseur. La régie publicitaire de TF1 a, semble-t-il, pesé sur ce « recentrage ».

Des annonceurs qui avaient acheté de l'espace dans l'émission du 23 septembre (350 000 francs les trente secondes, le programme étant interrompu trois fois par des écrans de quatre minutes) ont eu le sentiment de s'être « fourvoyés ». Ainsi, Microsoft, Fleury-Michon et Opel France ont décidé de ne pas figurer dans cette deuxième émission.

Mais cette prise de position de publicitaires est plutôt isolée. Alors que le MRAP les avait invités par lettre à boycotter cette soirée, la plupart des autres annonceurs présents dans le premier « Osons » ont indiqué qu'ils ne se préoccupaient pas du contenu des émissions dans lesquelles leur spot s'insérait. Ces sociétés ou les agences qui gèrent leurs campagnes de promotion assurent qu'elles ne prennent en compte que « la quantité et la qualité du public ». Selon TF1 Publicité, tous les écrans de publicité d'« Osons » sont remplis depuis le 15 octobre.

Sylvie Kerviel

■ SYNDICATS : lors de son soixante-quinzième congrès, réuni à Carcassonne du 12 au 14 octobre, le Syndicat national des journalistes (SNJ, autonome) a proposé « le choix prioritaire de la semaine de quatre jours » dans les entreprises. Les congressistes ont souhaité que soit facilité le départ volontaire des journalistes âgés de plus de cinquante-cinq ans grâce à la cessation progressive d'activité (CPA), en échange de l'embauche de jeunes.

■ TÉLÉVISION : Pierre Lescaze, PDG de Canal Plus, a annoncé, jeudi 19 octobre, la nomination de Laurent Pèrère au poste de directeur général des finances du groupe. Cette nomination intervient un mois après la reorganisation de la direction générale de la chaîne. Ancien élève de l'ENA, Laurent Pèrère, âgé de quarante-quatre ans, était depuis janvier 1994 directeur général délégué de la banque Pallas-Stern. Il a fait une partie de sa carrière au groupe Hachette, où il a notamment présidé le groupe de presse Le Provençal, avant de rejoindre la branche Livre. Claude Ravilly, directeur général adjoint chargé des finances de Canal Plus, dirigera la société Stratéurop B.V., qui regroupe ses participations à l'étranger.

■ PRESSE : le groupe japonais Softbank, distributeur de logiciels, a annoncé, jeudi 19 octobre, qu'il allait acquérir les magazines informatiques du groupe américain Ziff-Davis. Ce dernier publie les magazines PC Magazine, Computer Shopper, PC Week, Computer Life, qui gèrent leurs campagnes de promotion assurent qu'elles ne prennent en compte que « la quantité et la qualité du public ». Selon TF1 Publicité, tous les écrans de publicité d'« Osons » sont remplis depuis le 15 octobre.

Little, qui les revend.

### VENDREDI 20 OCTOBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Les Foux de l'amour. 14.25 Feuilleton : Dallas. 15.25 La loi est la loi. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. 17.20 La Philo selon Philippe. 17.55 Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Le Miracle de l'amour. 19.00 Série : Alerta à Malibu. 19.50 Les Pourquois de M. Pourquois. 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo, Trafic Infos.	12.59 Journal, Transit (et 0.20), Point route. 13.50 Série : Derrick. 14.55 Série : Solos. 15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.10). 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Les Premières Fois. 17.45 Série : Génération musique. 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.40 Jeu : Que le meilleur gagne. 19.15 Bonne nuit les petits. 19.20 Studio Gabriel. 19.59 Journal, Météo, Point route.	12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Magazine : Si vous parlez. La retraite : petite mort ou nouvelle vie ? 14.50 Série : Simon et Simon. 15.40 Série : Magnum. 16.35 Les Minikreuzers. 17.45 Série : Les deux font la loi. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un jour, un jour. La Perte et le Gossard, de Dominique Fernandez. 18.55 La 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.40 Consomag.	12.30 Série : La Petite Maison dans la prairie. 12.35 Série : Drôles de dames. 14.20 Série : Wolf, police criminelle. 15.15 Boulevard des clips (et 1.05, 5.45). 17.00 Variétés : HT Machine. 17.30 Série : Classe mannequin. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Lois et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. 19.50 Sport : Voile. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Mode 6 (et 0.55). 20.05 Jeu : Le Grand Zap. 20.35 Capital 6 (et 23.25). Présenté par Emmanuel Chén.	12.28 Court métrage : Crime pas les blases. De Laurent Poullet. 12.30 La Grande Famille. Présenté par Alexandre Devos et Philippe Vichet. 13.40 Magazine : Le Journal de l'emploi. 13.45 Cinéma : Jurassic Park. III. Film américain de Steven Spielberg (1993). 16.00 Cinéma : Hocus Pocus, les trois sorcières. Film américain de Kenny Ortega (1993). 17.35 Documentaire : Le Cinéma des effets spéciaux. 6. Ces drôles d'acteurs volants. 17.55 Dessin animé : Les Muttoches. La Cour de récréation. 18.00 Le Dessin animé. Inzououd. En clair jusqu'à 20.35. 18.40 Nulle part ailleurs. 19.30 Flash d'informations (et 22.55). 19.40 Magazine : Zéorama. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.	12.30 Aboussavou. 13.00 Les Yeux de la découverte. 13.25 Le Journal du temps (et 18.57). 13.30 Documentaire : Des glaciers dans le ciel. 14.30 Business humains est. 15.30 Qui vive ? 15.45 Allô ! La Terre. 15.55 Les Tymbes [55]. 15.55 Inventer demain. 16.00 La Preuve par cinq. La Terre sous surveillance [55]. 16.30 Les Merveilles de l'univers. Splendeurs galactiques. 17.00 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 L'Amour en questions. Les troubles de la sexualité féminine. 18.15 Magazine : Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.
CÂBLE	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
TV 5 19.00 Paris Lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du bouillonnier. Osmien, l'enfant de la mer. De Daniel et May Orion. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 15/10. 23.50 Alice. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19.15 La Marque de Jacob. De Jean-Loup Marini. 19.40 Couture. [56] Le Monde des matières. De Gina et Jeremy Newson. 20.35 Sur la route de Benard. De Massimo Magni. 21.25 Le Pouvoir des mers [16]. Les Artères de l'économie. De Gabrielle Davidson et David Clark. 22.20 Allemagne : Du Kaiser au mur de Berlin. De Marshall Baum. 23.15 Légendes vivantes d'outre-mer. [613] Les Cow-boys du Lia. De Jean Quaryat et Benoît Segur. 23.45 Le Menu. De Frédéric Laffont. 0.45 Lonely Planet. [1013] Australia. De Philippa Robinson (50 min). PARIS PREMIERE 19.00 Totalelement cinéma. 19.30 Stars en stock. 20.00 Paris modes prêt-à-porter. 21.00 Le Show Zizi Jeannine. 22.00 Musiques en scènes. 23.30 Opéra. Don Giovanni. De Wolfgang Amadeus Mozart. Enregistré à Cologne (170 min).	17.25 Le Cristal magique. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Soirée Cajou. 18.05. Rébus. 18.10. Odo. le retour. 18.15. Le Journal des bons plans du week-end. 18.20. Série : Les Aventures de Black Beauty. 18.50. Oit et Oim. 19.00. Extra large. 19.15. Tip top clip. 19.25. Série : Mission top secret. 19.50. Tip top clip. CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : Milton Berle. 20.25 Série : Les Envoies. Mission de vie. 21.20 Série : M.A.S.H. Une visite inattendue. 21.50 Destinations séries. 22.15 Chronique motocyclette. 22.20 Série : Dream On. L'Inextinguible Ascension d'Alex. 22.50 Série : Seinfeld. La Statue. 23.20 Country Box. 23.45 La Semaine sur Jimmy. 23.55 Série : New York Police Blues. 0.45 Série : Lucky Luke. Daisy Town (55 min). SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.15). Petit Givrier pour gros chasseurs. 19.50 Série : Cher oncle Bill. Gendarmes et Voleurs. 20.15 Série : Skippy le kangourou. Les Broussards. 20.45 Série : Spécial Branch (et 0.10). Polonoise. 21.40 Série : Les Espions. Quelque-chose. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. Cherchez, vous trouverez. 1.00 Série : Mission impossible. La Légende (45 min). MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 20.00). Invité : le rugbyste Denis Chavey. 19.15 Kulture. 19.55 Magazine. 21.00 Concert. Zic in Live. Enregistré à Dunkerque (Nord),	en septembre 1995. 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min). MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beats and Butt-head. 23.30 News at Night. 23.15 CMeMatic. 23.30 Odobies Featuring the Head. 0.00 Partyzone (120 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 19.55 Football. En direct. Championnat de France D2 : 16 <sup>e</sup> journée. Laval-Schaux, au stade Francis Le Basse, à Laval. 22.00 Formule 1. Résumé. Grand Prix du Pacifique : essais, à Adla (Japon). 23.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Lyon : quarts de finale (150 min). CINÉ CINÉFIL 18.55 La jour où la terre s'arrêta. Film américain de Robert Wise (1951, N.). Avec Michael Rennie. 20.30 Ceux qui servent en mer. Film britannique de Noel Coward et David Lean (1942, N., v.o.). Avec Noel Coward. 22.20 Le Criminel. Film américain d'Orson Welles (1945, N., v.o.). Avec Orson Welles. 23.55 Atoll K. Film français de Léo Joannon (1950, N., 90 min). Avec Stan Laurel. CINÉ CINÉMAS 18.25 Téléfilm : Souvenirs de Vienne. D'Arthur Allan Seidman (1988). 20.05 Le Bazar de Ciné-Cinéma. 21.00 Les Meilleures intentions. Film danois de Bille August (1992). 23.55 Les Anges de la nuit. Film américain de Phil Joanou (1990, v.o., 130 min). Avec Sean Penn.	22.35 Série : Aux frontières du réel. 23.35 Magazine : Sexy Zap. 0.05 Dance Machine Club. 0.30 HT Dance. 3.00 Rediffusions. La 78 de l'emploi : 3.25, Fanzine : 3.50, Paris top modes : 4.45, Jazz 6 : 5.40, Portrait des passions françaises (l'administration) : 6.15, Starnews.	Jeri Brown, avec Alan Jean-Marie, piano. Gilles Nattel, contrebasse, et Jeff Boudreau, batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes Hector. RADIO CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 5 avril à la Salle Gaveau, Vladimir Repin, violon et Vladimir Mitchuk, piano : Sonate n° 5 de Beethoven, de Beethoven ; Sonate n° 3 op. 45, de Grieg ; Sonate pour violon et piano, de Ravel. 22.30 Les Soirées... (Suite). Enregistrements publics de 1970. L'Orchestre de Cleveland, dir. Pierre Boulez ; Suite Syghe op. 20, de Prokofiev ; Le Chant du rossignol, de Stravinsky ; Ciseaux exotiques, de Messiaen. Philippe Entremont, piano ; Daphnis et Chloé, suite n° 2, de Debussy. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.	19.00 Série : Ivanohé [10/25] Le Sanglier noir, de Lance Comfont. 19.30 Documentaire : La Lumière des îles Féroé. D'Ulla Roje Rasmussen. 20.30 812 Journal. 20.40 Téléfilm : Amigomio. D' Jeanine Mesaripet et Aldes Chica. 22.30 Documentaire : Cent ans de cinéma. Une affaire irlandaise, de Donald Taylor Black (v.o.). 23.25 La Belle Hongroise. Film allemand de Victor Tourjansky (1938, N., v.o.). 1.00 La Chute du mur, une chronique [3/12]. 1.20 Magazine : Transit. Présenté par Pierre Thivolez. Part-il interdire l'extrême droite ? Italie : ex-fascisme ou néo-conservatisme ? ; Toulon : la drôle de guerre ; Ombre brune sur l'Autriche ; Pourquoi les Bavarois ne votent pas extrême droite ? Avec Ernst Uhlau et Jean-Yves Gataud (rediff. du 17 octobre). 2.25 Court métrage : Le Noir des Blancs. Documentaire de Youssef El-Houh (rediff. du 19 octobre, 30 min).

### CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du bouillonnier. Osmien, l'enfant de la mer. De Daniel et May Orion. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Taratata. Rediff. de France 2 du 15/10. 23.50 Alice. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).  
PLANÈTE 19.15 La Marque de Jacob. De Jean-Loup Marini. 19.40 Couture. [56] Le Monde des matières. De Gina et Jeremy Newson. 20.35 Sur la route de Benard. De Massimo Magni. 21.25 Le Pouvoir des mers [16]. Les Artères de l'économie. De Gabrielle Davidson et David Clark. 22.20 Allemagne : Du Kaiser au mur de Berlin. De Marshall Baum. 23.15 Légendes vivantes d'outre-mer. [613] Les Cow-boys du Lia. De Jean Quaryat et Benoît Segur. 23.45 Le Menu. De Frédéric Laffont. 0.45 Lonely Planet. [1013] Australia. De Philippa Robinson (50 min).  
PARIS PREMIERE 19.00 Totalelement cinéma. 19.30 Stars en stock. 20.00 Paris modes prêt-à-porter. 21.00 Le Show Zizi Jeannine. 22.00 Musiques en scènes. 23.30 Opéra. Don Giovanni. De Wolfgang Amadeus Mozart. Enregistré à Cologne (170 min).

17.25 Le Cristal magique. 17.50 Les Fables géométriques. 18.00 Soirée Cajou. 18.05. Rébus. 18.10. Odo. le retour. 18.15. Le Journal des bons plans du week-end. 18.20. Série : Les Aventures de Black Beauty. 18.50. Oit et Oim. 19.00. Extra large. 19.15. Tip top clip. 19.25. Série : Mission top secret. 19.50. Tip top clip.  
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : Milton Berle. 20.25 Série : Les Envoies. Mission de vie. 21.20 Série : M.A.S.H. Une visite inattendue. 21.50 Destinations séries. 22.15 Chronique motocyclette. 22.20 Série : Dream On. L'Inextinguible Ascension d'Alex. 22.50 Série : Seinfeld. La Statue. 23.20 Country Box. 23.45 La Semaine sur Jimmy. 23.55 Série : New York Police Blues. 0.45 Série : Lucky Luke. Daisy Town (55 min).  
SÉRIE CLUB 19.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.15). Petit Givrier pour gros chasseurs. 19.50 Série : Cher oncle Bill. Gendarmes et Voleurs. 20.15 Série : Skippy le kangourou. Les Broussards. 20.45 Série : Spécial Branch (et 0.10). Polonoise. 21.40 Série : Les Espions. Quelque-chose. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. Cherchez, vous trouverez. 1.00 Série : Mission impossible. La Légende (45 min).  
MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 20.00). Invité : le rugbyste Denis Chavey. 19.15 Kulture. 19.55 Magazine. 21.00 Concert. Zic in Live. Enregistré à Dunkerque (Nord),

en septembre 1995. 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30 MCM Dance Club. 0.30 Rave On (90 min).  
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beats and Butt-head. 23.30 News at Night. 23.15 CMeMatic. 23.30 Odobies Featuring the Head. 0.00 Partyzone (120 min).  
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 19.55 Football. En direct. Championnat de France D2 : 16<sup>e</sup> journée. Laval-Schaux, au stade Francis Le Basse, à Laval. 22.00 Formule 1. Résumé. Grand Prix du Pacifique : essais, à Adla (Japon). 23.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Lyon : quarts de finale (150 min).  
CINÉ CINÉFIL 18.55 La jour où la terre s'arrêta. Film américain de Robert Wise (1951, N.). Avec Michael Rennie. 20.30 Ceux qui servent en mer. Film britannique de Noel Coward et David Lean (1942, N., v.o.). Avec Noel Coward. 22.20 Le Criminel. Film américain d'Orson Welles (1945, N., v.o.). Avec Orson Welles. 23.55 Atoll K. Film français de Léo Joannon (1950, N., 90 min). Avec Stan Laurel.  
CINÉ CINÉMAS 18.25 Téléfilm : Souvenirs de Vienne. D'Arthur Allan Seidman (1988). 20.05 Le Bazar de Ciné-Cinéma. 21.00 Les Meilleures intentions. Film danois de Bille August (1992). 23.55 Les Anges de la nuit. Film américain de Phil Joanou (1990, v.o., 130 min). Avec Sean Penn.

### RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. La Havane. Le Son : au cœur de la musique populaire cubaine. 5. La nouvelle génération : autre sensibilité, autre langage. 20.30 Radio Archives. T.E. Lawrence d'Arabie, avec Jacques Berque. 21.28 Poésie sur parole. Les poèmes d'André du Bouchet (S). 21.32 Musique : Black and Blue. L'Opéra de quatuors. Avec Jean-Louis Charpentier. 22.40 Les Nuits magnétiques. Noche Cubana. 0.05 Du jour au lendemain. Jacques Meunier. 0.50 Musique : Coda. Saint-Simon et les musiciens (S). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).  
FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert franco-allemand. Donné en direct de Francfort, dir. Elihu Inbal : Symphonie n° 4, de R. Schumann ; Symphonie n° 1 Titan, de Mahler. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Sonate pour violon et piano, de Simpson. 23.05 Ainsi la nuit. Quintette pour hautesbois, clarinette, cor, basson et piano K 452, de Mozart ; Trio pour violon, violoncelle et piano n° 2, de Lalo, par le Trio Barblan. 0.00 Jazz club. En direct de la Villa, à Paris : La chanteuse

Jeri Brown, avec Alan Jean-Marie, piano. Gilles Nattel, contrebasse, et Jeff Boudreau, batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programmes Hector.  
RADIO CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Concert enregistré le 5 avril à la Salle Gaveau, Vladimir Repin, violon et Vladimir Mitchuk, piano : Sonate n° 5 de Beethoven, de Beethoven ; Sonate n° 3 op. 45, de Grieg ; Sonate pour violon et piano, de Ravel. 22.30 Les Soirées... (Suite). Enregistrements publics de 1970. L'Orchestre de Cleveland, dir. Pierre Boulez ; Suite Syghe op. 20, de Prokofiev ; Le Chant du rossignol, de Stravinsky ; Ciseaux exotiques, de Messiaen. Philippe Entremont, piano ; Daphnis et Chloé, suite n° 2, de Debussy. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

■ Salut les philatélistes : à l'occasion du 500<sup>e</sup> numéro du « Monde des philatélistes », Michel Tourret accueillera dans Salut les Chinois, sur France-Inter, samedi 21 octobre de 5 à 6 heures Dominique Buffier, Arnaud de La Mettrie, Pierre Julien, ainsi que Joëlle Amalfitano du service national des timbres-poste, pour une émission consacrée à la philatélie.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻ Chef-d'œuvre ou classique.



# Tintin, un mythe parcouru en six heures

Arte est la première chaîne française à consacrer une soirée complète à Tintin et Hergé, deux figures tutélaires de la bande dessinée franco-belge

**TINTIN** ou Hergé ? Durant les six heures d'émission qu'Arte consacre au journaliste du *Petit Vingtième* sous le titre « Tintin reporter », l'ambiguïté demeure. Les amateurs de bande dessinée et tous ceux qui ont grandi au rythme de la parution des vingt-quatre albums publiés depuis 1929, année de publication des *Aventures de Tintin*, reporter du *Petit Vingtième* au pays des soviets, ne s'en souviennent guère. Pas plus que leurs descendants, qui sont nombreux, les éditions Castelman continuant à vendre un album de Tintin toutes les deux semaines et demi, ce qui leur permet d'afficher un véritable record éditorial : plus de 200 millions d'albums vendus, traduits en cinquante-trois langues ou dialectes.

La soirée thématique programmée par Arte et conçue par deux tinnologues hors pair, l'écivain et scénariste Benoît Peeters et le critique d'art Pierre Sterckx, est d'une richesse rare. Des dessins animés (*Le Secret de la Licorne* et *Le Trésor de Rackham le Rouge*), mais aussi *Quick et Flupke* alternent avec des documentaires – « Le Phénomène Tintin », « Le Petit Vingtième : le siècle de Tintin » ou encore « Monsieur Hergé ».

Des sujets plus inattendus ponctuent la soirée, comme ce reportage au Tibet dans lequel le dalai-lama évoque « l'impression de beauté » qui l'a frappé lorsqu'il a découvert Tintin au Tibet, ou l'entretien avec le philosophe Michel Serres.

L'amateur ou l'érudit, comme le profane en matière de BD ou le tinnolâtre devraient être rassasiés,



tant ces six heures embrassent presque tous les aspects de l'univers de Tintin et d'Hergé. Le microcosme de Moulinsart et du jeune reporter, du Capitaine Haddock à Rastapopoulos, figurent en bonne place. Et les auteurs de la soirée n'ont pas évacué la réussite commerciale de la société que gère la veuve d'Hergé.

## UNE QUARANTAINE DE LIVRES

Les téléspectateurs d'Arte pourront aussi parcourir l'ouvrage bruxellois du père de Tintin, au sein d'une Belgique alors quatrième puissance mondiale et petit empire colonial. Ils apprendront l'influence

qu'eurent sur lui des dessinateurs comme Benjamin Rabier, Alain Saint-Ogan (Zig et Puce) ou encore l'Américain Georges McManus, que le public français connaît surtout grâce à sa *Famille Illico*. Ils sauront enfin que Georges Rémy, qui signe dès 1924 de ses seules initiales, se passionnait pour l'art abstrait et des peintres comme Lucio Fontana, Roy Lichtenstein ou Victor Vasarely ; que cet ancien boy-scout n'évita pas le doute existentiel jusqu'à faire sa traversée analytique avec un disciple de Jung, et qu'il fut fasciné par les progrès de la technologie.

Mais cette abondance et cette r-

chesse brouillent les pistes et laisse planer l'ambiguïté sur le personnage et son créateur. L'un ou l'autre ont inspiré plus d'une quarantaine d'ouvrages, qu'ils soient essais ou biographies – la dernière, signée Pierre Assouline, devant paraître début 1996. « Dans Tintin, j'ai mis beaucoup de ma vie », confiait Hergé à Benoît Peeters dans le livre d'entretiens *Le Monde d'Hergé* (Castelman), dont *Les Inrockuptibles* du 18 octobre publient des extraits.

Comme pour d'autres auteurs, cette généralité entre le créateur et son héros n'est pas sans poser question. Surtout lorsqu'il s'agit de fouiller le passé, et notamment les années 40-45, au cours desquelles Hergé, via son petit reporter, prit des positions peu nuancées sur l'URSS et, surtout, adopta un ton franchement antisémite. Hergé justifia ensuite ces « engagements » par sa jeunesse et son « innocence », et traîna toute sa vie le remords de s'être mêlé à la droite la plus extrême. Certains spécialistes firent même de Léon Degrelle, dirigeant du mouvement fasciste belge Rex, l'un des modèles qui inspira Tintin. Dans l'émission d'Arte, ses biographes ne nient pas cette époque trouble de la vie d'Hergé. Ils le discutent en notant qu'il fut « sous l'influence » de l'abbé Norbert Wallex, directeur du *Vingtième* et admirateur inconditionnel de Mussolini, et soulignent aussi l'engagement humaniste qui fut ensuite le sien. Mais le sujet demeure tabou, ce qui traduit le refus d'écorner un mythe.

Yves-Marie Labé

# La main de Boris

par Luc Rosenzweig

Cela fait des siècles que les Russes en voient de toutes les couleurs. Ils ont subi les Mongols, les Tartares, les chevaliers teutoniques, le knout, l'Okhrana, la Tcheka, le Guepéou, le goulag, et aujourd'hui le fast-food et la pizza préemballée. Il est donc tout à fait compréhensible qu'à peine pourvus d'un minimum de droits démocratiques ils aient choisi de confier la charge suprême au comique le plus doué de sa génération, Boris Eltsine. Il n'aura d'ailleurs pas échappé aux cinéphiles que Boris Nicolaïevitch présente un certain ressemblance avec l'inoubliable W.C. Fields, celui qui disait : « Un homme qui déteste les chiens et les enfants ne peut être totalement mauvais. » Ils se rejoignent en tout cas dans une commune prédilection pour la consommation de boissons distillées à base de grain.

Les téléspectateurs français ont pu admirer, jeudi 19 octobre, un échantillon de la veine comique eltsinienne dans un sketch diffusé, entre autres, dans le journal télévisé de France 2. La scène se passe au Kremlin. Boris Eltsine, avant de partir en voyage, vient donner des consignes à ses collaborateurs. Il entre, serre quelques mains, et s'approche des secrétaires assises devant un bureau. Mine de rien, il passe la main dans le dos de l'une d'entre elles. Enfin, pas tout à fait dans le dos, mais la chose, pour être clairement établie, aurait nécessité un retour sur image en ralenti comme pour les hors-jeu au football. Toujours est-

il que ladite secrétaire sursaute, et que Boris ne doit qu'à des siècles de soumission russe à l'autorité d'éviter une paire de claques bien méritée. Fin du gag.

Il est nécessaire de mettre en garde les téléspectateurs contre une interprétation par trop simpliste de cette scène. Il ne s'agit pas d'une simple sébastienne à la moscovite. Les nouveaux kreninologues n'auront eu aucun mal à décrypter le double message géopolitique contenu dans cet épisode. Boris Eltsine veut aider Bill Clinton et Jacques Chirac. Pour le président américain, l'intention est claire : en se présentant comme le modèle le plus éclatant du harcèlement sexuel, Boris donne à Bill une marge de manœuvre dans un domaine où il en manque singulièrement. Pour Jacques Chirac, c'est encore plus évident. Réflexion faite, Eltsine arrive vendredi à Paris. La veille, par une action spectaculaire, il détourne l'attention. Le président français peut alors en toute quiétude procéder à son troisième essai nucléaire. Or ni l'un ni l'autre n'ont compris la manœuvre, et oot manqué l'ouverture, à la grande colère de Boris Eltsine. Résultat : le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozirev, est viré. Pas tout à fait, car le comique eltsinien n'a pas de limites, et il ne veut pas priver le monde du spectacle hilarant d'un ministre chassé, contraincé, malgré lui, de faire le beau encore quelque temps. Vous avez détesté la maïo de Moscou, vous adorez la main de Boris !

SAMEDI 21 OCTOBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<b>12.45 Magazine : A vrai dire.</b> <b>12.50 Météo, Trafic infos, Journal.</b> <b>13.30 Magazine : Reportages.</b> <i>«Triumphants...»</i> , le sous-marin du silence, de Christian Brincourt et François Marescot. <b>14.00 Série :</b> <i>«L'homme qui tombe à pic»</i> . <b>14.55 Série : Agence tous risques.</b> <b>15.55 Série : L'Enfer du devoir.</b> <b>16.50 Série : Hercule.</b> <b>17.45 Trente millions d'amis.</b> <b>18.20 Série : Melrose Place.</b> <b>19.15 Divertissement : Vidéo gag.</b> <b>20.00 Journal, Transat, F1.</b> <i>Tiercé, La Minute hippique, Météo.</i>  <b>20.45 Divertissement : Ossons.</b> Présenté par Patrick Sébastien. Avec Vincent Lagat, Olivier de Kersauzon, Karl Zéro, Philippe Castaldi.  <b>22.50 Téléfilm : Un subtil parfum de scandale.</b> De Rodney McDonald. Un détective tue des jolies femmes et les arrose d'un parfum nommé « Désir ».  <b>0.30 Magazine : Formule F1.</b> <b>1.00 Magazine : Formule foot.</b> 14 <sup>e</sup> journée du Championnat de 01. <b>1.35 Journal, Météo.</b> <b>1.50 Programmes de nuit.</b> Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) : 2.10, TF 1 nuit (et 3.10, 3.45) ; 2.20, Les Aventures du jeune Patrick Picaud (4/6) ; 3.20, Histoires naturelles ; 3.55, L'Aventure des plantes ; 4.30, Intrigues ; 4.50, Musique ; 5.10 Formule 1 à la Une.	<b>12.59 Journal.</b> <b>12.59 Journal, Transat</b> (et 0.18). <b>13.25 Image du jour :</b> <i>Transat</i> (et 0.00). <b>13.40 INC.</b> <b>13.45 Magazine :</b> <i>Savoir plus santé.</i> La grippe aviaire. <b>14.40 L'ABC des planètes.</b> <b>14.45 Histoires sauvages.</b> <i>L'île de l'ours blanc.</i> Documentaire de Jeff et Sue Turner, Keith Scholey. <b>15.35 Magazine : Samedi sport.</b> Tiercé, en direct d'Autel ; 15.55, Cyclisme : Tour de Lombardie. <b>17.15 Série :</b> <i>Dans l'œil de l'espion.</i> Le Projet Aquarius. <b>18.05 Série : Waikiki Ouest.</b> Abus de pouvoir. <b>18.55 Divertissement :</b> Surprise sur scène. Julie Arnold, Gérard Blanc, Née Nasse, Yves Dutil (rediff.). <b>19.50 Tirage du Loto</b> (et 20.40). <b>19.59 Journal, Météo.</b>  <b>20.45 Magazine :</b> <i>Le Bêtisier du samedi.</i> Présenté par Arthur et Pierre Tchernia.  <b>22.55 Magazine :</b> <i>Les Enfants de la télé.</i> Avec Lio, Marc Lavoine, Richard Gohaire. <b>0.00 Journal, Météo.</b> <b>0.10 Les Films Lumière.</b> <b>0.15 Programmes de nuit.</b> Le Top : 1.15, Mix Monde, Multi Mix, Musi Mix ; 4.20, Chez Boogies ; 4.40, Bouillon de culture (rediff.) ; 5.45, Dessin animé.	<b>12.00 Télévision régionale</b> (et 13.00, 15.05, 16.45). <b>12.45 Journal.</b> <b>14.05 Série :</b> <i>Les Nouvelles Aventures de Vidéoc.</i> <b>17.45 Magazine : Montagne.</b> Art de la lumière, de Gilles Chappaz. <b>18.15 Expression directe, UPA.</b> <b>18.20 Questions pour un champion.</b> <b>18.50 Un livre, un jour.</b> <i>Paris par cher</i> , d'Anne et Alain Riou. <b>18.55 Le 19-20 de l'information.</b> A 19.08, Journal régional. <b>20.05 Jeu : Fa si la chance.</b> <b>20.35 Tout le sport.</b>  <b>20.50 Téléfilm :</b> <i>Madame la Conseillère.</i> De Stéphane Kurc, avec Fanny Cottenet, Patrick Raynal. Une séduisante et dynamique conseillère municipale vole au secours du maire de la commune, menacé par un complot.  <b>22.20 Les Dossiers de l'Histoire.</b> <i>La Vie CGT</i> , de Thadé Pizacki. <i>La CGT à cent ans. Ce film a choisi d'en raconter l'histoire à partir de cinq témoignages représentant quatre générations de militants.</i> <b>23.15 Météo, Journal.</b> <b>23.45 Sport : Rugby.</b> Coupe latine, Argentine-France. <b>0.50 Musique Graffiti.</b> <i>Lucy de Lammemoor</i> , de Dorzetti, par Marielle Nordmann, harpe (15 min).	<b>12.50 La Saga des séries.</b> Invité : Christophe Lambert. <b>12.55 Série :</b> <i>Pour l'amour du risque.</i> <b>14.05 Série : Supercopier.</b> <b>15.10 Série : Highlander.</b> <b>16.20 Série :</b> <i>Peine de fer et séduction.</i> <b>17.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.</b> <b>18.10 Série : Amicalement vôtre.</b> <b>19.10 Magazine : Turbo.</b> Présenté par Dominique Chapatte. Le coup de cœur : l'écrole de conduite Porsche ; L'enquête : faut-il ou non acheter l'essence dans les supermarchés ? ; Le dossier : faut-il considérer les voitures de fin de série comme de bonnes affaires ? ; le comparatif : Kawasaki KLR 650, la Yamaha XT 600 E et la Honda Dominator. <b>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</b> <b>20.00 Magazine :</b> <i>Starmews</i> (et 5.40). Vanessa Demouy, Arno Klarsfeld. <b>20.35 Magazine : Hot Forme.</b> Le cholestérol.  <b>20.45 Téléfilm : Le Monstre évadé de l'espace.</b> [1/2] et [2/2]. De Richard Colla, avec Joe Cortese, Maryam D'Abbo.  <b>0.00 Série :</b> <i>Les Professionnels.</i> <b>0.50 Boulevard des clips</b> (et 6.05). <b>3.30 Rediffusions.</b> Fréquentar (Michel Fugère) ; 4.25, Paris coquin ; 5.15, Culture pub.	<b>En clair jusqu'à 14.00</b> <b>12.25 Flash d'informations</b> (et 19.05, 22.00). <b>12.30 L'Hebdo de Michel Field.</b> Présenté par Michel Field. <b>14.00 Sport : Basket.</b> En direct. Pau-Limoges (Championnat de France de Pro A (7 <sup>e</sup> journée)). <b>16.00 Téléfilm : Complet meurtre contre une pom-pom girl.</b> De Michael Ritchie. <b>17.35 Surprises</b> (et 22.05). <b>En clair jusqu'à 20.30</b> <b>17.45 Dessin animé.</b> Tom et Jerry. Jem agent très spécial. <b>17.50 Documentaire :</b> <i>La Fosse aux lions</i> <i>N'Gorongo.</i> De Denis Kane. <b>18.40 Dessin animé.</b> Les Simpson. La Peur de l'avion. <b>19.10 C'Net</b> (et 19.50, 20.20). <b>19.15 C'est pas le 20 heures.</b> <b>19.54 Les Sales Blagues de Vuillemin.</b> <b>19.55 Magazine : L'œil du cyclone.</b> La Bouche, de Martine Juando.  <b>20.30 Téléfilm : Amy et Johnny.</b> De John Kent Harrison.  <b>22.15 Magazine : Jour de foot.</b> <b>23.00 Cinéma :</b> <i>Une balle dans la tête.</i> □ Film chinois (Hongkong) de John Woo (1990).  <b>1.05 Cinéma :</b> <i>Le Temps de l'innocence.</i> ■ Film américain de Martin Scorsese (1993, v.o.).  <b>3.15 Cinéma :</b> <i>Les Silences du palais.</i> ■ Film franco-turc de Moufida Tili (1994, v.o.).	<b>12.00 Défi.</b> Les Olympiades (1 <sup>re</sup> partie). <b>13.30 Rintintin.</b> <b>13.30 Via savoir.</b> La Tour Eiffel. <b>14.00 A tous vents.</b> <i>«Titanic»</i> : du rêve au cauchemar. <b>15.00 Documentaire : Paul Cézanne.</b> De Béatrice Casanova. <b>16.00 Jeux d'encre.</b> <b>16.30 Mag 5.</b> <b>17.00 L'Esprit du sport.</b> Avec Jean-Luc Lagardère. <b>18.00 Arrêt sur images.</b> Présenté par Daniel Schneidermann et Pascal Clark. Le traitement des attentats à la télévision. Invité : Patrick Poivre d'Arvor. La télévision peut-elle parler de la peinture ? Invités : Alain Jaubert, Ben, Raphaël Adès-Lébel, Pierre Courail. <b>18.57 Le Journal du temps.</b>  <b>ARTE</b>  <b>19.00 Série : Black Adder</b> [4/13] Scène et sénilité, de Mandie Fletcher (v.o.). <b>19.30 Le Dessous des cartes</b> (rediff.). <b>19.35 Histoire parallèle.</b> L'Amérique latine entre en scène. Avec Marc Ferro et Jorge Amado. <b>20.30 8 1/2 Journal.</b>  <b>20.40 Série : Monaco France, l'éternel joli cœur</b> [5/10] Le Mercredi des cendres, de Helmut Dietl et Franz Geiger.  <b>21.30 Documentaire :</b> <i>Labendig, vive la vie.</i> De Henrich Schönemann. <b>22.55 Magazine : Velvet Jungle.</b> Présenté par Vally, Top Line, Sinclair ; Louise, d'Olivier Legan ; Séne : Les Zombes de la stratosphère, de Fred C. Brannon, [3/12] Undersea Agents (v.o.) ; Snap. <b>2.10 Cartoon Factory</b> [7/18].

## CÂBLE

**TV 5** 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Téléfilm : L'Enfant des loups. [3/5] La Révolte des nonnes, de Philippe Marrier (1990), avec Marisa Berenson. 21.30 Télécinéma. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 N'oubliez pas votre brosse à dents. Rediff. de France 2 du 30/9. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).  
**PLANÈTE** 19.40 Il cantastone. D'Anne Ait. 20.35 Au pays de l'argile. [8/8] La Quête du paradis. De Claude Cruchon. 21.25 La Marque de Jacobs. De Jean-Loup Martin. 21.50 Couture. [5/6] Le Monde des maternelles de Gina et Jeremy Newson. 22.40 Sur la route de Bénarès. De Massimo Magni. 23.30 Le Pouvoir des mers. [1/6] Les Arènes de l'économie. De Gabrielle Davidson et David Clark. 0.25 Allemagne. Ou Kaiser au mur de Berlin. De Marshall Raum (65 min).  
**PARIS PREMIÈRE** 19.00 Top-Flop. 19.35 Stars en stock. 20.00 Eco, éco et quoi ? 20.30 Cyclisme. En direct. Open des nations, au palais omnisports de Paris-Bercy. 23.30 Paris dernière. 0.25 Paris

modos Prêt-à-porter (55 min).  
**CANAL J** 17.30 Série : Les Chasseurs d'étoiles. Le Tiro. 17.55 Capitaine J. 18.00 Montre-moi ta ville. Bangkok. 18.15 Regarde le monde. 18.30 Tarmac. Invités : Renaud Hantson, Metaz, Yellowman. 19.00 Série : Les Twist. Sous-vêtements magiques. 19.30 Momo et Ursula. 20.00 Willy le moineau (60 min).  
**CANAL JIMMY** 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Pélopie, octobre 1917. 21.50 Série : Big Good Rockin' Tonight. The Old Man. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 Série : Liquid television. 22.50 T'as pas une idée ? Invité : Michel Thoulouze. 23.50 Road Test. 0.15 Série : Seinfeld. La Statue. 0.40 Série : Route 66. Orphelins (55 min).  
**SÉRIE CLUB** 19.00 Le Club. 19.10 Série : Models Inc. T'as m'est pas puer. 19.55 Série : Miami Vice (et 0.00). Un vote de confiance. 20.45 Série : Madame le juge. Le Feu. 22.20 Série : Combat. Les Frères. 23.10 Série : Le Masque. Le Condamné meurt à cinq heures. 0.50 Série : Les Incongruibles. Le retour. Cuba (50 min).  
**MCM** 19.30 L'Invité de marque. Etienne Daho. 20.00 Clips non-stop (et 21.30). 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 22.00 Rave On. 22.30 MCM Dance Club (210 min).

**MTV** 19.00 European Top 20. 21.00 First Look. 21.30 Concert : Bon Jovi Live. 23.30 Safe & Sexy. 0.00 Yo! MTV Raps. (120 min).  
**EUROSPORT** 5.00 Formule 1. En direct. Grand Prix du Pacifique : Essais, à Aida (Japon). 14.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Vienne (Autriche) : demi-finales. 19.30 Tennis. En différé. Tournoi messieurs de Lyon : demi-finales. 22.00 Formule 1 (0.00 et 1.30 Résumé. Grand Prix du Pacifique : essais, à Aida (Japon). 23.00 Cyclisme. En différé. Open des nations, au Palais omnisports de Paris-Bercy. 1.00 Speedworld. Résumé. Grand tourisme. Sur le circuit de Nogaro (30 min).  
**CINÉ CINEFIL** 18.10 Actualités Pathé n° 1. 2 et 3. 20.45 Le Club. Invité : Roger Vadim. 22.00 Gilles Grangier. 50 ans de cinéma [2/2]. 23.00 Le journal la terre s'embrase. ■ ■ ■ Film américain de Robert Wise (1951, N. v.o.). 0.25 La Patrouille perdue. ■ ■ ■ Film américain de John Ford (1934, N. v.o., 70 min).  
**CINÉ CINÉMAS** 18.35 Téléfilm : Secret de famille. 20.15 Hollywood 26. 20.45 Téléfilm : Anna Góldin. La dernière soirée. 22.30 Dans les coulisses de... 23.00 Johnny Balle Gueule. ■ ■ ■ Film américain de Walter Hill (1989). 0.30 Téléfilm : New Wave Hookers 3. Classé X (115 min).

**FRANCE-CULTURE** 20.00 Le Temps de la danse. Le magazine de la danse. Jean-Claude Gallota, Andy Degroat. 20.30 Photo-portrait Jean Paris. 20.45 Fidon. La femme étrangère, de Danièle Sallenave. 22.35 Musique : Opus. Les rencontres musicales de Villerbeaux. 0.05 Clair de nuit. Nina Hagen, journaliste algérienne. 1.00 Les Musiques France-Culture (rediff.) Entretien avec Serge Moscovici (1). 1.57, La civilisation acoustique ; 3.20, Le journal de Kafka (2) ; 4.05, Qui êtes-vous Jacques Chabannes ? ; 4.52, Person du Téral ; 6.16, Jean du trou d'ouïe (5) ; 6.26, Catherine Clement. [1/4] Syncope - Philosophie du ravissement.  
**FRANCE-MUSIQUE** 20.00 Opéra. Donné en direct de Genève, par le Chœur du Grand Théâtre. Guillaume Tournier, chef de chœur, et l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jesus Lopez-Cobos : L'italienne à Alger, de Rossini, sol. Jennifer Lamore (Isabelle), Jeanette Fischer (Elvira), Claire Lardier (Zulma), Michel Peruzzi (Mustafa), Rockwell Blake (Londro) 23.05 Le Bel Aurore. Musique 95. Concert donné le 7 octobre, au Palais de la musique et des congrès de Strasbourg, par le Chœur Antifonia de Cluj et l'Orchestre symphonique de

Sâlle, dir. José Ramon Encinar : Musique d'accompagnement pour une scène de film op. 34, de Schoenberg. Concerto pour alto et orchestre (création de la nouvelle version), de Fiedle ; Fragende Ode (première française), de Kagel ; Píeza (première française), d'Enchor ; In Cauda (première française), de Donatoni. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector Cœuvres de Roussel, Ravel, Stravinsky, Getz, Hampton, Rodgers, Barber, Gótschalk, R. Strauss, Brahms, Mozart, Góphy, Delalande, Telemann, Stravitz, Chopin, Verdi.  
**RADIO-CLASSIQUE** 20.40 Tchaikowski : Les années 1880. Sérénade op. 48, de Tchaikowski, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Leopold Stokowski ; Waldenacht, de Brahms, par le Chœur Arnold Schoenberg, dir. Erwin Ortner ; Trio op. 50, de Tchaikowski ; La Vie pour le Tsar (extrait), de Glinka, par l'Orchestre du Festival de Sofia, dir. Emil Tórkárov ; Le Lac des cygnes, arr. d'après Tchaikowski, de Debussy ; Œuvres de Tchaikowski : Andante cantabile, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Nstislav Rostropovitch ; Chant des chérubins n° 1, par le Chœur de Chambre de Moscou, dir. Youri Dukhov. 22.40 Da capo. Symphonie n° 8, de Beethoven par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Willem Mengelberg. Quatrième 0.956, de Schubert ; Œuvres de Brahms : Rhapsodie op. 79 ; Intermezzo op. 117 n° 2 et 119 n° 3. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

**Investir**  
**ASSURANCE VIE**  
**Les meilleurs contrats**  
*Des demain chez votre marchand de journaux*



## Vert caméléon

par Pierre Georges

PLANTE, il serait tourné. Toujours tourné vers l'astre solaire, l'astre pouvoir. Animal, il vivrait chanse-souris. « Je suis oiseau, voyez mes ailes. Je suis oiseau, vivent les rats. » Politique, il reste Brice Lalonde, Brice et Lalonde.

Génération Écologie, c'est officiel, vient de solliciter son adhésion à la constellation UDF. Drapeau au vent, chef en tête, le mouvement ne se qu'il en reste, cingle vers le « grand centre » centriste et central dont François Bayrou se fait le prophète et Brice Lalonde le chantre mou.

En politique, on peut être de gauche ou de droite. Ou du vent. On peut viser à la tête. Ou au centre. On peut être vert pâle avec les verts, blanc neige avec les blancs. Selon les époques et les besoins, selon les aléas et alternances.

C'est un métier. Et Brice a du métier qui milite, avec passion, avec rage même, pour la seule cause qui vaille: la sauvegarde du Lalonde. Le traiterait-on de girouette qu'il s'en offusquerait à raison ou citait un vieux maître disparu, l'expert en métamorphoses, Edgar Faure: « Ce n'est pas moi qui change. Ce sont les vents qui tournent. »

Alors, puisque les vents ont tourné, bonne route vers l'hypercentre à Génération Écologie et à son maître d'équipage d'une espèce rarissime et protégée: celle des caméléons verts. Ces lignes ne sont pas faites pour lui faire plaisir. Mais écrit-on pour faire plaisir? Certes non. Pas davantage que pour faire peur. Ce n'est pas sans une certaine délectation qu'on lisait ce matin même le petit entretien accordé par Charles de Courson, député UDF, à l'Info-Matin. Charles-Amédée, député UDF de la Marne, quand il ne

tourmente pas fiscalement les couples non mariés sur l'air desurimé connu d'« odieu ma concubine », envisage avec délectation la suppression d'un certain nombre d'abattements fiscaux bénéficiant à de multiples professions. Dont celle, fort remuante, des journalistes.

Sur ce point, Charles-Amédée n'a pas, ou pas encore, obtenu gain de cause. Et il a son explication, musclée, sur ce refus d'obstacle gouvernemental: « Quant aux journalistes, la vérité est que les hommes politiques en ont peur. Moi, je m'en fous. Je peux rentrer à la Cour des comptes si je ne suis plus député. Je suis libre. »

Libre comme l'air, eo effet. Avec cependant, sage précaution, un parachute dorsal et un ventral. Charles-Amédée, dans son Ushuaïa fiscal, est un aventurier de la Cour des comptes. Si l'exploration tourne mal, il s'en ira au refuge des énarques passer ses plaies et bosses. Mais, d'ailleurs, pourquoi tournerait-elle mal? Quand la presse tient un député comme cela, entre Saint-Just de l'impôt et Rambo de Bercy, elle se le garde. Charles-Amédée n'a pas peur. Cela tombe bien, nous nous plus. Pas même de perdre ces fameux 30 %, plafonnés d'ailleurs à 50 000 francs, et qui, d'un avantage acquis, nous devenaient un reproche subi.

S'il fallait avoir peur, vraiment peur, ce serait plutôt d'autre chose, une petite dépeche du matin: David McLean, le fameux cow-boy publicitaire de Marlboro, est mort. D'un cancer des poumons. Comme son prédécesseur Wayne McLaren, même cause, mêmes effets en 1992. La mort et le tabac bagalen. Cela écrit - j'y pense et puis j'oublie - eo tétait un mégalot.

## Les fédérations de fonctionnaires sont partagées sur les propositions gouvernementales

Seules la CGT, FO et la FSU souhaitent une nouvelle grève

UNIES le 10 octobre, les sept fédérations de fonctionnaires font aujourd'hui des analyses divergentes de la lettre que leur a adressé Jean Puech, ministre de la fonction publique, à la veille de leur rencontre, jeudi 19 octobre. Or, c'est au cours de celle-ci qu'elles doivent décider de la suite à donner à leur mouvement.

Comme l'espérait le gouvernement (Le Monde du 18 octobre), la CFDT, la CFTC et la CGC estiment que, dans sa lettre, le ministre de la fonction publique essaie de rétablir le dialogue, après avoir pris la mesure du mouvement de protestation, puisqu'il propose un nouveau rendez-vous, « dans les prochains jours », et qu'il dit tenir compte « des inquiétudes » qu'il a « perçues ». Elles veulent, donc, attendre cette rencontre avant d'appeler à une seconde riposte. Guy Le Néouanic, secrétaire général de l'Union nationale des syndicats autonomes, trouve, de son côté, que les réponses du ministre sont « de qualité diverses », alors que la CGT, Force ouvrière et la FSU jugent

que sa lettre n'« apporte rien ». Aussi ces trois syndicats devraient appeler à une nouvelle grève générale, le 20 octobre. Sur les salaires, la CFDT, la CFTC et la CGC pensent que M. Puech fait implicitement des concessions. Avant la grève, le ministre assurait que le gouvernement « est à jour » avec les fonctionnaires.

## PLAN TRIENNAL

Aujourd'hui, il annonce l'ouverture de négociations pour le « début du printemps 1996 », et précise qu'il s'agit de « rechercher un nouvel accord pluriannuel après celui enregistré en novembre 1993 ». Il n'indique plus que la négociation devra porter sur les années 1997 et 1998. La référence à l'accord de 1993, qui a permis de maintenir le pouvoir d'achat des fonctionnaires, satisfait la CFDT, la CFTC et la CGC, qui eo étaient signataires. M. Puech propose, en outre, de faire précéder les négociations, « à la fin de l'année », d'une concertation sur « la méthodologie des indicateurs ».

Allant toujours dans un sens

pouvant satisfaire ces syndicats. Le ministre de la fonction publique indique qu'il souhaite mettre au point « un plan triennal de réorption de l'emploi précaire » et confirme qu'il souhaite relancer les travaux sur l'aménagement du temps de travail, et que des « propositions précises » seront faites « en fin d'année », après « le bilan de la situation ».

Enfin, sur la retraite M. Puech rappelle qu'« un débat » national est organisé, mais assure que si le cas des agents de l'Etat et des collectivités locales « devait être évoqué », il veillerait « à ce que la spécificité de la situation des fonctionnaires soit pleinement prise en compte et retenue ». Pascal Renaud, secrétaire général de l'Union des fédérations CFDT des fonctions publiques et assimilées, juge qu'il s'agit d'une « formulation apaisante ». En revanche, l'UNSA, la CGT, FO, et la FSU, qui s'opposent à une quelconque réforme du système, trouvent au contraire ces propos « inquiétants ».

Rafaële Rivalet

## Un compromis avec les Italiens sauve l'Europe spatiale de la désintégration

TOULOUSE de notre envoyé spécial

« UNE DATE pour l'espace européen, qui vient de trouver un horizon et une unité. » Les ministres des Etats membres de l'Agence spatiale européenne (ESA), réunis à Toulouse pour se prononcer sur une participation éventuelle à la future station Alpha, étaient d'autant plus dithyrambiques, jeudi 19 octobre, que, la veille encore, ils se demandaient comment sortir de l'impasse. L'accord intervenu après des négociations tendues, a peut-être sauvé l'Europe spatiale de la désintégration.

Lors de l'ouverture des débats, 300 millions d'unités de compte (654 millions de francs) sur 300 manquant à la participation italienne pour la période 1996-2000. Sans cette somme il était impossible de lancer la fabrication du Columbus Orbital Facility (COF) - laboratoire habité devant se greffer à la station Alpha - et du remorqueur spatial ATV (Automated Transfer Vehicle) destiné à la desservir. Un programme qui coûtera à l'Europe 34,7 milliards de francs entre 1996 et 2013, dont 6,32 milliards à la France, qui a augmenté sa contribution à un projet qu'elle oe défendait guère.

Pas question, non plus, de mener les études préliminaires du système de transport d'équipage CTV (Crew Transport Vehicle) soutenu par les Français. L'Italie affirmait ne pas pouvoir payer plus, la France et l'Allemagne, les deux plus gros contributeurs de l'ESA, refusaient de payer la défaillance italienne (Le Monde du 18 octobre). A deux ans du lancement des premiers éléments d'Alpha, le blocage semblait total.

Pourtant, un dernier geste a suffi pour décider Rome. La direction de l'ESA s'est engagée à économiser 50 millions d'unités de compte (MUC) sur le programme. L'Italie a alors accepté d'emprunter les

50 MUC manquants contre la promesse française et allemande de lui céder un total de 58 MUC de contrats supplémentaires sur les programmes de la station et d'Atlan-5. Une mesure qui permettra à son industrie de rattraper une partie des 85 MUC de retard qu'elle affiche par rapport à sa cotisation.

La Grande-Bretagne, qui réclamait une réduction de 25 % d'ici à l'an 2000 sur les programmes scientifiques, a accepté un compromis qui limite les dégâts. Pendant les trois prochaines années, ce budget sera « gelé » aux 357,4 MUC actuels et l'indication ne sera compensée que pour la part dépassant les 3 %. L'unité de compte se dépréciant d'environ 4,5 %, cela revient donc à accepter une baisse de 3 % par an du pouvoir d'achat des scientifiques de l'ESA.

## PROGRAMMES COMPLÉMENTAIRES

Aux termes des accords qui devaient être paraphés vendredi 20 octobre, l'ESA consacrerait 2,6 milliards d'unités de compte (17 milliards de francs) d'ici à 2003 (dont 1,4 milliard d'unités de compte entre 1996 et 2000) à la fabrication du COF et de l'ATV et au lancement des « études de phase A » du CTV, dont la construction ne sera décidée qu'en 1998, lors d'une conférence ministérielle à Bruxelles. L'Allemagne couvre 41 % de ces dépenses, la France 27,6 %, l'Italie 18,9 %, la Belgique 3 %, la Suisse 2,5 % et l'Espagne 2 %.

Les trois programmes de développement complémentaire d'Ariane-5, financés à 50 % par la France (l'Allemagne participe pour 17,67 % à 21,5 % selon les cas) ont été acceptés. L'Allemagne a augmenté sa participation au programme Ariane Infrastructure qu'elle boudait jusqu'à présent.

Jean-Paul Dufour

Le gouvernement suspend la commande du 4<sup>e</sup> sous-marin nucléaire

LE CHEF d'état-major de la marine, l'amiral Jean-Charles Lefebvre, a confirmé, mardi 17 octobre, aux députés de la commission de la défense, que le gouvernement ne commandera pas, en 1996, un quatrième sous-marin nucléaire lance-missiles de la classe du Triomphant. Cette commande avait été prévue par la loi de programmation militaire, que le Parlement a adoptée l'an dernier et que le gouvernement juppé a décidé de remettre totalement en chantier pour l'année prochaine.

Le premier sous-marin stratégique de nouvelle génération, le Triomphant, sera admis en service actif en septembre 1996. Le deuxième, le Téméraire, ne le sera pas avant 1999. L'amiral Lefebvre a admis que le troisième, baptisé le Vigilant, aura un an de retard par rapport aux prévisions - soit l'an 2001 - en raison de la réduction des crédits.

Cette même réduction des crédits militaires explique « l'absence de commande en 1996 du quatrième sous-marin de nouvelle génération », a indiqué le chef d'état-major de la marine. « Mais cela ne signifie pas que son existence future est remise en cause pour des raisons budgétaires. Le problème, a conclu le chef d'état-major, est aujourd'hui examiné dans un cadre global. »

Pour la première fois, un chef militaire confirme officiellement que la mise en chantier d'un quatrième sous-marin stratégique a été suspendue et qu'elle est, en réalité, remise en question pour tenir compte de la réflexion menée aujourd'hui par le gouvernement sur l'avenir de la dissuasion.

Le « cadre global », auquel l'amiral Lefebvre fait allusion, a trait à la possibilité pour la France, après l'abandon des silos du plateau d'Albion, en Haute-Provence, de fonder la dissuasion nouvelle sur des avions Rafale, armés d'un mis-

site nucléaire aéroporté, et sur trois sous-marins stratégiques (au lieu des quatre initialement prévus). Le chef d'état-major de la marine a simplement précisé que la France peut espérer rendre crédible la présence de deux sous-marins opérationnels en permanence à la mer, à partir d'un parc de quatre unités dans le cycle. Pour autant, il n'a pas indiqué comment la marine organiserait ses patrouilles à partir d'un parc limité à trois sous-marins stratégiques.

J. L.

## SOMMAIRE

## INTERNATIONAL

OTAN: la démission annoncée du secrétaire général Willy Claes 2  
Russie: Boris Eltsine désavoue son ministre des affaires étrangères 3  
Côte d'Ivoire: l'élection présidentielle se prépare dans un climat d'extrême tension 4

## FRANCE

Majiorité: les commerçants, artisans et chefs des PME courtoises 6  
Budget: les avantages fiscaux accordés aux couples non mariés sont supprimés 7

## SOCIÉTÉ

Éducation: M. Bayrou se donne un an pour engager une réforme de l'université 8  
Attentats et presse: le directeur de Paris Match entendu par la police 9

## HORIZONS

Enquête: Jours de crise à l'ONU 11  
Débats: Réflexions alarmantes, par Friedrich Grossestein: L'Occident et la Russie: cinq propositions, par Charles Zorgbibe 12  
Éditoriaux: Jeux dangereux en Italie: L'impôt bien pensant 13

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le vendredi 20 octobre, à 10 h 15 (Paris)

## FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 17955,40 +0,33 -7,93  
Hong Kong Index 9963,61 +0,85 +21,70

Tokyo Nikkei sur 3 mois



## OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 19/10	Var. en %	Var. en %
Paris CAC 40	1757,30	-0,76	-6,58
Londres FT 100	3380,10	-0,36	+16,78
Zurich	1437,69	-	+15,91
Milan MIB 30	972	+4,85	+5,17
Frankfurt Dax 30	2179,60	-0,69	+3,46
Bruxelles	1418,96	-0,25	+2,10
Stoxxa SIBS	1374,97	-	+32,44
Madrid Ibers 35	300,26	-0,37	+5,35
Amsterdam CBS	300,80	-0,34	+6,30

## DEMAIN dans « Le Monde »

LA « CRISE D'OCTOBRE 70 » AU QUÉBEC: il y a vingt-cinq ans, le Front de libération du Québec (FLQ) enlevait un diplomate et un ministre, aventure qui devait s'achever par l'intervention de l'armée et l'assassinat de l'un des otages.

Tirage du Monde daté vendredi 20 octobre 1995: 506 714 exemplaires

## Les Serbes auraient commis de nouveaux massacres en Bosnie

PLUSIEURS diplomates occidentaux ont déclaré ces derniers jours craindre que de nouveaux massacres aient été perpétrés par des miliciens serbes au cours de la dernière vague de purification ethnique dans le nord de la Bosnie. A l'issue d'une longue visite en Bosnie, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les droits de l'homme, John Shattuck, a affirmé, jeudi 19 octobre à Zagreb, qu'on lui avait personnellement rapporté que des camps où plusieurs milliers de Musulmans et Croates sont morts en 1992 avaient été rouverts dans les territoires contrôlés par les Serbes de Bosnie.

Ces informations émanaient, jusqu'à présent, de sources militaires bosniaques dans le nord-ouest de la Bosnie, où se multiplient par ailleurs des récits de découvertes de charniers de civils exécutés par des Serbes. Le responsable américain a cité, notamment, le camp de Keraterm, situé près de Prijedor, une localité sous contrôle serbe et menacée par la récente avancée des forces croates et bosniaques.

Selon l'ONU, le tristement célèbre Zeljko Razvičević, alias Arkan, chef d'une milice qui s'est illustrée aussi bien en Croatie qu'en Bosnie par son extrême cruauté dans les opérations de « nettoyage ethnique », se trouve actuellement dans la région. Le département d'Etat a d'ailleurs indiqué, jeudi, que le négociateur américain, Richard Holbrooke, avait, dans la journée, demandé au président de Serbie, Slobodan Milosevic, de « mettre fin aux activités » d'Arkan.

Selon John Shattuck, deux mille hommes musulmans en âge de combattre sont portés disparus dans les régions du nord-ouest de la Bosnie récemment reprises par les troupes croates et bosniaques. Selon les témoignages recueillis par le haut responsable américain auprès de personnes expulsées ces dernières semaines de la région de Banja Luka (nord-ouest), de nombreux civils musulmans de sexe masculin vivant dans les zones sous contrôle serbe ont été faits prisonniers ou tués sur place avant l'avancée des forces croato-bosniaques, notamment à Sanski Most.

Un diplomate occidental cité par le Washington Post du 20 octobre a également déclaré que son gouvernement craignait que « des Serbes de Bosnie appuyés par des unités paramilitaires yougoslaves, liées au président Milosevic, n'aient, le mois dernier, tué plus de deux mille Musulmans dans le nord de la Bosnie ». Ces accusations interviennent au moment où Richard Holbrooke vient d'achever sa dernière mission dans l'ex-Yougoslavie avant les négociations de paix qui se dérouleront à partir du 31 octobre sur la base africaine de Wright Patterson, dans l'Ohio. - (AFP)

**RAFAL**

Fait à la gare St-Lazare

Habille les hommes

**GRANDS FORTS**

15, place du Havre  
Paris 66 - Tél. 48.27.84.64

CAP 3000 - NICE  
14, av. J. Mégevand  
LYON - Flouy  
40, rue E. Maréchal

صلى الله عليه وسلم